An aerial photograph of a river filled with numerous long rafts made of bundled bamboo poles. Several people are seen standing on the rafts, some using long poles to navigate. The water is a greenish-brown color, and the surrounding landscape is lush and green.

LA REVUE DE L'INSTITUT FACTS REPORTS

2024

LES DÉFIS SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES DE LA **SOBRIÉTÉ**

En partenariat avec
Archipel&Co.

INSTITUT
 **VEOLIA**

REGARDS CROISÉS POUR ÉCLAIRER LE FUTUR

L'INSTITUT VEOLIA

Plateforme d'échanges et de débats, l'Institut Veolia mène un travail prospectif sur les enjeux au carrefour de l'environnement et de la société, depuis sa création en 2001. Sa mission est de proposer des regards croisés pour éclairer le futur.

En lien avec la communauté académique internationale, l'Institut Veolia apporte des éclairages multidisciplinaires sur le monde en mutation. Il analyse les enjeux environnementaux et sociétaux des prochaines décennies, notamment ceux liés à l'évolution des modes de vie urbains et aux modes de production et consommation durables (villes, services urbains, environnement, énergie, santé, agriculture, etc.).

Au fil des ans, l'Institut Veolia a tissé un réseau international de haut niveau, formé d'experts, intellectuels et scientifiques, d'universités et d'organismes de recherche, d'autorités publiques, d'ONG, d'organisations internationales, etc. L'Institut intervient via ses publications et ses conférences ainsi que ses groupes de réflexion prospectifs.

Reconnu comme une plateforme légitime sur les enjeux globaux, l'Institut Veolia a été admis comme « Observateur ONG » par la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

LE COMITÉ DE PROSPECTIVE

Grâce à la réputation internationale de ses membres et à leur expertise, le Comité de prospective guide les travaux et le développement de l'Institut.

Le Comité de prospective est composé d'**Harvey Fineberg**, Président de la Gordon and Betty Moore Foundation et ancien Président de l'Académie nationale de médecine des États-Unis ; **Pierre-Marc Johnson**, Avocat international et ancien Premier Ministre du Québec ; **Philippe Kourilsky**, Directeur général honoraire de l'Institut Pasteur ; **Amy Luers**, Directrice des sciences du développement durable de Microsoft et **Mamphela Ramphele**, ancienne Directrice générale de la Banque Mondiale.

Nous avons l'honneur d'accueillir cette année deux nouveaux membres : **Philippe Aghion**, Économiste professeur au Collège de France et à la London School of Economics et **Marie-Laure Salles-Djelic**, Directrice de l'Institut de hautes études internationales et du développement et Présidente du Conseil scientifique de l'Idri.

Nous exprimons notre profonde gratitude envers **Amartya Sen**, Économiste, Prix Nobel 1998, Professeur à Harvard, pour ses précieuses contributions et son engagement envers les travaux de l'Institut Veolia depuis sa création en 2001 et jusqu'en 2023.

LA REVUE

La revue de l'Institut Veolia - FACTS Reports est une publication internationale facilitant les regards croisés sur des sujets au carrefour de la société et de l'environnement.

Cette revue, créée en 2007, a été lancée pour promouvoir la diffusion de bonnes pratiques mises en œuvre sur le terrain, afin de contribuer à résoudre des problèmes liés au développement, à l'économie, la santé, l'environnement, l'agriculture et l'éducation, dans les pays développés et en développement.

La revue interdisciplinaire réunit les expériences et expertises de différents acteurs (chercheurs, experts académiques, pouvoirs publics, entreprises, ONG, organisations internationales, etc.) afin de profiter d'une pluralité de regards sur un sujet donné, en combinant les retours d'expérience de bonnes pratiques issues d'acteurs de terrain et des analyses d'experts.

Numéro coordonné par
David Ménascé
et Iris Levy,
Archipel&Co

SOMMAIRE

P. 3

INTRODUCTION

Nicolas Renard

Directeur Exécutif
de l'Institut Veolia

P. 4

AVANT-PROPOS

Mamphela Ramphele

Ancienne Directrice générale de la Banque
Mondiale et membre du Comité de Prospective
de l'Institut Veolia

1. Regards croisés sur la sobriété

P. 10

**Les enjeux sociaux et symboliques
de la sobriété : cadrage et présentation
du numéro**

Iris Levy, David Ménascé
Archipel&Co

P. 14

Sobriété : passer de l'individuel au collectif

Emrys Westacott
Professeur de philosophie
(Université d'Alfred, NY)

P. 18

Les défis sociaux et politiques de la sobriété

Mathieu Saujot
Directeur, programme Modes de vie en
transition, Idtri (Institut du Développement
Durable et des Relations Internationales)

P. 24

**La sobriété choisie et les changements
de comportements individuels :
l'éclairage de la science économique**

Aude Pommeret
Professeur en science économique,
Université Savoie Mont Blanc

P. 28

Bienvenue dans l'ère de la déconsommation

Cécile Désaunay
Directrice d'études à Futuribles

P. 32

**Sobriété et Chine : Comment trouver un juste
milieu avec les aliments d'origine animale ?**

Marius Korsnes
Professeur associé au Département d'études
interdisciplinaires de la culture, Université
norvégienne des sciences et de la technologie

P. 36

**« L'eau vivante » : regard sur la sobriété
au Cameroun**

Blick Bassy
Chanteur, auteur-compositeur,
producteur et musicien

2. La sobriété en débat : défis politiques et sociaux

P. 42

**De la sobriété à la croissance verte :
agir sur ce qui compte**

Alessio Terzi
Économiste à la Commission européenne
et conférencier (Sciences Po, HEC Paris)

P. 46

**La consommation discrète, une nouvelle
forme de distinction sociale ?**

Article rédigé d'après un entretien réalisé
avec Dr. Elizabeth Currid-Halkett,
par Archipel&Co
Auteure, conférencière, chercheuse
et professeur de politique publique
à la Price School de l'Université
de Californie du Sud

P. 50

**L'ère du confort, une menace
pour la sobriété ?**

Stefano Boni
Anthropologue, Université de Modène
et de Reggio d'Emilie

P. 54

**Redirection écologique et sobriété intensive :
quels modes de coexistence honorer ?**

Nathan Ben Kemoun
Docteur en Sciences de Gestion,
enseignant-chercheur à l'ESC
Clermont Business School
Pauline Vigey
Économiste, fondatrice
de Que Fleurisse ton Œil

P. 58

**La sobriété, ce n'est ni plus, ni moins,
mais mieux**

Mary Lawhon
Maître de conférences en géographie
humaine à l'université d'Édimbourg
Tyler McCreary
Professeur associé en géographie à l'université
d'État de Floride

3. La sobriété en acte : déclinaisons, opérationnalisations, hybridations

P. 64

**De l'efficacité au renoncement :
vers l'émergence de nouveaux
business models**

Laurence Lehmann Ortega
Professeur de Stratégie
et Politique d'Entreprise, HEC Paris

P. 70

**leboncoin, une success story en matière
de sobriété ?**

Entretien avec Amandine de Souza
Directrice Générale de leboncoin

P. 74

La mode au défi de la sobriété

Entretien avec Stéphanie Calvino
Styliste et fondatrice d'Anti_Fashion Project

P. 78

La ville sobre, quelle réalité ?

Entretien avec Charlotte Halpern
Politiste, chercheuse au Centre d'études
européennes et de politique comparée
de Sciences Po Paris

P. 82

**Quel apport des sciences humaines
pour changer les comportements ?
Illustration dans l'énergie**

Xavier Brisbois
Docteur en psychologie sociale

P. 86

**Sobriété : les enjeux pour
Veolia Eau France**

Article rédigé d'après un entretien
réalisé avec Jean-François Nogrette,
par Archipel&Co
Directeur Veolia de la zone France
et déchets spéciaux Europe

P. 90

Pour une sobriété « systémique »

Philippe Bihouix
Directeur général du groupe AREP



INTRODUCTION

Nicolas Renard - Directeur Exécutif de l'Institut Veolia



La sobriété nous sauvera-t-elle de la pénurie des matières premières et du réchauffement climatique ? La sobriété, c'est la retenue, la modération, l'absence d'excès, et donc la limitation des désirs et des besoins. En réduisant nos consommations, elle réduit aussi nos pollutions et nos prélèvements dans la nature. Elle prend ses racines dans la tempérance, et

renvoie aux vertus antiques qui, chez les Grecs, avaient pour objectif de mener à la vie bonne.

La sobriété n'est pas la décroissance. La première n'implique pas forcément une contraction du PIB, la seconde si. Au demeurant, si l'on veut faire face aux défis écologiques de l'humanité, ce n'est pas la décroissance de l'économie qui importe, mais celle des flux physiques, des prélèvements de matières premières, d'énergie ou d'eau dans la nature.

Comme beaucoup de concepts, la sobriété se pare de nombreuses nuances. Sobriété forte ou faible. Sobriété incitative ou punitive. Sobriété provisoire ou permanente. Sobriété choisie ou subie. Sobriété énergétique, celle dont on parle le plus, ou sobriété matérielle, hydrique et même foncière, pour contenir l'artificialisation des sols.

Homo Sapiens va-t-il devenir *Homo Sobrius* ? Peut-être, mais il lui faudra du temps. Car seuls quelques pays d'Europe plébiscitent la sobriété. Car elle heurte de plein fouet les fondements du système économique : hyperconsommation, surproduction, gaspillage. Les habitudes de nombreux secteurs sont aux antipodes de la frugalité. Dans la mode, Zara sort 52 collections par an... Devenir sobre est une tâche ardue dans une société qui fait quotidiennement l'éloge du contraire !

Pour autant, la sobriété n'est pas inaccessible. La France en a donné un exemple, durant l'hiver 2023, en abaissant rapidement ses consommations énergétiques. Là se révèle une des limites de la sobriété : dans les pays développés, c'est surtout lors de crises qu'elle s'est imposée. Crise énergétique, avec l'envolée du prix du gaz due à la guerre en Ukraine. Crise environnementale, avec la sécheresse de 2022 qui a conduit à l'instauration de sévères restrictions d'eau en Europe.

Pour passer des excès de la société de consommation à la tempérance, il est nécessaire d'agir à plusieurs niveaux. Et d'abord, à celui des individus. C'est probablement le plus facile, mais le moins efficace. Une modification de ses comportements individuels permettrait à un Européen de réduire d'un quart son empreinte écologique. Pourquoi pas plus ? Car nos comportements dépendent peu de nous ; ils sont gouvernés par le contexte social, l'éducation, les incitations, les règlements, les prix, mais aussi par les infrastructures, l'urbanisme, l'organisation du travail. Comment se priver de voiture quand les transports en commun, l'aménagement des territoires, la répartition spatiale de l'habitat et des emplois ne laissent pas d'autre choix ?

Des comportements individuels sobres ne peuvent émerger que s'il existe une offre fiable et abordable financièrement. Ceci repose sur des politiques cohérentes, à l'échelle locale et nationale. Des politiques équitables, en sorte que les efforts de sobriété ne pénalisent pas les personnes à faibles revenus. Des politiques attractives, qui accordent de la valeur à la sobriété. Restreindre ses désirs ne séduit pas. D'où la nécessité de créer un imaginaire positif en faveur de la sobriété ; de la présenter, non pas comme une contrainte dictée par la finitude des ressources, mais comme un nouvel idéal social.

La maîtrise de la demande se prépare en amont, dans les mentalités. En questionnant nos besoins pour les limiter au suffisant, la sobriété agit à la source des maux, mais elle exige un engagement personnel élevé. Or on ne peut pas baser les politiques publiques sur l'espoir que les êtres humains deviennent tous vertueux. Faut-il alors passer en force, en imposant la sobriété par des lois impopulaires, des taxes, des quotas, des normes ? En partie, car les changements volontaires de comportement n'auront pas assez d'impacts.

Certes, la sobriété est une des expressions d'une gestion responsable des ressources naturelles. Mais aussi loin qu'on la poussera, elle ne suffira pas. Il y a d'autres leviers à actionner en parallèle, tels que l'efficacité dans l'usage des ressources ou l'économie circulaire. Nous ne pourrions pas surmonter l'immense défi écologique en opposant sobriété et efficacité, en freinant les innovations technologiques, en n'utilisant pas toutes les solutions disponibles.

*En réduisant
nos consommations,
la sobriété réduit aussi
nos pollutions
et nos prélèvements
dans la nature*



AVANT-PROPOS

Mamphela Ramphela

Ancienne Directrice générale de la Banque Mondiale et membre du Comité de Prospective de l'Institut Veolia

Qu'est-ce que la sobriété ?



Quand nous réfléchissons à la question complexe de la sobriété, nous devrions nous en remettre à la sagesse du Mahatma Gandhi. Comme il le disait, « *la Terre fournit suffisamment pour satisfaire les besoins de chaque être humain, mais pas l'avidité de chaque être humain.* »

Une question se pose alors : le système économique mondial dominant est-il compatible avec la sobriété ? Car le moteur du système capitaliste dominant est le consumérisme. Plus la consommation est élevée, plus les entreprises sont satisfaites de voir leurs produits inonder les marchés, plus leurs profits sont élevés, ce qui contribue à la croissance et à la hausse du PIB. Et ce, même s'il est scientifiquement prouvé que notre quête de croissance et de consommation pousse notre planète en dehors de sa zone de sécurité. L'humanité a déjà franchi six des neuf limites planétaires, celles-ci délimitent un espace vivable pour l'humanité¹.

La sobriété est avant tout un état d'esprit. Dans le village où j'ai grandi, dans la province de Limpopo, en Afrique du Sud, nous avons été élevés pour nous satisfaire d'un petit cadeau ou de ce qui nous était servi à table. Et les envieux étaient considérés comme malheureux. Car, comme le dit le proverbe, « *Sijagobe a se khore* », celui qui est envieux n'est jamais satisfait. Gandhi et la sagesse ancestrale africaine nous enseignent la même chose : la sobriété est un état d'esprit.

Comme le dit le proverbe, « Sijagobe a se khore », celui qui est envieux n'est jamais satisfait. Gandhi et la sagesse ancestrale africaine nous enseignent la même chose : la sobriété est un état d'esprit

Notre façon d'appréhender la sobriété nous renvoie à notre compréhension de la condition humaine. Car l'être humain est l'une des espèces présentes sur Terre qui ne peut se passer de ses semblables. Nous ne pouvons pas survivre et nous épanouir en étant isolés : de la naissance à la mort, nous avons besoin des autres. Être humain, c'est être interconnecté aux autres, au sein de la toile de la vie. En Afrique, cette conception est appelée Ubuntu/Omenala/AjobiBiakoye. Et nous y sommes définis par notre « être » et non par notre « avoir ».

La pandémie de COVID nous a fait prendre conscience, parfois douloureusement, de notre grande dépendance aux autres, qu'il s'agisse de liens affectifs ou d'entraide. Les scientifiques n'ont pas encore trouvé pourquoi la mortalité due au COVID a été plus faible que prévu dans certaines régions défavorisées d'Afrique. Mais il semble que les communautés qui se sont davantage mobilisées pour soutenir les plus vulnérables s'en soient mieux sorties. La sobriété naît aussi de notre satisfaction au sein de relations d'affection, de soutien et de complémentarité.

Il est désormais reconnu que les communautés indigènes, qui représentent seulement 6 % de la population mondiale, gèrent efficacement 80 % des écosystèmes critiques, abritant des ressources de biodiversité essentielles au maintien de la vie. L'empreinte de ces communautés autochtones est légère, car leur culture est ancrée dans la sobriété et qu'elles ont une conscience aiguë de l'importance de toute vie, au-delà de la vie humaine. Les cultures indigènes ont également une conscience aiguë des relations intergénérationnelles, des responsabilités mutuelles

¹ Stockholm Resilience Centre (centre de recherche sur la résilience et la science de la durabilité à l'Université de Stockholm).



et de la place de l'être humain dans la nature. Dans ces cultures, les humains ne dominent pas la nature, ils considèrent que toute vie est sacrée et mérite le respect. Il est essentiel de comprendre qu'en faisant partie de la nature, nous ne possédons pas la terre. Au contraire, la terre nous possède. Elle est la source de notre vie et subsistance.

En 2009, des scientifiques ont cartographié neuf limites planétaires, afin de définir ce qui constitue un espace de fonctionnement sûr pour notre planète : le changement climatique, l'intégrité de la biosphère, la diminution de la couche d'ozone, l'acidification des océans, la charge en aérosols atmosphériques, la perturbation des cycles biochimiques de l'azote et du phosphore, l'introduction des entités nouvelles dans la biosphère, le changement d'usage des sols et de la ressource en eau douce. La vie humaine ne peut être maintenue qu'à l'intérieur de cet espace, mais notre empreinte humaine ne cesse de croître et menace notre capacité à survivre.

Des mesures de l'évolution des limites planétaires ont été effectuées pour la première fois en septembre 2023. Elles indiquent que nous avons franchi six des neuf limites planétaires, à savoir : le changement climatique, l'intégrité de la biosphère (comprenant la biodiversité), la disponibilité de l'eau douce, l'utilisation des terres, la pollution par les nutriments et les déchets d'origine humaine tels que les plastiques. Derrière ces dépassements : la surconsommation de biens et de services, au-delà des besoins humains. Et plus nous consommons, plus la croissance est forte, quels que soient les effets sur notre bien-être et notre planète.

Il semble que les communautés qui se sont davantage mobilisées pour soutenir les plus vulnérables s'en soient mieux sorties. La sobriété naît aussi de notre satisfaction au sein de relations d'affection, de soutien et de complémentarité

Les urgences planétaires auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui sont la preuve que l'humanité dépasse les marges de sécurité de notre planète. Le changement climatique, accompagné de sécheresses et d'inondations, provoque de grandes souffrances chez les humains et les autres espèces. Malgré les connaissances et les compétences technologiques nécessaires pour passer aux énergies renouvelables, la combustion des énergies fossiles continue à alimenter une hausse des températures qui a dépassé 1,5 C°. Des modèles politiques et économiques inappropriés ont engendré des inégalités nationales, régionales et mondiales, qui alimentent les guerres. Enfin, le secteur mondial de l'armement, insatiable, prospère en produisant des armes de plus en plus meurtrières.

La perte de biodiversité décime les paysages et les sources d'eau douce comme la région amazonienne. L'avidité des consommateurs du monde entier transforme l'Amazonie, notre plus grand poumon planétaire, en émetteur de carbone. Cette région est dégradée par la déforestation et la production de soja, d'huile de palme et l'élevage du bétail. Les pandémies mondiales nous rappellent également que notre planète est en déséquilibre. Ces urgences planétaires sont autant de signaux d'alarme qui devraient nous inciter à revenir à l'essence de ce que nous sommes : des êtres interdépendants au sein de la toile de la vie, à travers le temps et l'espace.

La bonne nouvelle, c'est que le vent du changement souffle dans de nombreuses régions du monde et qu'il prend de l'ampleur. L'inspiration vient des



AVANT-PROPOS

communautés indigènes et de leurs dirigeants, qui s'expriment désormais. J'ai récemment participé à un sommet de Bioneer à San Francisco, où j'ai écouté le chœur grandissant des voix indigènes du monde entier qui nous appellent à revenir aux sources, à des solutions basées sur la nature, à la sagesse, l'intelligence et la joie de vivre en harmonie avec la nature.

En tant que membre des « Planetary Guardians » établis en 2023, avec la vision d'« un avenir brillant dans lequel les personnes et la planète s'épanouissent », je demande instamment à chacun, partout, d'être des gardiens engagés de notre planète. Ce collectif indépendant, constitué de personnalités éminentes, parmi lesquelles des fonctionnaires à la retraite, des scientifiques et des chefs d'entreprises, se donne pour mission de « développer la science pour faire des limites planétaires un cadre de mesure et de fonctionnement, permettant au monde de rétablir d'urgence une relation saine avec notre planète ».

Le Brésil, qui accueillera la COP30 en 2025 et qui est un membre clé du G20, est un pays idéal pour piloter certaines interventions proposées pour lutter contre la dégradation des écosystèmes et la perte de biodiversité. Le Brésil est le plus avancé des grands pays dans la transition des énergies fossiles vers les énergies renouvelables, avec 83 % d'énergie d'origine renouvelable et un engagement à achever son processus de transition d'ici 2030. Le Brésil a mis en place un plan stratégique et s'est engagé à reboiser l'Amazonie, à restaurer les écosystèmes vitaux et la biodiversité. Les Planetary Guardians s'engagent à soutenir cette vaste transition, qui aura des répercussions importantes à l'échelle mondiale.

Le Costa Rica est un autre cas intéressant. Ce pays a pris la décision, dans les années 1940, de ne pas avoir d'armée, mais d'investir ses ressources publiques dans un enseignement gratuit de haute qualité et dans le bien-être de tous les citoyens. Cette décision a porté ses fruits. Le pays est aujourd'hui sur la voie d'une économie circulaire complète et d'une transition vers les sources d'énergie renouvelables.

Le continent africain, avec son Agenda 2063, a un potentiel important pour passer d'un modèle économique extractif « gaspilleur », à l'exploitation de ses abondantes ressources en terres, soleil, vent et biodiversité, pour devenir florissant et plein de jeunesse. Un facteur essentiel de réussite pour l'Afrique sera la transition des anciens dirigeants post-libération, qui se sont associés à des systèmes économiques extractifs, vers un leadership jeune, qualifié, créatif et professionnel, qui conduira le continent à la prospérité dans la seconde moitié du XXI^{ème} siècle. La transformation de ces anciens modèles économiques passera également par des processus de développement socio-économique ascendants et inclusifs, fondés sur la science et la technologie. La protection des écosystèmes locaux et du patrimoine culturel est essentielle pour promouvoir l'évolution vers des mentalités de sobriété.

Nous devons tous nous libérer des pièges de la surconsommation et réapprendre à vivre dans l'espace opérationnel de nos limites

planétaires, définies et mesurées par la science. Nous devons nous libérer des systèmes économiques extractifs, qui encouragent des modes de vie fondés sur la consommation et le gaspillage. L'adoption de la sobriété, fruit de relations saines avec nous-mêmes, nos familles, nos communautés, nos écosystèmes et notre société au sens large, nous permettrait de prospérer et de nous épanouir.

Cette édition de la revue FACTS sur la sobriété nous offre l'occasion de repenser nos relations avec les biens matériels et les services que nous utilisons. Il n'y aura jamais assez de ressources pour satisfaire nos besoins si nous continuons à consommer au rythme actuel. Nous devons changer nos mentalités pour réfléchir à ce qui est suffisant. Nous devons adopter la sobriété comme un mode de vie, dans un monde où règnerait le bien-être pour tous sur une planète saine.

Nous devons nous libérer des systèmes économiques extractifs, qui encouragent des modes de vie fondés sur la consommation et le gaspillage





1. REGARDS CROISÉS SUR LA SOBRIÉTÉ



Si la sobriété se veut désormais collective, son ambition première demeure orientée vers les changements de comportement individuels

Si l'urgence à agir face au réchauffement climatique tend à faire l'objet d'un consensus de plus en plus partagé à l'échelle planétaire, les modalités de mise en œuvre de la transition écologique sont largement débattues – et parfois contradictoires. Parmi les multiples paradigmes tentant de répondre au défi climatique et environnemental, celui de la sobriété a bénéficié, au cours de la période récente, d'une visibilité et résonance nouvelles dans le débat public. Symptômes de cette remise en lumière de la sobriété, la mention du terme dans le dernier rapport du GIEC¹, suivie par la création en mars 2024 d'un Laboratoire mondial de la sobriété, dirigé par Yamina Saheb, chercheuse et experte du GIEC. En France, la sobriété énergétique a fait l'objet de mesures de politiques publiques dès 2022, dans le cadre du plan de sobriété énergétique.

Afin de décrypter les ressorts de cette mise sur agenda progressive de la sobriété, il est essentiel de revenir sur les différentes acceptions de la notion. Si la plupart des parties prenantes se réclamant de la sobriété s'accordent sur un socle commun centré sur la réduction des besoins à *la source* (à la différence de l'efficacité, qui consiste à faire « autant en consommant moins (d'énergie, de matières) »), le concept de sobriété fait en réalité l'objet de définitions et déclinaisons multiples. Comme le rappelle le philosophe **Emrys Westacott**, la sobriété s'ancre dans une tradition philosophique et religieuse ancienne, forgée lors de l'Antiquité, faisant avant tout de celle-ci un idéal d'ascèse individuel. Les promoteurs contemporains de la sobriété se sont progressivement émancipés de cette définition restrictive, pour appréhender la sobriété à l'échelle collective, et questionner plus largement nos modes de production et de consommation, à l'aune de nouveaux critères tels que l'utilité, l'empreinte sur les ressources naturelles ou l'usage des techniques. Si la sobriété se veut désormais collective, son ambition première demeure toutefois orientée vers les changements de comportement individuels. À partir des hypothèses cardinales de la science économique, **Aude Pommeret** met en lumière les complexités d'un tel objectif, et rappelle la difficulté de faire évoluer les préférences individuelles. Analysant la place de la sobriété dans le débat public, **Mathieu Saujot** revient sur ces différentes dimensions de la sobriété – individuelle, collective, touchant aux comportements de consommation mais aussi aux politiques publiques –, mais aussi sur les défis sociaux et politiques soulevés par une telle approche.

Dans ce cadre, quelle réalité recouvre aujourd'hui la sobriété ? **Cécile Désaunay** apporte des éléments de réponse à cette interrogation, en questionnant l'émergence d'une société de la « déconsommation » en France. Comme souligné par de nombreuses études, la prise de conscience environnementale et le désir de faire évoluer sa consommation ne peuvent constituer un facteur explicatif unique pour décrypter l'évolution des tendances de consommation et l'apparition d'une forme de sobriété, d'ailleurs encore marginale dans les faits.

En outre, s'interroger sur la réalité de la sobriété impose de questionner la résonance du concept au-delà du contexte français ou à tout le moins au-delà des configurations propres aux pays développés. En la matière, la réponse est ambivalente, et bute sur un premier défi d'ordre sémantique – comment traduire le terme de *sobriété* ? –, dont témoignent les différents vocables utilisés pour évoquer la sobriété (*sufficiency* et *frugality* coexistent à minima en anglais). Mais surtout, la réduction volontaire des besoins et de la production apparaît difficilement compréhensible et peu pertinente pour les pays en voie de développement. Si la sobriété peut être présente dans ces contextes, elle n'est pas nécessairement formulée comme telle, et coexiste avec d'autres aspirations, comme le rappellent respectivement **Blick Bassy**, au sujet du Cameroun, et **Marius Korsnes**, au sujet de la Chine. Cette mise en perspective internationale apparaît indispensable pour envisager la sobriété dans toute sa richesse et son ambivalence.

Iris Levy
David Ménascé
Archipel&Co,
Coordinateurs du numéro

¹ Le 6^{ème} rapport du GIEC, publié en 2023, dédie un chapitre aux enjeux de sobriété, abordés dans le cadre d'une réflexion sur le potentiel de réduction des émissions de gaz à effet de serre pouvant être obtenu grâce à une diminution de la demande.



LES ENJEUX SOCIAUX ET SYMBOLIQUES DE LA SOBRIÉTÉ

Cadrage et présentation du numéro

Iris Levy, David Ménascé
Archipel&Co



David Ménascé, fondateur, et Iris Levy, consultante en charge des sujets prospectifs, travaillent au sein d'Archipel&Co, agence d'innovation et d'entrepreneuriat à impact. Le cabinet accompagne depuis plus de dix ans, entreprises, ONG, institutions publiques et entrepreneurs sociaux à inventer les solutions d'une transition juste, à la fois performantes économiquement et socialement souhaitables.

La sobriété s'est imposée au cours de la période récente comme un paradigme plébiscité par un large éventail de parties prenantes (ONG, entreprises, institutions internationales) pour mettre en œuvre la transition de nos modes de vie et production, et diminuer nos émissions de gaz à effet de serre. Concept aux racines philosophico-religieuses, ancré initialement sur l'ascèse individuelle, la notion de sobriété invite à questionner l'utilité de nos besoins en biens et services, mais aussi à repenser nos modes de production et d'organisation collectifs. Si l'approche sobre se décline d'ores et déjà dans différents domaines, illustrés dans ce numéro, elle ne va pas sans susciter un certain nombre de défis. La sobriété se heurte ainsi à la question des inégalités, mais aussi à l'enjeu de désirabilité.

Par-delà les singularités culturelles et géographiques, l'urgence écologique, notamment face au changement climatique, tend à s'imposer comme une priorité partagée. Néanmoins, si le diagnostic semble faire de plus en plus l'unanimité, les réponses restent aujourd'hui très hétérogènes. Parmi les paradigmes en présence, confrontés au défi commun d'articuler les enjeux sociaux et de développement au respect des « limites planétaires », celui de la « sobriété » rencontre dans la période récente une résonance particulière. Cette résonance n'est pas universelle : selon les pays et les thématiques, la réflexion sur la sobriété apparaît plus ou moins pertinente et mature.

La France constitue à cet égard un cas d'école intéressant. Au cours des dernières années, plusieurs acteurs, issus tant de la société civile que du monde de la prospective ou de l'énergie, ont en effet contribué à structurer et à imposer dans l'espace public une réflexion sur la sobriété, que consacre la reprise du terme dans le cadre du Plan de sobriété énergétique établi à l'hiver 2022. Le 6^{ème} rapport du GIEC, publié en 2023, dédie également un chapitre aux enjeux de sobriété, abordés dans le cadre d'une réflexion sur le potentiel de réduction des émissions de gaz à effet de serre pouvant être obtenu grâce à une diminution de la demande.

Miroir de cet intérêt grandissant, la sobriété soulève également de multiples débats, questionnant tant la légitimité et l'utilité du concept que son opérationnalisation. Afin de mieux comprendre les ressorts de la sobriété, sa popularité récente comme ses remises en question, mais aussi ses leviers concrets de mise en œuvre, ce numéro de la revue *Facts* a souhaité mettre en lumière des contributions variées, croisant les regards et les perspectives. Constructive et critique, la réflexion développée au cours de ce numéro cherche à éclairer le débat, en rendant justice à la singularité et à la pertinence de la sobriété, sans toutefois minorer toutes les difficultés soulevées par la réduction, à la source, de la demande en biens et services.

LA SOBRIÉTÉ, UN CONCEPT PLURIEL

De « l'auto-suffisance » individuelle aux scénarios de réduction des émissions : naissance de la sobriété collective

Loin des concepts de croissance verte, de développement durable ou de croissance inclusive, la sobriété s'ancre dans une réflexion sur « l'auto-suffisance », la frugalité et la rupture avec certains modes de production et de consommation actuels. Elle s'enracine dans une



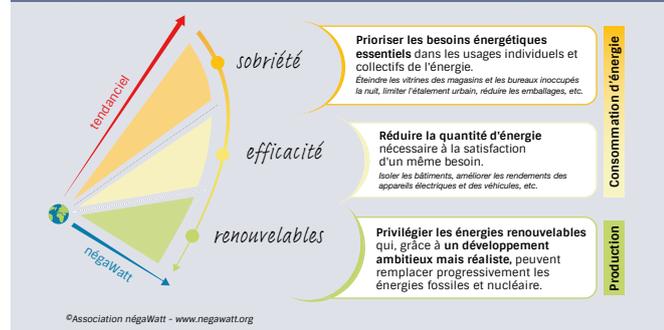
tradition de pensée ancienne, philosophique et religieuse, valorisant positivement un idéal individuel de modération voire « d'ascèse », synonyme de vertu, dont le philosophe Emrys Westacott retrace dans ce numéro la généalogie.

Initialement circonscrite à une dimension éthique individuelle, la notion de sobriété a été réactualisée dans les années 1970, et progressivement présentée comme une alternative à la société de « (sur)consommation ». Cette réactualisation fut notamment le fait de penseurs critiques à l'égard du progrès technique (tels que Jacques Ellul ou Ivan Illich), dont la pensée a connu une résonance particulièrement forte en France. La réflexion contemporaine sur la sobriété est en effet indissociable d'une critique des externalités négatives de la société de consommation industrielle – avant le tournant des années 1960, la sobriété, comme le rappelle l'historien François Jarrige, a longtemps été une évidence¹.

Plus récemment, au cours des vingt dernières années, le concept a été progressivement mobilisé par les promoteurs de la transition écologique pour encourager une réflexion sur l'utilité des besoins individuels. Un triptyque apparaît à cet égard comme structurant : *le superflu, l'utile, le nécessaire*.

Dans ce cadre, quelle définition contemporaine donner de la sobriété ? La popularité du concept a en effet contribué à faire coexister différentes définitions, cultivant une forme de flou et d'ambiguïté. À la suite de l'ADEME, on peut définir la sobriété comme « un continuum de démarches qui promeuvent, à différents degrés et à différentes échelles, une modération de la production et de la consommation des ressources énergétiques et matérielles, par une transformation des modes de vie, au-delà de la recherche d'efficacité² ». En dépit de nuances, les penseurs de la sobriété s'accordent en effet sur une ligne de partage conceptuelle et opérationnelle fondamentale, distinguant résolument la sobriété de l'efficacité. Tandis que l'efficacité vise à satisfaire les besoins existants en diminuant la consommation énergétique, la sobriété centre la réflexion sur les besoins, en questionnant leur pertinence et leur utilité, tant à l'échelle individuelle que collective. Le triptyque sobriété, efficacité, énergies renouvelables est ainsi au cœur de la réflexion portée en France par l'association négaWatt, créée en 2001, qui a contribué à imposer la distinction entre sobriété et efficacité.

L'approche de l'association négaWatt

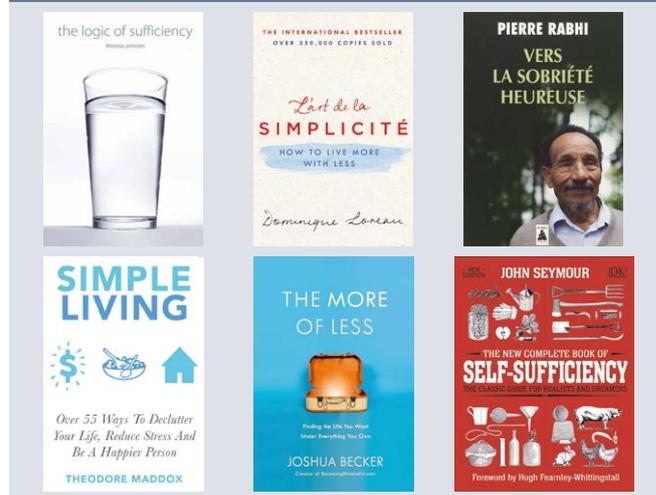


En dépit des complexités sémantiques, rendant difficile la transposition parfaite du terme de sobriété – au cours de ce numéro, nous avons opté alternativement pour le terme de *sufficiency* ou de *frugality*, selon le choix des auteurs –, le concept bénéficie d'un écho international certain. Son succès repose notamment sur sa capacité à faire converger des thématiques déjà anciennes (comme le découplage

entre la production et les émissions), la remise en question de la société de consommation, et des préoccupations plus récentes.

La sobriété intègre en effet de nouvelles thématiques et aspirations en termes de modes de vie telles que l'auto-suffisance, la frugalité et la simplicité volontaire (*sufficiency*). On observe ainsi un essor de la littérature grand public autour du thème « vivre mieux avec moins », notamment dans le monde anglo-saxon³. En ce sens, la sobriété et la mise en avant des leviers d'action individuels sont un symptôme des reconfigurations de l'individualisme contemporain, et du rôle désormais central des modes de vie comme leviers d'affirmation de son identité.

L'essor des publications sur la simplicité et la sobriété⁴



Mais la notion de sobriété rencontre également un fort écho avec les enjeux de souveraineté énergétique, fortement remis en avant dans le contexte de la guerre en Ukraine. Dans ce contexte, la sobriété est présentée par certains observateurs comme le prix à payer pour les libertés fondamentales et la solidarité internationale.

Un concept adopté par un large éventail de parties prenantes et aux déclinaisons multiples

Illustration de ce fort écho international, pour la première fois en 2023, le GIEC a mis en avant la sobriété comme l'un des piliers nécessaires au respect des objectifs de réduction des émissions de GES fixés par l'Accord de Paris. Le troisième volet du sixième rapport du GIEC fait de l'évolution des modes de vie et usages de l'énergie un élément « incontournable » de la transition⁵. Le rapport détaille ainsi ses recommandations de solutions « centrées sur la demande » – « *demand-side strategies* », « *demand-side mitigation actions* », « *deep demand reduction* », « *low demand scenarios* », « *reduced demand* », « *downshifting* », « *sufficiency* », « *changes in consumption choices* », « *socio-cultural and lifestyle changes* » sont les termes et expressions principalement utilisés.

3 Quelques exemples récents : Maddox, T. *Simple Living* ; Seymour, J. *Self-sufficiency* ; Becker, J. *The more of less*.

4 De gauche à droite : Princen, T. (2005). *The Logic of Sufficiency*. Paperback ; Loreau, D. (2005). *L'art de la simplicité*. Marabout ; Rabhi, P. (2010). *Vers la Sobriété heureuse*. Actes Sud ; Maddox, T. (2015). *Simple Living*. Kindle Edition ; Becker, J. (2016). *The More of Less*. WaterBrook ; Seymour, J. (2009). *The New Complete Book of Self-Sufficiency*, Dk – Dorling Kindersley.

5 Chapitre du rapport du GIEC consacré à la sobriété : *Demand, services and social aspects of mitigation*.

1 Jarrige, F. (2022). Dans l'Histoire, la sobriété a longtemps été une évidence. La Tribune.

2 ADEME, *Panorama sur la notion de sobriété*, (2019).



En particulier, les auteurs du GIEC classent une soixantaine d'actions individuelles en trois catégories :

- **Avoid** : les actions à éviter, comme l'alimentation carnée, les déplacements en avion, etc. ;
- **Shift** : les comportements à faire évoluer au profit de nouveaux modes de vie : télétravail, usage des transports publics et du vélo, etc. ;
- **Improve** : les leviers individuels pour diminuer la consommation énergétique des comportements existants (isolation des bâtiments, notamment).

Le GIEC considère ainsi la sobriété comme un volet complémentaire aux solutions technologiques – notamment les techniques d'élimination du dioxyde de carbone –, à l'emploi des énergies renouvelables ainsi qu'à d'autres réponses telles que l'économie circulaire et l'amélioration de la résilience des infrastructures. Dans leurs contributions, l'économiste Aude Pommeret et le chercheur en sciences comportementales Xavier Brisbois reviennent sur la place pouvant être dévolue aux changements de comportements individuels, et sur la difficulté de les faire évoluer.

Au-delà des premiers cercles militants et ONG, la sobriété apparaît donc désormais comme adoptée par un large éventail de parties prenantes. De fait, le concept est d'autant plus largement adopté qu'il est pluriel et offre la possibilité de déclinaisons multiples, adaptées à la diversité des parties prenantes, de leurs ambitions et de leurs approches sur ce thème.

En complément des réflexions du GIEC, la sobriété est ainsi au cœur de différents scénarios prospectifs pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050, en France et à l'international :

- **ADEME**. Dans le cadre de la réflexion prospective *Transition(s) 2050*, l'ADEME a défini quatre scénarios pour atteindre la neutralité carbone en 2050, dont un misant sur la sobriété (scénario « génération frugale »), et qui pourrait engendrer jusqu'à -55% de baisses de consommation d'énergie⁶.
- **Agence internationale de l'énergie**. L'IEA a intégré la sobriété dans son scénario « zéro émission nette » publié en mai 2021⁷. Selon l'agence, réduire les usages « excessifs ou inutiles » de l'énergie permettrait de réduire d'au moins 4% les émissions de GES sur l'ensemble de la trajectoire.
- **RTE**. Le gestionnaire d'électricité a publié en octobre 2021 six scénarios neutralité carbone pour 2050⁸. Elle retient 25 actions de sobriété dans quatre secteurs (résidentiel, tertiaire, industriel, transports) qui pourrait permettre à la France de réduire sa consommation d'électricité de 90 TWh d'ici à 2050.
- **négaWatt**. L'association a publié en octobre 2021 la cinquième édition de son rapport prospectif⁹, reposant sur trois leviers : sobriété (priorisation des besoins essentiels), efficacité (isolation des bâtiments) et usage des énergies renouvelables.

La sobriété constitue également un thème désormais incontournable pour les grandes ONG environnementales, en dépit d'appropriations différentes du concept. Des ONG comme WWF ou Réseau Action Climat encouragent ainsi le changement des objets et comportements de la vie quotidienne – l'utilisation du plastique par exemple –, pour montrer concrètement que la « sobriété heureuse » est possible.

Le succès de la sobriété repose enfin sur ses multiples déclinaisons opérationnelles. Au cours des dernières années, la sobriété s'est en effet progressivement élargie au-delà de la sobriété

énergétique. De nombreuses industries sont désormais concernées par l'approche sobre, depuis le numérique en passant par le textile, l'urbanisme ou, évidemment, la gestion des ressources naturelles. Nous avons cherché à illustrer cette diversité tout au long du numéro, en donnant la parole à une personnalité issue de l'industrie de la mode (Stéphanie Calvino), à des chercheurs travaillant sur la ville et la sobriété foncière (Charlotte Halpern), ou encore sur la sobriété des modes d'alimentation (Marius Korsnes). Chacun à leur manière, ils illustrent le large panel d'approches englobées par la sobriété, au-delà des actes individuels. En conclusion de ce numéro, Philippe Bihoux plaide pour une sobriété organisée, « systémique », s'émancipant des décisions individuelles.

QU'EST-CE QUE LA SOBRIÉTÉ ? LES DÉFINITIONS DE L'ASSOCIATION négaWatt

L'association négaWatt propose de distinguer quatre types de sobriété¹⁰.

La sobriété structurelle, consistant à créer, dans l'organisation de l'espace ou de nos activités, les conditions d'une modération de notre consommation (par exemple l'aménagement du territoire en vue de réduire les distances à parcourir pour accéder au travail, aux commerces etc.).

La sobriété dimensionnelle, qui concerne le bon dimensionnement des équipements par rapport à leurs conditions d'usage (par exemple l'utilisation de véhicules adaptés, en poids, volume et puissance aux usages de déplacements de proximité et de déplacements inter-urbains).

La sobriété d'usage, qui porte sur la bonne utilisation des équipements en vue de réduire la consommation (par exemple l'extinction des appareils électroniques en veille, ou la limite de vitesse sur route, ou encore l'extension de la durée de vie des équipements).

Enfin *la sobriété conviviale*, relevant d'une logique de mutualisation des équipements et de leur utilisation (par exemple les formules d'autopartage, ou l'encouragement à la cohabitation dans les logements ou les espaces de travail).

INÉGALITÉS ET DÉSIRABILITÉ : LA SOBRIÉTÉ SE HEURTE À DES DÉFIS COMPLEXES

LA SOBRIÉTÉ AU DÉFI DES INÉGALITÉS

Le déploiement de la sobriété ne peut manquer de se heurter à la question des inégalités, reflet de la tension entre une sobriété « choisie » et une sobriété « subie ». Dans les pays de l'OCDE, les objectifs de sobriété doivent s'articuler aux enjeux de justice sociale et de « transition juste ». De fait, de nombreuses crises récentes telles que l'épisode des « Gilets jaunes » en France, illustrent l'interconnexion de plus en plus forte entre enjeux climatiques et lutte contre les inégalités. La question des inégalités d'émissions de CO₂ selon les classes sociales est au cœur de l'argumentaire d'ONG comme Oxfam, qui concentrent les attentes en termes de sobriété de consommation à l'égard des populations les plus riches, en tentant de rendre « intolérables » certains comportements spécifiques comme le vol régulier en avion.

6 ADEME, *Transition(s) 2050*.

7 IEA, *Net Zero by 2050*. Le scénario a été actualisé en septembre 2023 (*Net Zero Roadmap*).

8 RTE, *Futurs énergétiques 2050*.

9 négaWatt, *Scénario 2022*.

10 négaWatt (2016), *Qu'est-ce que la sobriété ?*



À l'échelle internationale, le concept de sobriété est difficilement supporté par les pays en développement, de peur qu'il ne suggère une « stagnation » des pays pauvres dans la pauvreté. De façon remarquable, le terme de sobriété est absent de la déclaration d'Addis Abeba de 2014 et de l'Agenda 2030. Il n'apparaît que rarement, dans quelques textes internationaux récents. À partir d'une réflexion sur la croissance et l'innovation, l'économiste Alessio Terzi rappelle dans sa contribution à quel point l'horizon décroissant, inévitablement associé à la sobriété à l'échelle collective, ne peut selon lui constituer une voie de développement souhaitable.

EN QUÊTE D'UN RÉCIT « DÉSIRABLE » SUR LA SOBRIÉTÉ

Face à la difficulté de faire advenir, concrètement, la transition écologique, une multitude d'acteurs se saisissent aujourd'hui du sujet de la désirabilité et du rôle des imaginaires et nouveaux récits. Ces acteurs partent d'une double hypothèse : pour réaliser la transition écologique et faire évoluer les comportements individuels et collectifs, il est nécessaire de la rendre non seulement acceptable mais aussi désirable. La Directrice générale de Veolia, Estelle Brachlianoff, affirmait ainsi : « Il faut dès à présent faire rimer écologie avec désirabilité ». D'autre part, la fabrique de la désirabilité doit reposer non seulement sur des arguments rationnels mais aussi sur la mobilisation des imaginaires, représentations et récits.

La sobriété gagne ainsi à être couplée à d'autres approches, telles que l'innovation, la circularité et l'efficacité, pour gagner en acceptabilité, et en désirabilité

La question de la désirabilité se pose avec une acuité particulière pour la sobriété, confrontée à minima à deux récits concurrents. Celui de la société de consommation tout d'abord, qui demeure un imaginaire aspirationnel et structurant pour une majorité d'individus. Celui, d'autre part, du « techno-optimisme » et de la croissance verte, insistant sur le rôle de l'innovation et de la technologie pour faire face au défi écologique.

Dans ce cadre, des figures principalement françaises tentent de développer un nouveau récit désirable autour de la « sobriété intensive ». Ces dernières se réclament d'un imaginaire alliant la sobriété des techniques et la réduction des besoins (priorité donnée aux techniques « low-tech », diminution de la consommation) avec la redécouverte d'un rapport plus « intensif » au vivant. Les partisans de ce récit mettent ainsi en avant le désir de retrouver une forme de connexion à la nature. En France, ce discours est porté par des intellectuels et chercheurs comme Alain Damasio (auteur de science-fiction), Philippe Descola (anthropologue) ou encore Baptiste Morizot (philosophe, auteur de *Manières d'être vivant*, 2020). Les chercheurs Nathan Ben Kemoun et Pauline Vigey explicitent dans leur article les potentialités insoupçonnées de cette « sobriété intensive ». Les chercheurs Mary Lawhon et Tyler McCreary proposent quant à eux une réflexion sur le « juste milieu » (*enoughness*), nécessitant de repenser nos modes d'organisation et en particulier notre rapport au travail.

Dans les faits, en dépit de ces tentatives, la traduction individuelle de la sobriété demeure encore limitée bien qu'émergente, comme le détaille plus explicitement dans son article Cécile Désaunay, qui interroge les contours et la réalité de la « déconsommation » dans la société française. L'accès à la société de consommation et à certains biens et services demeurent un marqueur de réussite et d'intégration sociale, en particulier pour les classes

populaires et moyennes. Plus profondément, comme le rappelle Mathieu Saujot, la définition même des besoins jugés essentiels, ou légitimes, soulève de profonds enjeux sociaux et politiques. En outre, de nouvelles barrières se créent, rendant difficile l'accès à un mode de consommation plus durable pour une large partie des individus. Le politologue Jérôme Fourquet pointe dans ses travaux la progressive « premiumisation » de certaines consommations dans l'alimentation et le textile en particulier¹¹. Revenant sur les conclusions tirées de son ouvrage *The Sum of Small Things*, la politologue Elizabeth Currid-Halkett rappelle que la consommation « discrète » et durable peut constituer une nouvelle forme de distinction sociale.

Dernier élément, la sobriété souffre encore de son association à une démarche « austère » d'autolimitation et de contrainte. De façon intéressante, la construction des discours prônant la sobriété oscille entre une forme de culpabilisation – et de stigmatisation de certaines valeurs autrefois associées au progrès comme la mobilité (*'flight shaming'*) ou le confort – d'une part, et la mise en avant de la sobriété heureuse « à portée de main » d'autre part. Dans ce numéro, l'anthropologue Stefano Boni revient sur sa mise en cause du confort comme frein à la mise en œuvre d'une sobriété collective. En parallèle, un contre-discours invite ainsi à se réapproprier la thématique du plaisir partagé, à contre-courant de l'idéal ascétique voire « austère » de la sobriété¹².

Si ces réflexions sont ancrées dans le contexte propre aux pays industrialisés, ce numéro a cherché autant que possible à décentrer le regard, en mettant en lumière des points de vue internationaux sur la sobriété, grâce aux contributions de Blick Bassy – qui s'interroge sur la « sobriété naturelle » dans les modes de gestion de l'eau au Cameroun –, de Marius Korsnes, qui évoque la sobriété (*sufficiency*) en Chine, ou encore de Charlotte Halpern, qui détaille les enjeux propres aux villes du Sud en matière de développement urbain sobre.

CONCLUSION

La sobriété apparaît ainsi comme un concept fertile mais qui se heurte à de multiples défis. La diversité des approches évoquées dans ce numéro illustre en creux la nécessaire hybridation de la sobriété avec d'autres logiques, récits et paradigmes. Le modèle de la plateforme leboncoin, sur lequel revient Amandine de Souza, Directrice générale du site, en offre un exemple instructif. Plus largement, la réinvention des *business models* dans une logique de sobriété peut s'appréhender comme une trajectoire complexe impliquant un degré plus ou moins fort de renoncement, comme le détaille Laurence Lehmann Ortega, et non une voie de renoncement uniforme. Si la sobriété peut constituer un levier d'action utile et nécessaire pour répondre au défi de la transformation écologique – comme le confirme Jean-François Nogrette au sujet de la sobriété hydrique –, elle gagne ainsi à être couplée à d'autres approches, telles que l'innovation, la circularité et l'efficacité, pour gagner en acceptabilité, et en désirabilité.

¹¹ Fourquet, J. (2021). *La France sous nos yeux*.

¹² Voir notamment Foessel, M. (2022). *Quartier Rouge, le plaisir et la gauche*. PUF.



SOBRIÉTÉ : passer de l'individuel au collectif

Emrys Westacott
Professeur de philosophie (Université d'Alfred, NY)



Emrys Westacott est professeur de philosophie et président du département Human Studies à l'université d'Alfred, dans l'État de New York. Il est l'auteur de nombreux articles et de trois ouvrages : *Thinking through Philosophy* [Penser à travers la philosophie] (avec Chris Horner, Cambridge, 2000), *The Virtues of our Vices* [Les vertus de nos vices] (Princeton, 2012), et *The Wisdom of Frugality* [La sagesse de la frugalité] (Princeton, 2016). Il écrit actuellement un livre sur l'évolution de nos attentes vis-à-vis du travail et des loisirs.

Le concept de sobriété est associé à des notions connexes telles que la tempérance, l'économie, la conservation et la simplicité. Depuis plus de deux mille ans, les philosophes et autres penseurs font l'éloge de la simplicité, arguant qu'elle est à la fois bénéfique sur le plan moral et qu'elle constitue la voie vers le bonheur. Autrefois, ces notions concernaient uniquement la sphère personnelle, mais aujourd'hui, elles évoluent vers les communautés et les institutions. L'une des causes de ce changement est l'émergence d'une attitude critique envers le consumérisme et la recherche d'une croissance économique infinie. Autre élément d'explication : la croyance désormais largement répandue selon laquelle la crise environnementale exige l'adoption d'une forme de sobriété, non seulement par les individus mais aussi par les communautés, les organisations, les institutions, et par la société tout entière. Aujourd'hui sont adoptées des politiques et des pratiques « sobres » telles que la conservation des ressources, la réduction des déchets, le recyclage, la réutilisation et le soutien aux économies locales. Certes, une pratique dite « sobre » ne suffira pas, en elle-même, à réduire l'empreinte écologique d'une personne ou d'une communauté. Mais il est raisonnable de penser qu'à long terme, l'adoption d'une forme de sobriété à l'échelle de la société serait bénéfique pour l'environnement.

INTRODUCTION

La notion de « sobriété » est assez complexe à traduire en anglais. Selon le contexte, on emploiera le terme « *sobriety* », « *sufficiency* » ou celui de « *frugality* ». Quand il est question de politiques, de pratiques et d'attitudes respectueuses de l'environnement via la préservation des ressources, la réduction des déchets et de l'empreinte écologique, aucun des termes n'est parfaitement approprié (même si, faute de mieux, « *frugality* » peut faire l'affaire). Ces concepts ne partagent pas une notion centrale. Ils sont plutôt liés par un ensemble de ressemblances familiales, pour emprunter une métaphore au philosophe Ludwig Wittgenstein. Chaque membre de la famille partage, avec certains autres, des significations, connotations, associations et implications. Pris ensemble, ils forment également un spectre de jugements de valeur implicites. Nous examinerons ces notions dans le contexte personnel et du mode de vie individuel, le sens qui intéressait les philosophes, maîtres religieux et moralistes. Après avoir rappelé pourquoi les penseurs prônaient généralement la simplicité, nous examinerons comment et pourquoi la notion de sobriété (et notions associées) s'est progressivement décalée vers le collectif, les communautés et les institutions. Enfin, nous examinerons la pertinence de la sobriété dans le débat sur la crise environnementale actuelle.



LA SOBRIÉTÉ EN TANT QUE VALEUR ET MODE DE VIE PERSONNELS

Depuis la nuit des temps, les débats sur la nature et la valeur de la sobriété concernaient le caractère et le mode de vie des individus. Dans son sens le plus littéral, bien sûr, la sobriété signifie simplement rester sobre. Mais il existe des sens connexes : l'abstinence, la tempérance, la modération, la retenue et la maîtrise de soi. En règle générale, ces termes s'appliquent à nos habitudes et à nos goûts en matière d'alimentation et de boisson. Mais ils peuvent aussi s'étendre à d'autres activités (relations sexuelles, relaxation, exercice, jeux, visionnage de vidéos Tik Tok, etc.), au caractère général d'une personne et à son mode de vie.

Le sens premier de la sobriété est l'économie : vivre avec relativement peu, éviter le gaspillage et être raisonnable sur le plan financier. Benjamin Franklin est l'un des guides les plus connus en la matière, comme en attestent ses maximes « Ne gaspillez pas et vous ne manquerez pas » ou « Un sou économisé est un sou gagné ». Cette forme de sobriété a presque toujours été considérée comme une vertu morale et un trait de caractère souhaitable chez un parent, un enfant ou un conjoint. Elle permet de ne pas s'endetter et d'être indépendant (au lieu de dépendre du mécénat ou de la charité). Aujourd'hui, les personnes sobres, même quand elles peuvent se permettre une certaine insouciance financière, préfèrent toujours réparer, recycler et réutiliser les objets plutôt que de les jeter et d'en acheter de nouveaux.

La sobriété est également associée à la simplicité en tant que mode de vie. La simplicité peut désigner un mode de vie austère, spartiate et ascétique, tel que choisi par les moines dans de nombreuses traditions religieuses. La valeur de la simplicité réside alors dans la manière dont elle entraîne l'esprit à exercer un contrôle sur le corps, en renonçant à la complaisance, aux distractions et en cultivant la pureté et la profondeur spirituelles. La simplicité a également des connotations positives : un mode de vie simple est considéré comme naturel et sain, et ceux qui l'adoptent sont plus susceptibles d'être perçus comme honnêtes et sans prétention. Vivre près de la nature, comme Thoreau, et être relativement autosuffisant sont d'autres attributs positifs d'une vie de simplicité.

Considérés comme des traits de caractère ou des modes de vie, ces différents aspects de la sobriété et de la simplicité sont généralement perçus de manière positive. Mais ils peuvent aussi avoir des connotations négatives, quand ils sont poussés à l'excès. Une trop grande prudence financière peut conduire à devenir égoïste et avare. L'ascétisme peut devenir, ou être perçu comme, un rejet puritain et inutile des plaisirs de la vie. Ce qui est simple et dépouillé peut apparaître ennuyeux ou inintéressant aux yeux de certains.

POURQUOI FAISONS-NOUS L'ÉLOGE DE LA SOBRIÉTÉ ET DE LA SIMPLICITÉ ?

La liste des sages qui ont prôné la sobriété et la simplicité est longue et prestigieuse. On y trouve Lao Tze, Bouddha, Socrate, Platon, Diogène, Épicure, Cicéron, Jésus, Sénèque, Plutarque,

Épictète, Marc Aurèle, Boèce, Mahomet, Thomas More, Montaigne, Spinoza, Franklin, Rousseau, Thoreau, Nietzsche, Tolstoï ou encore Gandhi.

Leurs points de vue reposent sur des arguments moraux et prudents. Selon les arguments moraux, vivre simplement contribue à nous rendre meilleurs, en nous éloignant de certaines tentations : décadence, avarice, matérialisme, orgueil etc. La simplicité contribue à forger un caractère fort qui, n'ayant pas été « amolli » par le luxe, permet de faire face à l'adversité et de se maîtriser. Enfin, elle favorise des valeurs saines dans tous les domaines.

Les arguments prudents, pour leur part, visent à démontrer que vivre simplement conduit au bonheur. En nous libérant, par exemple, des angoisses liées à l'argent ou au statut social, nous sommes plus à même d'apprécier les plaisirs simples, nous sommes plus à l'écoute des sources de bien-être authentique telles que l'amitié et l'appréciation de la nature, et nous avons ainsi plus de chances d'atteindre la paix de l'esprit.

LA SOBRIÉTÉ SOCIALE

La tradition que nous venons de décrire portait sur des choix personnels, la question fondamentale étant la suivante : quelle est la vie souhaitable, la bonne vie, pour un être humain ? Toutefois, dans le cadre de cette réflexion, l'idéal de sobriété a également été abordé dans un contexte social et étendu à la communauté entière, comme dans *La République* de Platon ou *L'Utopie* de Thomas More. Cette interprétation sociale de la sobriété, et l'idée selon laquelle les avantages de la simplicité peuvent s'étendre à l'ensemble de la société, ont gagné en popularité ces dernières années. Il y a plusieurs raisons à cela.

Tout d'abord, l'industrialisation, mais aussi le rythme et la complexité de la vie moderne, ont suscité une réaction romantique et nostalgique idéalisant la simplicité pastorale, l'appréciation du monde naturel comme étant à la fois beau, inspirant et moralement bénéfique, le désir de se sentir chez soi dans la nature et un nouveau respect pour la vie des gens ordinaires. Ces sentiments s'expriment, par exemple, dans la poésie de William Wordsworth ou dans les peintures de Jean-François Millet.

Deuxièmement, les critiques sociales ont peu à peu souligné les travers de la croissance du consumérisme au XX^{ème} siècle, en particulier le type de consommation décrit par Thorstein Veblen comme la

« consommation ostentatoire ». Celle-ci se préoccupant davantage de montrer ou d'élever son statut social, plutôt que de satisfaire des besoins réels.

Troisièmement, le monde a commencé à remettre en question l'hypothèse partagée par la quasi-totalité des économistes et des politiciens contemporains, à savoir que nous devrions continuellement rechercher la croissance économique. Dans *The Affluent Society* (1958) [*L'Ère de l'opulence*], John Kenneth Galbraith affirmait que les sociétés prospères comme les États-Unis devraient rechercher moins de croissance et consacrer leurs ressources à l'amélioration des services publics. Plus récemment, des économistes soulignaient que la poursuite obsessionnelle et infinie de la croissance économique était profondément irrationnelle. En encourageant l'esprit

Le sens premier de la sobriété est l'économie : vivre avec relativement peu, éviter le gaspillage et être raisonnable sur le plan financier



d'acquisition, la compétitivité, le désir de nouveauté et l'attente d'un progrès matériel constant, le capitalisme pousse les populations à croire que le bonheur consiste à acheter encore plus, encore plus grand, pour avoir encore mieux. Mais cette idée est erronée. Le bonheur recherché ici est généralement superficiel et insatisfaisant. Et au lieu d'utiliser les richesses de la société pour permettre à chacun d'avoir plus de temps libre, ce qui, pour Aristote, était une condition nécessaire à la bonne vie, nous nous épuisons à travailler encore plus pour acheter des choses dont nous n'avons pas vraiment besoin¹.

L'argument politique encourageant la poursuite sans relâche de la croissance économique est qu'elle profitera à tout le monde, comme une marée montante qui soulève tous les bateaux. Mais est-il vraiment intéressant de poursuivre la croissance si l'excédent revient à ceux qui ont déjà tout, tandis que les millions qui vivent dans la pauvreté n'en reçoivent rien ou presque ? Ne serait-il pas plus rationnel, comme le demandent les partisans de la sobriété, de répartir plus équitablement l'immense richesse sociale déjà générée ?

LES ARGUMENTS DES ÉCOLOGISTES EN FAVEUR DE LA SOBRIÉTÉ

Pour beaucoup de gens aujourd'hui, le principal argument en faveur d'un mode de vie plus sobre et moins matérialiste est la crise environnementale à laquelle nous sommes confrontés. Il s'agit notamment de la pollution des océans, des mers, des lacs, des rivières, de la terre et de l'air, de la perte de biodiversité, de l'extinction des espèces, de la gestion des déchets, de la pénurie d'eau, de l'épuisement des sols, de la pénurie alimentaire et, bien sûr, du réchauffement climatique et des sécheresses, incendies, inondations, ouragans et autres événements météorologiques extrêmes qui en résultent. L'argument écologiste en faveur de la sobriété n'était pas encore à l'ordre du jour pour les sages de la simplicité mentionnés plus haut, la plupart d'entre eux ayant vécu avant la révolution industrielle, la croissance démographique qu'elle a rendue possible et la transformation de la planète qui en a résulté au cours des deux derniers siècles. Toutefois, cet argument est aujourd'hui au premier plan.

Le plaidoyer écologiste en faveur d'une plus grande sobriété se trouve à la croisée de plusieurs courants de pensée philosophique, notamment l'inquiétude face aux conséquences de l'industrialisation, la critique du consumérisme et le rejet de la croissance économique illimitée en tant qu'objectif social. On y trouve la notion de sobriété comme une pratique ou un mode de vie individuel et la sobriété comme norme sociale. Les fervents défenseurs de la sobriété ont longtemps suivi le mantra « *Use it up, wear it out, make it do, or do without* » (« utilisez-le, usez-le, faites avec ou faites sans »). Aujourd'hui, les organisations et les institutions – gouvernements, entreprises, écoles, universités, hôpitaux, organisations à but non lucratif, etc. – cherchent aussi à économiser l'énergie, réduire les déchets et développer des

biens, des services et des processus réduisant la consommation de ressources limitées en réparant, en réutilisant et en recyclant quand cela est possible². Bien sûr, les entreprises ont toujours cherché à économiser de l'argent pour augmenter leurs bénéfices. Mais elles essaient aussi de plus en plus de réduire leur empreinte écologique sous la pression de leurs employés, de leurs clients ou du grand public.

Il convient de mentionner ici deux autres façons de lier la recherche d'une plus grande sobriété aux préoccupations environnementales : le localisme et l'innovation.

L'économie circulaire, qui encourage la réparation, la remise à neuf et le recyclage plutôt que la production et la consommation de nouveaux articles, correspond bien aux principes de l'économie solidaire dans laquelle les ressources et les connaissances locales, le soutien et la participation de la communauté aux entreprises locales jouent un rôle clé. On peut ainsi espérer que le localisme contribue à réduire l'empreinte écologique, en offrant une alternative écologiquement viable à l'« économie du jetable » qui repose sur la production à grande échelle et le transport sur de longues distances³.

Les innovations qui permettent d'économiser l'énergie et les ressources tout en réduisant les dépenses peuvent être de grande ou de petite envergure, techniquement complexes ou merveilleusement simples. Les panneaux solaires, les pompes à chaleur et les véhicules électriques font appel à des technologies complexes. Par conséquent, ils nécessitent généralement un investissement initial important, avec la promesse d'une économie pour le consommateur seulement sur le long terme. Mais il existe aussi des inventions toutes simples. Les filets fixés autour des tuyaux d'évacuation des eaux pluviales réduisent la pollution des rivières, des lacs et des mers, tout en récupérant une grande quantité de matériaux recyclables. Les « *cup* » menstruelles réutilisables peuvent remplacer les serviettes hygiéniques qui bouchent les égouts, encombrant les décharges et entraînent le déversement de produits chimiques dans le sol et les cours d'eau. Les coques contribuent à prolonger la durée de vie des téléphones portables, réduisant ainsi la demande de nouveaux appareils⁴.

Cette interprétation sociale de la sobriété, et l'idée selon laquelle les avantages de la simplicité peuvent s'étendre à l'ensemble de la société, ont gagné en popularité ces dernières années

La plupart des défenseurs de l'écologie s'accordent sur le fait que la poursuite d'une croissance économique infinie n'est pas souhaitable, mais cela ne signifie pas pour autant qu'ils sont tous favorables à la décroissance. L'un des premiers freins à la décroissance est le fait que très peu d'acteurs publics sont prêts à en faire un objectif officiel. Ils supposent, et à raison, que la plupart des électeurs préfèrent la perspective de la croissance économique, avec ses promesses de création d'emplois et d'accroissement de la prospérité. Autre contre-argument : certaines formes de croissance économique offrent en fait les meilleures chances de faire face à la crise environnementale.

¹ Voir Skidelsky, R. et E. (2012). *How much is enough: Money and the good life*. New York : Other Press. Voir également Schor, J. (1993). *The Overworked American: The Unexpected Decline of Leisure*. New York : Basic Books.

² Ce type d'économie circulaire est examiné par Raillard, J.-P. (2023). L'avenir de l'économie circulaire passe-t-il obligatoirement par l'innovation technologique ? *Revue FACTS Reports n°25 de l'Institut Veolia*.14-19.

³ Pour une présentation de l'économie solidaire et de ses avantages, voir Bhaduri, S. (2023). Et si l'avenir de la transformation écologique était l'innovation frugale ? dans la *Revue FACTS Reports n°25 de l'Institut Veolia*. 24-27.

⁴ Ce dernier exemple est tiré de l'article de Bhaduri, S. mentionné ci-dessus.





Le capitalisme est assez efficace pour orienter l'argent là où il y a du profit à faire. L'un des domaines les plus prometteurs aujourd'hui est celui des technologies vertes innovantes. En attestent l'explosion de la demande de panneaux solaires et de batteries pour véhicules électriques, ainsi que la baisse des coûts de production de ces produits. Les pays et les entreprises qui investissent dans les technologies vertes peuvent s'attendre à de belles retombées économiques. Mais ces investissements nécessitent un capital initial, qui ne peut être fourni que par une croissance économique continue⁵.

ADOPTER UNE PERSPECTIVE LARGE ET À LONG TERME

Les avantages environnementaux qui découlent de nos efforts de simplicité et de sobriété ne sont pas toujours évidents. Parfois, les valeurs, les objectifs et les pratiques associés à la sobriété peuvent être contradictoires. Par exemple, pour être plus près de la nature il faut généralement vivre à la campagne, dans une maison plus consommatrice en chauffage ou climatisation qu'un appartement en ville, et se déplacer en voiture plutôt qu'en transports publics. Et contrairement à ce que l'on pourrait penser, parcourir une dizaine de kilomètres pour aller cueillir ses propres fraises dans une ferme locale peut avoir davantage d'impact environnemental que d'acheter au supermarché des fraises expédiées en grandes quantités depuis des milliers de kilomètres. Enfin, il est peut-être moins cher de faire réparer un réfrigérateur que d'en acheter un nouveau, mais les modèles récents offrent généralement l'assurance de consommer moins d'énergie.

Les critiques et les sceptiques ne manqueront pas de relever un certain nombre de contradictions et de rappeler l'« inutilité » de nos actions personnelles face à l'ampleur des problèmes à

résoudre. Toutefois, les arguments des écologistes en faveur de la sobriété restent d'actualité. Certes, nos choix personnels ont des incidences très faibles sur l'environnement, mais ils ne sont pas inutiles pour autant. L'impact collectif de nos actions personnelles peut être considérable. En période de sécheresse, par exemple, il est essentiel de faire des économies d'eau à titre individuel.

En outre, plus les personnes, les ménages, les quartiers et les institutions adoptent une attitude sobre, plus ce mode de pensée se répand. Nous sommes tous influencés par ceux qui nous entourent. Dans de nombreux endroits, il était courant de voir des déchets, mais ramasser ses déchets est progressivement devenu la norme. Les changements de mentalité favorisent également d'autres types de progrès matériels. Plus il y a de gens qui recyclent, plus le recyclage devient économiquement viable. Cela entraîne des innovations technologiques, comme celles qui facilitent le recyclage en flux unique, qui rendent le processus plus efficace et plus facile à adopter pour tout le monde. Les fabricants, qui souhaitent séduire les consommateurs soucieux de l'environnement, commencent à fabriquer des produits utilisant des matériaux recyclés et faciles à recycler eux aussi.

Le plaidoyer écologiste en faveur d'une plus grande sobriété se trouve à la croisée de plusieurs courants de pensée philosophique, notamment l'inquiétude face aux conséquences de l'industrialisation, la critique du consumérisme et le rejet de la croissance économique illimitée en tant qu'objectif social

Le consumérisme, comme nous l'avons vu plus haut, est généralement considéré comme l'un des facteurs responsables d'une partie de nos problèmes environnementaux. Mais les consommateurs peuvent aussi changer la donne par les choix qu'ils font, car « acheter c'est voter », comme on dit. Ils peuvent opter pour des fruits et légumes biologiques et des articles en matériaux recyclés. Ils peuvent aussi boycotter les entreprises dont le bilan environnemental est médiocre, tout en soutenant celles qui adoptent des politiques éclairées. Souvent, il ne s'agira pas d'un comportement sobre au premier sens du terme : ces articles ne seront pas forcément les moins chers. Mais au sens plus large d'une contribution à la conservation des ressources, par l'exercice de la sagesse et de la modération, ce comportement peut être décrit comme une forme de sobriété.

⁵ Voir Terzi, A. (2022). *Growth for Good: Reshaping Capitalism to Save Humanity from Climate Catastrophe*. Cambridge, MA : Harvard University Press.

LES DÉFIS SOCIAUX ET POLITIQUES DE LA SOBRIÉTÉ

Mathieu Saujot

Directeur, programme Modes de vie en transition, Iddri
(Institut du Développement Durable et des Relations Internationales)



Mathieu Saujot dirige le programme Modes de vie en transition de l'Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (Iddri). Ses derniers travaux ont porté sur l'intégration des modes de vie dans les prospectives environnementales, la transition vers une alimentation durable et accessible à tous et la dimension sociale et démocratique de la transition. Il mène des travaux de recherche à l'Iddri depuis 2010 sur un ensemble de thématiques reliant la ville et la transition écologique, telles que la transition vers des villes bas-carbone et la modélisation urbaine ; les politiques de lutte contre la précarité énergétique (en matière de logement et de mobilité) et les politiques de logement abordable ou encore l'analyse des liens entre modes de vie et systèmes techniques dans le projet de ville durable. Mathieu est diplômé de l'ENSTA ParisTech et docteur en économie. Il a réalisé sa thèse aux Mines ParisTech sous la direction de P-N Giraud sur la planification de la ville bas-carbone.

La sobriété bénéficie d'une forte résonance dans l'espace public. Entendue comme une réinterrogation de la légitimité de nos besoins, elle n'a de sens que si elle se déploie à l'échelle individuelle et collective. Les politiques publiques ont un rôle clé à jouer, mais elles se doivent d'articuler la sobriété aux enjeux de solidarité, pour renforcer son acceptabilité sociale. En plus des politiques sectorielles à développer pour encourager la sobriété dans différentes industries, du numérique au textile, l'éducation aux grands cycles qui régissent notre quotidien est fondamentale pour nous permettre de comprendre l'utilité d'une approche sobre.

La sobriété est récemment passée d'un concept relativement peu connu à un pilier des scénarios de transition énergétique¹. Quel regard portez-vous sur cette évolution ?

Mathieu Saujot : Trois éléments permettent de rendre compte de l'émergence du concept de sobriété :

- Le contexte de crise tout d'abord. La crise peut être définie comme un moment au cours duquel nos grilles d'analyse habituelles ne se montrent plus pertinentes, où l'on ne sait plus interpréter la situation. Dans ce contexte, de nouveaux concepts peuvent être mobilisés, en lieu et place des anciens concepts inopérants pour rendre compte de la crise. En l'occurrence, la crise énergétique issue de la guerre en Ukraine a joué un rôle important dans l'émergence du concept de sobriété.
- Le travail de « mise à l'agenda » du concept de sobriété ensuite, effectué par différents acteurs en France depuis plusieurs années tels que l'association négaWatt², l'ADEME³ ou RTE⁴. Ces acteurs ont inclus la sobriété dans leurs scénarios de transition et « préparé le terrain » en s'intéressant de près au concept et à ses déclinaisons.
- Enfin, il faut souligner l'intérêt progressif des scientifiques pour le concept de sobriété, illustré notamment par la présence, dans le chapitre 5 du troisième volet du sixième rapport du GIEC⁵, de la question de la demande et des enjeux de sobriété⁶.

La convergence de ces trois dimensions explique la popularisation croissante du concept de sobriété et sa légitimation dans l'espace public.

¹ Dans le contexte d'inflation et de crise énergétique généré par la guerre en Ukraine, le gouvernement français a adopté fin 2022 un plan de sobriété énergétique.

² La sobriété est l'un des trois piliers fondamentaux de la démarche promue par l'Association négaWatt depuis sa création en 2001, aux côtés de l'efficacité énergétique et du recours accru aux énergies renouvelables.

³ Trois des quatre scénarios de l'étude prospective *Transition(s) 2050* de l'ADEME accordent une place clé à la notion de sobriété.

⁴ Le scénario *Futurs énergétiques 2050* accorde une place importante à la sobriété.

⁵ Le chapitre V s'intitule : *Demand, services and social aspects of mitigation [la demande, les services et les aspects sociaux de l'atténuation]*.

⁶ Dans le rapport du GIEC, les enjeux liés à la sobriété sont principalement évoqués à travers le terme de *sufficiency*.





Quelle est votre définition de la sobriété ?

M.S. : Définir la sobriété suppose de s'interroger au préalable sur ses origines, qui sont multiples.

Le concept de sobriété a tout d'abord des racines philosophiques : il est issu de la philosophie grecque, qui a sensiblement influencé notre culture européenne⁷. Mais la sobriété⁸ a également des racines religieuses et spirituelles, notamment chrétiennes (la « bonne vie » est associée à une forme de modération). À cet égard, l'encyclique *Laudato si'* du Pape François est très intéressante, en ce qu'elle propose une relecture spirituelle du concept de sobriété. Une autre définition de la sobriété se concentre sur la critique du monde industriel, active dans les années 1970⁹. Simultanément, d'autres approches privilégient une définition très « quantitative » de la sobriété, en décomposant les différentes sources de notre empreinte environnementale et en quantifiant la demande qui y correspond.

La définition de la sobriété que je privilégie, également adoptée par le GIEC, consiste à réinterroger les besoins à la source, et donc la demande, dans le but de satisfaire nos besoins essentiels sans menacer notre bien-être ni celui de la planète ou des générations futures. La sobriété ne se réduit pas, en effet, à une simple restriction des besoins de façon indistincte : elle suppose une remise en question de nos besoins finaux (se déplacer, s'alimenter...) et de leur légitimité. C'est une interrogation très riche, de plus en plus fréquente dans notre

*Être sobre dans le cadre
d'infrastructures dispendieuses
est un non-sens*

société. Il faut se garder toutefois d'appréhender la sobriété uniquement à l'échelle individuelle. Être sobre dans le cadre d'infrastructures dispendieuses est un non-sens. Si les systèmes « macro » n'évoluent pas simultanément, les appels à la sobriété individuelle risquent de paraître difficilement audibles.

Cette définition de la sobriété, centrée sur la réinterrogation des besoins et de la demande, a le mérite de la distinguer du concept d'efficacité. Dans l'idéal, les deux approches devraient se combiner pour nous permettre d'être à la fois sobres et très efficaces ! Cette concomitance n'a rien d'évident. Historiquement, l'efficacité a plutôt contribué à généraliser des comportements allant à l'encontre de la sobriété, comme le théorise le fameux paradoxe de Jevons (« moins on consomme de charbon, plus on consomme de charbon »)¹⁰. Il est pourtant crucial de bien différencier les deux approches.

Au regard de la sobriété, l'efficacité est aujourd'hui plus audible sur le plan politique, car elle est compatible avec le modèle actuel et la logique de production adoptée par la plupart des entreprises. Et nous disposons de normes et d'outils pour la mettre en œuvre.

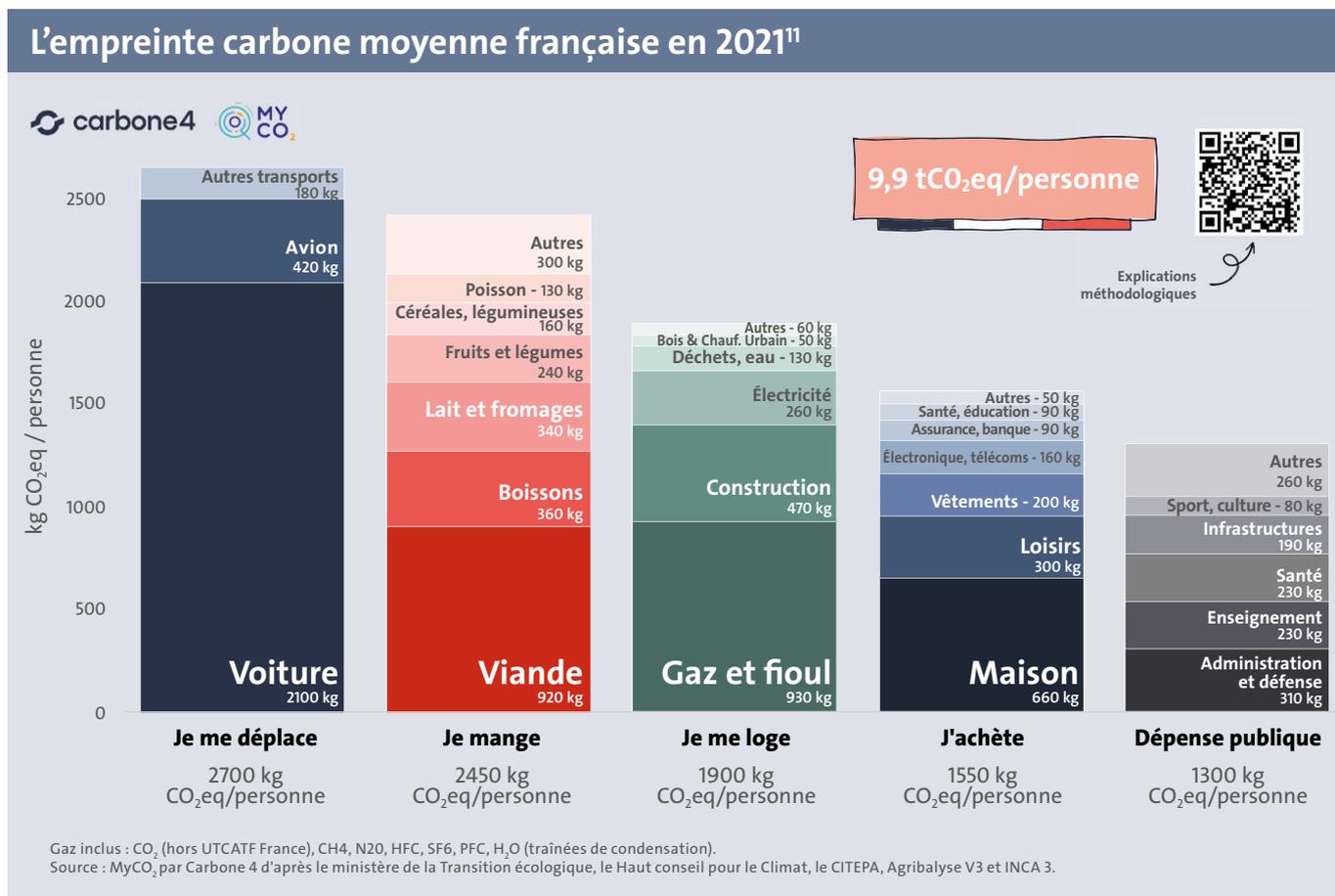
La sobriété, à l'inverse, génère encore de nombreuses interrogations et craintes – elle serait synonyme de fin du progrès ou de décroissance généralisée. Par-delà ces inquiétudes, la sobriété est plus difficile à mettre en œuvre du point de vue des politiques publiques. De nombreux acteurs travaillent sur ces questions mais les réponses sont encore en voie de structuration, d'autant plus que les exemples de « sobriété spontanée » sont rares.

⁷ La sobriété peut faire écho à la vertu de tempérance, de modération, mise en avant par plusieurs philosophes grecs comme Platon ou Aristote.

⁸ *Laudato Si'* (« Loué sois-tu »), Lettre encyclique du Pape François sur la sauvegarde de la maison commune, publiée en 2015.

⁹ La pensée « techno-critique » s'incarne dans les années 1970 autour de penseurs comme Dupuy J.-P., Ellul J. ou Illich I..

¹⁰ Le paradoxe de Jevons, mis en évidence par l'économiste britannique Stanley Jevons W.S. dans son ouvrage *Sur la question du charbon* (1885), énonce qu'à mesure que les améliorations technologiques augmentent l'efficacité avec laquelle une ressource est employée, la consommation totale de cette ressource peut augmenter au lieu de diminuer.



Pour une part importante des individus, la sobriété est avant tout subie, et répond à une logique d'arbitrage dans un contexte de baisse du pouvoir d'achat. Pour ces catégories de population, le discours sur la sobriété peut sembler « hors-sol ». Comment prendre en compte cet enjeu social dans la mise en œuvre de la sobriété ?

M.S. : Il existe trois niveaux de réponse à cette question.

Le premier peut paraître évident mais est largement absent des débats : nous ne devons exiger la sobriété que de la part de ceux qui disposent de marges de manœuvre pour la mettre en œuvre. En écho à la logique, parfois oubliée, de droits et devoirs qui régit notre société, il faut attendre des individus qui ont le plus de ressources – financières, sociales, culturelles, temporelles – qu'ils agissent en premier.

Par ailleurs, le discours politique devrait davantage valoriser les pratiques durables déjà mises en œuvre par les plus contraints tels que la lutte contre le gaspillage alimentaire ou l'autoproduction. Ces pratiques ne sont pas nécessairement de la sobriété *stricto sensu* mais elles s'inscrivent dans une logique de durabilité qui gagnerait à être reconnue comme telle.

Autrement, on court le risque d'accréditer l'idée d'une sobriété uniquement accessible aux classes les plus aisées des milieux urbains – ce qui est à la fois faux et dramatique pour la transition. Nous devons créer les conditions d'un élan collectif autour de cette notion.

Enfin, il convient de s'adapter à son interlocuteur, de conserver une forme de décence et de cohérence, de prendre en compte la situation des individus auxquels on s'adresse. Pour paraphraser un sociologue : « quand la société vous renvoie en permanence à une position inférieure, l'idée que, individuellement, vous avez la mission de sauver la planète, paraît quelque peu désajustée »¹².

Comment faire de la sobriété un horizon désirable pour le plus grand nombre, alors que la consommation demeure un pilier de notre contrat social ?

M.S. : Une remarque préalable s'impose. Lorsque nous pointons du doigt la « société de consommation » et le poids du consumérisme dans nos sociétés, nous songeons instinctivement à la consommation de biens. En réalité, en Occident, les trois principaux postes de consommation

¹¹ My CO₂, par Carbone 4.

¹² H. Mallier sociologue travaillant sur les questions environnementales et les classes populaires. Extrait de l'article de Richardot, R. (6 mars 2023). Entre sobriété subie et sobriété choisie, les questions écologiques s'installent dans les quartiers populaires. *Le Monde*.



responsables de notre empreinte environnementale sont l'alimentation, la mobilité et le logement – bien davantage que la consommation de biens. Nos émissions de CO₂ à titre individuel sont donc liées en premier lieu à des besoins essentiels : se loger, se nourrir, se déplacer. Attention donc à ne pas réduire « la consommation » aux seuls achats de biens distinctifs pour se différencier du voisin.

Dans ce cadre, consommer comme la classe moyenne demeure un marqueur fort d'inclusion dans la société, comme l'ont démontré plusieurs travaux de sociologie¹³. Or la vision de ce que constitue la norme de consommation de la classe moyenne supérieure est façonnée par la publicité et l'apparition de standards de consommation de plus en plus difficiles à atteindre pour une partie de la population. Nous avons donc un enjeu à, collectivement, définir ce qu'est un « bon » niveau de consommation, en dépassant les débats stériles et en prenant en compte ces enjeux d'appartenance et de distinction. Car la consommation durable répond elle aussi fréquemment à une logique de distinction : j'achète durable car j'ai les moyens de le faire.

La question de la consommation est également intimement liée à celle du contrôle que les individus ont ou non sur leur existence. Pour un individu très contraint, exerçant un métier peu valorisant, avec une faible reconnaissance sociale, l'espace domestique est l'un des seuls espaces de contrôle. Et il est très difficile de s'auto-contraindre dans cet espace, de s'imposer une sobriété non désirée. À l'inverse, un ingénieur féru d'écologie,

qui bénéficie d'une forte reconnaissance sociale par son travail, dispose d'un espace de contrôle qui ne se limite pas à son espace domestique. Dans sa perspective, choisir des comportements sobres revient à exercer une forme de contrôle sur sa propre vie, et prend davantage de sens. Mais ces configurations demeurent, pour l'heure, minoritaires, et demandent un effort.

Le discours politique devrait davantage valoriser les pratiques durables déjà mises en œuvre par les plus contraints tels que la lutte contre le gaspillage alimentaire ou l'autoproduction

L'autonomie, la liberté, l'émancipation sont fondamentalement des sources de bonheur et de bien-être, alimentées par différents biais : reconnaissance sociale sur le plan professionnel, protection sociale qui garantit une projection dans le futur, consommation de certains biens et services, activisme politique... Or notre espace de contrôle est aujourd'hui trop restreint pour nous permettre d'être sobres. Pour rendre possible la sobriété et lui donner du sens, il faut impérativement redonner une marge de manœuvre aux individus,

un sentiment d'autonomie, de liberté et d'émancipation dans les différentes sphères de leurs existences¹⁴.

Quel rôle peuvent jouer les politiques publiques pour accélérer la mise en œuvre de la sobriété ?

M.S. : L'État a évidemment un rôle à jouer, à différents égards. Le discours politique a son importance, tout comme les politiques publiques sectorielles, imaginées dans des travaux prospectifs comme ceux de négaWatt.

¹³ Par exemple, les travaux de Lazarus, J. (2006). (Les pauvres et la consommation. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol n°91, n°3, 137-152) ou plus récemment Fourquet, J. (*La France sous nos yeux*, Points, 2021).

¹⁴ Pour aller plus loin, voir : Saujot, M. (octobre 2022). Quel contrat social dans un monde fini ? *Decryptage Iddri* n°3.



Nous avons détaillé dans de récents travaux les mesures liées à la tarification pouvant accélérer la sobriété, qui soulèvent des enjeux complexes¹⁵. La tarification progressive est un levier intéressant, mis en place par certaines agglomérations sur l'eau par exemple (Montpellier, Dunkerque, Libourne), mais encore insuffisamment documenté. Pourrait-on étendre ce dispositif à la tarification sur l'électricité, comme l'ont tenté certains pays comme l'Allemagne ? C'est un sujet difficile, car la consommation d'électricité varie fortement selon la composition du ménage, la qualité du logement, etc.

Outre l'aspect tarification, la dimension régulation est également clé. Si nous imposons aux constructeurs automobiles de construire des véhicules plus petits, ils n'auront *a priori* pas d'autre choix que de respecter la loi. Les réglementations à concevoir seront très variables selon les secteurs : c'est ce travail de fond qu'il faut désormais entamer sérieusement. Et en parallèle, renforcer l'acceptabilité sociale de la sobriété.

Certains secteurs sont-ils plus avancés que d'autres en matière de sobriété ?

M.S. : Le niveau de maturité sur la sobriété est très variable selon les secteurs, et des évolutions apparemment contraires coexistent.

- **Numérique** : l'une des mesures intéressantes est l'augmentation des durées de garantie sur les équipements. Mais des avancées technologiques comme la 5G n'ont pas réellement engendré les débats que cela aurait mérité. Cela a été présenté comme inévitable, le sens du progrès, sur la base d'utilisations présentées comme novatrices et les critiques concernant l'effet sur la consommation exponentielle de données n'ont pas permis d'ouvrir un véritable espace de discussion. Quelques mois après, une campagne de publicité de l'un des opérateurs pointait l'utilité toute relative des besoins auxquels elle répondait¹⁶ !
- **Mobilité** : Le débat sur les mesures de bonus/malus n'a pas réellement abouti concernant le poids du véhicule. La proposition de la Convention Citoyenne sur le Climat a été très affaiblie. En revanche, l'augmentation de la pratique du vélo va dans le sens de la sobriété.
- **Alimentation** : Encourager la diminution de la consommation de viande demeure en partie tabou, ou a minima clivant sur le plan politique. On voit toutefois apparaître des questionnements sur ces sujets, à l'image du débat sur les repas végétariens dans les cantines scolaires. Mais il faut prendre en compte le poids politique et économique de certaines filières, en particulier la filière de l'élevage, en dépit de changements de dynamiques en matière commerciale¹⁷.

Nos émissions de CO₂ à titre individuel sont liées en premier lieu à des besoins essentiels : se loger, se nourrir, se déplacer

- **Logement** : La crise énergétique a entraîné un tournant, avec les incitations à la sobriété énergétique, les campagnes sur le chauffage à 19°C dans les logements. La clé c'est d'accélérer très fortement la rénovation, pour essayer de concilier forte efficacité et sobriété.
- **Textile** : Des projets intéressants sur l'affichage environnemental voient le jour, mais en parallèle on assiste à l'explosion de la *fast fashion*.

L'adoption de politiques ambitieuses en matière de sobriété nécessite-t-elle d'inventer de nouveaux modes de prises de décision ?

M.S. : La sobriété soulève des enjeux démocratiques forts. Certains chercheurs travaillent ainsi sur le concept de « *consumption corridors* »¹⁸, c'est-à-dire de « couloirs » de consommation, compatibles avec les limites de la planète. Mais comment définir collectivement ces seuils ? Comment s'accorder sur la définition de besoins essentiels et non-essentiels ?

Il me semble qu'une voie pertinente est celle de la démocratie participative. En France, la Convention Citoyenne pour le Climat a eu le mérite de proposer un modèle innovant. Certes, le dispositif n'a pas eu l'impact politique souhaité, mais un précédent a été créé. Des lignes ont bougé, et on voit toute la pertinence d'outiller des citoyens sur des enjeux aussi cruciaux que ceux de la transition écologique, pour aboutir à des propositions concrètes. Bien sûr ces dispositifs sont complexes, coûteux en termes de ressources, et ne peuvent se substituer au rôle des experts ni à celui des représentants élus. Mais ces outils sont intéressants car

ils permettent d'ancrer les discussions dans le quotidien des citoyens, qui diffère selon leur genre et origine socioculturelle, à rebours d'une approche abstraite de « l'individu moyen ». Cela permet ainsi de traiter de manière beaucoup plus riche et utile la question de l'acceptabilité, ce que ne font pas les nombreux sondages mobilisés sur ces questions.

In fine, quels sont, selon vous, les principaux freins et défis à la mise en œuvre de la sobriété ?

M.S. : Plusieurs défis coexistent.

Un premier enjeu, sous-estimé, est notre ignorance vis-à-vis des éléments structurants qui rendent notre vie quotidienne possible. Comment est produite notre alimentation ? D'où vient l'eau du robinet ? Comment sont recyclés nos déchets ? Autant de thématiques essentielles dont nous ignorons, pour la majeure partie d'entre nous, les tenants et aboutissants.

¹⁵ Saujot, M. et Rüdinger, A. (octobre 2022). Un besoin urgent de faire rimer sobriété et solidarité. *Décryptage Iddri n°2*.

¹⁶ En témoigne par exemple le slogan adopté par Free dans ses publicités pour la 5G : « *Le plus grand réseau 5G, au prix de ce que vous en faites vraiment.* ».

¹⁷ Voir notamment l'étude de l'unité européenne de Greenpeace : « *Feeding the problem. The dangerous intensification of animal farming in Europe* » / Étude de l'Idèle : « *Dossier annuel bovins : année 2022 – perspectives 2023* ».

¹⁸ Fuchs, D. (2019). Living Well within Limits: The Vision of Consumption Corridors. dans *Routledge Handbook of Global Sustainability Governance*. 296-307. Kalfagianni, A., Fuchs, D., & Hayden, A. (Eds.). Routledge. Coote, A. (2020). Universal basic services and sustainable consumption. *Sustainability: Science, Practice and Policy*, 17(1), 32-46.





Or, sans une compréhension, même sommaire, des grands cycles qui accompagnent notre vie, il est difficile d'adopter un comportement sobre. Nous agissons d'une certaine façon à l'aveugle, sans mesurer toute la pertinence de la sobriété et ses implications positives. Certaines ONG ont bien compris cela, et tentent d'entreprendre ce travail d'éducation et de sensibilisation, quitte à choquer. Redonner du sens et de la compréhension est un prérequis.

Un deuxième frein évident est le poids occupé par les narratifs concurrents de la sobriété dans notre imaginaire. Nous grandissons avec l'idée que « plus, c'est mieux », et il est extrêmement coûteux de renoncer à ce mode de pensée.

Mais il faut se prémunir d'une forme de défaitisme, et il est important de rappeler que les préférences, individuelles et collectives, ne cessent d'évoluer. Un certain discours postule en effet l'incapacité des individus à changer volontairement, et suggère que l'écologie ne pourrait être imposée que de façon autoritaire. Ce type de discours est non seulement faux mais aussi dangereux, car il encourage l'inaction. Or l'histoire nous démontre que nos modes de vie sont variables au fil des époques et contredisent l'idée d'une « nature humaine » immuable.

Pour rendre possible la sobriété et lui donner du sens, il faut impérativement redonner une marge de manœuvre aux individus, un sentiment d'autonomie, de liberté et d'émancipation dans les différentes sphères de leurs existences

Il faut aussi miser sur « l'effet de réseau » des normes sociales : quand un seuil critique de personnes adopte une norme sociale, elle tend à se généraliser, et à entraîner des changements plus larges : la hausse du nombre de végétariens accélère la croissance des offres d'alimentation végétariennes, qui elles-mêmes facilitent l'adoption d'un régime végétarien. Ce processus de basculement n'est pas linéaire¹⁹, et nous

ne sommes qu'au début du cycle. Mais il est probable que la sobriété bénéficie de ces effets de réseaux.

L'une des conditions du changement est enfin l'articulation entre les changements individuels et structurels. Éduquer nos enfants à la sobriété sans que celle-ci ne se matérialise au quotidien n'a pas de sens. En revanche, si une éducation à l'alimentation sobre va de pair avec une politique publique sur les repas végétariens à la cantine et un affichage environnemental sur les produits au supermarché, alors ces différents éléments se font écho

et peuvent provoquer un réel changement de représentations et de pratiques. Pour le moment, nous misons trop souvent exclusivement sur les campagnes de communication.

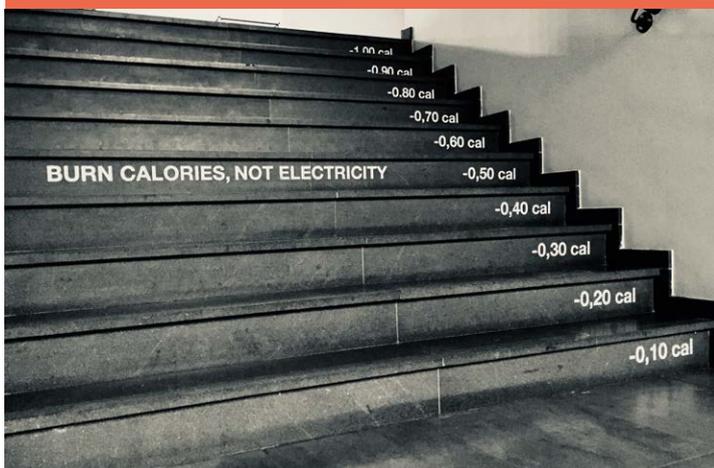
¹⁹ Voir les débats autour du « tipping point » [point de basculement].



LA SOBRIÉTÉ CHOISIE ET LES CHANGEMENTS DE COMPORTEMENTS INDIVIDUELS : l'éclairage de la science économique¹

Aude Pommeret

Professeur en science économique, Université Savoie Mont Blanc



Aude Pommeret est professeur en science économique à l'Université Savoie Mont Blanc (USMB) où elle assure la direction de la chaire d'économie environnementale. Elle a auparavant été en poste à HEC Lausanne et à City University of Hong Kong. Ses recherches portent principalement sur l'économie de l'environnement et de l'énergie et se sont récemment concentrées sur la transition énergétique. Elle est aussi conseillère scientifique à France Stratégie depuis 2018. Dans ce cadre, elle a en particulier contribué aux travaux sur la valeur de l'action pour le climat (commission Quinet), les coûts d'abattement (commission Criqui), et les incidences économiques de l'action pour le climat (commission Pisani-Ferry-Mahfouz), dont elle a coordonné le rapport thématique consacré à la sobriété. Elle est par ailleurs membre du comité d'experts pour l'analyse socio-économique qui fixe notamment le taux d'actualisation à utiliser pour l'évaluation des investissements publics, du bureau de l'Institut des mathématiques pour la planète terre, et du conseil d'orientation du Centre pour le climat et l'énergie de TSE.

¹ Cet article reprend largement le rapport thématique « Sobriété » de la commission Pisani-Ferry-Mahfouz publié en mai 2023 et coordonné par Aude Pommeret avec la contribution, de Miquel Oliu-Barton, Alice Robinet, Katheline Schubert (PSE) et Mathilde Viennot. Il s'inscrit dans le cadre de la mission d'évaluation des impacts macroéconomiques de la transition climatique confiée le 12 septembre 2022 par la Première ministre à Jean Pisani-Ferry. Douze rapports thématiques, publiés séparément, sont disponibles sur le site de France Stratégie.

La sobriété peut être définie comme la réduction de la demande d'énergie ne résultant pas de gains d'efficacité énergétique. Elle peut provenir de choix individuels, de normes collectives ou de principes d'organisation collective. Quel que soit le canal envisagé, la sobriété est rarement spontanée, mais découle au contraire d'incitations publiques plus ou moins fortes (politiques d'information, *nudges*, ou encore politiques publiques standards telles que les taxes, subventions et réglementations). D'un point de vue théorique, la sobriété choisie (et non subie) suppose un changement de préférences « réelles » des individus, ou la correction de biais comportementaux contribuant à fausser les choix. La science économique permet de mieux appréhender les ressorts de la sobriété choisie, grâce à l'analyse par les préférences qui ne doit pas faire fi des mécanismes collectifs, sociaux, organisationnels et institutionnels contribuant à façonner les comportements des individus.

INTRODUCTION

En juin 2023, le gouvernement français lançait l'acte II de son plan de sobriété énergétique, initié à l'hiver 2022. Face au spectre d'une crise énergétique persistante, et à la nécessaire réduction des émissions de CO₂, la ministre de la Transition énergétique Agnès Pannier-Runacher rappelait alors dans un entretien accordé au *Parisien* que « la sobriété, c'est toute l'année, y compris l'été »². En parallèle, lors de sa visite au Salon aéronautique du Bourget le 19 juin 2023, le président Emmanuel Macron déclarait : « La sobriété bien organisée, si je puis dire « non punitive », comprise par tous, partagée par tous, raisonnable, qui fait qu'on fait chacun des efforts, qu'on évite ce qui est inutile et qui permet de réduire les émissions, elle est bonne ». Début 2024, le plan de sobriété énergétique est toujours en vigueur, articulé notamment autour de 15 recommandations et mesures phares pour accélérer la sobriété dans différents secteurs et organisations (mobilités, bâtiments, entreprises, collectivités territoriales...).

La sobriété émerge ainsi dans l'espace public au croisement de ces différentes incitations, insistant tantôt sur l'importance de la mobilisation « volontaire » et « spontanée » des individus, mais aussi sur le rôle des politiques publiques. Dans ce cadre, appréhender les ressorts de la sobriété suppose de s'interroger plus en profondeur sur les facteurs de son émergence : en un mot, la sobriété est-elle avant tout *subie* ou *choisie* ?

² « Pas de climatisation en dessous de 26°C : une loi qu'Agnès Pannier-Runacher veut « appliquer enfin » dans les bureaux », *Le Parisien*, 19 juin 2023.



Les données de consommation énergétique recueillies à l'issue de l'hiver 2022-2023 permettent d'apporter de premiers éléments de réponse. Au cours de la période, on a observé une baisse de 13% de la consommation de gaz hors effet dû au changement climatique³ (GRT gaz, 2023), et de 9% sur le réseau électrique⁴ (RTE, 2023). Comment expliquer cette baisse ? L'enquête conduite en mai 2023 par IPSOS-RTE sur plus de 11 000 personnes révélait que l'effet des hausses de prix (réelles ou anticipées) était en large partie à l'origine des réductions de consommation de l'hiver 2022-2023, et qu'il s'agissait donc d'une sobriété contrainte⁵. Cependant, RTE dans ses « Perspectives pour l'hiver 2024 » montre que jusqu'en novembre 2023 (date de la dernière observation publiée), la consommation d'électricité après correction pour la météo, est restée sensiblement sous sa moyenne historique⁶ alors même que les prix avaient retrouvé un niveau plus habituel. Même type d'observation pour GRT gaz⁷. Même si l'on manque encore de recul, ces derniers chiffres suggèrent que la sobriété subie pourrait s'être transformée en sobriété choisie, avec des agents qui ont initialement modifié leur comportement à cause de la contrainte imposée par le prix, puis qui auraient continué à consommer moins d'énergie alors même que la contrainte avait disparu.

Comment rendre compte de cette évolution des comportements ? La théorie économique, sur laquelle nous nous appuyons ici, nous fournit un cadre d'analyse fécond pour mieux comprendre les ressorts de la sobriété choisie ; à la fois ses soubassements théoriques, mais aussi ses conditions pratiques de mise en œuvre, en précisant le rôle des incitations publiques. Cependant, même s'ils existe bien des mécanismes qui expliquent comment la sobriété choisie peut émerger, ils ne permettent pas de présager de la taille des effets à attendre. La sobriété choisie ne saurait régler le problème mais elle pourrait permettre de faire une partie du chemin, et de réduire ainsi la distance à couvrir avec des politiques contraignantes.

LA SOBRIÉTÉ INDIVIDUELLE : DÉFINITION ET PORTÉE

La sobriété peut être définie en creux comme la réduction de la demande d'énergie qui ne résulte pas de gains d'efficacité énergétique. Cette dernière correspond à une réduction de la consommation d'énergie sans modifier le service rendu. Au contraire, un déplacement à vélo peut se substituer à un déplacement en voiture mais le service rendu diffère, ne serait-ce qu'en termes de santé ou de temps, et il s'agit donc bien là de sobriété.

3 Pour la période du 1er août 2022 au 12 mars 2023 par rapport à la même période hivernale 2018-2019 ; voir GRT gaz (2023), « Tableau de bord de la consommation de gaz en France pour l'hiver 2022-2023 ».

4 Calculé sur le dernier trimestre 2022, en comparaison avec les moyennes historiques ; voir RTE (2023) « Bilan électrique 2022 : un système électrique français résilient face à la crise énergétique », synthèse.

5 Voir IPSOS-RTE (2023), « Etude sur les mécanismes de décision des Français en matière de consommation d'énergie », p. 150.

6 Bilan électrique 2023 de RTE.

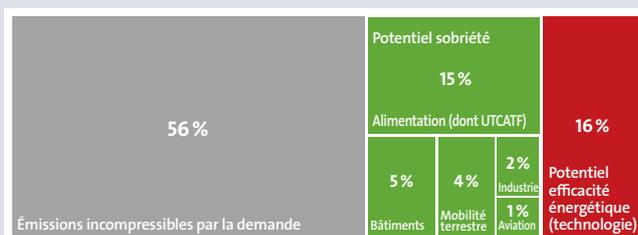
7 Tableau de bord de suivi de la consommation de gaz en France.

Cette réduction de la demande d'énergie peut provenir à la fois de choix individuels (exemple : baisser la température de son logement), de normes collectives (exemple : ne plus prendre aussi souvent l'avion), et/ou de principes d'organisation collective (exemple : mieux organiser la ville et les transports du quotidien). Le potentiel de réduction des émissions d'ici 2050 induit par la sobriété serait significatif : 30% des émissions des secteurs consommateurs finaux pour le monde par rapport à un scénario tendanciel d'après le Giec, et 15% de l'énergie finale pour la France d'après négaWatt par rapport à aujourd'hui.

Le potentiel de réduction des émissions mondiales des secteurs consommateurs finaux en 2050 par la demande, d'après le Giec

Lecture : le potentiel de réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre en 2050 par la sobriété est de 15% dans le secteur de l'alimentation

Note : la prépondérance de l'alimentation dans les émissions totales provient de l'intégration de l'UTCATF (utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie).



Source : France Stratégie, rapport thématique « Sobriété », d'après Giec (2022), Climate Change 2022 : Mitigation of Climate Change, Chapitre 5 : Demand, services and social aspects of mitigation, figure 5.7, page 530 et Supplementary Material II, tableau 5.SM.2, page 42.

La sobriété serait particulièrement importante dans certains secteurs tels que l'alimentation et l'aviation. Pour chacun de ces secteurs, ce canal représenterait respectivement près de 90% et 75% de l'effort médian de décarbonation par la demande⁸, via l'adoption des comportements suivants : réduction du gaspillage et transition vers un régime alimentaire plus sain et moins carboné d'une part, renoncement aux vols de longue distance et report modal vers le train d'autre part.

Dans ce cadre, nous proposons ici de nous concentrer sur la sobriété choisie par les individus. Autrement dit, dans la perspective économique, sur la sobriété découlant de changements de comportements sans qu'une contrainte ait été imposée, c'est-à-dire que les individus réduisent leur consommation d'énergie alors même que leur champ des possibles ne s'est pas restreint⁹. Complexe, cette question s'est longtemps vue écartée sous prétexte de permanence des préférences individuelles d'une part, et d'absence de

8 Voir le tableau 1 du rapport thématique « Sobriété » de la commission Pisani-Ferry-Mahfouz.

9 En microéconomie, la théorie de l'utilité ordinale analyse les décisions des individus comme résultant de la maximisation de son utilité. Les choix sont classés par ordre de préférence compte tenu de l'utilité qu'ils procurent.



biais comportemental d'autre part. Ces positions erronées sont un frein à la mise en place de politiques publiques adéquates. Il est en effet essentiel de comprendre les raisons pour lesquelles des individus peuvent changer de préférences ou se tromper, afin de mettre en place les politiques pertinentes et de mesurer leur coût. Supposer que les préférences sont immuables revient à surestimer le coût de la transition ; en revanche, supposer qu'elles peuvent changer immédiatement et sans coût conduirait à le sous-estimer.

Du point de vue de la théorie économique de prise de décision des individus, la sobriété choisie peut dès lors s'analyser de deux façons :

- Elle peut tout d'abord provenir d'un changement de préférences « réelles » (par exemple, une moindre envie de consommer de la viande rouge, de température élevée dans son logement, envie de résider en milieu rural), qui peut conduire à intégrer le climat dans la fonction d'utilité des individus.
- Mais elle peut aussi provenir d'une correction de biais comportementaux. En effet, la demande des agents ne découle pas toujours directement de leurs préférences réelles : elle peut aussi inclure des biais comportementaux, qui les poussent par exemple à surconsommer (mauvaise information sur le gaspillage ou sur l'existence de co-bénéfices¹⁰). Dès lors, agir sur ces biais peut renforcer la sobriété choisie.

La sobriété choisie ne saurait régler le problème mais elle pourrait permettre de faire une partie du chemin, et de réduire ainsi la distance à couvrir avec des politiques contraignantes

UNE PREMIÈRE VOIE : LE CHANGEMENT DES PRÉFÉRENCES RÉELLES

Nous mettons ici en avant différents facteurs pouvant provoquer un changement de préférences.

Dans ce cadre, si de façon endogène, les politiques (d'éducation, d'information, de communication) orientent les préférences des agents (toutes choses égales par ailleurs, notamment les prix) vers une consommation moins carbonée, le coût des politiques climatiques sera moindre que prévu. Des exemples nous montrent ainsi que certaines politiques font évoluer les comportements des individus de façon plus importante que prévu. En Colombie-Britannique au Canada, une étude¹¹ a souligné que la taxe sur le carbone avait provoqué une baisse de la demande d'essence à court terme beaucoup plus importante que ce que l'on pouvait attendre d'une augmentation équivalente du prix du marché de l'essence.

L'existence de co-bénéfices. Les co-bénéfices ou externalités positives désignent des effets positifs supplémentaires sur le bien-être, initialement non pris en compte dans le modèle ou dans les prévisions. Par exemple, accroître la densité des villes permet non seulement de réduire la consommation d'énergie,

mais aussi d'améliorer la santé en renforçant la mobilité active¹². En raison de l'existence de ces co-bénéfices, la préférence des individus pour la réduction de la consommation d'énergie est plus élevée, car elle contribue aussi à améliorer sa santé.

Second levier, la diffusion d'information. Ce point suppose l'existence d'une défaillance de marché (information imparfaite), conduisant à une situation sous-optimale (par exemple un excès de consommation), qui serait alors corrigée. Ainsi, une étude¹³ montre qu'une grève du métro londonien, qui a obligé de nombreux usagers à expérimenter de nouveaux itinéraires, a engendré des changements de comportement durables et amélioré l'efficacité du réseau. Selon les auteurs, cela prouve que ces usagers n'empruntaient pas leur itinéraire optimal, les coûts de recherche ne suffisant pas à expliquer leur comportement.

Il n'existe cependant pas de consensus, sur la base de la littérature empirique, quant à l'effet de l'information sur la consommation d'énergie. Ainsi, l'effet des labels sur les choix de consommation est parfois mitigé (exemple des réfrigérateurs¹⁴). Une expérimentation¹⁵ a également montré que les campagnes d'information ont permis de réduire la consommation d'énergie dans les logements de 20 % ; d'autres dans le secteur des transports n'observent pas d'effet sur les performances énergétiques des véhicules achetés¹⁶.

Troisième élément, l'impact du comportement des pairs et du lobbying. Plusieurs études ont en effet souligné l'impact du comportement des pairs (*peers effect*) sur les choix des individus (pour l'achat des voitures¹⁷, pour l'installation de panneaux solaires¹⁸ ou encore pour l'utilisation économe de l'eau¹⁹). Les campagnes de sensibilisation peuvent ainsi progressivement modifier les préférences des individus, en changeant par exemple la manière dont ils se comparent aux autres strates de la société (en associant les marqueurs symboliques de la réussite matérielle et sociale à des comportements et biens moins générateurs de carbone). Les politiques de sobriété côté offre (changement de l'offre de biens, de services, de leur allocation ou de leur forme

12 Voir Creutzig F. et al. (2022). Demand side solutions to climate change mitigation consistent with high levels of well-being. *Nature Climate Change*, vol. 12, p. 36-46, janvier.

13 Larcom S., Rauch F. et Willems T. (2017). The benefits of forced experimentation. *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 132, n° 4, p. 2019-2055.

14 Houde S. (2018). How consumers respond to product certification and the value of energy information. *The RAND Journal of Economics*, vol. 49(2), p. 453-477.

15 Aydin E., Brounen D. et Kok N. (2018). Information provision and energy consumption: Evidence from a field experiment. *Energy Economics*, vol. 71, p. 403-410.

16 Allcott H. et Knittel C. (2019). Are consumers poorly informed about fuel economy? Evidence from two experiments. *American Economic Journal: Economic Policy*, vol. 11(1), p. 1-37.

17 Grinblatt M., Keloharju M. et Ikäheimo S. (2008). Social influence and consumption: Evidence from the automobile purchases of neighbors. *The Review of Economics and Statistics*, vol. 90(4), p. 735-753.

18 Voir Bollinger B., Burckhardt J. et Gillingham K. (2020). Peer effects in residential water conservation: Evidence from migration. *American Economic Journal: Economic Policy*, vol. 12(3), p. 107-133 ; Gillingham K. et Bollinger B. (2021). Social learning and solar photovoltaic adoption. *Management Science*, vol. 67(11), p. 7091-7112 ; Baranzini A., Carattini S., et Peclat M. (2017). What drives social contagion in the adoption of solar photovoltaic technology. *GRI Working Papers*, n° 270, Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment.

19 Bollinger et al. (2020), *op. cit.*

10 Cf. ci-après.

11 Rivers, N. et Schaufele, B. (2015). Salience of carbon taxes in the gasoline market. *Journal of Environmental Economics and Management*, vol. 74(C), pages 23-36.



de délivrance) auront également un effet sur les préférences des individus, notamment, à long terme, en changeant les marqueurs de réussite sociale vers des modes de vie plus sobres²⁰.

UNE DEUXIÈME VOIE : LA CORRECTION DES BIAIS COMPORTEMENTAUX, NOTAMMENT GRÂCE AUX NUDGES

La réflexion des approches comportementales part du constat suivant : en présence d'un biais comportemental, la demande ne reflète pas les préférences des agents. Si ce biais est à l'origine d'une surconsommation d'énergie, le réduire peut conduire à de la sobriété (et aussi accroître le bien-être, défini, lui, en fonction des préférences). Parmi les biais comportementaux modélisés par la science économique, on peut mentionner le biais « d'internalité ». Celui-ci signifie que les consommateurs perçoivent systématiquement de manière erronée les bénéfices d'une unité marginale de consommation. Ces erreurs peuvent correspondre, par exemple, à des possibles co-bénéfices que le consommateur ignore, ou plus généralement refléter sa mauvaise information sur le produit, ou sur les conséquences de sa consommation (e.g. le gaspillage).

D'après Thaler et Sunstein (2008)²¹, les stratégies comportementales *nudges* visent à « modifier le comportement des gens de manière prévisible, sans leur interdire aucune option ni modifier de manière significative leurs incitations économiques ». Pour être considérée comme un simple *nudge*, une intervention doit donc être facile à éviter et peu coûteuse.

Les *nudges* et la diffusion de l'information corrigent les biais comportementaux (internalités) sans imposer de coûts matériels, mais en modifiant « l'architecture de choix » sous-jacente, par exemple en changeant l'option par défaut pour tirer parti de la tendance des gens à accepter passivement les valeurs par défaut. Par ailleurs, ils s'opposent aux outils politiques traditionnels²² dans le sens où ils sont considérés comme des substituts et non des compléments à une politique de taxe carbone, par exemple. De nombreux *nudges* adoptent la forme générale suivante : ils consistent à rendre les avantages du changement de comportement plus facilement accessibles, et pour ce faire, simplifient les processus de décision²³, par exemple grâce à des labels. Les ratios impact/coût des interventions de type « *nudge* »

Supposer que les préférences sont immuables revient à surestimer le coût de la transition ; en revanche, supposer qu'elles peuvent changer immédiatement et sans coût conduirait à le sous-estimer

et des outils politiques traditionnels (incitations fiscales et autres incitations financières) montrent que ces dernières sont souvent davantage coût-efficaces que les interventions traditionnelles²⁴.

CONCLUSION

Quelle que soit la perspective envisagée, la sobriété, même choisie, ne peut advenir spontanément. Pour provoquer des changements de préférences, il faut *a minima* créer les conditions nécessaires à la sobriété choisie, en développant les infrastructures nécessaires à la réalisation des choix (par exemple : développer les pistes cyclables, le réseau internet permettant le télétravail, ou les bornes de recharges électriques). La réduction des biais comportementaux constitue également un levier intéressant, notamment via l'information sur les co-bénéfices de la sobriété énergétique.

Un exemple emblématique est celui de la viande rouge. Informer des conséquences néfastes en matière de santé de sa consommation excessive peut orienter les choix, sans contraindre, vers la réduction de consommation de viande rouge. Mais les « green nudges » peuvent aussi conduire à une forme de manipulation douce pouvant être questionnable éthiquement, et dont le contre-coup peut être de réduire l'acceptabilité des politiques environnementales.

Par-delà la question de la mise en œuvre, la réflexion sur l'évolution des préférences soulève aussi des dilemmes en termes d'évaluation des politiques publiques : si les préférences des individus sont modifiées, quel point de référence prendre pour évaluer l'efficacité des politiques publiques ? Une première voie consiste à partir des préférences « fondamentales » des individus, au sens quasi anthropologique du terme, afin de les satisfaire. Une deuxième voie, mise en avant par Amartya Sen²⁵ est de raisonner à partir des « capacités » (*capabilities*) des individus, définies comme l'aptitude ou la liberté d'accéder à des fonctionnalités (*functionings*). L'enjeu est alors de maximiser les capacités des individus. La mesure du bien-être devient alors celle des capacités qui permettent de déterminer toutes les combinaisons possibles de fonctionnalités que l'individu peut atteindre, en termes de mobilité, de santé, etc.²⁶ L'utilisation pratique des capacités pour l'évaluation des politiques publiques demeure toutefois limitée, en raison de la difficulté à uniformiser les indicateurs des capacités. Elle fournit néanmoins un cadre de réflexion intéressant pour appréhender, et *in fine* renforcer, l'efficacité des politiques publiques en matière de sobriété.

20 Voir Coulangeon P., Demoli Y., Ginsburger M. et Petev I. (2023). *La Conversion écologique des Français – Contradictions et clivages*. PUF.

21 Thaler, R. H., & Sunstein, C. R. (2008). *Nudge: Improving decisions about health, wealth, and happiness*. New Haven, CT, Yale University Press.

22 Voir section 3. pour les changements de préférences endogènes, éventuellement engendrés par la politique environnementale traditionnelle.

23 Benartzi, S., Beshears, J., Milkman, K. L., Sunstein, C. R., Thaler, R. H., Shankar, M., Tucker-Ray, W., Congdon, W. J., & Galing, S. (2017). Should Governments Invest More in Nudging? *Psychological Science*, 28(8), 1041-1055.

24 Benartzi et al. (2017), *op. cit.*

25 Sen A. (1985), *Commodities and capabilities*, Amsterdam, North-Holland. (2001), *Development as Freedom*, Oxford University Press.

26 Voir Sen (1985), *op. cit.*, ou Sen A. (2001), *Development as Freedom*, Oxford University Press.



BIENVENUE DANS L'ÈRE DE LA DÉCONSUMMATION

Cécile Désaunay
Directrice d'études à Futuribles



Cécile Désaunay est directrice d'études à Futuribles – dont elle a été secrétaire de rédaction pendant un an –, où elle analyse les évolutions des modes de vie et de la consommation. Cécile Désaunay est diplômée de Sciences Po Rennes et possède un master commercialisation du livre obtenu à l'Université Paris Nord - Paris 13. Elle intervient régulièrement pour présenter les tendances et les perspectives dans ce domaine, et accompagne des organisations publiques et privées pour les intégrer dans leur stratégie. Elle est l'auteure de nombreuses publications parues dans Futuribles, ainsi que de l'ouvrage *La Société de déconsommation. La révolution du vivre mieux en consommant moins* (2021).

Depuis quelques années, la France tend à sortir progressivement de la société de consommation pour entrer dans une société de la « déconsommation ». Cette tendance émergente, qui se manifeste en particulier par le ralentissement de la consommation de biens, est le produit de plusieurs facteurs socio-culturels et économiques : le vieillissement de la population, la saturation des besoins matériels, une hausse de la sobriété contrainte et, enfin, une remise en question de la société de consommation. L'évolution du poids de la déconsommation à moyen et long terme dépend toutefois de plusieurs variables et arbitrages encore incertains, tels que l'adoption, ou non, de logiques d'économie circulaire et d'économie de la fonctionnalité par les grandes entreprises.

Au cours des deux dernières années, la France a connu des niveaux inédits d'inflation : elle a atteint 6 % en France en 2022 et 5 % en 2023 (contre à 1,6 % en 2021)¹, principalement tirée par l'énergie (23 % en 2022) et par l'alimentation (12 % en 2023). En réponse, les ménages ont réduit leurs dépenses alimentaires de 8 % entre juillet 2022 et juillet 2023².

Ce repli de la consommation a conduit le PDG de Carrefour, Alexandre Bompard, à affirmer, en août 2023, que la France connaissait un « tsunami de déconsommation »³. Au-delà de l'effet d'annonce d'un dirigeant inquiet face à la baisse de ses ventes, la situation particulière vécue par le pays entre 2022 et 2023 est une bonne occasion d'expliquer comment, et pourquoi, la France sort progressivement de la société de consommation pour entrer dans une société de la déconsommation.

La consommation représente aujourd'hui plus de la moitié du PIB de la France, plus de 80 % du budget moyen des ménages, et une composante structurante des modes de vie et des imaginaires. Pourtant, il n'en a pas toujours été ainsi, et la société de la consommation constitue de fait un concept remarquable : en moins d'un siècle, il a réussi à s'ancre dans toutes les facettes des sociétés développées, au point de faire oublier qu'il ne constitue qu'une parenthèse à l'échelle de l'humanité.

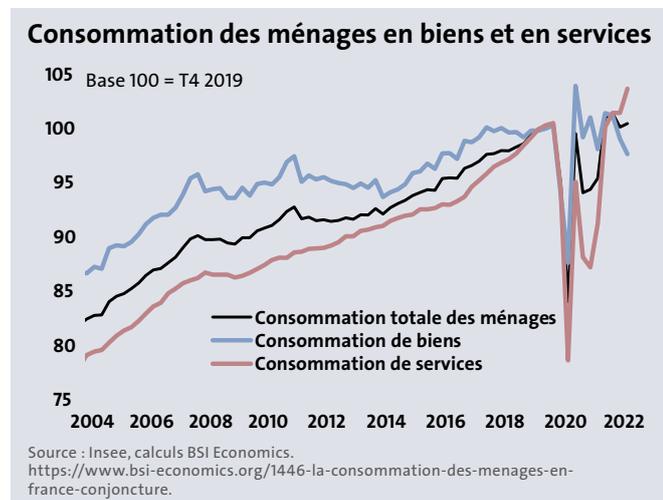
¹ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7735101?sommaire=7735143>.

² <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7662762>.

³ <https://www.la Tribune.fr/economie/france/inflation-le-pdg-de-carrefour-demande-un-moratoire-sur-la-loi-descrozaile-974152.html>.



Pourtant, la consommation des Français augmente de moins en moins vite chaque année : elle croît au maximum de 1% à 2% par an, contre 3% voire 4% dans les années 1970-1980.



Depuis 2021, un pic semble avoir été atteint pour la consommation de biens, et seule la consommation de services est repartie à la hausse. En analysant les évolutions plus précises par postes de consommation, on observe des diminutions parfois très franches depuis 10 voire 20 ans. Ainsi, les Français mangent moins de viande depuis 20 ans (même si une légère reprise s'observe depuis deux ans)⁴, achètent moins de vêtements⁵, de voitures neuves⁶, et même de smartphones⁷.

Quatre tendances se cumulent aujourd'hui pour expliquer ce ralentissement de la consommation en France, qui pourraient se poursuivre à l'avenir pour faire entrer durablement le pays dans la déconsommation.

1. LE VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

La cause la plus ancienne et la plus structurante de la stagnation de la consommation en France est le vieillissement de la population. En effet, les plus de 65 ans consomment 21% de moins que la moyenne des Français, alors même qu'ils représentent 20% de la population (6 points de plus qu'en 1990). Le vieillissement et le départ à la retraite s'accompagnent en effet d'une réduction des besoins et donc des dépenses pour le transport, l'habillement, l'équipement du foyer, l'alimentation, la restauration, etc.⁸.

Or, le vieillissement de la population va se poursuivre à l'avenir, avec notamment une augmentation du nombre de personnes très âgées (plus de 75 voire 80 ans). Ce facteur va donc mécaniquement continuer à tirer la consommation des ménages français à la baisse.

La France sort progressivement de la société de consommation pour entrer dans une société de la déconsommation

4 <https://www.i4ce.org/publication/reduction-consommation-viande-politiques-publiques-bien-loin-objectifs-durabilite-climat/>.

5 <https://www.syndex.fr/actualites/actualite/lhabillement-un-secteur-en-crise>.

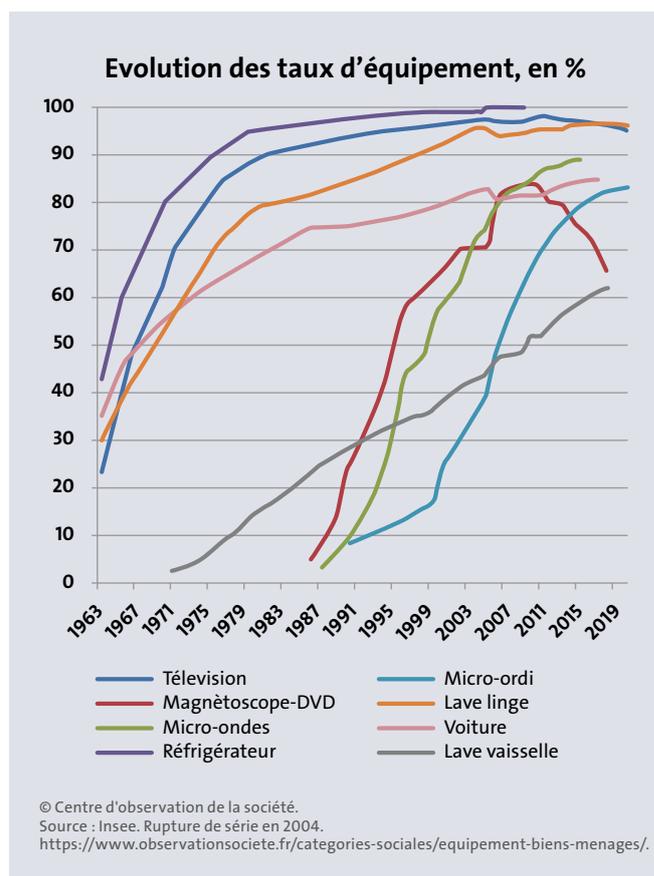
6 <https://www.fiches-auto.fr/articles-auto/chiffres-de-l-auto/s-1202-voitures-d-occasion-vs-voitures-neuves.php>.

7 <https://www.igen.fr/iphone/2021/07/les-ventes-de-smartphones-reconditionnees-continuent-de-progresser-en-france-123825>.

8 Perrot M., Mathé T., Hébel P. & Robineau, D. (2012). Comment consomment les seniors ? Cahier de recherche NC296, CREDOC ; Herpin, N., & Michel, C. (2012). Avec le passage à la retraite, le ménage restructure ses dépenses de consommation. INSEE, France portrait social.

2. LA SATURATION DES BESOINS MATÉRIELS

Le deuxième moteur principal de la stagnation de la consommation matérielle des ménages est le fait que les taux d'équipement en biens de consommation atteignent désormais des plafonds. Ainsi, plus de 9 ménages sur 10 possèdent un lave-linge, une télévision, un frigo-congélateur et un téléphone portable, et presque autant pour les ordinateurs⁹.



Autrement dit, la société française est désormais saturée en biens, et même le multi-équipement, qui avait pendant un temps permis de dynamiser les ventes, ne joue plus son rôle pour des biens comme la télévision ou le téléphone portable. En conséquence, les ventes ne sont désormais tirées que par des besoins de remplacement, qui peuvent eux-mêmes être accélérés par l'innovation et par l'obsolescence programmée.

3. UNE HAUSSE DE LA SOBRIÉTÉ CONTRAINTE

Si la consommation des Français augmente moins, c'est aussi parce qu'elle est de plus en plus contrainte. Les ménages doivent en effet supporter des dépenses contraintes ou pré-engagées, liées principalement au logement (loyer, remboursement de prêt...), aux factures d'eau et d'énergie, aux services de télécommunications, aux frais de cantine, aux assurances. Ces dépenses ont doublé en 60 ans, et représentent en moyenne un tiers de la consommation totale des ménages.

9 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3676680?sommaire=3696937> ; et <https://www.credoc.fr/publications/barometre-du-numerique-2019>.



Elles représentent même les deux tiers du budget des ménages les plus pauvres qui, de fait, dépensent moins que les autres pour les loisirs, la culture, la restauration hors domicile¹⁰... En moyenne pour les ménages français (une moyenne qui ne signifie pas grand-chose), le logement représente à lui seul près de 80 % des dépenses préengagées (et 25 % des dépenses de consommation des ménages). Par ailleurs, les dépenses liées au transport représentent environ 15 % de la consommation des ménages, notamment celles liées à l'automobile et au carburant.

Le poids des dépenses contraintes dans le budget des ménages a encore été accentué depuis 2022 par l'ampleur de l'inflation, principalement pour l'alimentation et l'énergie.

4. UNE CRISE INÉDITE DE LA SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION

Enfin, si les Français ne consomment plus autant qu'auparavant, c'est aussi parce qu'ils se montrent de plus en plus critiques envers l'accumulation matérielle et ses conséquences sanitaires, climatiques et environnementales. Ces critiques ne sont bien sûr pas nouvelles, puisqu'elles étaient présentes dès les années 1960. Mais elles sont inédites en termes d'ampleur et de proportion des consommateurs concernés. Elles se manifestent dans trois domaines :

- Premièrement, le mythe de ressources naturelles infinies, exploitables sans conditions et sans contreparties, est aujourd'hui largement remis en cause par les tensions croissantes sur ces ressources et par les externalités générées par leur exploitation.
- Deuxièmement, des travaux mettent en avant depuis de nombreuses années l'idée qu'au-delà d'un certain niveau de confort, la hausse de la consommation matérielle ne permet plus d'accroître le bonheur. Au contraire, lorsque le toujours plus se transforme en obsession, il peut générer des troubles psychologiques comme l'anxiété ou le sentiment d'insécurité¹¹. Troisièmement, les consommateurs se montrent plus sceptiques envers les promesses de la société de consommation. Ils prennent en effet conscience des contreparties de la consommation matérielle à outrance : impacts environnementaux, coûts nécessaires au renouvellement fréquent des équipements, risques sanitaires liés aux produits consommés (pesticides, perturbateurs endocriniens)... L'évolution du vocabulaire associé à la société de consommation est particulièrement révélatrice de cette désillusion : 8 Français sur 10 sont aujourd'hui tout à fait ou plutôt d'accord avec l'idée selon laquelle la société de consommation « est une mauvaise chose car elle entraîne trop de gaspillage ». Près de 3 sur 10 considèrent même que la société de consommation est « manipulatrice »¹². Des acteurs incarnent, aux yeux des Français, ces dérives de la société de consommation : les grandes entreprises. Ainsi, dans le baromètre Cevipof de la confiance politique, moins de la moitié d'entre eux déclarent leur faire confiance, dont 4 % seulement leur font « très confiance »¹³. Près de 9 personnes interrogées sur 10 pensent que les entreprises incitent à la surconsommation¹⁴.

La cause la plus ancienne et la plus structurante de la stagnation de la consommation en France est le vieillissement de la population

DU TOUJOURS PLUS VERS LE TOUJOURS MIEUX

En réponse à ces critiques, dans les différentes enquêtes réalisées sur le sujet, une majorité de consommateurs affirment privilégier une consommation « responsable », qui s'impose comme un nouvel idéal pour réconcilier préoccupations écologiques et pratiques¹⁵. Elle traduit donc l'idée que les consommateurs ont à la fois une responsabilité dans les dégradations environnementales, et un pouvoir de faire évoluer leurs comportements pour réduire leur impact. Ainsi, les deux tiers des Français affirment avoir déjà modifié certaines de leurs pratiques de consommation pour en réduire l'impact, et 13 % affirment faire tout leur possible pour réduire l'impact de leur consommation¹⁶. Par ailleurs, pour 60 % des consommateurs, consommer de manière responsable signifie ne plus consommer de produits ou services superflus.

L'idée d'une sobriété volontaire semble donc émerger progressivement dans les discours, influencés en cela par les injonctions véhiculées par des personnalités, des associations voire même des institutions comme l'ADEME. L'Agence de la transition écologique a en effet marqué les esprits avec une campagne de publicité à l'occasion du Black Friday de novembre 2023, qui mettait en scène un dévendeur incitant des clients à ne pas acheter de biens neufs (mais plutôt à réparer, faire durer ceux qu'ils possèdent déjà ou à en louer)¹⁷.

En conséquence, les Français sont nombreux à souhaiter « vivre demain dans une société où la consommation prend moins de place ». Près de 6 sur 10 pensent qu'il faut revoir complètement notre modèle économique, et sortir du mythe de la croissance infinie¹⁸.

Ces déclarations doivent néanmoins être interprétées avec prudence, car elles ne se traduisent pas forcément dans les pratiques. Néanmoins, cette évolution progressive des représentations et imaginaires associés à la consommation pourraient conduire, à terme, à des modes de vie moins centrés sur la consommation matérielle.

QUELLE PLACE POUR LA CONSOMMATION DANS LA SOCIÉTÉ DE DEMAIN ?

Le poids de la consommation à l'avenir sera donc déterminé par un certain nombre de facteurs structurants comme le vieillissement de la population, la saturation des besoins, la prise de conscience des impacts environnementaux de la consommation et les aspirations des ménages. Mais il est aussi soumis à trois grandes incertitudes.

10 <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications/les-dossiers-de-la-drees/depenses-pre-engagees-quel-poids-dans-le-budget-des-menages>.

11 Voir par exemple Fromm E. (1978). *Avoir ou être. Un choix dont dépend l'avenir de l'homme*, Paris, Robert Laffont.

12 <https://observatoirecetelem.com/observatoire-cetelem-de-la-consommation/le-temps-du-consommateur-activiste/un-point-de-vue-stable-sur-les-situations-personnelles-et-generales>.

13 Cevipof, *Baromètre de la confiance politique*, vague 14, (février 2023).

14 Greenflex/ADEME, *Baromètre de la consommation responsable*, (2019).

15 https://harris-interactive.fr/opinion_polls/les-zooms-de-l'observatoire-cetelem-consommation-responsable-pouvoir-dachat-des-enjeux-contradictaires/.

16 Baromètre de la consommation responsable ADEME/Greenflex.

17 <https://www.youtube.com/watch?v=7wjBC5wv4> ; https://www.youtube.com/watch?v=CKrUPX_F27U.

18 Greenflex/ADEME, *op. cit.*



1. QUELLES ÉVOLUTIONS DES DÉPENSES CONTRAINTES ?

Le poids des dépenses contraintes des ménages, évoqué précédemment, dépendra à la fois de facteurs de contexte (prix immobiliers, inflation...) et d'arbitrages des ménages. En particulier, deux questions majeures seront structurantes pour l'avenir : les ménages français continueront-ils à privilégier les dépenses associées à leur logement, ou feront-ils de nouveaux arbitrages pour les réduire (réduction de la superficie par personne, colocation...) ? Par ailleurs, face à l'inflation a priori durable des prix alimentaires et énergétiques (impact du changement climatique, des contraintes géopolitiques...), jusqu'où les ménages pourront-ils réduire leurs dépenses sans remettre en cause la satisfaction de leurs besoins fondamentaux ?

2. QUELS ARBITRAGES ENTRE TOUJOURS PLUS ET TOUJOURS MIEUX ?

À l'avenir, les consommateurs seront de plus en plus tiraillés entre, d'une part, leurs aspirations à consommer de façon plus durable et plus saine et, d'autre part, le maintien de l'attractivité de la société de consommation. Les arbitrages qu'ils feront en conséquence dépendront bien sûr de nombreux facteurs, notamment leur catégorie sociale, leur âge et leurs marges de manœuvre financières.

L'idée d'une sobriété volontaire semble donc émerger progressivement dans les discours

3. QUEL RÔLE DES POUVOIRS PUBLICS ET DES ENTREPRISES ?

Jusqu'à présent, la priorité des pouvoirs publics et des entreprises a été d'inciter les ménages à consommer toujours plus pour entretenir la croissance. Néanmoins, tout comme les consommateurs, ils commencent à se heurter aux impacts environnementaux et climatiques de cette consommation, mais aussi aux revendications des citoyens et des associations. Cela les pousse à évoluer progressivement pour promouvoir une consommation plus responsable. Pour les pouvoirs publics, cette tendance s'incarne pour l'instant dans certaines thématiques « phares », à savoir l'économie circulaire et les plastiques à usage unique. Tous les deux ont en effet bénéficié de lois

dédiées, mais néanmoins un peu trop édulcorées aux yeux des associations, qui ont notamment critiqué que l'interdiction totale des plastiques à usage unique ne soit prévue en France que pour 2040... Pour les entreprises, un large éventail de pratiques peut être observé, des simples actions de communication au véritable changement de modèle, par exemple pour aller vers l'économie de la fonctionnalité (consistant à vendre la satisfaction d'un besoin plutôt qu'un bien matériel).

CONCLUSION

Si la consommation matérielle devenait moins structurante pour les individus et les sociétés, c'est tout le système de création de richesses qui devra être repensé, la déconsommation n'étant pas forcément synonyme de décroissance. D'autres modèles économiques pourraient ainsi s'imposer, par exemple l'économie de la fonctionnalité ou l'économie circulaire. Par ailleurs, le « vide de sens » laissé par la fin de la société

de consommation devra lui aussi être compensé par l'émergence de nouveaux récits, de nouveaux imaginaires capables d'embarquer les individus et la société tout entière. Et ces récits pourraient, dans tous les cas, accorder moins de place à la consommation dans nos vies, et nous inciter à accorder plus d'importance

à l'immatériel, aux relations interpersonnelles, mais aussi au temps libre.

Ces nouveaux récits devront aussi relever un triple défi, comme la société de consommation a su le faire : articuler les comportements et l'épanouissement des individus avec l'équilibre global des sociétés, à la fois économique, social et environnemental. En d'autres termes, quelle place accorder à la consommation demain pour qu'elle contribue à la fois au bien-être individuel et collectif ?



SOBRIÉTÉ ET CHINE : comment trouver un juste milieu avec les aliments d'origine animale ?

Marius Korsnes

Professeur associé au Département d'études interdisciplinaires de la culture, Université norvégienne des sciences et de la technologie



Jardin d'arrière-cour, campagne - © Marius Korsnes

Marius Korsnes est Professeur associé au Département d'études interdisciplinaires de la culture de l'Université norvégienne des sciences et de la technologie (NTNU). Il dirige le projet quinquennal « *A Middle Way ? Probing Sufficiency through Meat and Milk in China* » (MidWay, ERC Starting Grant), qui explore le concept de sobriété en examinant les pratiques de production et de consommation de viande et de lait en Chine.

Marius est titulaire d'une maîtrise de philosophie en culture, environnement et durabilité de l'université d'Oslo et d'un doctorat en science, technologie et société (STS) de la NTNU, axé sur la transition énergétique de la Chine.

Il est l'auteur du livre « *Wind and Solar Energy Transition in China* » (Routledge), paru en 2020, et a publié plusieurs articles sur les transitions en matière de durabilité et les transformations au sein des systèmes énergétiques et agroalimentaires en Norvège et en Chine.

Le concept de sobriété offre une perspective particulière pour repenser la consommation humaine, au-delà de la simple notion d'efficacité. « MidWay » est un projet de recherche qui porte précisément sur le concept de la sobriété (*sufficiency*), en lien avec l'évolution de la consommation de lait et de viande en Chine. Ce projet met en évidence les déterminants historiques, culturels, politiques et sociaux de la consommation. Il soulève ainsi des questions plus vastes, telles que la sécurité alimentaire, le rôle des organes gouvernementaux ou encore la consommation durable. Au vu de ces différents éléments, il conviendrait d'analyser la sobriété en tenant compte des spécificités de chaque pays. Elle pourrait alors constituer un paradigme pertinent pour initier une transition durable de nos pratiques alimentaires.

INTRODUCTION

La consommation et la production humaines ont des effets directs sur l'écologie de notre planète. Et curieusement, bien que les limites planétaires soient de plus en plus souvent franchies ou menacées (Richardson et al., 2023¹), ni les gouvernements, ni l'industrie, ni le monde universitaire ne semblent se préoccuper des niveaux de consommation actuels. Cette indifférence apparente s'explique par une croyance bien ancrée, selon laquelle l'efficacité et les innovations technologiques permettraient à l'homme de maintenir un statu quo écologique. Néanmoins, comme le montrent aujourd'hui de nombreux travaux de recherche, l'efficacité n'a pas d'effet sur le volume des produits consommés dans le monde. Jamais, au cours de l'Histoire, l'homme n'a extrait autant de ressources de la surface de la Terre qu'aujourd'hui. Le *Global Resources Outlook* montre que notre utilisation des ressources a plus que triplé depuis les années 1970 et qu'elle continue d'augmenter (IRP, 2019²). L'utilisation de ces ressources, inégale dans le monde, a des effets néfastes sur l'environnement et la santé humaine. Entre 1970 et 2017, les pays développés ont été responsables de près de trois quarts de l'extraction des ressources mondiales (Hickel et al., 2022³). Il est donc urgent de nous intéresser à la sobriété, c'est-à-dire à la possibilité d'avoir « assez » de quelque chose dans un but spécifique. Cet article présente les conclusions de travaux récents sur la sobriété, en lien avec la consommation d'aliments d'origine animale, en particulier le lait et la viande, en Chine.

1 <https://www.science.org/doi/full/10.1126/sciadv.adh2458>.

2 IIRP (2019). *Global Resources Outlook 2019: Natural Resources for the Future We Want*. Oberle B., Bringezu S., Hatfeld-Dodds S., Hellweg S., Schandl H., Clement J. et Cabernard L., Che N., Chen D., Droz-Georget H., Ekins P., Fischer-Kowalski M., Flörke M., Frank S., Froemelt A., Geschke A., Haupt M., Havlik P., Hüfner R., Lenzen M., Lieber M., Liu B., Lu Y., Luttre S., Mehr J., Miatto A., Newth D., Oberschelp C., Obersteiner M., Pfister S., Piccoli E., Schaldach R., Schüngel J., Sonderegger T., Sudheshwar A., Tanikawa H., van der Voet E., Walker C., West J., Wang Z., Zhu B. Un rapport de l'International Resource Panel. Programme des Nations unies pour l'environnement. Nairobi, Kenya.

3 [https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196\(22\)00044-4/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanplh/article/PIIS2542-5196(22)00044-4/fulltext).





Petite exploitation porcine avec une production de maïs pour l'alimentation des animaux - © Marius Korsnes

SOBRIÉTÉ

La notion de sobriété suscite un intérêt croissant depuis quelques années. L'idée même de sobriété ou « tempérance » est ancienne, mais la notion au sens des sciences sociales (par opposition à son utilisation en philosophie) est souvent attribuée aux travaux de Wolfgang Sachs⁴ dans les années 1990. Selon lui, la sobriété était nécessaire pour limiter l'efficacité :

« Alors que l'efficacité consiste à bien faire les choses, la sobriété consiste à faire les choses qu'il faut » (Sachs, 1999, p. xi). Le concept a été développé par les travaux de Thomas Princen, en particulier dans son livre *The Logic of Sufficiency* (2005), qui conceptualise l'idée comme un principe d'organisation sociale. Ce principe servant de ligne directrice pour les questions sociétales dans le contexte de la croissance et du développement continu.

Le concept de sobriété ou de « juste milieu », au premier sens du terme, consiste à avoir *suffisamment* de quelque chose : ni trop, ni trop peu. Néanmoins, ce qui est suffisant ou excessif dépend de l'époque et du lieu, ainsi que du contexte social, culturel et historique. Au fil du temps, nos besoins et nos désirs se construisent socialement, par une augmentation progressive de l'intensité des ressources. Ce phénomène entraîne une normalisation des besoins à des niveaux insoutenables (Shove, 2003⁵). Les défenseurs de la sobriété estiment qu'il est dommageable d'établir l'efficacité comme un principe d'organisation dominant, au sens où l'efficacité ne fait qu'exacerber la dégradation écologique mondiale. De fait, la domination croissante des logiques d'efficacité va de pair avec l'expansion de nouveaux besoins et désirs. Si cette expansion n'est pas limitée, les limites planétaires seront rapidement dépassées (voir Richardson et al., 2023⁶).

Ce qui est suffisant ou excessif dépend de l'époque et du lieu, ainsi que du contexte social, culturel et historique

Il est utile d'établir une définition ouverte de la sobriété, sachant que les besoins ne sont pas statiques et que les niveaux actuels de la demande ne sont ni indispensables, ni immuables : la possibilité d'avoir assez, ni trop ni trop peu, de quelque chose pour un objectif particulier (Darby & Fawcett, 2018⁷). Il convient également de réfléchir à l'*objectif* qu'un service est censé couvrir. Par exemple, le fait de mettre une couche de vêtements supplémentaire répond au besoin de rester au chaud, tout aussi

bien qu'une pompe à chaleur. Pourtant, seule la pompe à chaleur est considérée comme « efficace ». Il en va de même pour l'utilisation d'une corde à linge par rapport à un sèche-linge, etc. En d'autres termes, toute analyse sérieuse de la sobriété ne peut accepter la notion actuelle d'efficacité comme point de départ pour identifier des solutions. Cela nous amène à une autre considération importante

en lien avec la sobriété. Pour définir le concept en partant du principe que l'augmentation de la richesse est reconnue comme le principal problème, nous plaçons la responsabilité sur les pays dont les revenus sont, à date, élevés ou moyens (Callmer, 2019⁸). En résumé, en reconnaissant que les niveaux de consommation actuels ne sont ni indispensables, ni immuables, le concept de sobriété permet de réfléchir de manière critique à la manière dont les besoins sont construits, et notamment à ce qui est considéré comme suffisant ou excessif (Korsnes et Solbu, 2024⁹).

LE PROJET MIDWAY : LA VOIE DU MILIEU ?

Le projet « A Middle Way? Probing Sufficiency through Meat and Milk in China » (MidWay) (ERC 2022-2027) étudie le concept de sobriété à travers les cas de la consommation et des pratiques de production de viande et de produits laitiers en Chine. Ces cas sont intéressants car ces produits étaient autrefois

4 <https://d-nb.info/1059157284/34>.

5 Shove, E. (2003). *Comfort, cleanliness and convenience : the social organization of normality*, Oxford, New York: Berg.

6 <https://www.science.org/doi/full/10.1126/sciadv.adh2458>.

7 Darby S. & Fawcett T. (2018). Sobriété énergétique : un document de réflexion pour l'eccee, en ligne, URL : <https://www.energysufficiency.org/static/media/uploads/site-8/library/papers/sufficiency-introduction-final-oct2018.pdf>.

8 <https://kth.diva-portal.org/smash/record.jsf?pid=diva2%3A1380175&dsid=3833>.

9 Korsnes M. et Solbu G. (2024). Can sufficiency become the new normal ? Exploring consumption patterns of low-income groups in Norway, à paraître dans *Consumption and Society*.



consommés avec parcimonie en Chine, avant que leur consommation explose au cours des quarante dernières années. Si la viande était un produit de prestige en Chine, le lait était historiquement considéré comme un aliment « barbare » et la plupart des Chinois y étaient intolérants. Depuis 1978, le gouvernement chinois et les acteurs nationaux et internationaux ont fait un effort concerté pour intégrer la viande et les produits laitiers dans les pratiques alimentaires chinoises. Considérant la Chine comme un site de recherche stratégique sur le sujet de l'offre et de la demande d'aliments d'origine animale, le projet MidWay émet l'hypothèse d'une autre raison expliquant l'intégration de ces produits aux habitudes alimentaires en Chine. Il ouvre ainsi la voie à un possible changement dans les pratiques alimentaires.

L'objectif ultime du projet MidWay est d'étudier le concept de sobriété en tant que principe d'organisation, en vue de parvenir à réduire la consommation. Ce concept est mis en évidence par différents sous-objectifs étudiant de quelle manière la viande et le lait ont été popularisés en Chine. Le projet MidWay développe une perspective selon laquelle l'alimentation est liée à des variables sociales, techniques, politiques, historiques et culturelles. Ces variables peuvent conduire à des changements profonds en offrant une réponse politique aux multiples facettes. Concrètement, il s'agit d'examiner à la fois les processus historiques qui ont rendu désirables certains types d'aliments d'origine animale, mais aussi d'étudier la reconfiguration de la viande et du lait dans les pratiques alimentaires contemporaines en Chine urbaine. Ainsi, la viande et le lait ne sont pas traités comme des produits à examiner isolément, mais comme les résultats de pratiques sociales (voir Rinkinen et al., 2020¹⁰), qui ont évolué de façon très rapide au cours des quarante dernières années.

L'objectif ultime du projet MidWay est d'étudier le concept de sobriété en tant que principe d'organisation, en vue de parvenir à réduire la consommation. Ce concept est mis en évidence par différents sous-objectifs étudiant de quelle manière la viande et le lait ont été popularisés en Chine

LA VIANDE ET LE LAIT DANS LA CHINE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Les cas de la viande et du lait en Chine sont intéressants à étudier dans une perspective de sobriété car ils montrent à quel point les besoins et les désirs sont socialement construits – et « pourraient être différents » (voir Woolgar & Lezaun, 2013¹¹). L'étude de ces produits permet de mieux comprendre comment la consommation est passée d'un niveau très faible à un niveau élevé, avec des variables historiques différentes. La viande et les produits laitiers ont tous deux bénéficié d'un soutien gouvernemental et ont fait l'objet de vastes mesures de la part du secteur, qui les ont rendus populaires et désirables (DuBois & Gao, 2017¹²). Il est important de prendre en compte ces paramètres quand on étudie la sobriété. De la même manière que le lait et la viande se sont banalisés aujourd'hui, ils pourraient devenir moins répandus à l'avenir. Dans cette optique, le projet MidWay s'est jusqu'à présent concentré sur les raisons historiques

pour lesquelles le lait et la viande sont devenus désirables. Nous nous sommes concentrés sur la consommation de viande, notamment sur l'histoire des cochons et de la viande de porc.

En remontant dans le passé, Korsnes et Liu (2021¹³) ont constaté que les animaux et la viande sont profondément liés aux modes de vie des Chinois et qu'ils ont évolué ensemble au fil du temps. Bien que l'accès à une nourriture suffisante dépende en partie du milieu social, la frugalité et la modération étaient des vertus relativement répandues parmi les élites. Pendant des millénaires, les parents ont répété à leurs enfants que « 70 % de satiété et pas plus » était le niveau de consommation adéquat (Chang, 1977¹⁴). L'un des plus anciens textes chinois, le Neiyue, l'exprime ainsi : « En mangeant, il vaut mieux ne pas se remplir ; en pensant, il vaut mieux ne pas exagérer » (cité dans Sterckx, 2019, 15 chap. 9).

Le végétarisme est très présent dans l'histoire de la Chine (Simoons, 1991¹⁶), ce qui s'explique principalement par l'omniprésence du bouddhisme. Et si les confucianistes ne s'opposaient généralement pas à la consommation et à l'abattage de la viande, les taoïstes préféraient s'en abstenir (ibid.). La viande était donc assez peu consommée en Chine (Chang, 1977). Les produits carnés étaient « surtout consommés pour apporter du goût aux légumes et comme base pour les sauces, plutôt qu'en tant qu'ingrédient principal » (ibid., p.201) ou alors pour des occasions spéciales ou des fêtes de famille (Simoons, 1991). Comme ailleurs, les pauvres, c'est-à-dire la majorité de la population, consomment moins de viande que les riches. L'un des piliers de l'ordre confucéen était une interrelation harmonieuse entre les hommes et les animaux par le biais d'une agriculture bien menée (Bray 2018¹⁷). Bien que l'élevage était très répandu, il est intéressant de noter que les animaux avaient plus de valeur en tant que fournisseurs de services au sein du ménage et de la ferme qu'au titre de nourriture. La Chine étant une société fondée sur la consommation de céréales (Bray 1984¹⁸), le bétail fournissait des animaux de trait, une production de fumier et la consommation de déchets ménagers et agricoles. En bref, les animaux avaient plus de valeur vivants que morts (Schneider, 2013¹⁹).

À l'origine, les animaux et les hommes vivaient dans un équilibre suffisamment harmonieux pour remplir les assiettes des ménages d'une région encore confinée. La situation a changé radicalement avec l'ouverture de la Chine en 1978. Dans les années 1960 et 1970, environ 95 % de l'énergie alimentaire d'un

10 Rinkinen, J., Shove, E., & Marsden, G. (2020). *Conceptualising Demand: A Distinctive Approach to Consumption and Practice* (1st ed.). Routledge.

11 Woolgar S. et Lezaun J. (2013). The wrong bin bag: A turn to ontology in science and technology studies? *Social studies of science*, 43(3), 321-340.

12 DuBois T. et Gao A. (2017). Big Meat : The rise and impact of mega-farming in China's beef, sheep and dairy industries. *Asia-Pacific Journal, Japan Focus*, 15(17).

13 Korsnes M. et Liu C. (2021). *Meating demand in China: Changes in Chinese meat cultures through time*. Hansen et Syse (2021). *Changing meat cultures: Food practices, global capitalism, and the consumption of animals*, 79-97.

14 Chang K. C. (Ed.) (1977). *Food in Chinese Culture. Anthropological and historical perspectives*. New Haven et Londres : Yale University Press.

15 Sterckx R. (2019). *Chinese Thought: From Confucius to Cook Ding*. Penguin UK.

16 Simoons F.J. (1991). *Food in China. A cultural and historical inquiry*. CRC Press, Boca Raton.

17 Bray Francesca. 2018. Ch. 6. Where Did the Animals Go? Presence and Absence of Livestock in Chinese Agricultural Treatises. Dans *Animals through Chinese History: Earliest Times to 1911*, édité par Roel Sterckx, Martina Siebert et Dagmar Schäfer. Cambridge University Press.

18 Bray F. (1984). *Science and Civilisation in China, partie 2, Agriculture* (Vol. 6). Cambridge University Press.

19 Schneider M. (2013). *Modern Meat, Industrial Swine: China and the Remaking of Agri-Food Politics in the 21st Century*, thèse de doctorat : <https://ecommons.cornell.edu/server/api/core/bitstreams/bbf69683-094e-4b90-8711-9dc40679a776/content>.



régime moyen était d'origine végétale (Smil, 2004²⁰). Entre 1980 et 2010, la consommation par habitant de viande, de lait et d'œufs a été multipliée respectivement par 4, 10 et 7 (Bai et al., 2018²¹). Depuis l'ouverture de la Chine au monde, la production agricole a considérablement augmenté, notamment parce que Deng Xiaoping avait besoin d'assurer une alimentation suffisante à sa population pour éviter les troubles sociaux (Yasuda, 2018²²). Aujourd'hui, la composition des repas chinois a considérablement évolué. De nouvelles tendances sont apparues : sorties au restaurant, fast-food et commandes en ligne ou sur des applications telles que Meituan ou ele.me. Le projet MidWay étudiera au cours des quatre prochaines années la manière dont les produits d'origine animale ont été intégrés à ces nouveaux modes de consommation.

Dans ce contexte, le projet MidWay a organisé un atelier de réflexion à Canton (Guangzhou) en août 2023, servant de point de départ pour évoquer l'évolution des habitudes alimentaires contemporaines dans la Chine urbaine. Dans le cadre de cet atelier intitulé *Urban food, sufficiency, and sustainable agriculture in China*, [Alimentation urbaine, sobriété et agriculture durable en Chine] des chercheurs et des professionnels du secteur ont présenté des exposés sur la consommation et la production de viande et de lait en Chine. Cette rencontre a permis de réfléchir à un système agroalimentaire plus durable dans le pays. Quelques questions urgentes se sont détachées :

- Avec près d'un cinquième de la population mondiale, mais seulement 9 % des terres arables et 5 % des ressources en eau (Shapiro, 2012²³), la Chine aura des défis à relever en termes de sécurité alimentaire et d'environnement. Comment trouver un compromis entre contraintes de ressources, sécurité alimentaire, développement durable et bien-être social ? Autre question pressante : la santé alimentaire, notamment la nature et la quantité des produits consommés. Les questions de santé et d'environnement pourraient être abordées ensemble, car elles devraient faire l'objet d'engagements de la part des gouvernements, et ce à l'échelle planétaire.
- La question de la sobriété : comment mesurer et atteindre la sobriété en matière de production et de consommation alimentaires, compte tenu des futurs scénarios de l'offre et la demande, des ressources limitées et des effets sur l'environnement d'une agriculture basée sur l'élevage. Il convient notamment de se poser la question de la surconsommation et du gaspillage alimentaire, qui sont des problèmes croissants en Chine. Il devrait être possible de définir un niveau idéal, « suffisant », de consommation d'aliments d'origine animale, durables et de bonne qualité.
- Les différentes échelles et structures de l'agriculture animale : comment tirer les leçons des expériences et des erreurs de l'industrialisation dans d'autres pays, et comment explorer et systématiser les pratiques et initiatives existantes qui pourraient contribuer à un meilleur système alimentaire en Chine, telles que l'agriculture à petite échelle, les réseaux alimentaires alternatifs, le développement vert et la réduction

De la même manière que le lait et la viande se sont banalisés aujourd'hui, ils pourraient devenir moins répandus à l'avenir

des déchets alimentaires ? Comment gérer le nombre relativement restreint de grandes entreprises, les systèmes de fertilisation en circuit fermé, les exploitations et les coopératives à petite et moyenne échelle, ainsi que les différents animaux et leurs besoins ? Il n'y a pas de solution unique, mais un besoin d'équilibre et de diversité. L'échelle de production implique un compromis entre l'agriculture à grande échelle et l'agriculture à petite échelle, qui ont des implications différentes pour la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement, le développement rural, la santé et le bien-être.

- Le consommateur face au système : comment éviter le gaspillage alimentaire (un impératif aujourd'hui), tout en veillant à sa santé personnelle, mais aussi à la qualité et à la sécurité des produits d'origine animale, dans un contexte régi par des impératifs économiques, d'efficacité industrielle et d'échelle ? Qui devrait être responsable des décisions relatives à la santé, à la nutrition ou à l'environnement ? Comment les pratiques alimentaires peuvent-elles être modifiées pour devenir plus durables ?
- Le rôle du gouvernement : comment comprendre la planification centrale en Chine, l'équilibre entre le contrôle de l'État et la privatisation, les solutions descendantes par rapport aux solutions ascendantes, ainsi que la communication avec le gouvernement ? Le gouvernement chinois dispose sans aucun doute des outils pour effectuer les changements nécessaires. Il reste à voir où se situent les priorités, entre les aspects économiques et les préoccupations environnementales et sociales.

CONCLUSION

L'analyse de la sobriété dans le contexte chinois offre un point de vue intéressant pour réfléchir aux conséquences négatives de l'action humaine sur la biosphère terrestre. Afin d'éviter les représentations simplistes, le projet MidWay s'intéresse aux processus ayant entraîné les pratiques actuelles de production et de consommation de viande et de lait en Chine. En nous intéressant à la manière dont l'offre et la demande se sont construites, nous pouvons réfléchir à l'évolution des régimes alimentaires, des formes de production, des nouvelles technologies, des conceptions de la santé, de la mode, etc. Forts de cette compréhension détaillée, nous sommes plus à même de déterminer comment nous pourrions réduire la demande à l'avenir, en concevant des réponses politiques plus précises et potentiellement mieux acceptées pour résoudre le problème.

Néanmoins, n'oublions pas que la sobriété n'a pas forcément de lien direct avec la société et la culture chinoises. Le projet MidWay reste ouvert à cette question : ce concept est-il pertinent dans un contexte chinois ou existe-t-il d'autres concepts plus appropriés, issus de l'histoire et de la culture locales ? Dans la tradition chinoise, les notions de modération, d'équilibre et de frugalité occupent une place centrale, avec des connotations et des significations peut-être plus appropriées que notre notion de « sobriété ». En outre, il est important de souligner que les questions de sobriété doivent être abordées dans une perspective descendante, comme le souligne Callmer (2019, p. 11), les analyses et les éventuels changements devant viser en premier lieu ceux qui possèdent plus que le nécessaire.

20 Smil, V. (2003). *China's Past, China's Future* (1st ed.). Routledge.

21 <https://www.science.org/doi/10.1126/sciadv.aar8534>.

22 Yasuda J. K. (2018). *On Feeding the Masses. An Anatomy of Regulatory Failure in China*. Cambridge University Press.

23 Shapiro, J. (2012). *China's Environmental Challenges*, Cambridge, Polity Press.



« L'EAU VIVANTE » : regard sur la sobriété au Cameroun

Blick Bassy

Chanteur, auteur-compositeur, producteur et musicien



Collégiens du lycée Henri IV participant au projet « Tous des Héros » autour de l'eau, mené à l'occasion de la venue de Blick Bassy le 19 mars 2024 à la Scène de Bayssan.

Blick Bassy est un artiste pluridisciplinaire, musicien, producteur, écrivain et réalisateur camerounais, né en 1974 à Yaoundé au Cameroun. Membre du groupe Macase qu'il fonde en 1996, il commence sa carrière solo en 2006 et produit cinq albums dont le dernier, *Mádibá*, dédié à l'eau, est sorti en 2023. Il est lauréat de plusieurs prix prestigieux dont le Grand prix SACEM des Musiques du Monde en 2019. Son premier roman, *Le Moabi Cinéma*, a remporté le Grand Prix Littéraire d'Afrique Noire en 2016.

Mobilisé depuis plusieurs années pour la préservation de la ressource en eau, l'artiste Blick Bassy revient dans cet entretien sur sa vision de la sobriété. Au Cameroun, de nombreuses personnes, privées d'un accès permanent à l'eau du robinet, adoptent intuitivement une gestion sobre de la ressource en eau. Celle-ci est aussi synonyme d'un rapport plus direct à l'eau, qui en étant visible en devient presque *vivante*. Mais dans le contexte camerounais comme dans d'autres pays d'Afrique, l'eau est aussi investie d'un rôle spirituel et culturel essentiel. *In fine*, sensibiliser à la rareté de la ressource en eau peut s'effectuer en revenant à l'universalité de la ressource, comme socle commun des individus, mais aussi, comme l'incarne Blick Bassy, en faisant de l'art musical un levier pour façonner de nouvelles représentations.

Le concept de sobriété, en particulier appliqué aux enjeux de gestion de l'eau, rencontre une résonance de plus en plus forte dans certains pays comme la France. Qu'en est-il au Cameroun et plus largement en Afrique de l'Ouest de votre point de vue ? Est-ce une idée qui résonne dans le débat public et les imaginaires autour de l'eau ?

Blick Bassy : Pour répondre à cette question, permettez-moi de repartir de mon expérience personnelle. Au Cameroun, j'ai grandi entre la capitale Yaoundé et le petit village de mon grand-père. Là-bas, les habitants vivaient de façon naturellement sobre. La sobriété n'était pas théorisée comme telle ni explicitement revendiquée, mais elle était omniprésente dans les modes de vie traditionnels.

Par exemple, on se nourrissait de ce qu'on récoltait, on achetait des aliments au jour le jour ou presque, pour notre consommation quotidienne. Nous vivions avec très peu, mais ce peu de choses n'était pas vécu comme une frustration : nous n'avions pas besoin de plus. Un souvenir parmi tant d'autres : ma grand-mère utilisait de la viande séchée pour donner aux sauces des plats un goût de viande, à partir des mêmes morceaux de viande régulièrement « infusés ». Nous mangions le goût de la viande, plus que la viande elle-même, qui elle était uniquement consommée à la fin de l'année. Et cela nous convenait !





Cette sobriété naturelle s'observait aussi fortement concernant la gestion de l'eau, notamment dans les villages où naturellement la plupart des habitants n'ont pas accès à l'eau courante. L'eau est puisée dans des puits, stockée chez soi dans des bidons, et gérée avec une grande parcimonie. Une expérimentation que j'ai eu l'occasion de mener avec Action contre la Faim en Côte d'Ivoire illustre de façon éloquente à quel point ce rapport sobre à la consommation de la ressource en eau est intériorisé par les individus. Dans le cadre de ce projet, nous avons négocié l'installation de l'eau courante dans certains quartiers d'Abidjan, permettant à des familles à bas revenus d'avoir accès à l'eau via des contrats très peu chers. Au bout de 8 mois d'expérimentation, près de 90% des familles avaient résilié leur contrat car elles n'arrivaient plus à payer, quand bien même nous avons négocié des conditions tarifaires a priori compatibles avec leurs ressources financières. Comment expliquer cela ? En réalité, en mettant en place des réseaux d'eau potable trop rapidement, nous avons en quelque sorte tué la sobriété spontanée de ces habitants.

Le point central repose, à mon sens, sur la possibilité ou non de voir l'eau. Pendant des années, les habitudes des populations s'étaient en effet construites autour de ce rapport visuel : on observe chaque jour le récipient d'eau qui descend progressivement. Cette image directe de l'eau permet de prendre conscience, sans intermédiaire, de l'impact de notre consommation d'eau quotidienne. Et de fait, ce qu'on observe dans ce cadre ce sont des pratiques de consommation extrêmement modérées, sobres. Il s'agit quasiment d'une relation réciproque : les individus gèrent l'eau mais c'est aussi l'eau qui les gère ! Elle nous regarde. J'ai moi-même grandi avec ce rapport sobre à l'eau. Avec mes frères et sœurs, nous allions aux puits chercher l'eau, et chacun était ensuite responsable

La terre qui nous a nourris nous aime, car peu importe notre poids, elle se courbera toujours pour que l'on s'accroche à son dos

de sa consommation. Selon la quantité d'eau restante à la maison, nous savions bien qu'un gobelet de plus ou de moins pouvait avoir des conséquences sur nos futurs besoins ! Car impossible d'aller chercher de l'eau en pleine nuit... À mon sens, ce rapport à l'eau était plus sain que celui que nous entretenons aujourd'hui avec l'eau qui sort du robinet ou du tuyau de douche dans les pays développés.

Lors de l'expérimentation menée en Côte d'Ivoire, le passage à un système d'alimentation en eau ne permettant plus de « voir » l'eau, sans éducation au préalable sur son fonctionnement, a perturbé les habitudes, en enlevant aux individus leur point de repère. Comment se rendre compte de sa consommation sans observer l'évolution du stock d'eau ? Ce passage d'une logique de stock à

une logique de flux nécessite en réalité un réel changement de perspective. Je suis d'ailleurs convaincu qu'associer à l'accès à l'eau courante un système de jauge, ou équivalent, permettant facilement de mesurer l'évolution de la consommation d'eau, faciliterait la transition et encourageait une consommation sobre de la ressource.

Cette sobriété « spontanée » dans la gestion de l'eau qui a marqué mon enfance ne se retrouve pas que dans les villages. Au Cameroun, on observe aussi dans les zones urbaines une sobriété « obligée », contrainte par les dysfonctionnements des réseaux d'eau. Comme les compagnies qui gèrent l'eau ne fonctionnent pas bien, que les infrastructures ne sont pas toujours opérationnelles, beaucoup de gens sont obligés d'avoir un forage chez eux, d'aller chercher de l'eau dans des points d'eau, ou encore de recueillir de l'eau de pluie. C'est une sobriété qui s'impose car le système public n'est pas fonctionnel. On retrouve alors la gestion de l'eau comme un stock.





Messenger du Ngondo, lors du festival

On sent dans vos mots une forme de nostalgie à l'égard de ce rapport sobre à l'eau... Comment continuer à transmettre cette philosophie sobre, tout en permettant au plus grand nombre d'avoir accès à l'eau courante au robinet ?

B. B. : Il est évident que nous devons œuvrer pour permettre à chacun d'avoir accès à l'eau courante et aux infrastructures modernes en la matière. Mais il est vrai que mon regard est empreint d'une certaine nostalgie. Cette nostalgie est celle d'un environnement où l'on se rendait vraiment compte de l'importance de l'eau. J'en reviens au regard, à la vue : en observant l'eau quotidiennement, nous entretenons un rapport plus direct avec elle. Ce regard crée une relation quasi réciproque : vous vous regardez, vous vous voyez. Dans mon enfance, l'eau était vivante : aujourd'hui, elle est morte puisque nous ne la voyons plus. Paradoxalement, l'abondance de l'eau réduit sa vitalité, puisque nous n'y accordons plus autant d'importance, en cédant à l'illusion d'un accès illimité.

Associer à l'accès à l'eau courante un système de jauge, ou équivalent, permettant facilement de mesurer l'évolution de la consommation d'eau, faciliterait la transition et encourageait une consommation sobre de la ressource

Mais ce n'est pas une fatalité. Pour recréer ce lien entre le consommateur et la ressource, il me semble que l'éducation est une dimension clé. Si nous faisons prendre conscience aux enfants du fonctionnement de leur corps dès le plus jeune âge, en leur expliquant à quel point celui-ci est non seulement composé d'eau à plus de 50%, mais a besoin de l'eau plus que de tout autre ressource pour fonctionner, alors nous contribuons à façonner un autre rapport à l'eau. Il me semble qu'une fois que nous réalisons à quel point l'eau est importante dans

la mécanique de notre corps, et donc de notre vie, notre rapport à la ressource en eau change presque instantanément, naturellement. Je crois beaucoup à l'éducation et au retour au corps comme leviers pour faciliter des changements de regards, de nouvelles représentations et rapports à l'eau.

En tant qu'artiste, quel cheminement vous a conduit à vous intéresser à l'eau ?

Quel rôle espérez-vous jouer pour façonner un nouveau rapport à la ressource ?

B. B. : Mon intérêt pour l'eau est le fruit d'une réflexion qui m'habite depuis un certain temps. J'ai fait, à la suite de



beaucoup d'autres, le constat d'un désordre, d'une forme de chaos dans la gestion de nos écosystèmes, de nos sociétés. Exploitation abusive des ressources, conflits, altération de notre relation avec le vivant et les autres vivants... Face à ces défis ô combien complexes, j'ai voulu identifier un dénominateur commun, un fil rouge permettant de recréer du lien, de faire évoluer les regards. L'eau m'est apparue comme une évidence. Car l'eau est l'élément qui compose chaque être vivant, quelle que soit sa forme, sa matière, son identité. Tous les éléments qui forment notre écosystème sont composés d'eau. C'est littéralement, au sens physique et biologique, la source de la vie.

À partir de ce constat, j'ai placé l'eau au cœur de ma démarche, en partant du principe qu'elle constitue un point de départ pour inventer des solutions vis-à-vis de nombreuses problématiques auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés. Car nous sommes tous liés à travers l'eau. Au-delà de l'eau, il me semble que nous gagnerions à replacer la nature et le vivant au cœur de nos modes de pensée, en les considérant comme des sources d'inspiration. L'approche du biomimétisme est à mes yeux particulièrement pertinente.

Bien-sûr, cette universalité de l'eau coexiste aussi avec le maintien de différences culturelles. Au Cameroun, comme dans d'autres pays d'Afrique, l'eau a une dimension spirituelle très forte. Chaque année, le festival Ngondo réunit à Douala les peuples sawa de différentes régions côtières. Au cours de la fête, des messagers sont chargés d'aller recueillir la parole des ancêtres, en communiant avec les forces ou esprits de l'eau du fleuve Wouri. C'est une institution religieuse très respectée, qui apparaît évidemment très éloignée des modes de pensée occidentaux.

Il me semble que préserver et valoriser ce patrimoine culturel et spirituel du Cameroun lié à l'eau est essentiel. L'association La Route des Chefferies, née il y a une vingtaine d'années, œuvre en ce sens. En partenariat avec cette association, je vais participer au projet La Route de l'Eau, qui vise à recenser tous les cours d'eau du Cameroun, et les pratiques rituelles culturelles présentes dans les espaces traversés par ces différents cours d'eau – et qui en portent d'ailleurs souvent le nom. Cette initiative nous offre l'occasion d'échanger avec les populations, de mieux comprendre leur rapport à l'eau, le rôle qu'elle joue dans leur vie à de multiples égards. Je pourrais mentionner de multiples exemples. Pour les femmes, le moment de la journée où elles vont chercher l'eau est parfois un prétexte pour sortir du foyer, se retrouver entre femmes. Et l'eau est associée à de multiples pratiques rituelles, y compris au quotidien. Des rituels liés à l'eau sont ainsi réalisés avant de planter certains tubercules. L'eau a une place qui excède largement les usages utilitaires, ménagers. Et cette place est d'autant plus centrale que ce n'est pas une ressource facilement accessible.

Mon travail d'artiste s'inscrit dans cette optique de sensibilisation et préservation du patrimoine. Mon dernier album, *Mádibá*, est dédié à l'eau. J'ai tenté d'évoquer à la fois la rareté, la nécessité, l'énergie ou encore la puissance vitale de l'eau, mais sans donner de leçons. J'ai composé chaque morceau



Pochette de l'album *Mádibá*

comme une fable : cela permet de parler de l'eau de façon plus apaisée, de manière poétique. Ces fables me permettent aussi de me mettre dans la peau de différents personnages, qui expriment leur rapport à l'eau : un vieillard, une femme, un oiseau... Dans le morceau *Bengue*, je parle de la pluie à travers un vieillard qui raconte à son petit-fils que la pluie tombait il y a encore quelques temps derrière la maison, mais qu'elle ne vient plus parce que les hommes l'ont tuée. Elle ne vient plus, même quand on passe la journée à attendre... Il me semblait essentiel d'évoquer le manque d'eau, l'impact de la pollution, les difficultés d'accès à l'eau potable.

En amont d'un de mes concerts, réalisé en mars 2024 à la Scène de Bayssan à Béziers, nous avons organisé un projet en lien avec le programme scolaire des élèves de 6^{ème} du collège Henri IV de Béziers. L'objectif était de réaliser un clip vidéo avec les témoignages des élèves et leurs visions de l'eau. C'était une très belle initiative, qui rappelait aussi aux élèves à quel point l'eau est présente dans leurs espaces de vie.

Avez-vous d'autres projets à venir sur ces questions ?

B. B. : En ce moment, je travaille sur un projet au Cameroun, qui vise à sensibiliser les écoliers aux différents métiers autour de l'eau, via des casques de réalité virtuelle. Car les jeunes n'ont souvent pas conscience de l'étendue des métiers liés à l'eau : entretien, distribution, recyclage... Plonger les jeunes dans ces réalités est aussi une façon de les intéresser à l'eau, à sa préservation, mais aussi de créer des vocations. Je réfléchis à d'autres projets liant sensibilisation et expression autour de l'eau. En bref, je n'ai pas fini de m'intéresser à l'eau...

*Au Cameroun,
comme dans d'autres pays,
l'eau a une dimension
spirituelle très forte*

2. LA SOBRIÉTÉ EN DÉBAT : DÉFIS POLITIQUES ET SOCIAUX



L'acceptabilité de la sobriété, mais aussi sa désirabilité, se jouent tant sur le plan politique et social que symbolique

La résonance nouvelle de la sobriété ne saurait masquer les lignes de clivage et critiques soulevées par le concept. Ces dernières sont de différentes natures. Certaines voix questionnent tout d'abord la légitimité et pertinence même de la sobriété, en particulier lorsqu'elle est présentée comme la voie prioritaire pour répondre au défi climatique.

Alessio Terzi souligne ainsi certains des angles morts de la sobriété, en revenant à la fois sur ses présupposés – la possibilité de faire évoluer les comportements individuels au profit d'un renoncement volontaire à un certain nombre de biens et services –, accusés de mobiliser une vision excessivement simplifiée des préférences humaines, mais aussi sur ses conséquences. En particulier, l'économiste souligne les effets pervers et négatifs de l'approche décroissante, souvent associée à la sobriété à l'échelle collective, au profit d'un plaidoyer pour la croissance verte et l'innovation technologique, rouages indispensables à la décarbonation de nos économies et sociétés.

D'autres regards s'interrogent sur la difficile acceptabilité de la sobriété, en particulier sur le plan social. Les travaux d'**Elizabeth Currid-Halkett** analysent ainsi les recompositions de la distinction sociale à l'heure de la consommation « non-ostentatoire ». Loin d'abolir les stratégies de distinction, la structuration d'une offre de consommation durable et sobre, dans les secteurs de l'habillement et de l'alimentation notamment, fait apparaître de nouvelles hiérarchies sociales et symboliques, reposant sur l'acquisition d'un savoir spécifique en la matière. Dans ce cadre, les offres de produits durables demeurent par ailleurs difficilement accessibles aux ménages pauvres ou modestes. L'acceptabilité de la sobriété et du renoncement volontaire se heurte en outre à certaines valeurs largement ancrées dans les sociétés occidentales, à l'image du confort individuel, dont l'anthropologue **Stefano Boni** analyse la centralité avec un regard critique.

Dès lors, l'acceptabilité de la sobriété, mais aussi sa désirabilité, se jouent tant sur le plan politique et social que symbolique. Afin, notamment, de construire un regard positif sur la sobriété, **Nathan Ben Kemoun** et **Pauline Vigey** développent une conception de la sobriété *intensive*, associée non pas prioritairement au renoncement et à la diminution – de la consommation, de la production, etc. –, mais à une forme d'extension et d'intensification de nos relations et modes de vie. De fait, forger des récits désirables sur la sobriété est l'un des défis clés pour renforcer son acceptabilité à plus grande échelle.

Mais la mise en œuvre de la sobriété soulève, par-delà les enjeux symboliques et narratifs, des questions d'ordre politique et social, rappelées par **Mathieu Saujot** dans la première partie du numéro. Comment distinguer les besoins « utiles » des besoins superficiels ? Comment faire de la sobriété un horizon acceptable pour le plus grand nombre ? Comment concilier sobriété et réduction des inégalités ? **Mary Lawhon** et **Tyler McCreary** apportent des éléments de réponse, en présentant les conditions de succès d'une société centrée sur le « juste milieu » (*enoughness*). Il s'agit notamment de repenser nos manières de consommer, mais aussi la place du travail dans nos sociétés. Si ces pistes n'épuisent pas les réponses à apporter aux défis de la sobriété, elles soulignent les enjeux structurels soulevés par celle-ci, dès lors qu'elle ambitionne d'être un nouveau modèle collectif.

Iris Levy
David Ménascé
Archipel&Co,
Coordinateurs du numéro

DE LA SOBRIÉTÉ À LA CROISSANCE VERTE : agir sur ce qui compte

Alessio Terzi

Économiste à la Commission européenne et conférencier (Sciences Po, HEC Paris)



Alessio Terzi est un économiste qui travaille à la croisée du monde universitaire, de la politique et des groupes de réflexion. Il est l'auteur de *Growth for Good [la Croissance au service du Bien]* (Harvard University Press) : « Meilleur livre de l'année » du magazine américain *Foreign Affairs* et recommandé par le *Financial Times*. Il est économiste à la DG ECFIN de la Commission européenne, où il travaille sur la compétitivité, la politique industrielle et la macroéconomie du Green Deal européen. Alessio Terzi est maître de conférences en politique publique à l'université de Cambridge et professeur adjoint d'économie à Sciences Po et à HEC Paris. Auparavant, il était affilié à Bruegel, le principal groupe de réflexion sur l'économie européenne, et titulaire d'une bourse Fulbright à la Harvard Kennedy School. Il a également travaillé à la division des institutions européennes de la Banque centrale européenne et à l'analyse du risque souverain chez BMI Research (Fitch Ratings). Alessio Terzi est titulaire d'un doctorat de la Hertie School, et a réalisé sa thèse sur la croissance économique, sous la direction d'Henrik Enderlein, Dani Rodrik et Jean Pisani-Ferry. Il est titulaire d'un MPA en politique économique de la London School of Economics et d'une licence en économie internationale de l'université Bocconi. Il intervient dans des médias internationaux de premier plan.

La réduction volontaire de la demande (autrement dit la sobriété) peut contribuer à décarboner nos économies avant l'échéance de 2050. Toutefois, compte tenu de ses limites, il se peut qu'elle ne joue qu'un rôle mineur dans notre quête du net-zéro, en dépit de ce qu'affirment les défenseurs de la sobriété économique et de la décroissance. En effet, comme le défend l'économiste Alessio Terzi dans cet entretien, les défenseurs de la décroissance négligent souvent les aspects négatifs de cette dernière. Par ailleurs, nous avons tendance à oublier le lien inhérent entre croissance, progrès et innovation. Selon Alessio Terzi, nous devrions avant tout réorienter notre croissance vers des solutions plus écologiques, tout en encourageant les innovations positives pour relever les défis qui nous attendent.

En tant qu'économiste, comment analysez-vous le concept de « sobriété » et, plus généralement, l'accent mis sur la réduction de la demande comme un levier pour lutter contre le changement climatique¹ ?

Alessio Terzi : Permettez-moi tout d'abord de rappeler une évidence : éviter une catastrophe climatique et un effondrement de l'environnement est un défi considérable, et nos progrès en la matière sont très lents. Il est donc naturel de réfléchir à tous les moyens à notre disposition pour décarboner nos économies d'ici le milieu du siècle, mais aussi aux moyens de réduire l'utilisation globale des ressources matérielles, et donc de réduire la demande. Quand il s'agit de réduire les émissions, trois scénarios se dessinent généralement. Le premier est l'option technologique, comme le déploiement de l'énergie solaire et éolienne, qui sera probablement longue et onéreuse. Deuxièmement, une option misant sur l'efficacité : essayer de faire la même chose en consommant moins d'énergie. Troisièmement, la réduction de la demande, qui s'inscrit dans une logique de sobriété ou frugalité choisie. Selon les partisans de cette dernière voie, les actions et décisions individuelles (éviter de prendre l'avion, arrêter de consommer du bœuf ou baisser la température de son logement, etc.) auraient un effet positif immédiat sur les émissions de CO₂. Mathématiquement parlant, cette option est recevable : si tout le monde joue le jeu, nous pourrions réduire les émissions très rapidement et sans aucun investissement. Je comprends donc parfaitement que le GIEC et d'autres organismes internationaux intègrent la réduction de la demande à leurs réflexions. Dans un sens, plus ils le font, mieux c'est.

¹ La réduction de la demande est notamment analysée dans le chapitre V du sixième rapport d'évaluation du GIEC intitulé « Demande, services et aspects sociaux de l'atténuation », qui s'intéresse à trois alternatives complémentaires en matière de consommation : Éviter (avion, viande...), Changer (transport public au lieu de la voiture, etc.), Améliorer (efficacité énergétique).



Toutefois, et c'est pour cela que je m'écarte de cette voie, nous ne devrions pas, selon moi, trop attendre de cette solution pour réduire nos émissions. La sobriété et la réduction volontaire de la demande resteront toujours un phénomène mineur. *Volontaire* est ici le cœur du problème. La réduction volontaire de la demande est synonyme de sobriété, mais la réduction involontaire est tout simplement synonyme de pauvreté. D'un point de vue économique, si l'on interdit à quelqu'un qui veut prendre l'avion de le faire, alors on génère artificiellement de la pauvreté. Pour parvenir à la sobriété volontaire, il faut passer par un changement de préférences, ce qui est très difficile à mettre en œuvre collectivement.

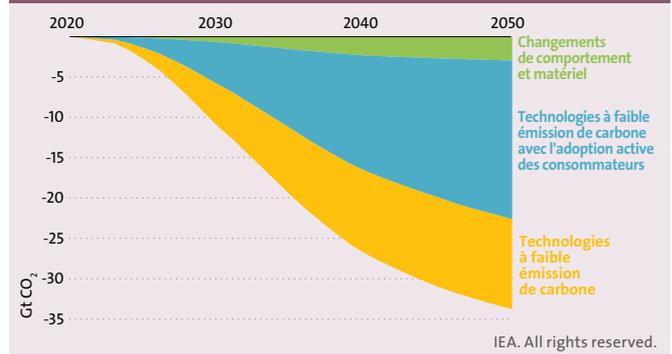
En effet, des expériences ont été tentées récemment pour modifier les préférences et les comportements, en s'appuyant notamment sur les sciences comportementales. Les approches de type « *nudge* » (coup de pouce) ont fait l'objet d'une grande attention ces dernières années, mais leur capacité à entraîner des changements à long terme semble limitée. Autre point crucial avec lequel je ne suis pas d'accord en termes de décroissance/ frugalité : bien souvent, les frugaux autoproclamés ont tendance à *transférer* leurs préférences, au lieu de les réduire. Et ce n'est pas parce qu'on empêche les gens de prendre l'avion qu'ils vont rester tranquillement assis chez eux, à réfléchir au sens de la vie. Cette vision est à la fois trop idéaliste et trop simpliste. Certes, les individus utiliseront autrement leur temps et leur argent, mais ils consommeront quand même. Autre exemple, dans la jeune génération d'aujourd'hui, beaucoup ne souhaitent pas posséder de voiture. Ils préfèrent se rendre au travail à vélo et faire appel, ponctuellement, à des services de co-voiturage avec une application. Ce n'est pas de la décroissance, mais plutôt un changement de préférences. Il est très important de garder à l'esprit la distinction entre le fait d'éviter, de réduire et de déplacer sa consommation. À mon avis, le dernier phénomène est beaucoup plus courant que les deux autres, et omniprésent dans notre système économique.

Sur le plan des émissions, les projections réalisées par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) montrent que la réduction de la demande ne permettrait même pas d'atteindre 5 % de ce qu'il faudrait pour arriver à zéro émissions d'ici 2050. Ce n'est pas négligeable, mais l'essentiel de la réduction devra provenir des nouvelles technologies et des solutions d'efficacité énergétique. Dans une certaine mesure, le discours sur la décroissance ne mentionne pas ce pourcentage et fait de la sobriété le cœur de la transition. Ses défenseurs affirment que nous devrions nous libérer de l'obsession de la consommation et que nous réaliserons la transition principalement en changeant nos préférences et accessoirement en nous appuyant sur la technologie.

Au-delà de la dimension quantitative, un autre argument peut être avancé pour remettre en question les hypothèses de la sobriété volontaire. Selon les défenseurs de la sobriété et de la frugalité, nous devrions renoncer à certaines de nos envies pour nous concentrer uniquement sur nos besoins, tout en partageant idéalement les ressources dont nous disposons pour satisfaire les besoins d'un maximum de personnes. Au niveau individuel, cela semble raisonnable : dans notre vie quotidienne, nous semblons arriver à différencier un besoin d'une envie. Mais quand il faut établir la limite pour séparer « scientifiquement » nos besoins de nos envies, alors les choses se compliquent.

Par exemple, pour satisfaire nos besoins en 2000 calories journaliers, un individu pourrait manger une grande quantité d'un aliment, et un autre préférer une alimentation plus saine et diversifiée, quoique non essentielle pour survivre, et ainsi subvenir au même besoin. Dès lors, manger sainement est-il un besoin ou une envie ? La réponse n'est pas si claire.

Rôle joué par la technologie et les changements de comportement dans la réduction des émissions d'après les projections de l'IEA²



Partant de ce point de vue, je soutiens dans mon travail que la distinction entre les besoins essentiels et les besoins non essentiels reflète une vision très statique du monde. Les besoins et les désirs ont toujours évolué au cours de l'Histoire. Des services considérés comme indispensables aujourd'hui – chauffage, climatisation, eau, gaz, électricité ou Internet - n'existaient pas ou étaient considérés comme luxueux il y a un siècle. Et les choses vont de plus en plus vite : les smartphones, par exemple, sont devenus presque vitaux en quelques années. En bref, ce qui est possible détermine la demande, et la demande devient la norme : les besoins sont déterminés socialement.

La sobriété et la réduction volontaire de la demande resteront toujours un phénomène mineur

Dans votre livre, vous expliquez que les conséquences négatives de la décroissance ne sont pas suffisamment prises en compte ?

A.T. : En effet, je pense qu'à grande échelle, la décroissance serait plus proche d'un monde dystopique que d'une utopie verte et égalitaire.

Une remarque d'abord : il est intéressant de voir comment cette idée résonne en fonction du contexte géographique et culturel. Dans le débat intellectuel français contemporain, la décroissance est très discutée, et s'inscrit dans une tradition de penseurs anticapitalistes et technocritiques qui remonte à la fin des années 1990 et au début des années 2000. En effet, le célèbre rapport *Les Limites à la croissance*, publié en 1972, ne mentionne pas encore la décroissance.

2 IEA, « Net Zero by 2050, a roadmap for the Global Energy Sector. » [Net Zero d'ici 2050, une feuille de route pour le secteur mondial de l'énergie]. https://iea.blob.core.windows.net/assets/deebef5d-0c34-4539-9d0c-10b13d840027/NetZeroBy2050-ARoadmapfortheGlobalEnergySector_CORR.pdf (p. 69).

Le concept de décroissance est apparu en France et a été progressivement associé à une critique sévère du capitalisme. À titre de comparaison, en Italie, la décroissance n'est jamais devenue un sujet à part entière, peut-être parce que le pays a subi les effets négatifs d'une stagnation économique de longue durée.

Pour en revenir aux effets négatifs insuffisamment pris en compte, la question peut être abordée à plusieurs niveaux.

L'économiste classique dirait que sans croissance, nous ne pourrions pas rembourser notre dette publique ou privée, ce qui entraînerait un défaut de paiement et, finalement, la récession. Cette dernière pose problème car elle alimente le chômage, le malheur, une hausse de l'alcoolisme et des suicides, etc. La décroissance signifie également moins de ressources à allouer aux dépenses nécessaires aux soins de santé, à la défense, au numérique, etc. Le contre-argument est que ces conséquences découlent justement d'un système économique construit autour de l'hypothèse de ressources inépuisables. Selon moi, ce n'est que partiellement vrai, et il manque un point crucial. Mettre fin à la croissance signifie, plus fondamentalement, mettre fin à l'idée de progrès et à responsabilité de l'homme dans son propre destin. C'est un risque qu'il faut garder à l'esprit.

Un autre argument des partisans de la décroissance concerne les inégalités. Leur niveau actuel étant considéré – à juste titre – comme inacceptable, le système économique qui le génère devrait tendre vers une plus grande redistribution. Toutefois, dans un environnement de ressources limitées la redistribution est plus difficile : la décroissance entraînerait de nouvelles tensions sociales et alimenterait un état d'esprit « à somme nulle » : un gain pour l'un est une perte pour l'autre (raison pour laquelle le prêt d'argent avec intérêts était autrefois interdit, car considéré comme un vol, dans un contexte de ressources limitées). Comme au cours des périodes de l'Histoire où la croissance était limitée (ex. l'Europe féodale) les tensions seraient exacerbées, le contraire de la paix sociale souhaitée par les partisans de la décroissance. D'une manière générale, il n'est pas souhaitable de basculer dans un environnement pauvre en capital, à l'échelle individuelle ou collective.

L'essentiel de la réduction des émissions devra provenir des nouvelles technologies et des solutions d'efficacité énergétique

Selon vous, la « croissance pour le bien commun » est une perspective réaliste. Quel est votre raisonnement ?

A.T. : Le premier argument à rappeler, c'est que nous constatons aujourd'hui une dissociation entre les émissions de CO₂ et la croissance. Pendant longtemps, nous avons connu une baisse relative de l'intensité des émissions, mais une augmentation globale du volume. Aujourd'hui, le PIB augmente dans un ensemble de pays développés, mais les émissions de CO₂ diminuent. Et ce, même en incluant le carbone inclus dans les importations, ce qui signifie que nous n'aurons pas un air plus pur et moins d'émissions en nous contentant de déplacer la production vers des pays comme la Chine. Cependant, il est vrai que nous ne constatons pas les mêmes progrès pour l'empreinte matérielle.

Encore plus important : les émissions de CO₂ ne sont pas indispensables à la croissance. La croissance avait commencé bien avant les années 1750 et la combustion des carburants. Les civilisations passées ont connu des périodes de croissance économique, certes plus irrégulières, plus courtes et plus lentes que les nôtres. Mais cela montre un point essentiel : la croissance ne détruit pas forcément l'environnement. Le secret de la croissance réside dans l'innovation et la technologie, et non dans les énergies fossiles.

Évolution des émissions de GES et du PIB, OCDE³

Variation des émissions de CO₂ et du PIB, OCDE (GCP)

Les émissions basées sur la consommation⁴ sont des émissions nationales qui ont été ajustées pour tenir compte des échanges. Elles mesurent les émissions des énergies fossiles et de l'industrie⁵. Le changement d'affectation des terres n'est pas inclus.



Source : World Bank (2023); Global Carbon Budget (2023)
OurWorldInData.org/co2-and-greenhouse-gas-emissions | CC BY
Note: Les chiffres du produit intérieur brut (PIB) sont ajustés pour tenir compte de l'inflation.

La définition même d'une ressource est celle de sa disponibilité. Les énergies fossiles étaient disponibles et la société avait besoin d'énergie pour alimenter la révolution industrielle, sans que l'environnement soit un problème. Aujourd'hui, nous pensons différemment et nous nous tournons vers d'autres énergies, comme le solaire et l'éolien. Tel devrait être notre objectif des décennies à venir : faire évoluer notre modèle de croissance vers des options plus écologiques, et non l'abolir.

C'est d'autant plus nécessaire que l'innovation et la croissance économique sont, de fait, inextricables. Cela ne signifie pas que les innovations « frugales » ou low-tech ne soient pas utiles ou inspirantes. Nous devons changer notre façon d'innover, en consommant moins de ressources. Nous pouvons aussi nous inspirer de solutions passées, en les mêlant à nos propres compétences.

³ <https://ourworldindata.org/grapher/co2-emissions-and-gdp?country=~OECD%28GCP%29>.

⁴ **Émissions basées sur la consommation** : Les émissions basées sur la consommation sont des émissions nationales ou régionales qui ont été ajustées pour tenir compte des échanges. Elles sont calculées comme les émissions nationales (ou émissions « basées sur la production ») moins les émissions générées par la production de biens et de services exportés vers d'autres pays ou régions, plus les émissions provenant de la production de biens et de services importés.
Émissions basées sur la consommation = Émissions basées sur la production - Émissions exportées + Émissions importées.

⁵ **Émissions fossiles** : Les émissions fossiles mesurent la quantité de dioxyde de carbone (CO₂) émise par la combustion des énergies fossiles et directement par des processus industriels tels que la production de ciment et d'acier. Le CO₂ fossile comprend les émissions provenant du charbon, du pétrole, du gaz, du torchage, du ciment, de l'acier et d'autres processus industriels. Les émissions fossiles ne comprennent pas le changement d'affectation des terres, la déforestation, les sols ou la végétation.



Mon avertissement serait de ne pas les idéaliser, et d'éviter de suggérer systématiquement que la vie était meilleure autrefois (éloge des techniques « traditionnelles » par opposition aux techniques « modernes »). Les technologies et les innovations du passé ont été confrontées à leurs propres limites, sinon elles n'auraient pas été remplacées. Exemple : l'environnement bâti, qui représente environ 40 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Les bâtiments ont longtemps été construits en terre et de nombreuses cultures ont aussi utilisé la terre à des fins d'isolation. Récemment, des ingénieurs et des architectes ont combiné cette technique avec l'impression 3D, et pensent qu'il faut revenir vers cette solution, la terre étant largement disponible. Cette technique a ses propres limites, mais elle nous rappelle que l'innovation se fonde toujours sur l'expérimentation, l'imitation de pratiques qui ont fait leurs preuves, la combinaison avec des connaissances locales préexistantes et l'adaptation au contexte contemporain.

La distinction entre les besoins essentiels et les besoins non essentiels reflète une vision très statique du monde

Selon vous, quelles sont les responsabilités des politiques publiques et des entreprises dans l'accélération de la croissance verte ?

A.T.: Politiques publiques et entreprises ont un rôle essentiel à jouer pour accélérer la croissance verte. Les politiques publiques peuvent empêcher les inégalités de se creuser par la redistribution et la réglementation. Comme d'autres analystes, je pense que nous nous trouvons dans une dynamique de révolution technologique (IA, automatisation, technologies vertes...), comparable

à la révolution industrielle. Et comme d'autres révolutions, la transition verte, en tant que transition technologique structurelle, entraînera une nouvelle fracture sociale et des inégalités si nous ne maintenons pas de filets de sécurité, comme l'a fait l'État-providence né dans les années 1880, sous Otto von Bismark. Gouvernements et réglementations, au niveau national et supranational (ex. européen), ont un rôle à jouer pour assurer une transition juste, tout en permettant aux innovations de prospérer.

Le secteur privé détient la majorité des ressources sociétales et économiques et c'est là que se produit l'innovation. Bien sûr, de nombreux acteurs sont conscients des opportunités économiques de la transition vers une croissance verte, ce qui n'est pas forcément une mauvaise nouvelle. Les nouvelles technologies deviendront essentielles, et certaines entreprises seront pionnières, concevant des solutions qui aideront l'humanité pendant des décennies, dans les technologies propres, l'accès aux services essentiels... En fin de compte, ce sont les acteurs privés qui favorisent souvent l'innovation.

Je suis convaincu que la transition aura lieu, la question étant : à quelle vitesse ? Selon le rythme de la transition, les effets sur l'environnement et sur nos sociétés seront très différents. Mais qu'elle soit lente ou rapide, je reste persuadé que l'humanité et la planète existeront encore dans quelques siècles, ce qui fait de moi un « optimiste » par rapport aux théories de l'effondrement ! Cependant, il est certain que nous entrons dans un environnement plus instable, tant sur le plan climatique que géopolitique. Plus la transition vers un monde durable sera rapide, mieux ce sera. Pour atteindre cet objectif, l'innovation et la technologie sont les plus grands atouts de l'humanité.



LA CONSOMMATION DISCRÈTE, UNE NOUVELLE FORME DE DISTINCTION SOCIALE ?

Article rédigé d'après un entretien réalisé avec Dr. Elizabeth Currid-Halkett, par Archipel&Co. Auteure, conférencière, chercheuse et professeure de politique publique à la Price School de l'Université de Californie du Sud

NB : Le contenu de cet article engage uniquement la responsabilité d'Archipel&Co.



Auteure, conférencière et chercheuse, Elizabeth Currid-Halkett est titulaire de la chaire James Irvine de planification urbaine et régionale, et professeure de politique publique à la Price School de l'Université de Californie du Sud. Lauréate d'une bourse Guggenheim en 2023, elle était auparavant titulaire de la chaire Kluge de culture moderne à la Bibliothèque du Congrès (à Washington). Ses recherches portent sur le rôle de la culture dans la société. Elle a étudié l'importance de l'art dans les économies urbaines, l'économie de consommation américaine et, plus récemment, le rôle de la culture dans les clivages géographiques et de classe sociale. Elizabeth est membre du Réseau d'experts du Forum économique mondial et a été membre des Global Future Councils et des Industry Strategy Officers du WEF. Elle a obtenu son doctorat à l'université de Columbia.

Le capital culturel est l'un des principaux facteurs des inégalités de classe dans l'Amérique contemporaine. Comme l'analyse Elizabeth Currid-Halkett dans son ouvrage, l'ancienne classe oisive a laissé la place à une nouvelle élite, et le symbole ultime de la distinction sociale n'est plus la consommation ostentatoire. Aujourd'hui, la distinction sociale passe par des investissements immatériels dans de « petites choses » : une consommation discrète qui repose sur un niveau élevé de connaissances et d'éducation. La consommation durable, notamment culinaire et vestimentaire, contribue à la distinction sociale de la « classe aspirationnelle ». Or, pour que la consommation durable se généralise, il est essentiel de la rendre plus accessible aux groupes à revenus moyens ou faibles.

L'analyse de la consommation est indissociable d'une réflexion sur les classes et les distinctions sociales. Depuis le XIX^{ème} siècle, de nombreux penseurs – historiens, sociologues, économistes – se sont penchés sur l'évolution de notre rapport à la consommation, en tentant d'en retracer les motivations sociales sous-jacentes. Le désir de distinction sociale, analysé notamment par le sociologue Pierre Bourdieu (*La distinction*, 1963), se matérialise par un ensemble de pratiques, de comportements, de modes d'être et d'avoir, dont la consommation est une composante essentielle. Cependant, les liens entre consommation et distinction varient selon les époques et les contextes socioculturels. En effet, comme le montre Elizabeth Currid-Halkett dans ses travaux de recherche, même si les normes dominantes de la société de consommation sont remises en question, le désir de distinction ne disparaît pas pour autant. Au contraire, cette remise en question initie une « reconfiguration » de la distinction sociale, qui se manifeste d'une autre manière. Il convient donc de décrypter les mécanismes de ce phénomène, pour mieux comprendre les ressorts sociaux et culturels de la consommation durable et les conditions de son développement.

LES NOUVELLES FORMES DE DISTINCTION SOCIALE



Dans son récent ouvrage *The Sum of Small Things : A Theory of the Aspirational Class* [La somme des petites choses : une théorie de la classe aspirationnelle], Elizabeth Currid-Halkett¹ se penche sur des travaux menés aux États-Unis, fondés sur des observations et des analyses de données du Bureau of Labor Statistics. Elle y examine les nouvelles formes de distinction sociale et les normes de consommation de la « classe aspirationnelle ». L'ouvrage se concentre sur le rôle de la culture et de la connaissance au sein de l'élite sociale américaine contemporaine.

¹ Currid-Halkett, E. (2017). *The Sum of Small Things. A Theory of the Aspirational Class*. Oxford, Princeton University Press. 254 p.



Au cours des quinze dernières années, la consommation et la distinction sociale ont radicalement changé. Historiquement, le statut social découlait de la consommation de certains types de biens matériels, comme le décrit Thorstein Veblen (1857-1929) dans son célèbre ouvrage *Théorie de la classe de loisir* (1899), où il souligne le rôle social joué par la consommation ostentatoire. Or, délaissant les signes extérieurs de richesse d'autrefois, l'élite d'aujourd'hui, qualifiée de « *aspirational class* » par Elizabeth Currid-Halkett, tire une grande partie de son statut de la « consommation discrète » : des investissements onéreux mais largement intangibles (« la somme des petites choses »).

Une analyse des budgets des ménages aux États-Unis montre qu'en termes relatifs, les ménages les plus riches ne sont pas ceux qui dépensent le plus en biens matériels. Ces ménages ont même réduit leurs dépenses relatives au fil du temps.

Signes extérieurs de richesse et revenus en 1996 et en 2014 (sur une sélection de produits)²

| | Global | | Vêtements et accessoires | | véhicules | | Equipement TV et audio | |
|---|--------|------|--------------------------|------|-----------|------|------------------------|------|
| | 1996 | 2014 | 1996 | 2014 | 1996 | 2014 | 1996 | 2014 |
| Tous les ménages | 1,00 | 1,00 | 1,00 | 1,00 | 1,00 | 1,00 | 1,00 | 1,00 |
| Top 1% | 0,65 | 0,47 | 0,61 | 1,06 | 0,58 | 0,31 | 0,77 | 0,44 |
| Top 5% | 0,76 | 0,64 | 0,80 | 0,91 | 0,69 | 0,58 | 0,62 | 0,62 |
| Top 10% | 0,80 | 0,70 | 0,86 | 0,90 | 0,75 | 0,67 | 0,71 | 0,70 |
| 60 ^{ème} -89 ^{ème} percentile | 0,99 | 1,03 | 0,97 | 0,97 | 0,98 | 1,04 | 1,01 | 0,95 |
| 40 ^{ème} -59 ^{ème} percentile | 1,19 | 1,35 | 1,11 | 1,11 | 1,28 | 1,46 | 1,18 | 1,42 |
| 0-39 ^{ème} percentile | 1,47 | 1,51 | 1,46 | 1,38 | 1,50 | 1,38 | 1,68 | 1,78 |

Pour comprendre cette évolution, il convient d'examiner la démocratisation progressive des biens matériels.

Au fil des ans, grâce à la mondialisation et à la production de masse, le coût des produits a baissé et sont apparues des répliques et des contrefaçons de produits haut de gamme. La mode est un excellent exemple de cette démocratisation. Les fabricants et les détaillants peuvent reproduire et vendre aux clients ce qu'ils voient sur les podiums pour un prix nettement inférieur. Il est possible de trouver un faux sac Louis Vuitton quasi identique à l'original, sur les marchés informels locaux, chez Zara, H&M ou Forever 21, pour 2 % du prix de l'original. Autre exemple, l'élite a moins souvent recours à la chirurgie plastique, car celle-ci est devenue plus accessible. Tout ce qui devient banal perd son statut de facteur de différenciation.

L'analyse de la consommation est indissociable d'une réflexion sur les classes et les distinctions sociales

Comme le souligne E. Currid-Halkett dans son ouvrage : « Dans *L'Ère de l'opulence*, J. K. Galbraith a lui-même observé que si tant de gens peuvent se permettre des dépenses de luxe, ces biens n'étaient plus une marque de distinction. L'étalage de la richesse a même été jugé « dépassé » au point que la consommation ostentatoire n'est plus associée aux personnes très riches, mais plutôt à tout le monde. Dans *L'Élite au pouvoir*, C. Wright Mills, contemporain de Galbraith, observe que l'absence d'aristocratie américaine signifie que les détenteurs d'argent – « basiques, nus, vulgaires » – sont admis partout, obligeant ainsi la véritable élite à trouver des marques de statut plus subtiles que la richesse et les habitudes de consommation. »³

La relation entre statut et consommation a considérablement évolué ces derniers temps. Pour en revenir à la mode, le concept de « luxe discret » s'est développé ces dernières années pour décrire la tendance de l'élite à se désintéresser des marques ostentatoires au profit de vêtements discrets, mais très luxueux. En outre, la distinction sociale passe de plus en plus par la connaissance du bien-être – ce qu'il faut manger, comment faire de l'exercice, comment dormir, etc. – qui constitue le « luxe discret ». Ces principes ne sont pas associés à une marque et sont moins évidents d'accès : ils requièrent un niveau élevé de connaissances et de capital culturel, clairement l'apanage de certains groupes sociaux.

Les classes supérieures se différencient de plus en plus par l'investissement dans le capital culturel, l'éducation, les soins de santé, la retraite et d'autres « petites choses », plutôt que par une consommation ostentatoire. La montée du développement durable et de la conscience environnementale au sein de la classe urbaine aspirationnelle aux États-Unis (et dans d'autres pays occidentaux) a contribué à renforcer cette évolution. La préoccupation environnementale se traduit souvent directement par le souci de son propre bien-être – ce qu'il faut acheter, ce qu'il faut manger, comment consommer, etc. Pour faire les « bons choix », il faut des connaissances. L'environnementalisme fournit donc une nouvelle forme de distinction sociale. Ces choix ont souvent un prix élevé, ce qui les rend moins accessibles au citoyen lambda et renforce

donc le statut social du consommateur. Elizabeth Currid-Halkett⁴ et différents médias citent ainsi en exemple récent un phénomène survenu dans la société américaine. En s'abonnant au *New Yorker*, les lecteurs reçoivent un sac en tissu du magazine. Or, celui-ci n'était pas qu'un accessoire, mais aussi d'appartenance à l'élite culturelle. En l'utilisant pour aller faire ses courses, les clients montraient

qu'ils se souciaient de limiter les sacs en plastique. Le tote bag du *New Yorker* est devenu un marqueur social, un symbole d'identification et de conscience environnementale. Faire ses courses dans des magasins locaux et biologiques, posséder une Tesla, être abonné à des magazines littéraires et culturels haut de gamme : autant de symboles de statut social « bons » pour la planète, trop chers pour la classe moyenne et qui distinguent ceux qui les utilisent.

² Bureau of Labor Statistics, chiffres présentés dans l'ouvrage de Currid-Halkett E., *The Sum of Small Things. A Theory of the Aspirational Class*, op. cit, chapitre 2, « *Conspicuous Consumption in the Twenty-First Century* », p.31 (version e-book).
Commentaire : les familles à faibles revenus dépensent 38 % de plus que ne le laisse supposer leur ratio de revenu, mais 4 points de moins qu'en 1996.

³ Currid-Halkett E., *The Sum of Small Things*, op. cit, chapitre 1, « *The Twenty-first-Century "Leisure Class"* », p.9 (version e-book).

⁴ Lors de l'entretien réalisé avec Archipel&Co.



La mode et l'alimentation sont très représentatives de ces reconfigurations sociales. La culture culinaire est devenue un signe dominant de statut. Fréquenter certains restaurants, acheter certains produits en épicerie, adopter certains régimes alimentaires, se préoccuper de l'origine des produits et de leur mode de production : tous ces comportements sont des marques de statut social. Le politologue Ronald Inglehart a qualifié cette évolution de « post-matérialisme⁵ » : en période de paix et de prospérité relatives, les sociétés industrielles occidentales s'inquiètent moins de la guerre, du risque d'être enrôlé, et leurs besoins matériels fondamentaux sont satisfaits. Cela laisse la place à de nouveaux besoins et de nouvelles valeurs, comme l'environnement, et permet à une « culture du bien-être » individuelle de voir le jour. Cette évolution s'observe dans de nombreux pays occidentaux, indépendamment de leurs particularités culturelles. Par exemple, les membres de la « classe aspirationnelle » américaine s'apparentent largement aux « bobos » français.



La pratique de la consommation discrète ne signifie pas que la classe aspirationnelle n'ait le désir de consommer, mais que la manière dont ce désir se manifeste a évolué. Une grande partie de l'élite ou de la classe moyenne montante, tant dans les pays émergents que dans les pays développés, souhaite continuer à consommer comme avant : acheter des voitures, des sacs à main de luxe, s'offrir des vacances onéreuses, etc. Toutefois, les comportements évoluent lentement. Le défi consiste à faire en sorte que les modes de consommation durables deviennent plus attrayants, plus désirables et accessibles au plus grand nombre. Ainsi, les préoccupations pour l'environnement ou la peur du changement climatique pourraient déboucher sur l'adoption active de nouveaux comportements.

⁵ La théorie sociologique du postmatérialisme a été développée dans les années 1970 par Ronald Inglehart dans son livre *The Silent Revolution* (1977). Elle décrit la transformation des valeurs individuelles, qui passent de besoins matérialistes, physiques et économiques à de nouvelles valeurs individuelles d'autonomie et d'expression de soi.



LA CONSOMMATION DISCRÈTE, UNE NOUVELLE NORME SOCIALE ?

Les normes de consommation de la classe aspirationnelle sont porteuses d'un jugement moral implicite. La consommation durable n'est pas seulement considérée comme meilleure pour l'environnement ou pour la santé, mais aussi comme « moralement plus élevée ». Il existe une forme de pression inhérente à ces normes, à la fois subtile et directe, pour inciter les autres individus à adopter certaines pratiques. Cette pression peut prendre la forme de questions apparemment naïves ou insignifiantes, concernant par exemple les choix des parents en matière de nutrition et d'éducation de leurs enfants : « Avez-vous allaité votre enfant ? », « Vos enfants mangent-ils des légumes biologiques ? », etc. Il est implicitement admis que ceux qui n'ont pas fait ces choix sont de mauvais parents.

Ces remarques impliquent également que ces comportements et ces modes de consommation reposent uniquement sur un choix. Or, une grande partie de la classe moyenne, sans parler des groupes à faibles revenus, a davantage l'embarras que le choix, par manque de temps, d'argent ou faute de connaissance des choix possibles. Et comme il faut plus de temps et d'argent pour investir dans des habitudes de « consommation discrète », celles-ci sont hors de portée d'une majorité de catégories sociales.

DÉPASSER LE CLIVAGE « RURAL / URBAIN »

Pour comprendre les dynamiques sociales, il est essentiel d'identifier les différences entre les populations rurales et urbaines. Dans *The Sum of small things*, Elizabeth Currid-Halkett



analyse les modes de vie et de consommation de la classe « aspirationnelle », traditionnellement ancrée dans les grandes villes. Toutefois, la pandémie a bousculé l'équation spatiale. De nombreux ménages ont quitté la ville pour ne pas revenir, choisissant de rester en dehors ou de partager leur temps quand ils le peuvent, en profitant des possibilités de travail à distance héritées de la pandémie. Dans certaines régions rurales des États-Unis, il y a eu un effet direct sur le prix des logements et le coût de la vie. Malgré tout, l'attrait de la vie urbaine reste bien réel pour une partie de la population, en particulier pour les segments les plus aisés de la société.

Il convient aussi de repenser l'opposition classique entre les villes et la campagne. Dans son dernier ouvrage, *The Overlooked Americans*⁶, Elizabeth Currid-Halkett montre que les Américains des zones rurales et urbaines partagent beaucoup plus de valeurs fondamentales que ne le présentent généralement les médias et les hommes politiques. Leurs positionnements sur le racisme, l'environnement ou la démocratie sont souvent similaires. Ce qui diffère en revanche, c'est la manière dont ces valeurs s'expriment. Les citadins affichent plus volontiers leur engagement environnemental, leur conscience sociale et leurs opinions sur la politique ou la justice sociale. Ils n'hésiteront pas à planter un panneau dans leur jardin, à coller un autocollant sur leur voiture ou à porter des vêtements biologiques. Or, même si de nombreux habitants de la campagne partagent la même conscience environnementale, ils ne l'afficheront pas de cette manière. Ils ont aussi d'autres pratiques durables : ils compostent, vivent de la terre et recyclent activement. Pourtant, ces pratiques ne seront pas considérées comme un marqueur de statut social ou de capital culturel élevé, comme elles pourraient l'être en ville. Il s'agit simplement de leur mode de vie, qui est intrinsèquement durable à bien des égards. De fait, le statut social est contextuel : il dépend du lieu où l'on vit et de la manière dont on interagit avec les autres.

Le concept de « luxe discret » s'est développé ces dernières années pour décrire la tendance de l'élite à se désintéresser des marques ostentatoires au profit de vêtements discrets, mais très luxueux. En outre, la distinction sociale passe de plus en plus par la connaissance du bien-être

entraîner leur dévalorisation. Il est largement reconnu que la consommation durable a des effets positifs directs sur la santé, il est donc peu probable que l'élite culturelle s'en détourne, même si elle évoluera probablement pour maintenir une forme de différenciation par rapport aux produits plus courants.

Pour progresser vers nos objectifs environnementaux et de durabilité, il est nécessaire d'élargir l'accès aux biens durables, tels que les aliments biologiques et les voitures électriques, et de ne pas les limiter à la classe « aspirationnelle ». Pour que cette démocratisation ait lieu, il est important de garder à l'esprit le rôle des acteurs publics et privés. Les actions individuelles permettent de modifier les habitudes de consommation et d'obtenir un changement positif, mais pour atteindre les objectifs climatiques ambitieux auxquels le monde est confronté, il faut des solutions systémiques à grande échelle. Pour généraliser le développement durable et relever les défis du changement climatique, il convient de prendre des mesures au niveau national, avec des acteurs publics et privés. Comment changer nos modes de production, nos habitudes de déplacement, le recyclage de nos produits ? Ces questions nécessitent des investissements majeurs car il faut trouver des solutions, leur associer une réglementation intelligente et mettre en œuvre des mesures à l'échelle et dans les délais souhaités. Par exemple, subventionner l'agriculture biologique pour soutenir la transition des agriculteurs, ou sensibiliser les familles aux avantages d'une alimentation riche en fruits et légumes. Si la classe « aspirationnelle » a lancé cette tendance, il est temps de s'intéresser à son adoption par le plus grand nombre, en sensibilisant et en soutenant les changements d'habitudes tout au long de la chaîne de valeur, des producteurs aux consommateurs et à toutes les étapes intermédiaires.

LA « CONSOMMATION DISCRÈTE » PEUT-ELLE DEVENIR UN MOTEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ?

Si la « consommation discrète » reste l'apanage de l'élite, cela ne signifie pas pour autant qu'il soit impossible de démocratiser la consommation durable. Comme pour les signes extérieurs de richesse, l'amélioration des moyens de production fait baisser les coûts et permet d'augmenter les volumes, ce qui, en fin de compte, rend les produits plus accessibles à un prix plus bas. Les produits alimentaires biologiques, qui, il n'y a pas si longtemps, étaient seulement accessibles chez des détaillants spécialisés, sont désormais disponibles dans la plupart des supermarchés occidentaux. Si l'agriculture conventionnelle reste le principal moyen de production, de nouveaux modèles de production alimentaire sont mis au point et se généralisent. Mais contrairement à d'autres produits, la démocratisation de ce qui touche à l'alimentation et à la santé ne devrait pas



⁶ Currid-Halkett, E. (2023). *The Overlooked Americans : The resilience of our rural towns and what it means for our country*. Basic Books.

L'ÈRE DU CONFORT, UNE MENACE POUR LA SOBRIÉTÉ ?

Stefano Boni

Anthropologue, Université de Modène et de Reggio d'Émilie



Stefano Boni est un anthropologue italien, professeur associé d'anthropologie à l'Université de Modène et de Reggio d'Émilie, au département Sciences du langage et culture. Il travaille notamment sur le pouvoir et sa déclinaison dans les institutions, s'interrogeant sur ses liens avec l'hyper-technologie, les mouvements sociaux et les mobilisations naissant sur le terrain. Son parcours de chercheur a commencé par une étude sur un royaume traditionnel d'Afrique de l'Ouest, avant de se poursuivre par une étude sur la recherche de consensus dans le Venezuela socialiste. Il est diplômé de l'Université de Sienne et de l'Université d'Oxford, où il a obtenu son doctorat de l'Institut d'anthropologie sociale et culturelle, en 1999, sous la direction de Paul Dresch. Il a notamment publié *Cultures et pouvoirs* (*Culture et Poteri*, en italien, 2011) ainsi que *Homo Comfort* (2014), qui s'interroge sur le confort dans une perspective d'anthropologie phénoménologique. Ce dernier ouvrage a été traduit en français (*Homo Comfort*, 2022).

Le confort est un élément essentiel de la vie contemporaine. Apparu au XIX^{ème} siècle, il est désormais omniprésent dans toutes les sphères de notre existence. En réduisant notre expérience sensorielle, il a, selon l'anthropologue Stefano Boni, un impact majeur sur notre vie personnelle, notre santé, notre rapport à la nature et à l'environnement, dans la mesure où il découle d'un modèle industriel aux conséquences néfastes (pollution, réchauffement climatique...). Selon l'auteur, réévaluer notre rapport à la technologie et au confort à la lumière de nos besoins réels, à l'échelle de notre communauté, et réinvestir les techniques artisanales, peuvent être des leviers d'émancipation et de sobriété.

Dans votre livre *Homo Comfort*¹ (2014), vous écrivez que « le confort est la dimension expérientielle dominante qui a accompagné l'essor de l'humanité contemporaine ».

Pourriez-vous préciser ce diagnostic ?

Stefano Boni : Pour comprendre la montée en puissance de ce que j'ai appelé l'« *Homo Comfort* », nous devons bien comprendre ce concept et le différencier d'autres notions étroitement liées.

Le confort constitue la facette expérientielle de nos sens quand ils cessent d'être sollicités par des stimuli complexes, capricieux et éprouvants. En effet, nos interactions avec l'environnement sont aujourd'hui moins complexes, parce que nous utilisons principalement des objets et des matériaux qui transcendent l'imprévisibilité du monde naturel. Par ailleurs, nous privilégions l'activation de nos sens auditifs et visuels. Le confort agit comme un bouclier, isolant nos sens et notre perception corporelle de l'environnement naturel. Au-delà des effets agréables qu'il nous procure, il est essentiel de prendre en compte ses imperfections.

Le bien-être est une notion différente, correspondant à un état d'équilibre et d'harmonie entre nos dimensions physiques, émotionnelles et mentales. Il n'est pas intrinsèquement lié au confort. On peut éprouver un confort considérable sans pour autant ressentir du bien-être. Si le confort était synonyme de bien-être, comment pourrions-nous expliquer la consommation massive de psychotropes, tels que les antidépresseurs ? À l'inverse, un confort excessif peut nuire au bien-être, en éliminant le défi que nous apportent les interactions avec le monde naturel, qui sont une source de stimulation.

¹ Boni, S. (2014). *Homo comfort. Le superamento tecnologico della fatica e le sue conseguenze*. Livre de poche [(2022). *Homo comfort, le prix à payer d'une vie sans efforts ni contraintes*, L'Échappée, (Traduit par Serge Milan)].



La qualité de vie correspond à des services et des routines quotidiennes qui facilitent l'atteinte du bien-être, par exemple mener une vie dépourvue de stress, enrichie par la beauté et les éléments organiques de la nature.

Au vu de l'évolution de nos sens sur les plans historiques, géographiques et culturels, il est évident que le confort n'a cessé d'augmenter et de se diffuser dans les différentes strates de la société depuis le XIX^{ème} siècle, notamment dans les pays développés.

Sur le plan sensoriel, nos capacités sont aujourd'hui sous-utilisées dans les interactions avec l'environnement naturel (rochers, arbres, herbe, terre, eau...) et nos sens sont de plus en plus désengagés. Les interactions avec les aspects stimulants et imprévisibles de notre environnement naturel sont de moins en moins présentes dans notre quotidien. Et même si, au sein de la société, tous ne sont pas égaux devant le confort, celui-ci est la dimension expérientielle dominante de l'humanité contemporaine.

Il est intéressant de noter que le confort, qui consistait initialement à simplifier certaines tâches matérielles (propreté, conservation des aliments, chauffage, transport, etc.), s'est étendu à d'autres aspects de notre vie, par exemple les relations et l'information. L'information est désormais accessible à tout moment et de manière immédiate. Les relations en ligne deviennent également de plus en plus confortables, bien qu'il semble que ce processus ait entraîné une forme de solitude, le recul des engagements à long terme et une « consommation » superficielle de la présence d'autrui. On peut affirmer que la facilité d'accès à l'information et la capacité à nouer et à dissoudre des relations a eu des conséquences négatives, telles que la prolifération des réseaux sociaux ou des histoires d'amour virtuelles, sans aucune interaction en face à face.

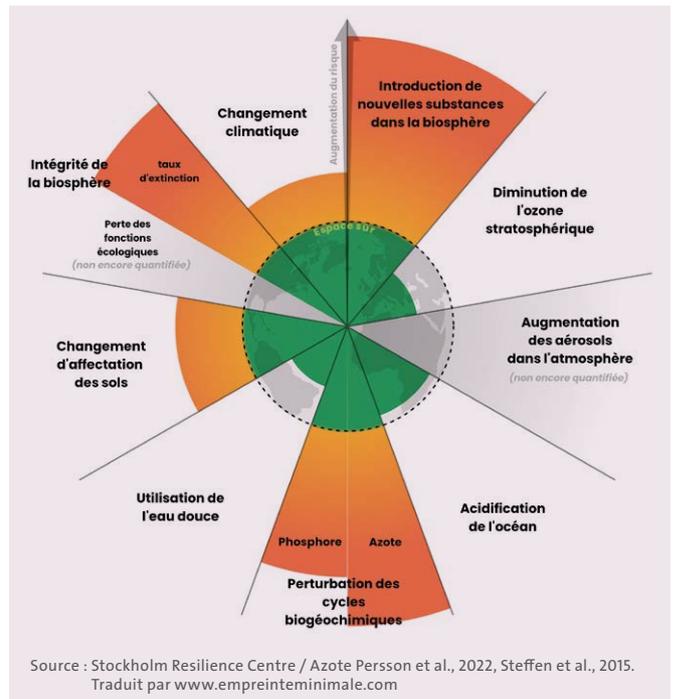
En effet, il me semble que le confort a des conséquences néfastes dans au moins trois domaines :

- La santé individuelle : le confort nous éloigne de notre environnement physiologique naturel, ce qui nous rend plus vulnérables. Certaines analyses suggèrent que notre penchant pour une propreté excessive contribue à l'augmentation des maladies auto-immunes. Quand nous isolons notre corps et nos sens, ils deviennent moins aptes à reconnaître et à combattre les agents pathogènes envahissants, ce qui limite l'activation de notre système immunitaire.
- L'autonomie : autrefois, les groupes culturels étaient fondés sur des liens sociaux et communautaires, à l'intérieur de territoires définis, où se transmettaient des compétences permettant aux habitants de produire ce dont ils avaient besoin pour vivre. Ce n'est plus le modèle dominant aujourd'hui : pour satisfaire nos besoins, nous sommes devenus dépendants d'acteurs extérieurs et de leur expertise. Ainsi, l'autosuffisance est devenue un objectif difficile à atteindre. Sur les plans économique et écologique, les gens paient pour un confort accru en renonçant à l'autonomie et à l'autodétermination. Serge Latouche, philosophe et défenseur de la décroissance, résume bien cette évolution en décrivant comment « l'utile devient le critère

*Le confort agit
 comme un bouclier,
 isolant nos sens et notre
 perception corporelle
 de l'environnement naturel*

ultime du bien, et l'utile est perçu comme une « amélioration » matérielle. Nous passons progressivement du bonheur au bien-être, et du bien-être au bien-vivre²».

- Notre environnement : le confort étant intimement lié aux grandes mutations industrielles du siècle dernier, il exerce des effets néfastes sur notre environnement, notamment la pollution et l'accumulation de matières toxiques.



Paradoxalement, malgré l'omniprésence des initiatives écologiques dans notre société, notre mode de vie n'a jamais été aussi déconnecté de la nature elle-même. En y regardant de plus près, nos interactions avec la faune et la flore qui nous entourent, ainsi que nos connaissances en la matière, sont extrêmement limitées. Nous avons plutôt tendance à nous en éloigner et à utiliser les barrières les plus diverses (climatisation, gants en plastique, etc.) contre les éléments et les processus naturels. Par exemple, nous préférons souvent ignorer ou oublier volontairement les conditions d'abattage des animaux que nous consommons.

Un autre point important à garder à l'esprit est que le confort bénéficie d'un degré élevé de consensus. Il est donc difficile d'imaginer un parti ou une personnalité politique, quelle que soit sa sensibilité, qui s'élèverait contre la notion de confort.

² Latouche S. (1995). *La mégamachine. Raison techno-scientifique, raison économique et mythe du progrès*, La Découverte, p.173.



Y aurait-il une distinction à faire entre les besoins essentiels et non essentiels en matière de confort ?

S.B. : En tant qu'anthropologue, je pense que nos exigences sont façonnées par notre contexte culturel. La « société d'abondance originelle » telle que proposée dans un article de Marshall Sahlins, suppose que les communautés de chasseurs-cueilleurs, puisqu'elles ont un degré suffisant de confort matériel et de sécurité, correspondent à la définition de la prospérité. Selon Marshall Sahlins, ces chasseurs-cueilleurs vivant dans une culture caractérisée par des désirs limités, avec des besoins matériels faciles à satisfaire, menaient donc une vie « aisée ». Or, notre perception de ce qui constitue une « nécessité » en termes de confort et de soutien technologique, pour ne citer que cet exemple, a subi une évolution majeure au cours de la dernière décennie. Les smartphones, par exemple, ont totalement changé de statut : autrefois des gadgets superflus et optionnels, ils sont aujourd'hui considérés comme un besoin indispensable.

Néanmoins, nos besoins ne se limitent pas aux aspects matériels. En tant qu'êtres humains, nous avons besoin d'interactions sociales, d'expériences émotionnelles, d'un sentiment d'appartenance et d'un but, de défis, d'imprévisibilité et d'exigences physiques, entre autres. Selon moi, ces besoins ont été érodés par le rationalisme de la modernité, et nous devrions à nouveau leur prêter attention. Les besoins matériels peuvent, à mon avis, servir de diversion par rapport aux besoins humains plus fondamentaux tels que les relations, les émotions et la spiritualité.

Paradoxalement, malgré l'omniprésence des initiatives écologiques dans notre société, notre mode de vie n'a jamais été aussi déconnecté de la nature elle-même

Comment appréhendez-vous l'idée de sobriété, à la lumière de ces remarques ?

S.B. : Je pense que le concept de sobriété est pertinent face aux défis actuels, car il implique une prise de conscience à la fois personnelle et collective des modes de consommation, et donc un examen critique de ces derniers.

Même si le discours dominant reste à l'opposé de ces notions, on observe une évolution des mentalités, un grand nombre d'individus commençant à identifier les lacunes qui accompagnent l'accélération économique et technologique. Une partie de l'humanité est d'avis que nous sommes, dans une certaine mesure, en route vers une forme d'« effondrement ». C'est aussi ce que je pense et cette évolution est bien loin de l'idée de sobriété.

Selon moi, il conviendrait de nous recentrer vers nos besoins à l'échelle de nos communautés, et de redécouvrir des compétences et des pratiques artisanales simples. Citons par exemple la fabrication de meubles en bois, les potagers familiaux et les jardins communautaires, ou la production décentralisée de pain. Des initiatives de

ce type, à petite échelle, nous permettent de redevenir maîtres de la situation, et donc de lutter contre le sentiment d'impuissance. Constaté le résultat direct de ses actions offre une grande satisfaction et donne le sentiment d'avoir un objectif. Cela contraste fortement avec les sentiments exprimés par David Graeber (1961-2020) dans son célèbre ouvrage intitulé *Bullshit Jobs* (2018). Une tendance étonnante se dessine : dans différents pays européens, après des études supérieures, de nombreux jeunes diplômés choisissent de faire carrière dans l'agriculture. Dans le même esprit, le fait de pratiquer la marche sur de longues distances ou le vélo nous reconnecte à la nature et nous apporte une gratification immédiate. Le défi consiste à faire en sorte que ces comportements isolés deviennent des normes sociétales.

Le critère de la sobriété devrait nous permettre d'identifier les technologies réellement essentielles. Comme je l'ai déjà mentionné, il s'agit principalement de déplacer notre perspective depuis les entreprises mondiales vers la production décentralisée. Pour accorder la priorité à la sobriété et à la stabilité écologique, il est souvent plus bénéfique d'opter pour des technologies simples, adaptées aux besoins des communautés locales que pour leurs équivalents industriels à grande échelle.

Pour l'instant, la sobriété et la nécessité de limiter notre consommation ne sont pas pleinement reconnues. Mais des tendances prometteuses commencent à se dessiner. Nous sommes à la croisée des chemins, au moment de décider si nous voulons poursuivre dans une voie qui risque de déshumaniser l'humanité, d'éroder son autonomie, sa richesse sensorielle et son autodétermination. Les sociétés développées devraient logiquement être les premières à renoncer à ce que l'on appelle souvent le « mode de vie occidental », caractérisé par une recherche excessive du confort par rapport aux pays en développement. Sans une introspection et une transformation de nos modèles de production et de consommation, nous sommes mal placés pour donner des leçons dans les pays d'Afrique ou d'Asie sur la sobriété et la réduction des besoins. Ce point est essentiel : si l'ensemble des pays du monde adopte notre mode de vie, alors nous courons à la catastrophe environnementale.

Comme indiqué précédemment, nous nous trouvons à un moment charnière, et il est encore possible d'inverser les tendances dominantes et de prendre des mesures significatives. En ce sens, je suis convaincu que les mouvements sociaux et la prise de conscience personnelle peuvent avoir plus d'influence que des approches descendantes. La crise climatique actuelle souligne justement les limites des transitions menées par les États.



L'anthropologie a-t-elle un point de vue spécifique à apporter aux débats sur la transition ?

S.B. : Oui, je le pense, car l'anthropologie est, par essence, une discipline qui illustre la diversité des possibles.

L'objectif premier de l'anthropologie est de comprendre et de décrire la diversité des formes et des expériences humaines, qui sont toutes sujettes à des transformations au fil du temps. Dans de nombreuses cultures, le mode de vie majoritaire est perçu comme le mode de vie optimal. L'anthropologie, en revanche, adopte une perspective inversée, examinant comment divers facteurs historiques, culturels, géographiques et contextuels contribuent à la diversité des configurations humaines. À l'instar d'autres disciplines des sciences sociales, l'anthropologie élucide la possibilité de changement. En outre, conjointement à l'anthropologie, les approches phénoménologiques et les études axées sur l'évolution de nos sens physiques nous aident à éclairer des concepts tels que le confort et à décrypter les ramifications de notre modernité.

Le critère de la sobriété devrait nous permettre d'identifier les technologies réellement essentielles

Ce processus de « dénaturalisation » de notre mode de vie actuel est plus impératif que jamais. Notre mode de vie n'est rien d'immuable et nous avons la possibilité, voire l'obligation, de nous inspirer d'autres cultures humaines, notamment celles qui privilégient la sobriété, sans toujours la nommer ainsi, et embrassent une existence moins matérialiste. Par exemple, ceux que l'on appelle communément les « peuples indigènes » sont souvent loués pour leurs initiatives pionnières en matière de préservation de la nature et de la biodiversité, et même salués par des organisations internationales telles que les Nations Unies. Pourtant, les territoires qu'on leur laisse le droit d'habiter ne font que diminuer depuis des siècles, et le phénomène se poursuit. Le fait d'avoir des possibles et futurs alternatifs à

imaginer est d'une importance capitale et constitue une condition préalable indispensable à tout changement. En encourageant l'appréciation de la sobriété, nous pourrions cesser de considérer que le monde actuel représente l'apogée de l'existence humaine.



REDIRECTION ÉCOLOGIQUE ET SOBRIÉTÉ INTENSIVE : quels modes de coexistence honorer ?

Nathan Ben Kemoun
Docteur en Sciences de Gestion,
enseignant-chercheur
à l'ESC Clermont Business School

Pauline Vigey
Économiste de formation,
diplômée du Cerdj (Centre d'études
et de recherches sur le développement
international) et de l'Université
Clermont Auvergne



Nathan Ben Kemoun est docteur en Sciences de Gestion, enseignant-chercheur à l'ESC Clermont Business School. Ses publications interrogent les conditions de possibilité de politiques de sobriété accordées aux limites planétaires. Il est membre des laboratoires de recherche *Origens Media Lab*, *CleRMA* et *MOST - Études Critiques en Management*.

Pauline Vigey est économiste de formation, diplômée du Cerdj (Centre d'études et de recherches sur le développement international) et de l'Université Clermont Auvergne. Depuis bientôt 10 ans, elle œuvre avec *Que Fleurisse Ton Œil*, dans les champs de la production et de la médiation en art.

Intégrée à la plupart des scénarios des organismes en charge de l'énergie en France, la sobriété semble s'imposer à nous, aussi bien du côté de la production que du côté de la consommation. Mobilisée dans de nombreux domaines, de l'architecture au numérique en passant par l'industrie textile, la notion de sobriété peine cependant à rendre palpables les transformations envisageables pour nos milieux et nos formes de vie. Les auteurs proposent dans cette contribution deux manières complémentaires, qui sont deux manières possibles de la concevoir : en extension, via les aménagements et les renoncements qu'elle nécessiterait d'accomplir ; en intensité, via l'amplification d'activités adossées à des infrastructures plus légères au plan environnemental ou moins nombreuses. Dans ce nouveau cadre, la distinction ne passe plus entre modération et excès à l'échelle de l'individu, mais consiste à décrire le déplacement ou la substitution des attachements existants vers des milieux de vie et d'apprentissage durables, à travers la réalisation d'enquêtes et de protocoles démocratiques. Nous parlons de sobriété intensive pour décrire cet horizon de pensée pratique. Contre une logique d'autolimitation ou des réponses strictement technologiques, y compris éco-technologiques, au changement climatique, cet horizon laisse entrevoir des activités, des modes d'existence et de coexistence susceptibles d'articuler une empreinte environnementale plus faible avec des bénéfices existentiels et sociaux à redéfinir et valoriser.

Lorsqu'elle concerne les modes de vie et la consommation des particuliers, la sobriété a souvent été décrite comme un ensemble d'efforts individuels et domestiques d'autolimitation et de réduction, comme le fait de chauffer son logement à 18°C au lieu de 20°C en hiver.

Cette définition médiatique de la sobriété présente selon nous deux limites importantes : d'une part, la focale est portée sur l'espace domestique, sans considération pour les loisirs, les événements et les pratiques auxquelles s'adonnent les populations en dehors de leur logement (un temps libre qui représente en moyenne cinq heures par jour et par personne, selon les chiffres de l'INSEE) ; d'autre part, l'accent est mis sur des efforts personnels de diminution, sans attention portée au besoin de rendre sa vie plus ample, plus libre et plus significative.

Comme le remarque le philosophe Michaël Foessel, « les appels au salut collectif par la sobriété individuelle subordonnent la politique à la morale (...) Les apologies de la vie saine, l'hygiénisme, l'hypertrophie du concept de 'sécurité' sont devenus des lieux communs de la morale publique bien avant que la hausse vertigineuse des températures et l'extinction massive des espèces ne rappellent les hommes à leurs turpitudes. Vivre sobrement, sans excès d'alcool ou de tabac par exemple, était un mot d'ordre du capitalisme paternaliste, celui-là même qui, hégémonique au début de l'âge industriel, a puissamment contribué à détruire les écosystèmes compatibles avec la vie humaine (...) Faut-il, dans ce contexte, devenir sobre ? Peut-être si, du moins, la sobriété est pratiquée avec démesure et non pas comme une énième version de l'idéal ascétique¹. »

¹ Voir Foessel, M. (2022). Éloge de la démesure. *Philosophie magazine*, <https://www.philomag.com/articles/michael-foessel-eloge-de-la-demesure>.



Pratiquer la sobriété « avec démesure », comme l'envisage Michaël Foessel dans ce passage, nous semble ouvrir une voie pour d'autres orientations stratégiques, ajustées aux mutations profondes du climat et des sociétés humaines. Encore est-il nécessaire de savoir quelle démesure vouloir, sur quelles bases matérielles et pour quelles formes de vie. Quels espaces de démesure défendre ou amplifier dans un contexte de déplétion énergétique et matérielle, de mutation géologique et de fragilisation généralisée des milieux de vie ? C'est en ce sens que l'Anthropocène, notion introduite en 2000 par le chimiste de l'atmosphère Paul Crutzen, décrit autant une ère géologique nouvelle qu'une étendue existentielle et politique².

Avec l'accélération du changement climatique et l'épreuve aujourd'hui palpable d'un « effritement de monde, un monde fait de pièces et, parfois, en pièces » qui n'a plus rien de « complet, interconnecté, ontologiquement entier, continu, et donc accessible dans toute sa plénitude³ », le problème des formes de vie ne constitue plus seulement une affaire de mœurs, d'ascèse ou d'éthique personnelle, mais une étendue politique touchant aux mondes, aux équipements et aux expériences personnelles et collectives qu'ils façonnent ou fragilisent.

Plus qu'une invocation générique à la modération des conduites, politiser la sobriété appelle en partie à une réinvention, aussi bien économique et matérielle que sociale des usages du monde.

La question est presque enfantine en ce sens : comment contribuer à faire émerger de nouvelles relations, inventer de nouveaux régimes de coexistence avec les entités matérielles du monde, et les êtres humains entre eux ?

LA VOIE DE LA SOBRIÉTÉ INTENSIVE

À côté d'une logique de sobriété *extensive* visant à réaliser des arbitrages et, dans certains cas, des renoncements à certaines activités ou certains usages, des conditions collectives d'épanouissement, d'apprentissage et de liberté pourraient être aménagées, investies et financées, dans une optique de sobriété *intensive*, complément en miroir d'une économie générale de la sobriété.

En partie hérité des travaux de l'ethnologue brésilien Eduardo Viveiros de Castro, le concept de sobriété intensive peut décrire l'acquisition et l'approfondissement de pratiques gestuelles, exerçables indéfiniment avec des équipements modestes en énergie⁴. Les pratiques musicales amateurs, où les instruments de musique vieillissent aux rythmes des expérimentations sonores des musiciens, en sont un exemple, au même titre que l'ensemble des pratiques où s'exercent des facultés et se forgent des accomplissements, autant de perspectives d'instauration qui témoignent des « façons que nous avons de donner une certaine qualité à notre propre présence⁵ ».

La revalorisation des gestes pourrait alors accroître une attention portée à la qualité même des transformations qu'ils promeuvent. Le philosophe David Lapoujade remarque en ce sens : « L'être n'est pas clos sur lui-même, refermé sur un en-soi inaccessible, il est sans cesse ouvert par les perspectives qu'il suscite. (...) Il ne s'agit pas d'être tel ou tel mais de conquérir de nouvelles manières d'être comme autant de dimensions de soi-même⁶ ».

LES CONDITIONS DE LA SOBRIÉTÉ INTENSIVE

Par conséquent, le concept de sobriété intensive explicite également les conditions politiques d'instauration de mondes communs – des lieux, des modes d'existence et de coexistence – dans lesquels les gestes de chacun.e pourraient participer de l'affleurement d'une réalité plus vive ou plus expressive pour d'autres.

En réponse au philosophe Tristan Garcia, les chercheurs Pauline Hachette et Romain Hüet se demandent par exemple : « Quand on parle d'intensité, il peut s'agir d'une quête de l'intensification de la vie au sens où un individu, dans sa vie ordinaire, pourrait rechercher une manière d'éprouver la qualité affective de ses gestes. (...) En somme, comment investissons-nous la vie quotidienne ? Est-elle l'occasion d'éprouver la qualité de notre être ou en sommes-nous tenus à une rigoureuse absence à nous-même voire à un rapport

d'étrangeté vis-à-vis de ce que nous sommes 'tenus' de faire ? C'est peut-être aussi à cela que renvoie l'idée 'd'intensité' : rechercher une vie expressive qui voisine avec les autres vies ? Ainsi, il y a d'un côté l'intensité qui est facilement récupérable en allant par exemple au parc d'attractions, et de l'autre, une quête d'intensification qui renvoie moins à quelque chose d'éphémère, mais plus à un rapport de consistance : consistance du rapport à nos gestes quotidiens ou des moments que nous sommes en train de construire⁷. »

À une échelle inédite, l'anthropocène interroge la valeur que nous accordons à nos expériences de vie et aux dispositifs techniques dont elles dépendent. Ne plus considérer l'ensemble des infrastructures comme des évidences, des entités actives, flamboyantes et parfaitement durables, permettrait aussi de soumettre cette armature à de nouvelles valuations, de nouvelles optiques de discernement et d'orientation.

À titre d'exemple, le programme de recherche « La redirection écologique des équipements sportifs⁸ » porté par le collectif Origens Media Lab vise à enquêter auprès de communes et d'élus qui ne savent plus toujours quoi faire des infrastructures nombreuses, complexes et fragiles, qui deviennent parfois trop coûteuses en fluides (gaz, chauffage, électricité, eau...) mais aussi en frais d'entretien, de maintenance, voire de rénovation, dans un contexte géologique et politique marqué par des périodes de stress hydrique importantes et une augmentation palpable des coûts de l'énergie nécessaire pour maintenir l'ensemble de ces équipements en état d'usage.

Plus qu'une invocation générique à la modération des conduites, politiser la sobriété appelle en partie à une réinvention, aussi bien économique et matérielle que sociale des usages du monde

2 Le terme Anthropocène fait l'objet de débats au sein de la communauté scientifique. Fin mars, une commission de l'Union internationale des sciences géologiques a rejeté le terme comme géologiquement valide.

3 Landivar, D. & Monnin, A. (2022). La dignité de l'objet face à l'arrêt du monde. Entre décloison et forclusion, instauration et destauration. Haeringer A.-S. & Tornatore J.-L. (dirs), *Héritage et anthropocène. En finir avec le patrimoine*, chap. 6 p. 167-176, Éditions L'Arbre Bleu.

4 Monnin A., Ben Kemoun N. (2022). La sobriété comme suffisance intensive. L'exemple de la musique. *La musique en mouvements*. Centre National de la Musique.

5 Macé, M. (2011). *Façons de lire, manières d'être*, Paris, Gallimard, NRF Essais, p.207.

6 Lapoujade, D. (2017). *Les existences moindres*, Paris, Éditions de Minuit, pp.45-49.

7 Garcia, T., Hachette, P., et Huët, R. (2021). Produire des subjectivités résistantes. *Socio-anthropologie*, 44. URL: <http://journals.openedition.org/socio-anthropologie/10955>.

8 Programme de recherches « La redirection écologique des équipements sportifs », Origens Media Lab (2019-2023). Voir : <https://origensmedialab.org/closing-worlds>.





Le protocole d'enquête ouvert dans ce cadre vise notamment à poser la question des attachements à ces infrastructures : « Qui sont les personnes attachées et dépendantes à ces entités ? Pour quelles raisons ? Quelles valeurs associent-elles à la piscine ? Et pour quels modes de dépendances ? Ces attachements sont-ils des attachements à l'infrastructure elle-même ou à ses attributs ?

Dans ce cas, comment maintenir les attributs tout en abandonnant l'infrastructure en question⁹ ? »

Selon l'anthropologue Diego Landivar, « le moment politique de l'Anthropocène se joue justement dans ces micro-dossiers, ces minuscules affaires qui apparaissent sur la ligne de crête, entre biosphère et technosphère. » En réponse à ces dossiers qui se multiplient aujourd'hui, nous pourrions notamment imaginer de nouvelles instances démocratiques d'enquête et d'arbitrage en charge de « déterminer quelles sont les activités, équipements, systèmes techniques sacrés (à conserver et faire perdurer) et ceux qui ne le sont plus. Mais surtout, quels sont les attachements à préserver ou à réaffecter afin de sacraliser, là aussi, l'accompagnement des acteurs qui seront touchés par des processus de fermeture.¹⁰ »

Le concept de sobriété intensive peut décrire l'acquisition et l'approfondissement de pratiques gestuelles, exerçables indéfiniment avec des équipements modestes en énergie

VALORISER LES PRATIQUES SOBRES ET INTENSIVES

Valoriser certaines pratiques gagne en importance dès lors que certaines activités, certains dispositifs ou certaines modalités de réalisation sont abandonnés au profit d'autres réalités. L'anthropocène nous enjoint à penser tant ce à quoi nous tenons que ce à quoi nous pourrions renoncer.

Selon Vincent Rigoulet et Alexandra Bidet, il pourrait notamment s'agir de valoriser « les activités ayant le minimum d'effets négatifs sur la biosphère, et le maximum d'effets positifs internes sur/en chaque être humain et la collectivité qu'il forme avec ses semblables (...) Car la désaffection, le nécessaire abandon d'objets et d'activités auxquels nous sommes encore attachés, ne peut durablement réussir que s'il s'accompagne d'un processus de substitution, si les activités délétères pour l'humain et les autres vivants sont remplacées par d'autres, davantage encore sources continuées de plénitude¹¹ ».

La numérisation du monde et l'accélération des usages du temps ont appauvri le statut, l'importance, la mise en partage et l'accès à de nombreuses pratiques à faible coût environnemental et forte promesse de réalisation¹². Cet amenuisement regrettable constitue en même temps un réservoir infini de réalités, de plans et de perspectives à déclore. Favoriser une forme de « pluralisme ontologique », comme le défendent une large part des sciences sociales contemporaines, pourrait alors consister à amplifier, financer ou prioriser la démocratisation de ces apprentissages - autant d'expériences où se jouent, s'éprouvent et se cultivent des savoir-faire, des savoir-être, des aptitudes et des sensibilités.

REPENSER NOS RELATIONS AUX AUTRES

La situation climatique dans laquelle nous sommes engagés accentue aussi la question des agencements relationnels à travers lesquels nous nous rendons capables de résister à l'absence d'horizon - social, existentiel et politique -, et constituons de nouveaux centres d'invention, non pas seulement dans des hétérotopies, des univers alternatifs ou des communautés nouvelles, mais dans des pratiques de vie qualitativement différentes, y compris pour des territoires fortement urbanisés ne correspondant pas à l'imaginaire écologique habituel.

Se demander « quels modes de coexistence inventer, soutenir et intensifier désormais » consisterait à accentuer les rapports entre formes de vie, prétentions vitales et justifications d'existence. Comme le montrent de nombreux travaux, des relations interpersonnelles nourrissent parfois le désir d'apprendre, de porter sa vie à des degrés d'être plus substantifs. Certains agencements

relationnels soutiennent la constitution d'une éthique : des formes de rapport à soi qui seraient plus difficiles ou plus heurtées sans eux. Ces relations sont susceptibles d'offrir plus de réalité, de poids ou de valeur aux diverses expériences que nous faisons du monde. L'amitié, l'expérience amoureuse ou associative, la participation à un collectif d'enquête ou de création, sont de cet ordre, lorsqu'elles sont portées à des degrés d'existence affectif, ontologique ou politique élevés. Elles s'apparentent parfois à des « sociétés épistémiques » - génératrices de savoirs et d'avenir - où s'expérimentent d'autres versions de nous-mêmes et d'autres formes de vie.

VALORISER LES LIEUX D'EXPÉRIMENTATION COLLECTIVE

À bien y réfléchir, beaucoup de lieux et de dispositifs modestes au plan énergétique et matériel participent d'ores et déjà à une intensification pérenne de nos usages du monde.

9 Landivar, D. (2022). Comment fermer une parenthèse moderne : Le cas des piscines. *Multitudes*, 89, 200-203. <https://doi.org/10.3917/mult.089.0200>.

10 Idem.

11 Rigoulet, V. et Bidet, A. (2023). *Vivre sans produire. L'insoutenable légèreté des penseurs du vivant*. Éditions du Croquant, p.124-125.

12 Ben Kemoun, N. (2022). *La dépossession matérielle comme espace de convalescence*. Thèse de Doctorat. Université Paris-Dauphine. <https://www.theses.fr/2022UPSLD026>.



Certains centres d'art, ateliers d'écriture, de musique ou dessin, certains cafés et certaines associations, certains lieux de soin et d'hospitalité, permettent ainsi de se réunir pour faire exister davantage ou différemment la pratique, le savoir-faire et les créations qu'ils soutiennent et socialisent.

Comme le suggère le poète français Jean-Pierre Rosnay, aller écouter ou dire de la poésie dans un café ouvert à ces fins n'est pas une manière de nourrir une idée fixe et arrêtée de la poésie, mais à l'inverse, de faire vivre une parole « contagieuse et inévitable¹³ » selon ses mots, faire exister plus largement l'ensemble des poèmes, des auteurs et autrices qui y gagnent alors en présence, en étendue et en réalité sociale, apprendre à « composer avec le non-individuel qu'il y a en nous, avec la communauté qui nous traverse et nous entre- façonne¹⁴ », « une parole qui s'effectue contre le développement de 'relations fantomatiques entre les hommes' et le genre de vie (d'individualité, de communauté) qui s'ouvre avec cela¹⁵ ».

Il existe en pratique une large diversité de manières de faire exister ces formes, de promouvoir leurs existences, de les rendre plus réelles en les socialisant. Quand elles impliquent des dépendances modérées et des infrastructures pérennes, ce sont notamment les occasions de rencontre entre des créations, des pratiques et des formes de vie que nous pourrions notamment valoriser.

De fait, la plupart des lieux dédiés à de telles rencontres, en France, n'échappent pas aux désorientations ouvertes par le changement climatique. Des pans entiers de ces mondes et de leurs activités semblent à la fois traversés par ces questionnements, mais aussi au cœur des formes de coexistence qui préfigurent d'autres conceptions de l'avenir et d'autres possibilités de vie.

Dans le contexte que nous avons décrit, nous pourrions réfléchir aux dispositifs de valorisation, notamment économiques, des lieux où s'expérimentent des modes de coexistence plus libres et plus intensifs, moins dépendants en ressources et en matériaux. L'Anthropocène implique en situation de nouvelles clés de répartition pour des orientations stratégiques, organisationnelles et politiques mieux ajustées aux temps qui viennent.

Les questionnements sur les devenir de l'art en sont emblématiques. Comme le suggère l'enquête que nous avons débutée en février 2022¹⁶, certains espaces et centres d'art semblent préfigurer des rapports sociaux à cultiver à travers et par-delà ces lieux.

Certains de ces lieux se trouvent souvent aux avant-postes des mutations qui affectent les formes de vie, les pratiques artistiques, les différentes activités et les métiers qui œuvrent à leur existence. D'autres façons d'y vivre et de faire ensemble pourraient être décrites et expérimentées depuis ces situations, si nous apprenons à considérer ces lieux, les personnes qui y travaillent et les êtres qui en dépendent, comme autant d'alliances probantes pour cheminer dans l'incertain. L'exploration et la mise en discussion de nouveaux usages du monde – les loisirs, les temps libres et les manières de faire – pourraient dessiner en actes les formes de sociabilité pérennes capables de nous étendre, indéfiniment, sur des bases matérielles modestes et suffisantes. La réussite de ces aménagements dépendrait alors de leur degré d'ouverture, d'inclusion, de réciprocité et de justice sociale.

13 <http://jean-pierre-rosnay.org/>.

14 Macé, M. (2011). *Façons de lire, manières d'être*, Paris, Gallimard, NRF Essais, p.217.

15 Idem. p.244.

16 En partenariat avec le centre d'art 3bisF, un programme de recherche, « Art, soin, citoyenneté ».

CONCLUSION

Dans l'ensemble, sobriété extensive et sobriété intensive ne se commandent pas, mais supposent des enquêtes attentives, des protocoles démocratiques et des arbitrages concertés de renoncement ou d'amplification. Comme le remarquent Alexandre Monnin et Diego Landivar, « l'inconstructibilité du monde ne se décrète pas, mais se forme dans tous les interstices diplomatiques entre des versions différentes du monde¹⁷ ».

Dans cet article, nous voulions montrer qu'une économie générale de la sobriété pourrait articuler des arbitrages *extensifs* (impliquant des protocoles de renoncement, l'abandon de certains projets, de certains agendas et certaines manières d'envisager le futur) avec des arbitrages *intensifs* visant l'accompagnement des publics et de leurs attachements vers des infrastructures moins nombreuses et pérennes ; généraliser des apprentissages peuplés d'affects, de récits et de gestes, « une société d'abondance étant en même temps en-deçà ou au-delà de la nécessité – suffisance et extravagance se renforcent mutuellement¹⁸ ».

La situation terrestre, climatique et sociale contemporaine nous invite à investir des questions majeures de démocratie, en particulier en matière de stratégies organisationnelles et de politiques publiques.

De quels mondes et de quels équipements assurer l'entretien ? Quelles expériences préserver voire sacraliser ? Comment restreindre les dépendances et les pressions environnementales qui leur sont associées ?

En symétrie, comment valoriser les apprentissages, les pratiques et les gestes susceptibles d'accroître la qualité existentielle des relations au monde, en diminuant le recours à l'énergie et sans contracter de nouvelles dépendances ? De quels modes de coexistence nous inspirer et comment prêter attention aux lieux où se défendent et se risquent des intensifications pérennes de la participation au monde ?

Quels lieux, quelles formes relationnelles et quels horizons favoriser pour que la sobriété ne demeure par le paramètre pivot et implicite de décisions politiques insensibles, froides et autoritaires, ou exclusivement techniques et ingénieriales ? Comment développer simultanément un art, une politique et une technique des arbitrages qui se présentent et se multiplient pour de nombreux territoires ?

Dans cette période incertaine, ouverte et hésitante, quels agencements relationnels et quelles alliances cultiver pour résister à l'amincissement de nos possibilités réalistes et pérennes de coexistence ?

17 Landivar, D. & Monnin, A. (2022). La dignité de l'objet face à l'arrêt du monde. Entre décloison et forclusion, instauration et destauration. Haeringer Anne-Sophie & Tornatore Jean-Louis (dirs), *Héritage et anthropocène. En finir avec le patrimoine*, chap. 6 p. 167-176, Éditions L'Arbre Bleu.

18 Viveiros de Castro, E. (2019). *Politique des multiplicités. Pierre Clastres face à l'État*. Éditions Dehors, p.84.



LA SOBRIÉTÉ, CE N'EST NI PLUS, NI MOINS, MAIS MIEUX

Mary Lawhon

Maître de conférences
en géographie humaine
à l'université d'Édimbourg

Tyler McCreary

Professeur associé en géographie
à l'université d'État de Floride



Mary Lawhon est maître de conférences en géographie humaine à l'université d'Édimbourg. Ses recherches portent sur l'écologie politique urbaine et les villes du Sud. Géographe et écologiste politique, elle s'intéresse de manière empirique aux politiques et processus environnementaux urbains en Afrique subsaharienne. Elle travaille aujourd'hui sur les configurations hétérogènes des infrastructures de déchets et d'assainissement et sur les politiques de travail et de distribution, dans le contexte des transitions vertes et d'un taux de chômage élevé. Mary Lawhon a écrit *Making Urban Theory [Ecrire la théorie urbaine]* en 2020, qui aborde les débats académiques des cinquante dernières années sur la singularité des villes du Sud, et plaide en faveur d'une remise en question permanente des théories existantes.

Tyler McCreary est professeur associé au département de géographie de la Florida State University. Il est également affilié au Native American and Indigenous Studies Center, au African American Studies Program et au Honors Program de la FSU. Ses recherches portent sur l'influence du colonialisme de peuplement et du capitalisme racial sur les processus de gouvernance environnementale, sociale et communautaire en Amérique du Nord. Il se penche notamment sur les liens entre les processus de gouvernance environnementale en Amérique du Nord et la marginalisation historique des familles indigènes et noires vivant dans les villes. Son dernier ouvrage, intitulé *Indigenous Legalities, Pipeline Viscosities: Colonial Extractivism and Wet'suwet'en Resistance [Légalités indigènes, viscosités des pipelines : Extractivisme colonial et résistance des populations Wet'suwet'en]* sera publié en 2024 et analyse la façon dont les gouvernements coloniaux et les entreprises cherchent à contrôler les revendications autochtones, et comment les Wet'suwet'en résistent.

Les deux auteurs ont publié un livre intitulé *Enough! [Assez!]* en 2023, arguant que notre avenir ne consiste pas à produire plus, mais à vivre mieux avec moins.

Réfléchir à la notion de « suffisance » (*enoughness* en anglais) peut nous aider à structurer notre réflexion sur la sobriété et le développement durable. Les auteurs proposent plusieurs manières de concrétiser cette notion. Un revenu de base universel pourrait selon eux apporter une réponse à deux défis majeurs : le chômage et le développement non durable. Dans un monde où l'on consomme suffisamment, il faudrait privilégier la qualité de vie plutôt que la quantité consommée. Il conviendrait pour cela de changer les systèmes, afin d'intégrer des marchés et des économies plus diversifiées, encourageant l'émergence de nouvelles formes d'organisations.

INTRODUCTION

Nous vivons dans un monde tiraillé entre deux narratifs. Selon le premier, les êtres humains sont des consommateurs insatiables, qui en veulent toujours plus. Grâce au capitalisme et à la modernité, l'Humanité suivrait une courbe de progrès permanent, synonyme d'une meilleure qualité de vie et d'un accès à des produits toujours plus nombreux. L'autre version de l'histoire soulève la question des limites écologiques. Ici, notre trajectoire est ponctuée d'échecs et tend vers l'effondrement de l'Humanité, les actions humaines se heurtant aux limites d'une planète finie, voire les dépassant. Cette version, fondée sur la moralité, encourage à faire des sacrifices et à consommer moins.

Et si aucun de ces narratifs n'était juste ? Et si le désir humain d'en faire plus n'était ni inné, ni nécessaire ? Faudrait-il le contrer par des prescriptions morales encourageant à en faire moins ? Et si penser différemment ouvrait d'autres possibilités politiques et économiques pour construire un monde à la fois meilleur et plus durable ? Et si le fondement de la société était la sobriété ?

Comment l'idée de sobriété peut-elle changer notre façon de voir et de vivre dans le monde ?

La sobriété soulève la question de la quantité, mais aussi de la qualité. Souvenons-nous de Boucle d'or, qui trouvait le premier chocolat trop chaud et le suivant trop froid, tandis que le juste milieu était parfait. Dans le même esprit, il est préférable de manger suffisamment, que de manger trop ou pas assez. La sobriété est entendue ici comme le juste milieu, préférable à l'excès du « trop » et au manque généré par le « moins ».

Le simple fait de dire « nous devrions aspirer à la sobriété » apporte une certaine satisfaction. Pourtant, notre monde est construit sur des narratifs autour de l'excès et du manque. Nos systèmes économiques, politiques et écologiques présentent le monde en termes d'excès et de manque, et encouragent ces représentations caricaturales. Il est difficile de dépasser ce fonctionnement binaire pour tendre vers la sobriété, car cette manière de penser est ancrée dans nos systèmes, nos pensées et nos pratiques. Il nous faut concilier théories transverses et avancées concrètes. Pour avancer sur cette voie, nous avons écrit un ouvrage, tout simplement intitulé *Enough!*¹.

¹ Voir Lawhon, M. & McCreary, T. (2023). *Enough! A Modest Political Ecology for an Uncertain Future*. Agenda Publishing.





Certes, c'est un argument ambitieux, qui soulève de nombreuses questions. Et nous ne pourrions pas, dans le cadre de cet article, couvrir tous les détails ni défendre notre point de vue de manière exhaustive. Nous espérons plutôt, par cette petite provocation, attirer votre attention et vous inciter à réfléchir davantage à la notion de sobriété.

TRAVAILLER DANS UN MONDE SOBRE

Et pourquoi ne pas aborder la question de la sobriété depuis l'angle du travail ? Car, pour le citoyen lambda, comme pour la société et l'économie en général, le travail est central. Tant que les moyens de subsistance sont liés au travail, les êtres humains ont besoin d'un emploi pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Le manque d'emplois est généralement considéré comme une crise, que ce soit au niveau personnel, régional, national ou mondial. Pourtant, depuis l'angle du développement durable, l'excès de travail et de productivité est depuis longtemps considéré comme un problème. Autrement dit : la production et la consommation de quantités toujours plus importantes de biens contribuent à la crise écologique.

En outre, ces dernières décennies, voire ces derniers mois avec l'arrivée de nouvelles formes d'intelligence artificielle, nous sommes clairement entrés dans une nouvelle phase d'automatisation du travail. Très simplement, il est désormais possible de produire suffisamment sans que tout le monde ait un travail.

Il convient ici de réfléchir de manière aussi créative que possible. Car cette situation pénalise ceux qui n'ont pas de travail,

mais aussi ceux qui travaillent. Car les grandes inégalités sont une source d'instabilité sociale, ce qui concerne tout le monde².

Certains ont avancé la solution des emplois verts, estimant qu'une transition verte produira des emplois. Le raisonnement est juste, mais les emplois associés à la construction d'objets sont, par essence, toujours temporaires, et le développement durable implique à la fois de fabriquer moins d'objets et de produire des objets qui dureront plus longtemps. Ainsi, les questions à long terme, liées au développement durable, restent sans réponse dans ce paradigme.

Et s'il existait une solution politique commune pour résoudre, du moins en partie, les crises apparemment distinctes du chômage et du développement non soutenable ?

Nous pensons qu'un revenu de base universel pourrait fournir une solution à cette interrogation. L'idée d'un revenu universel de base n'est pas nouvelle, mais elle se pose avec une certaine urgence face aux questions de l'automatisation et du développement durable.

Il y a de bonnes raisons de penser que le revenu de base pourrait nous aider, sans garantie de réussite toutefois. Comme l'indiquent régulièrement les chercheurs en sciences sociales, les changements sociaux et environnementaux ont une dimension politique. Les structures politiques et économiques organisent le déroulement du changement, mais ce sont ensuite les récits culturels qui interprètent ce changement. Pour que le changement soit efficace, il faut modifier les structures et repenser nos narratifs. Cela ne veut pas dire que tout changement est impossible, mais qu'il faut réfléchir aux discours, imaginaires et narratifs qui l'accompagnent.

Nous devons passer de la quantité que nous consommons à la qualité de vie que nous ressentons

² Wilkinson, R. and Pickett, K. (2010). *The Spirit Level: Why Equality is Better for Everyone*. London: Penguin. [Wilkinson, R. & Pickett, K. (2013). *L'égalité, c'est mieux. Pourquoi les écarts de richesses ruinent nos sociétés*. Montréal : Écosociété. (traduit de l'anglais par Verkaeren, A.)]



Les partisans du revenu universel de base affirment depuis longtemps que celui-ci apporterait une plus grande stabilité économique et qu'il contribuerait à résoudre le problème de l'excédent de main-d'œuvre. En d'autres termes, le revenu de base dissocierait nos moyens de subsistance du travail rémunéré et résoudrait ainsi le problème de l'excès de main d'œuvre par rapport au nombre d'emplois³.

En quoi un revenu de base pourrait-il contribuer au développement durable ?

Il y a deux raisons à cela. Tout d'abord, le revenu de base pourrait nous amener à revoir l'idée selon laquelle il faut travailler dur. Dans un monde stressant et incertain, nous sommes poussés à travailler et à consommer. Souvent, quand les gens travaillent dur, ils sont stressés. La consommation permet de soulager une partie de ce stress, quoique temporairement. L'incertitude joue également un rôle majeur. Elle nous rend plus compétitifs les uns avec les autres. En effet, quand on sait que tout le monde ne peut pas réussir, il est plus intéressant de faire partie de ceux qui y parviennent. En outre, le fait d'associer une valeur morale à la réussite économique signifie que ceux qui échouent méritent leur sort. Dans un monde d'inégalités, nous voulons être parmi ceux qui possèdent le plus. Beaucoup de gens travaillent bien au-delà de ce qui est nécessaire pour subvenir à leurs besoins, pour se constituer une épargne et se prémunir contre les risques futurs, mais aussi pour obtenir un statut et prouver leur valeur morale.

La sécurité économique, qui pourrait être assurée par un revenu de base, est essentielle pour réduire le stress et l'incertitude. Plusieurs expérimentations récentes démontrent l'impact positif d'un virement régulier pour les individus, même s'il est

Pour penser le développement durable de manière plus ouverte, il faut aller au-delà de la notion de privation, pour réfléchir aussi au « vivre mieux »

modeste⁴. Ce serait également une façon de changer la morale de l'histoire, en montrant que chacun mérite d'avoir des moyens de subsistance, même sans travailler dans une logique économique⁵. Cela n'exclut pas la possibilité que certaines personnes, et peut-être la plupart d'entre elles, travaillent ! Les essais menés autour du revenu de base ont en effet démontré le contraire : il aide à acquérir des compétences professionnelles et des formations. Grâce à cette sécurité économique, plus d'individus choisiraient un travail en adéquation avec leurs intérêts personnels et leurs compétences (que ce travail soit rémunéré ou non).

Deuxième argument en faveur du revenu de base favorisant le développement durable : il nous permet de construire l'économie différemment. À l'heure actuelle, la demande d'emplois crée des pressions en faveur du développement économique, et il est difficile pour les gouvernements et les électeurs de refuser les projets proposés. Une sécurité économique plus universelle permettrait de refuser plus facilement le développement non durable. Mais aussi d'investir dans des entreprises ayant une éthique durable⁶. Encore une fois, les expériences dans ce domaine, bien que non finalisées, montrent déjà des résultats. Nous constatons que les gens dépensent leur argent différemment quand ils reçoivent de petits transferts d'argent réguliers plutôt que, par exemple, une augmentation de salaire. Les revenus ne sont pas dépensés de la même manière, même si le montant est le même.

³ Voir Stern, A. et Kravitz, L. (2016). *Raising the Floor - How a Universal Basic Income Can Renew our Economy and Rebuild the American Dream*. PublicAffairs, New York.

⁴ Voir Wilson, N. et McDaid, S. (2021). *The Mental Health Effects of a Universal Basic Income*. Glasgow : The Mental Health Foundation.

⁵ Voir Hanlon, J., Barrientos, A. et Hulme, D. (2010) *Just Give Money to the Poor: The Development Revolution from the Global South*, Kumarian Press.

⁶ Voir Lawhon, M. et McCreary, T. (2020). Beyond jobs vs environment: on the potential of universal basic income to reconfigure environmental politics. *Antipode* 52, n° 2. 452-474.



CONSOMMER DANS UN MONDE SOBRE

Pourquoi ne pas repenser nos « limites », au lieu de rechercher le développement durable en consommant moins ? Dans le domaine de l'environnement, les limites regroupent un vaste ensemble d'idées qui s'opposent au postulat de progrès indéfini, selon lequel le monde ne peut que s'améliorer et la nature produire toujours plus. De nombreux écologistes insistent depuis longtemps sur le fait qu'être durable consiste à vivre avec moins. L'environnementalisme a longtemps été associé à une vision romantique *low tech* et proche de la nature, méfiante à l'égard des discours sur les promesses du progrès.

De nombreux écologistes se sont rendu compte que cette vision était peu attractive. En outre, pour penser le développement durable de manière plus ouverte, il faut aller au-delà de la notion de privation, pour réfléchir aussi au « vivre mieux⁷ ».

Au fond, il faudrait se demander comment les gens pourraient *ressentir* le développement durable. Il ne s'agit pas d'attendre que la technologie vienne résoudre tous nos problèmes, pour continuer à vivre de la même manière mais avec des voitures électriques et des hamburgers végétariens biologiques. Il s'agit plutôt d'imaginer un monde durable, dans lequel les individus *ressentent* plus de sécurité et de confort matériel que dans le monde actuel. Nous devons cesser de penser en termes de quantité consommée, pour réfléchir à la qualité de vie que nous ressentons.

Cette manière de voir les choses n'a rien à voir avec l'environnementalisme classique. Au lieu de faire des sacrifices personnels, nous devrions créer des systèmes qui nous permettraient à tous de bien vivre. Par exemple, nous savons qu'avec des transports en commun efficaces, moins de circulation et moins d'embouteillages, tout le monde pourrait se déplacer en ville plus rapidement et plus efficacement. Cela permettrait également d'augmenter la densité urbaine, en réduisant les besoins en stationnement.

Les économistes de l'environnement ont montré à maintes reprises l'intérêt économique d'une transition verte. Par exemple, dans les environnements urbains, le coût social de l'exposition au plomb est plus élevé que le coût de l'élimination du plomb. De même, les énergies fossiles et les crises climatiques ne sont pas bon marché. Nous subventionnons collectivement les énergies fossiles à hauteur de milliards de dollars par an, tandis que des milliers de milliards supplémentaires sont dépensés pour réparer les dégâts causés par l'intensification des tempêtes, des inondations et des incendies. Cet argent pourrait être utilisé à meilleur escient, pour financer des sources d'énergie moins chères et plus écologiques.

Pour beaucoup d'entre nous, il y aurait moins de circulation d'éléments matériels dans notre quotidien. Nous aurions moins d'objets, mais des objets plus durables, nous partagerions davantage et nous posséderions peut-être moins de choses à titre individuel. Ce serait un changement important. Certes, nous avons un peu à perdre, mais beaucoup à gagner, et c'est à cela qu'il faut réfléchir de manière approfondie, en vue de la construction d'un avenir durable.

CHANGER LES SYSTÈMES POUR UN MONDE PLUS SOBRE

Pour parvenir à de tels changements, il ne suffit pas de modifier nos habitudes de consommation personnelles. Les entreprises ont un rôle à jouer, mais il conviendrait de modifier des systèmes plus vastes pour obtenir une meilleure adéquation entre les pressions et les résultats. Pour que ces changements se produisent, nous devons aborder l'économie d'une toute autre manière et réfléchir à la question de la distribution. Les systèmes de pensée formés autour du capitalisme, du socialisme, de la croissance et des inégalités ont leur importance, mais ils sont finalement secondaires, la question essentielle étant de savoir si tout le monde a assez. Encore une fois, il ne s'agit pas d'une injonction morale signifiant que celui qui fait preuve d'abnégation est plus vertueux. Il s'agit plutôt d'un appel à réfléchir à notre intérêt collectif, en modifiant les systèmes pour pouvoir, ensemble, prendre des mesures pour rendre le monde meilleur.

Selon certains, pour atteindre l'objectif d'une société où chacun a suffisamment, il faudrait un vaste État possédant et distribuant les biens, selon le principe de la centralisation. Mais l'Histoire nous incite à la prudence sur ce point⁸. Peut-être devrions-nous plutôt envisager des marchés *encastés* et la création d'économies *plus diversifiées*, tout en augmentant la redistribution par le biais des impôts. En effet, la diversification n'est pas vraiment réalisable par des autorités centralisées. Et plutôt que de demander aux actionnaires de valoriser autre chose que le simple profit, pourquoi ne pas encourager un système intégrant les activités économiques aux relations sociales ? Les entreprises doivent être soumises à la pression sociale et à la réglementation gouvernementale. Il faudrait aussi laisser une vraie place à d'autres formes d'entreprises, depuis les coopératives jusqu'aux petits entrepreneurs. Avec la redistribution des richesses, les citoyens ont plus de contrôle sur l'économie. Le revenu de base ne suffira pas pour créer tous les changements attendus, mais il peut jouer un rôle majeur dans l'équation⁹.

CONCLUSION

Les mots et les récits sont importants, tout comme les systèmes. Comme nous l'ont montré les quarante dernières années, il ne suffira pas d'apporter de petits ajustements au monde actuel pour arriver au développement durable. Nous avons également compris qu'il ne s'agissait pas de faire des sacrifices à titre individuel, mais d'œuvrer à une amélioration collective. Le développement durable s'inscrit dans le droit fil de notre longue histoire collective du progrès, mais il nous contraint aussi à revoir nos croyances sur le progrès et sur les moyens d'y parvenir. Il faut pour cela travailler ensemble, sans nécessairement centraliser le pouvoir et l'autorité sur l'économie. Il s'agit de redistribuer et d'encastérer l'économie, de créer des systèmes qui la mettent au service des individus et de tendre vers un monde où il y en aurait assez pour tous.

⁸ Voir Lawhon et McCreary, (2023).

⁹ Voir Lawhon, M. et McCreary, T. (2023). Making UBI radical : On the potential for a universal basic income to underwrite transformative and anti-kyriarchal change. *Economy and Society* 52, n° 2. 349-372.

⁷ Voir Schor, J. (2010). *Plentitude*.



3. LA SOBRIÉTÉ EN ACTE : DÉCLINAISONS, OPÉRATIONNALISATIONS, HYBRIDATIONS



Dans les faits, la sobriété est souvent couplée à des logiques de création de valeur, invitant à appréhender le couple « sobriété / performance » comme un duo complémentaire

Comment mettre en œuvre la sobriété ? Miroir de la plasticité théorique du concept, les solutions se réclamant de la sobriété sont elles aussi caractérisées par une grande hétérogénéité – en termes d'ambition, mais aussi de modalités concrètes d'opérationnalisation. En outre, les solutions sont inévitablement variables selon les acteurs et les secteurs concernés, chacun confrontés à certains enjeux et défis spécifiques.

Laurence Lehmann-Ortega analyse les ressorts des business modèles durables pour les entreprises, et les déclinaisons des approches sobres. Ces dernières peuvent s'appréhender comme des stratégies de renoncement plus ou moins poussées, depuis les solutions d'efficacité énergétique, en passant par les modèles d'économie circulaire, d'économie de la fonctionnalité, jusqu'aux modèles de renoncement plus explicites. Parmi les conditions de succès de ces approches, l'invention de nouveaux modèles de gouvernance et de partage de la valeur est un élément clé, tout comme la juxtaposition, ou l'hybridation, de différentes logiques.

L'analyse des solutions opérationnelles liées à la sobriété fait en effet apparaître une vision plus nuancée de celle-ci, et rappelle qu'elle est souvent couplée dans les faits à des logiques de création de valeur, invitant à appréhender le couple « sobriété / performance » comme un duo complémentaire davantage qu'une alternative mutuellement exclusive. La *success story* de la plateforme leboncoin, présentée par **Amandine de Souza**, illustre la pertinence d'une approche non explicite de la sobriété, incarnée ici par l'achat et la vente de seconde main, motivées par des motifs divers et ambivalents selon les profils d'acheteurs – conscience environnementale, mais aussi contrainte de pouvoir d'achat, envie de se faire plaisir... Acteur essentiel de la démocratisation et « déstigmatisation » de la seconde main, leboncoin apparaît comme un exemple éclairant de sobriété positive. En écho à cette évolution, **Stéphanie Calvino** revient sur la transformation progressive de l'industrie de la mode, et sur le rôle clé de ce secteur pour faire évoluer les représentations et imaginaires.

À l'échelle des villes, la sobriété se décline également dans différents objets : planification urbaine, gestion des flux de transport, optimisation de l'accès aux biens et services essentiels... **Charlotte Halpern** rappelle qu'en la matière, la distinction Nord / Sud n'est pas opérante, et souligne la diversité des approches adoptées dans différentes métropoles. **Jean-François Nogrette** pointe la pertinence, pour le Groupe, de certaines solutions inspirées de la sobriété – telles que l'accompagnement des changements de comportement individuels ou l'invention de nouveaux modèles économiques de distribution de l'eau –, dans un contexte marqué par un stress hydrique accru. Mais la sobriété ne saurait constituer une réponse unique, et doit s'accompagner de solutions d'innovation et de circularité.

Dans ce cadre, et face à la multiplicité des approches, quels facteurs clés de succès peut-on distinguer ? Deux éléments de réponse peuvent être apportés. Tout d'abord, la nécessité d'ancrer les politiques de changement de comportement dans une compréhension réaliste et nuancée des comportements humains, comme le rappelle le chercheur en psychologie comportementale **Xavier Brisbois**. Mais il s'agit aussi, comme évoqué à de multiples reprises au fil du numéro, de dépasser le prisme individuel pour créer les conditions de transformation de la société et des organisations à plus grande échelle. Dans cette optique, **Philippe Bihoux** appelle de ses vœux une sobriété « systémique », accompagnée par des politiques publiques ambitieuses, œuvrant à la fois à la transformation des usages et pratiques, mais aussi des infrastructures.

Iris Levy
David Ménascé
Archipel&Co,
Coordinateurs du numéro



DE L'EFFICACITÉ AU RENONCEMENT : vers l'émergence de nouveaux *business models*

Laurence Lehmann Ortega
Professeur de Stratégie et Politique d'Entreprise, HEC Paris



Diplômée d'HEC (Grande école 1993), Laurence Lehmann-Ortega a débuté en tant que consultante en stratégie, avant de se tourner vers l'enseignement et la recherche. Elle s'intéresse en particulier aux stratégies de rupture et à l'innovation stratégique, définies comme des innovations radicales portant sur le *business model*, notamment dans les entreprises établies. Ses recherches portent en particulier sur les innovations stratégiques répondant aux défis du développement durable, qualifiées d'innovations sociétales. Elle a publié plusieurs articles sur ces sujets dans les revues *Long Range Planning*, *M@n@gement* et *Revue Française de Gestion*. Elle est coordinatrice et co-auteur du *Strategor*, le manuel de référence en stratégie. Elle a co-développé l'approche *Odyssée 3.14 (Ré)inventez votre business model*, déclinée sous forme d'ouvrage publié chez Dunod (3^{ème} édition en 2023) et de MOOC (*Business model innovation*, Coursera). Avant de rejoindre HEC, Laurence a été professeure associée à Montpellier Business School. Elle a obtenu son doctorat de l'IAE d'Aix en Provence. Actuellement professeure (Education Track) au département stratégie et politique d'entreprise à HEC Paris, elle enseigne la stratégie dans les programmes master de la Grande Ecole, du MBA et en Executive Education. Elle est par ailleurs directrice académique du Master Strategic Management de la Grande Ecole, de l'EMBA Trium et de plusieurs programmes sur mesure d'HEC Executive Education. Elle a obtenu en 2014 et 2016 le prix Vernimmen – BNP Paribas du meilleur professeur affilié d'HEC.

Face au défi des limites planétaires, les acteurs privés sont désormais confrontés à la nécessité d'innover dans une logique durable. Dans cette optique, l'innovation de *business model* constitue un outil de réflexion stratégique particulièrement pertinent. La transition vers des *business models* plus durables peut prendre diverses formes, impliquant différents niveaux de renoncement et de sobriété. Trois grandes voies sont présentées ici : l'efficacité, l'économie circulaire ou de la fonctionnalité, enfin le renoncement. Non exclusives les unes des autres, ces différentes approches peuvent aussi se recouper et se compléter. In fine, l'invention de nouveaux modèles de création de valeur et de gouvernance apparaît comme une condition de pérennité particulièrement clé.

Les acteurs privés font plus que jamais face à l'impératif de questionner leur empreinte, la pérennité de leur *business model* et plus largement leur contribution vis-à-vis de l'ensemble de leurs parties prenantes. En France, ces réflexions s'incarnent notamment à travers les nouveaux dispositifs « d'entreprises à mission » et de « raison d'être », qui tentent de placer la question de la finalité de l'entreprise au cœur de la réflexion stratégique. Les exigences réglementaires en matière de reporting extra-financier évoluent aussi (à l'image de la directive CSRD à l'échelle européenne), poussant à minima les entreprises à davantage de transparence.

Dans un contexte de réchauffement climatique et de dépassement des limites planétaires, certaines industries sont en outre confrontées plus frontalement à la question de la finitude des ressources. La pression sur certaines matières premières questionne la pérennité de leurs activités, et peut imposer une réinvention drastique de leur *business model*. Ces dernières années, la raréfaction des matériaux rares (cuivre, nickel, terres rares, notamment), indispensables à la transition énergétique, ont contraint plusieurs groupes à simplifier ou repenser leur modèle, notamment dans l'industrie automobile, digitale ou énergétique. Nexans, acteur mondial des câbles et des systèmes de câblage, a ainsi renoncé à certains portefeuilles d'activité et a progressivement intégré le cuivre recyclé dans ses produits finis pour réduire son empreinte environnementale, mais aussi pour anticiper la pénurie de cuivre a priori inéluctable. Dans l'industrie automobile, plusieurs constructeurs comme Stellantis ou BYD ont investi dans la production d'usines de batteries électriques, pour les réintégrer à leur chaîne de valeur et diminuer les risques de pénurie.

Si les incitations et contraintes à agir sont nombreuses, réinventer son *business model* et innover dans un cadre de développement durable constitue un défi particulièrement complexe. Complexe car l'objectif partout affiché de décarbonation de nos économies à horizon 2050 dépasse très largement les capacités d'acteurs privés isolés. Par définition, l'enjeu de réduction des émissions de GES nécessite d'être appréhendé à l'échelle globale. La Directrice Générale de Veolia, Estelle Brachlianoff, ne dit pas autre chose lorsqu'elle rappelle que l'objectif n'est pas de décarboner le bilan d'une entreprise, mais de décarboner la planète – y compris en investissant dans les activités polluantes pour les transformer, plutôt que de céder les actifs les plus polluants à d'autres acteurs.



Tout en intégrant ces limites à la réflexion, il apparaît utile et nécessaire de s'intéresser aux modalités offertes aux entreprises pour innover et réinventer leur *business model*. Forme spécifique d'innovation, l'innovation portant sur le *business model* est particulièrement intéressante à analyser car elle suppose de repenser les mécanismes à l'origine de la performance de l'entreprise, en introduisant une proposition et/ou une architecture de valeur radicalement différente. Le *business model* se révèle donc un outil de réflexion stratégique précieux pour innover, se réinventer et répondre, fut-ce partiellement, au défi des limites planétaires.

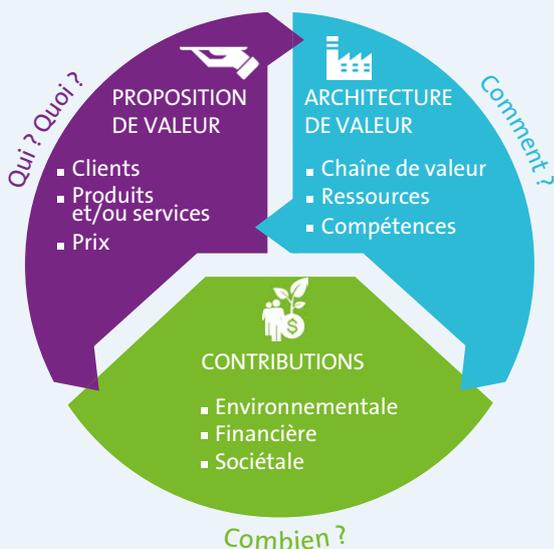
Parce qu'elle implique de remettre en cause les règles du jeu d'un secteur, l'innovation de *business model* est coûteuse pour l'entreprise, et la confronte inévitablement à un certain nombre de difficultés humaines et opérationnelles. Elle impose à l'organisation de *renoncer*, à un degré plus ou moins élevé, à un certain nombre de processus, modes d'organisation, de production et de création de valeur, au profit de nouvelles manières de faire. Nous proposons ici d'analyser les différentes stratégies d'innovation comme autant de positionnements allant plus ou moins loin dans le renoncement – et donc dans la sobriété.

Business model : une définition¹

Les tentatives de définition du business model sont nombreuses. Nous retenons dans cet article une conception à la jonction de trois dimensions clés :

1. La proposition de valeur, qui décrit l'offre proposée au client (le « quoi », le « qui », le prix et la façon dont le produit ou service lui est facturé).
2. L'architecture de valeur, deuxième pilier qui porte sur le « comment », c'est-à-dire la façon dont l'entreprise élabore et délivre sa proposition de valeur (chaîne de valeur, liens avec les fournisseurs et partenaires, ressources, compétences clés).
3. Les contributions, qui explicitent la performance du *business model*, résultant de la combinaison unique de la proposition et de l'architecture de valeur. Cette performance est à la fois financière (l'équation de profit), mais aussi sociétale et environnementale, autrement dit elle inclut aussi les externalités.

Business model contributif aux limites planétaires



LA VOIE DE L'EFFICACITÉ : CRÉATION DE VALEUR PARTAGÉE ET OPTIMISATION DE LA PERFORMANCE

Un premier ensemble de solutions consiste à optimiser la création de valeur, en s'appuyant sur des mécanismes d'efficacité énergétique associés à de nouveaux modes de rémunération – composante essentielle. Les investissements dans les économies d'énergie sont a priori l'un des moyens les plus efficaces pour réduire à la fois la facture énergétique et les émissions. Cependant, les entreprises hésitent parfois à allouer des ressources à ces initiatives, car les investissements ne s'avèrent rentables qu'après plusieurs années. Cette situation complique la tâche des fabricants d'équipements, qui peinent à vendre leurs produits axés sur l'efficacité énergétique. Ainsi, pour éviter cet investissement initial à leurs clients, des sociétés comme Schneider Electric ont développé des contrats de performance énergétique.

SCHNEIDER ELECTRIC : SE RÉMUNÉRER SUR LES ÉCONOMIES

Schneider Electric (SE) a développé depuis plusieurs années des contrats de performance énergétique. Dans le cadre de ses contrats, SE propose de rénover des installations gratuitement pour le client. SE finance les investissements nécessaires et se rémunère sur les économies d'énergie générées par les équipements pendant une période prédéterminée. Au-delà de cette période, les équipements reviennent à l'entreprise cliente et celle-ci bénéficie alors de la totalité des économies d'énergie générées. Cette approche, initiée aux États-Unis par des équipementiers comme General Electric, est en phase de développement dans les pays européens, notamment en France. L'intérêt croissant des entreprises et du gouvernement pour les économies d'énergie, ainsi que la clarification juridique des contrats, tirent la croissance du marché, et les modèles de performance énergétique de SE sont désormais inclus dans ses plans de croissance.

¹ La définition et les exemples mentionnés dans l'article sont développés dans l'ouvrage de Lehmann-Ortega, L., Musikas, H., Schoettl, J.-M. (2023), *(Ré)inventez votre business model* (3^{ème} édition), Dunod.





Rémunérer les économies réalisées par les clients : l'exemple de la start-up française Octopus energy

UN DEGRÉ DE COMPLEXITÉ PLUS ÉLEVÉ : LES MODÈLES D'ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET D'ÉCONOMIE DE LA FONCTIONNALITÉ

LES MODÈLES D'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

L'économie circulaire, autrement dit le découplage entre la production et les émissions, est l'une des approches les plus matures en termes de développement durable. Plus coûteuse et complexe que la simple logique d'efficacité, elle impose de repenser le *business model* en intériorisant la contrainte de recyclage des matières premières et de diminution de l'empreinte matérielle.

DESSO : DE LA MOQUETTE À L'INFINI

La rareté des ressources et la volatilité des prix des matières premières incitent les entreprises à repenser leur manière d'envisager leurs activités. Dans le secteur de la moquette, traditionnellement très consommateur de pétrole, certains acteurs ont saisi cette opportunité.

Un exemple remarquable, notamment en raison de l'ancienneté de la démarche engagée, est celui de Desso, un producteur de moquette fondé en 1930 aux Pays-Bas, qui propose désormais des moquettes presque 100% recyclables, utilisées en majorité dans les locaux professionnels. Depuis 2007, l'entreprise met en œuvre une chaîne de valeur circulaire. Elle n'utilise que des matières premières pouvant être « sur-cyclées », c'est-à-dire de manière à créer plus de valeur.

Entre 2006 et 2010, la rentabilité de Desso a augmenté de 1 à 9,2%. Sur la même période, l'entreprise a réussi à augmenter ses parts de marché en Europe de 8 à 23%. En 2021, Desso a réalisé un chiffre d'affaires de 202 millions d'euros. Les approches d'économie circulaire imposent néanmoins de renoncer à une rentabilité immédiate. Dans le cas de Desso, le modèle n'est devenu rentable qu'au bout de sept ans.

Mais les modèles d'économie circulaire ne s'inscrivent pas automatiquement dans une logique de sobriété à proprement parler. Le succès fulgurant de la plateforme d'achats-reventes de seconde main « Vinted » peut ainsi s'interpréter comme le désir des consommateurs de consommer de façon plus « malinge », en réalisant des économies – réaliser davantage d'achats avec la même somme d'argent, plus que comme un désir de sobriété ou de consommation durable.

LE SUCCÈS DES MODÈLES D'ACHAT-REVENTE DE PRODUITS DE SECONDE MAIN : L'EXEMPLE DE VINTED

Créée en 2008 en Lituanie, la plateforme Vinted repose sur l'achat et la vente de vêtements (et objets) de seconde main. La spécificité de Vinted est de facturer les transactions aux acheteurs plutôt qu'aux vendeurs, pour inciter ces derniers à mettre en vente leurs vêtements.

Si elle n'a pas encore atteint la rentabilité, la plateforme compte aujourd'hui plus de 30 millions d'utilisateurs en Europe, et a réussi une levée de fonds de 250 millions d'euros en 2021.



LES MODÈLES D'ÉCONOMIE DE LA FONCTIONNALITÉ

Allant plus loin que la circularité, l'économie de la fonctionnalité substitue à la vente d'un bien la vente de son usage, entraînant un découplage entre la valeur ajoutée et la consommation d'énergie et de matières premières.

Dès lors, elle est synonyme d'un changement de paradigme, et renverse a priori la logique « d'obsolescence programmée ». La production de biens les plus durables possibles, pour maximiser les revenus issus de leur usage, contribue à accroître la création de valeur. Pour l'entreprise, la complexité repose sur la nécessité de réinventer l'offre de services proposée aux clients, pour la rendre plus attractive que la concurrence.

MICHELIN, PRÉCURSEUR DE L'ÉCONOMIE DE LA FONCTIONNALITÉ

Michelin est l'un des cas d'école bien connus de cette approche. Si l'approche marché et le modèle économique de Michelin n'ont jamais été centrés sur la seule « économie du produit », avec le déploiement d'offres de service complémentaires dès les origines de l'entreprise, celle-ci a pris le tournant de l'économie de la fonctionnalité au début des années 2000. Ce tournant stratégique répondait en premier lieu à un enjeu économique, les progrès technologiques ayant permis de proposer sur le marché des pneus plus efficaces et plus durables, dont la hausse de qualité ne pouvait être entièrement répercutée sur le prix de vente. L'enjeu était donc de créer le maximum de valeur, pour le client comme pour Michelin. L'offre la plus emblématique du positionnement de Michelin sur l'économie de la fonctionnalité est « Michelin Fleet Solutions », dédiée aux flottes de poids lourds pour le transport de marchandises ou de personnes. L'offre complète intègre la gestion de la flotte, la formation des chauffeurs, l'optimisation du réglage des trains roulants et de la pression de pneus, avec différents niveaux d'option et d'engagement – Michelin restant propriétaire des pneus. L'offre repose en outre sur une promesse de prix garanti au kilomètre, incluant différents services.

DÉCATHLON : LE TOURNANT VERS LA LOCATION POUR INCARNER LA RAISON D'ÊTRE DE LA MARQUE

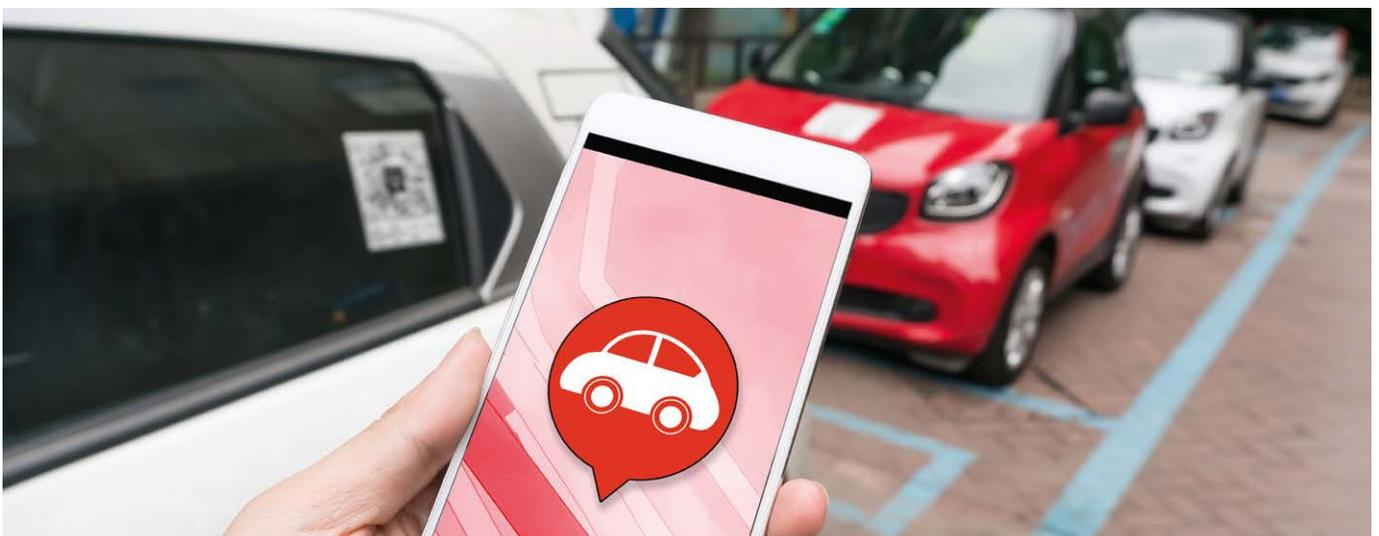
Plus récemment, Décathlon a lancé en 2022 un service de location de longue durée pour plusieurs produits (vélos, bancs de musculation, clubs de golf, raquettes...), avec des services associés. Cette mutation est notamment présentée comme une façon pour l'enseigne d'incarner sa raison d'être – « faire bouger l'humanité grâce à la magie du sport » – tout en limitant la production de produits neufs.

La mutation engendrée débute dès la conception du produit car elle incite à maximiser sa durée de vie, en facilitant notamment la maintenance. Outre la réparation, elle alimente également les activités de recyclage et de vente d'occasion. L'un des enjeux pour l'enseigne consiste également à former sa main d'œuvre à cette nouvelle approche.

Lancée à grande échelle en France et en Belgique en 2022, l'offre de location de Décathlon a été déployée dans plusieurs pays en 2023. Plusieurs milliers de contrats de location ont été signés en moins d'un an, et l'objectif visé par Décathlon est de réaliser 5% de son CA avec la seconde vie et 5% avec la location à longue durée.



Plus anciens, les modèles B2C de l'économie du partage (*sharing economy*) ont également fait la preuve de leur succès, à l'image de Blablacar (+100 millions d'utilisateurs). Sans relever *stricto sensu* de l'économie de la fonctionnalité, ces modèles contribuent néanmoins à accélérer le changement de paradigme, de l'acquisition d'un bien au paiement d'un service.



Dans le cas de Blablacar, les considérations économiques (partage des frais d'essence, trajets moins chers qu'un billet de train en cas de trajet de dernière minute) ont fortement contribué au succès de la plateforme. Le site est aujourd'hui le leader du covoiturage en Europe.

De fait, la croissance des plateformes numériques « Maas », *mobility as a service*, illustre la remise en cause progressive d'un modèle de propriété individuelle d'un véhicule. Pour stimuler l'offre (et la demande), les modèles Maas peuvent reposer sur des systèmes de tarification plus avantageux, tels que le *pay-as-you-go*. L'entreprise de bus électriques kenyane BASIGO a intégré cette dimension, en offrant aux conducteurs de bus électriques un modèle de location « *pay-as-you-drive* » : les propriétaires acquièrent le bus pour un coût initial minime, et paient ensuite une redevance à hauteur de leur utilisation du bus. Il faut cependant reconnaître que ces modèles nécessitent des investissements importants au démarrage, *a fortiori* dans des contextes où les investissements publics sont limités.

Le business model se révèle un outil de réflexion stratégique précieux pour innover, se réinventer et répondre, fut-ce partiellement, au défi des limites planétaires

Mais le renoncement peut aussi impliquer plus directement de se séparer de certaines branches d'activité jugées difficilement transformables dans une logique durable. Depuis plusieurs années, le groupe de production de câbles électriques Nexans a procédé à une simplification radicale de son portefeuille d'activité, notamment en renonçant fortement aux clients *oil & gas*. L'entreprise compte aujourd'hui 4 000 clients, contre 17 000 en 2018, et a réduit son portefeuille de produits manufacturés de 30%. Un travail a été mené sur les produits pour réduire la complexité et mutualiser la production. Une logique qui s'est avérée payante : en quatre ans, le Groupe a quadruplé sa capitalisation boursière et multiplié par deux sa rentabilité².

En parallèle des formes de renoncement « dures », impliquant des arbitrages conséquents en matière de portefeuille d'activité, des marques assument également un changement de discours s'apparentant à un appel au renoncement, ou du moins à un questionnement sur la nécessité et l'utilité de l'achat – une forme de renoncement plus *soft*, centré sur la question du changement de comportement individuel. C'est l'exemple emblématique de Patagonia et de sa publicité « *Don't Buy this Jacket* », ou des dernières campagnes de la marque Levi's.

LE RENONCEMENT, INNOVATION LA PLUS RADICALE

Le renoncement apparaît comme l'approche la plus ambitieuse en matière de sobriété. Encore peu répandu, ce renoncement peut prendre différentes formes, plus ou moins complexes et coûteuses pour l'entreprise : renoncement à certaines offres permanentes ou ponctuelles (exemple : renoncement aux réductions du *Black Friday*), à certains fournisseurs ou encore à certains clients.

En France, la démarche initiée par la Camif est un bon exemple d'un positionnement de renoncement. Depuis 2021, dans le cadre de son engagement en tant qu'entreprise à mission, l'entreprise a fait le choix de renoncer aux importations non-européennes, entraînant une réduction de 7% de l'offre (représentant alors environ 5% du chiffre d'affaires). L'entreprise affiche aujourd'hui 75% de production française pour ses produits (et 100% de fabrication européenne). Cette réorientation a impliqué de relocaliser une partie de la production, de construire de nouveaux partenariats avec des fournisseurs respectant les nouvelles contraintes de l'entreprise, mais aussi d'acculturer les équipes aux nouvelles offres, et de disposer d'un équilibre financier suffisamment stable pour absorber la perte de chiffre d'affaires initiale.



² <https://www.maddyess.com/2023/07/21/modele-e3-christopher-guerin-nexans/>.



UN DÉFI CENTRAL : LA REMISE EN CAUSE DE LA LOGIQUE DE CRÉATION DE VALEUR ACTIONNARIALE

Parmi les nombreux défis et complexités posés par les trois principales voies mentionnées, la question de la création de valeur est centrale. En remettant en cause l'équation liant production et profit, les nouveaux *business models* durables, et plus encore les modèles se réclamant explicitement de la sobriété, supposent fondamentalement de repenser les modalités de création de valeur et de s'éloigner de la logique dominante en la matière.

Ce défi est d'autant plus sensible que les modèles durables sont généralement synonymes, a minima au cours des premières années d'expérimentation, de schémas de rémunération et de rentabilité plus lointains et incertains, incompatibles avec les modèles d'actionnariat des grandes entreprises, incitant avant tout à maximiser les revenus à court et moyen terme plutôt que les investissements rentables à échéance lointaine. En outre, certaines études ont mis en lumière l'augmentation du risque financier avec la réalisation d'investissements sur les enjeux de durabilité : ces derniers sont davantage susceptibles d'être ciblés par des fonds spéculatifs activistes³.

Dans ce cadre, des initiatives tentent de repenser les incitations et modèles de rémunération, mais elles demeurent minoritaires :

- **Incitations extra-financières.** Plusieurs grands groupes dont BNP Paribas, Crédit Agricole ou Schneider Electric commencent à indexer une partie de la rémunération variable voire fixe des cadres dirigeants sur la réalisation d'objectifs de performance extra-financiers.
- **Nouveaux modèles de création de valeur.** Ce sont notamment les modèles de performance énergétique, et l'intégration des systèmes de bonus / malus pénalisant la surconsommation de ressources.

In fine, cette démarche implique plus largement de repenser les modèles de gouvernance et la raison d'être, l'horizon long terme de l'organisation. L'exemple de Patagonia fournit une illustration intéressante. Sous l'impulsion de son ancien dirigeant Yvon Chouinard, l'entreprise a créé une structure de gouvernance originale reposant sur deux entités : un fonds privé (*trust fund*), détenant l'ensemble des actions avec droit de vote de la société soit 2% de l'ensemble des actions, et une association sans but lucratif, détenant 98% des actions ordinaires restantes. À sa succession en 2022, Y. Chouinard a pris la décision de léguer ces dernières « à la terre », en les cédant à la structure Holdfast Collective, une association à but non lucratif qui devra les engager dans des activités visant à lutter contre le dérèglement climatique⁴.

CONCLUSION

Plusieurs enseignements transverses peuvent être tirés de ce panorama. Celui tout d'abord de la complexité inhérente à la transformation des *business models*. Complexité car la transition vers des modèles circulaires, d'économie de la fonctionnalité voire de renoncement impose quasi obligatoirement de repenser le *business model* dans son ensemble, dans une logique d'innovation systémique, allant de la reconfiguration de la chaîne de valeur à la formation et l'engagement des collaborateurs. Cette dimension systémique nécessite également d'évoluer d'une logique de compétition à une logique de coopération et d'écosystème, imposant de coopérer avec des acteurs autrefois concurrents. Ce changement de paradigme est d'autant plus complexe à mettre en œuvre étant donné l'imbrication des chaînes de valeur, leur désagrégation et la distance de plus en plus grande entre consommateurs et producteurs, qui complexifient la mise en place de mécanismes de responsabilité communs.

Cette complexité reflète aussi la difficulté pour les organisations d'adopter une vision « holistique » des enjeux de développement durable, qui se traduit aussi dans la structuration académique des enseignements *sustainability*, encore relativement cloisonnés.

Un autre défi est celui de la désirabilité, en particulier pour les modèles B2C. Comment rendre désirable l'adoption de modes de consommation plus durables,

voire une forme de renoncement ? De nombreux acteurs se saisissent aujourd'hui de cet enjeu, partant du principe que la réflexion sur la seule acceptabilité est désormais insuffisante pour inciter aux changements de comportement. L'évolution de la réglementation joue évidemment un rôle pour accélérer les changements de pratiques, à l'échelle individuelle comme à l'échelle des organisations. En France, les incitations financières de la puissance publique ont contribué à soutenir la création de filières de recyclage. Depuis 1992, les entreprises commercialisant des produits dans un emballage doivent s'acquitter d'une taxe, versée à CITEO (issu de la fusion d'Eco-Emballages et Ecofolio en 2017). Les budgets collectés doivent permettre le financement de campagnes destinées à éduquer les Français aux gestes de tri et à favoriser les filières de recyclage de ces déchets (« Responsabilité Élargie des Producteurs », REP). Si elle n'est pas suffisante, l'évolution de la réglementation apparaît clé pour accompagner et accélérer la dynamique d'engagement volontaire des entreprises.

« Révolution obligée », la transition vers des *business models* plus durables est avant tout contrainte par la finitude des ressources et l'horizon des limites planétaires. À l'image de l'innovation frugale, née de la réponse à une contrainte de moyens dans certains pays émergents, on peut néanmoins espérer que la contrainte environnementale contribue à faire émerger de nouveaux modèles à la fois soutenables, pérennes, et... désirables.

Les nouveaux business models durables, et plus encore les modèles se réclamant explicitement de la sobriété, supposent fondamentalement de repenser les modalités de création de valeur et de s'éloigner de la logique dominante en la matière

³ Desjardine, M. et Durand, R. (2021). *Why Activist Hedge Funds Target Socially Responsible Firms, and How Executives and Investors Can Counteract Them*.

⁴ Voir le communiqué : « La Terre est notre unique actionnaire. », par Yvon Chouinard.



LEBONCOIN, UNE *SUCCESS STORY* EN MATIÈRE DE SOBRIÉTÉ ?

Entretien avec Amandine de Souza
Directrice générale de leboncoin



Diplômée de l'ESCP Business School, Amandine de Souza démarre sa carrière en 2005 au sein du cabinet de conseil Bain & Company, où elle opère entre la France et Singapour avec un focus sur les sujets biens de consommation et distribution. En 2009, elle décide d'ajouter une dimension opérationnelle à son expérience stratégique en rejoignant le groupe Casino en tant que directrice du département « maison », avant d'y ajouter toutes les catégories non-alimentaires.

En 2015 elle est nommée CEO de la filiale française de Westwing, site de ventes privées de mobilier et décoration en ligne. Trois ans plus tard, elle saisit l'opportunité de devenir directrice générale du grand magasin Le BHV Marais et des achats « maison, bricolage et loisirs » du groupe Galeries Lafayette. Elle y lance notamment une offre vintage, par conviction. Un an plus tard, elle ajoute la food et la restauration à son périmètre en prenant la direction d'Eataly Paris Marais, franchise du groupe Galeries Lafayette et rejoint le Comité Exécutif du groupe.

Depuis le 3 avril 2023, Amandine de Souza est Directrice générale du boncoin.

En parallèle de cette carrière en entreprise, elle a cofondé un réseau de femmes dirigeantes du retail, « Le Retail Club », et a rejoint en 2022 l'initiative Leia Capital, groupe de business angels 100% féminin, aussi bien au niveau du board que des entreprises soutenues.

Enfin, Amandine est administratrice indépendante de la biotech Carbios qui propose des solutions biologiques pour recycler le plastique, grâce aux enzymes.

Avec plus de 28 millions d'utilisateurs mensuels, leboncoin s'est désormais imposé comme l'une des incarnations les plus réussies de l'économie circulaire. En contribuant à démocratiser et normaliser la consommation de seconde main, leboncoin encourage une forme de sobriété. Comme le rappelle la Directrice générale du site Amandine de Souza dans cet entretien, il s'agit néanmoins d'une sobriété spontanée, non explicite, qui coexiste aussi avec les différentes aspirations des consommateurs : se faire plaisir, acheter « malin », trouver un objet unique, limiter son empreinte environnementale... mais aussi retrouver une forme de pouvoir d'agir et de maîtrise de sa consommation dans un univers incertain. *In fine*, le succès du boncoin incarne les multiples facettes, nuances et complexités de la sobriété, plus que jamais à prendre en compte pour en faire un horizon désirable auprès du plus grand nombre.

Avec plus de 28 millions d'utilisateurs mensuels, leboncoin est le premier site de e-commerce français et l'exemple par excellence de l'économie circulaire en acte. Diriez-vous que leboncoin contribue à encourager une forme de sobriété ?

Amandine de Souza : Bien-sûr ! Les millions d'actes d'achats, reventes et dons d'objets de seconde main réalisés chaque année sur leboncoin contribuent indéniablement à encourager une forme de sobriété. Mais je le formulerais différemment. La sobriété n'est pas un concept auquel nous nous référons spontanément, pour différentes raisons. En premier lieu car nous ne prétendons pas dicter une quelconque « norme » de consommation. L'histoire du boncoin est avant tout celle des usages et pratiques concrètes, quotidiennes, de nos utilisateurs. Ce sont leurs aspirations et envies qui façonnent les catégories de la plateforme. Il y a 18 ans, quand leboncoin est né, jamais nous n'aurions soupçonné que des catégories comme les offres d'emploi ou les ventes immobilières puissent prendre une telle importance. Aujourd'hui, leboncoin est pourtant le troisième site d'emploi privé le plus consulté, et de très loin leader sur l'immobilier avec plus d'un million d'annonces en permanence sur la plateforme. Cette forme « d'auto-organisation », la façon dont les utilisateurs redéfinissent collectivement l'utilité sociale du boncoin en fonction des problèmes qu'ils rencontrent au quotidien, est l'une de nos singularités.





Cette dimension est importante, car elle reflète l'une des grandes forces du boncoin : celle de redonner à chacun une certaine capacité d'agir individuelle. L'expérience individuelle c'est d'abord de (re)trouver un pouvoir d'agir, une forme de contrôle sur sa consommation et donc d'une certaine manière sur sa vie. L'une des dimensions les plus valorisées par les utilisateurs que nous interrogeons chaque année dans notre étude d'impact économique et sociétal est cette « capacité de se débrouiller seul sans intermédiaire ». Cette forme « d'encapacitation » est d'autant plus précieuse dans une période où de nombreux individus ont le sentiment d'avoir de moins en moins de maîtrise sur leur vie et le monde qui les entoure, notamment en raison de l'urgence climatique qui semble nous dépasser par son ampleur et son caractère systémique.

Ce pouvoir d'agir individuel a des effets concrets et explique que leboncoin soit devenu un véritable objet de la vie quotidienne, approprié de multiples façons : pouvoir consommer tous les jours de manière « maline », réconcilier facilement l'abordable et le désirable, garder son statut dans une société de consommation si excluante, trouver des compléments de revenus au moment où le pouvoir d'achat baisse... en répondant à ses besoins, sans mot d'ordre extérieur. Si sobriété il y a sur leboncoin, c'est donc une sobriété « spontanée », non conceptualisée, une sobriété bien réelle mais qui ne dit pas son nom.

L'un des défis de la sobriété est celui de la désirabilité aux yeux du plus grand nombre – une perspective qui demeure encore lointaine. En normalisant la seconde main, leboncoin semble pourtant avoir réussi en partie ce pari. Quel est votre regard sur cette dimension ?

AdS. : Cet enjeu de désirabilité et d'imaginaire est central pour garantir demain l'acceptabilité de la transition aux yeux du plus grand nombre.

leboncoin a, je crois, contribué à accélérer de nouvelles normes sociales et valeurs collectives et à redéfinir l'imaginaire associé à la seconde main, en la normalisant. Il y a encore quelques années, acheter de la seconde main était sans doute moins bien vu ! Aujourd'hui, du fait des contraintes de pouvoir d'achat bien sûr, mais aussi d'une évolution réelle des mentalités, la seconde main n'est plus taboue ! Un exemple parmi tant d'autres : l'intérêt des Français vis-à-vis des cadeaux de seconde main pour Noël. Comme le démontre une étude récente que nous avons menée avec l'Ifop¹, pour 4 Français sur 5, que le cadeau soit neuf ou d'occasion, c'est surtout le geste qui compte à Noël. Par ailleurs, élément remarquable, la proportion de personnes ayant déjà offert ou reçu un cadeau de seconde main est nettement plus élevée parmi les jeunes générations que dans le public le plus âgé.

¹ Sondage Ifop pour leboncoin : « Étude sur les achats de cadeaux de « seconde main » au sein de la population française », Novembre 2023.

Si leboncoin constitue un bon exemple d'articulation entre soutenabilité et désirabilité, c'est aussi en vertu de son caractère universel. Nos études montrent que leboncoin est un miroir véritablement fidèle de la France : à l'heure de l'archipellisation de la société française et contrairement à certaines plateformes qui ciblent des communautés spécifiques, leboncoin est en effet une plateforme universelle. leboncoin est au service de tous : en termes de sexe, d'âge – avec une petite sur-représentation des 25-50 ans –, ou de revenus. Au service également de tous les territoires : petites et moyennes villes, territoires péri-urbains, France métropolitaine et France rurale. Ce qui est vrai des particuliers est également vrai des professionnels : 75% des entreprises utilisatrices sont des TPE de moins de 10 salariés, là encore à l'image du tissu d'entreprises dans le pays.

Cette universalité, qui permet de créer une aspiration commune, va de pair avec une envie de redonner du sens à la consommation, comme nous le disent nos utilisateurs. Nos études en témoignent, le site façonne de nouvelles normes d'achat, plus écologiques. La deuxième main est normalisée, quotidienne et faisant de chacun, comme aime le dire Antoine Jouteau mon prédécesseur au poste de Directeur Général, un « héros discret de la transition écologique ».

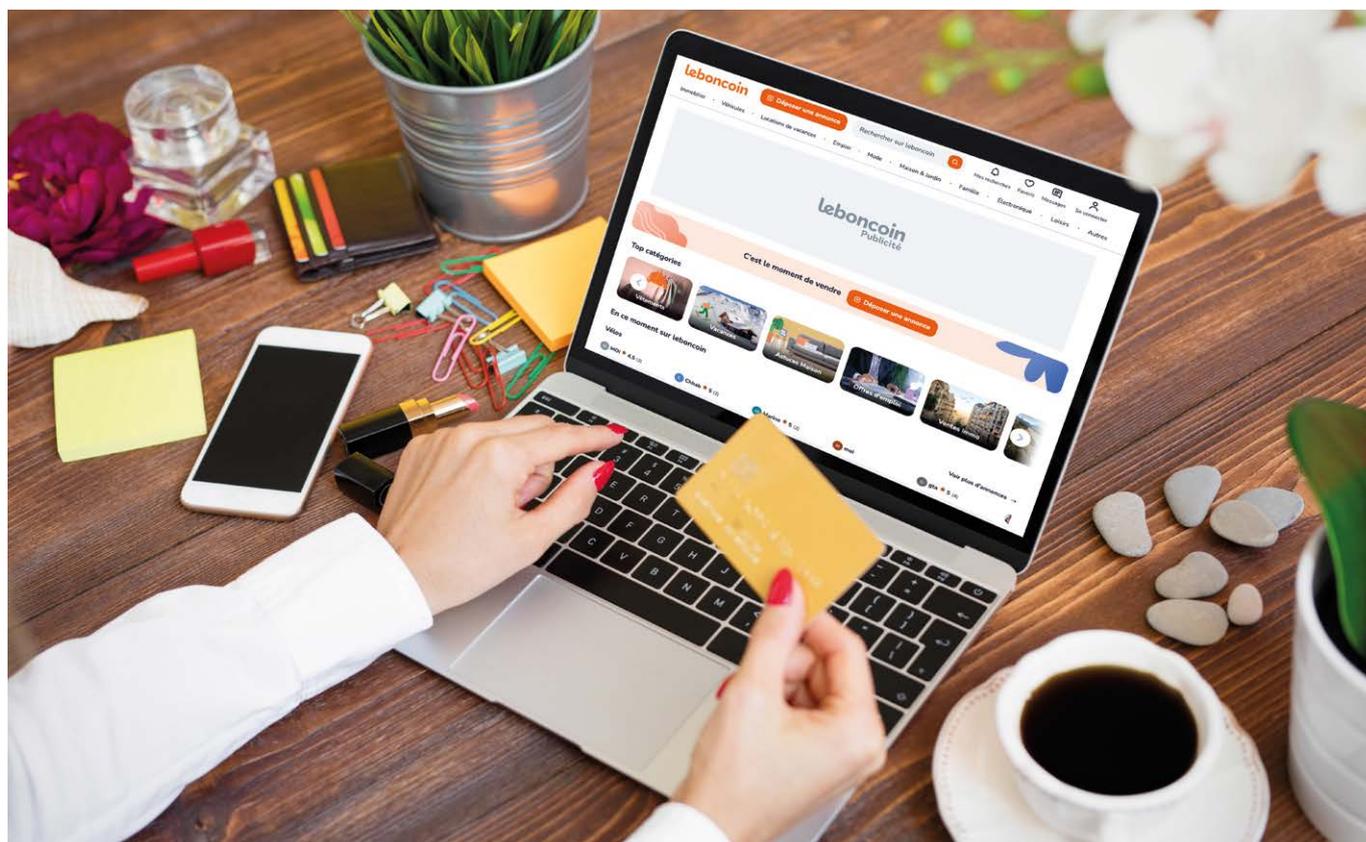
Un dernier mot concernant la désirabilité. leboncoin permet de réaliser des achats qui dépassent la bonne affaire, le petit prix. Il permet à chacun d'accéder à des objets uniques, qui font plaisir, par-delà leur seule utilité. C'est un angle que nous poussons largement dans nos communications et collaborations, cette accessibilité au beau, au ludique,

au divertissant... en somme à ce qui contribue à rendre le quotidien plus agréable. C'est une des clés d'une sobriété « heureuse », souhaitable, à laquelle on adhère, plutôt que subie, résultant d'un discours reposant sur une forme « d'auto-contrainte » culpabilisante, qui nous semble inefficace pour embarquer le plus grand nombre.

Le succès du boncoin est aussi celui du digital. Pensez-vous que le numérique ait un rôle spécifique à jouer pour encourager l'émergence de comportements de consommation plus durables ?

AdS. : Le succès du boncoin est en effet au croisement de deux mouvements très structurants : la numérisation des modes de vie, encore accrue par la crise sanitaire, et l'épuisement de la capacité de séduction des valeurs de l'hyperconsommation.

Le digital joue un rôle puissant d'accélérateur, et permet de « libérer » le potentiel de l'action collective à très grande échelle. En l'occurrence, c'est le numérique qui a rendu possible la naissance d'un réel marché de la seconde main, facilement accessible à tous, sans barrière à l'entrée. À sa création en 2006, le site a été porté par la démocratisation d'internet dans les foyers. Un autre point clé à nos yeux, c'est de conserver une expérience client la plus simple possible. Cela a toujours été notre boussole, malgré les nombreuses évolutions





qu'a connues leboncoin depuis son lancement. C'est une énorme machine, leboncoin, avec des millions de connexions chaque jour, 80 millions d'annonces en ligne en permanence. 1500 collaborateurs dont plus d'un tiers sur la partie technique la font vivre. Mais pour autant, elle est facile à utiliser même par les personnes mal à l'aise avec le numérique ou ne parlant pas bien la langue. C'est un peu comme de la danse classique finalement, beaucoup de travail et d'efforts, mais il faut les laisser en coulisse face au public !

Cette facilité d'accès à un mode de consommation plus vertueux est cruciale : parmi les nombreux freins à l'adoption de comportements plus « sobres », la complexité et l'investissement nécessaires – par exemple, acheter uniquement des produits locaux – jouent indéniablement un rôle. À l'inverse, notre simplicité d'utilisation nous permet de massifier les usages et d'avoir *in fine* un impact réel en termes d'économie circulaire. Et le prix joue évidemment un rôle. Aujourd'hui encore, la plupart des biens « durables », par exemple dans le domaine de l'alimentation ou du textile, sont synonyme d'un coût nettement plus élevé, inaccessible à une grande partie des ménages. La seconde main offre une voie pour résoudre cette équation.

leboncoin, et c'est un élément à la fois central et singulier de notre ADN, illustre avec force la façon dont le numérique peut contribuer au lien social dans la vie réelle. C'est la puissance de ce que le sociologue Mark Granovetter nomme « la force des liens faibles » : la multiplication des relations interpersonnelles, fussent-elles brèves, contribue à recréer de la confiance et à accroître

le capital social des individus. Plateforme numérique mais aussi intermédiaire physique, leboncoin constitue un réel accélérateur de lien social, avec chaque année en France près de 31 millions de rencontres ponctuelles réalisées grâce au site. Voire même quelques mariages imprévus !

Une dernière remarque ?

AdS. : Comme évoqué au début de notre échange, leboncoin est intéressant en ceci qu'il repose sur un principe vieux comme le monde, de l'achat de seconde main, mais qu'il incarne parfaitement les tendances de consommation de notre temps. Il répond à des contraintes budgétaires – le pouvoir d'achat reste invariablement le premier moteur des utilisateurs – mais aussi à des ambitions environnementales. Il est dans sa forme résolument utilitaire et sans fioritures, mais il permet d'échanger des biens qui créent une émotion, pour soi ou pour gâter ses proches. Il est numérique, donc foncièrement assez froid, mais il est réchauffé par 28 millions de Français qui s'y connectent chaque mois, se rencontrent, se lient parfois d'amitié. Les motivations ne sont pas toujours les mêmes, elles peuvent même être contradictoires d'un jour à l'autre, même au sein de la même personne.

Mais c'est cette multiplicité qui fait la force de notre plateforme. En ce sens, elle permet d'illustrer les « cinquante nuances » de sobriété qui coexistent aujourd'hui dans notre société, qu'il convient, à coup sûr, de pérenniser et d'encourager. Nous espérons y contribuer de notre mieux.

La multiplicité des motivations qui poussent les utilisateurs à venir sur leboncoin permet d'illustrer les « cinquante nuances » de sobriété qui coexistent aujourd'hui dans notre société, qu'il convient, à coup sûr, de pérenniser et d'encourager. Nous espérons y contribuer de notre mieux

LA MODE AU DÉFI DE LA SOBRIÉTÉ

Entretien avec Stéphanie Calvino
Styliste et fondatrice d'Anti_Fashion Project



Stéphanie Calvino et Li Edelkoort. @Anne Loubet

Stéphanie Calvino est un électron libre, qui après des formations en arts appliqués, histoire de l'art et design produit, intègre différentes agences de graphisme et de communication à Marseille. De 2009 à 2015, elle rejoint la Maison Méditerranéenne des Métiers de la Mode où elle est en charge d'accompagner des jeunes marques à se développer. En recherche de sens, elle crée en 2016, en partenariat avec Lidewij Edelkoort, les rencontres Anti_Fashion. Il s'agit du premier colloque international en France qui rassemble des universitaires et des industriels venus témoigner des nouvelles tendances sociétales et des nouveaux modèles économiques plus vertueux dans l'industrie du textile. En parallèle des rencontres Anti_Fashion, en 2017, avec Sébastien Kopp (co-fondateur de Veja), elle développe un programme de mentoring où on se sert de la mode et de la culture comme de vecteurs d'insertion, auprès d'un public âgé de 18 à 30 ans, très éloigné de l'emploi et issu des quartiers QPV (Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville). En 5 ans, Anti_Fashion devient une référence dans le domaine de la mode circulaire avec une dimension sociale. Depuis, elle anime des conférences partout en France pour éduquer, éveiller à une production plus vertueuse et à une consommation raisonnée. Pendant la crise sanitaire, elle a participé à la création de l'atelier Résilience, à Roubaix, qui pour répondre à l'urgence sanitaire, a employé plus de 200 personnes en difficulté via le concept suivant : une personne qui sait pour deux qui apprennent.

L'initiative Anti_Fashion Project, présentée par sa fondatrice Stéphanie Calvino, a pour ambition de porter les valeurs et modèles d'une mode durable, tout en mettant l'impact social au cœur de sa démarche. Né du manifeste « Anti-Fashion Project » publié en 2015 par l'influence Lidewij Edelkoort, Anti_Fashion Project travaille auprès de jeunes en difficulté pour les accompagner dans leur démarche d'insertion. Dans cet entretien, S. Calvino interroge la résonance du concept de sobriété dans l'univers de la mode, et rappelle l'importance des imaginaires et du questionnement critique pour faire évoluer les comportements, en particulier des jeunes.

Anti_Fashion Project, l'initiative dont vous êtes à l'origine depuis 2016, incarne cet enjeu paradoxal d'un désir de sobriété dans l'univers de la mode : deux imaginaires a priori éloignés. Quel regard portez-vous sur ce paradoxe apparent, et sur la notion de sobriété ?

Stéphanie Calvino : Sans aucun doute, la mode est apparemment éloignée de l'idée de sobriété, en vertu d'un double imaginaire, qu'il importe de distinguer. La mode et le vêtement, en tant qu'objets d'attention et de préoccupation, peuvent apparaître comme superflus, au regard d'autres besoins plus essentiels, que la sobriété appellerait à satisfaire en premier lieu. D'autre part, la mode est fréquemment associée à un univers ostentatoire, *bling bling*, éloigné lui aussi de la sobriété.

En réalité, des pistes permettent d'apporter des réponses à ce double constat. En rappelant tout d'abord que le besoin de se vêtir est un besoin essentiel et durable, dont la satisfaction peut contribuer à soutenir des projets importants et porteurs de sens. Au sein même de l'industrie d'autre part, des initiatives contribuent à faire émerger une mode plus sobre, sur le plan esthétique mais aussi vis-à-vis de ses modes de production. Au croisement de ces deux enjeux, le propos du manifeste *Anti_Fashion*, publié en 2015 par Lidewij Edelkoort¹ et dont l'Anti_Fashion Project est issu, était justement de tirer la sonnette d'alarme en pointant les dérives d'une industrie et d'un système obsolètes, tout en rappelant l'importance et la légitimité de l'industrie de la mode. *In fine*, l'enjeu est de faire entrer en résonance un secteur avec les préoccupations de son siècle en œuvrant en faveur d'une mode durable, dans tous les sens du terme.

¹ Lidewij Edelkoort, spécialiste néerlandaise des tendances mondialement connue et notamment à l'origine du magazine *Bloom*.



Sur le plan esthétique et stylistique, des créateurs ont depuis toujours revendiqué une forme de sobriété dans leurs créations, en travaillant sur des formes, des couleurs et des matières sobres. Des créateurs comme Alaïa, Margiela ou Yoshi Yamamoto s'inscrivent dans cette esthétique volontairement « pure » – et donc sobre, qu'on retrouve également chez certains créateurs d'Europe du Nord. La recherche de la simplicité sur le plan esthétique peut toutefois coexister avec un mode de production et de distribution relevant de la fast fashion. L'enseigne Uniqlo incarne ces ambivalences : elle met en avant l'utilité, la praticité et la simplicité de ses produits, tout en étant critiquée pour son mode de production².

En termes de pratiques, d'usages et de rapports aux vêtements, certains contextes culturels sont intéressants à étudier. L'école japonaise est un cas d'école remarquable, avec une culture de la reprise, de la réparation et de « l'anti-accumulation » – les Japonais ont un kimono à vie ! –, que l'on retrouve également vis-à-vis des objets avec la pratique du *kintsugi*³. Cette forme d'humilité vis-à-vis du vêtement est très intéressante.

En dépit de ces perspectives, il est évident que la notion de sobriété comporte une dimension d'intemporalité difficilement applicable au secteur de la mode, qui est synonyme d'une forme de renouvellement permanent des désirs et aspirations – et aussi d'un éternel retour : souvent, on observe des cycles de retour à certaines tendances tous les 30 ou 40 ans (l'esprit *vintage* est d'ailleurs très présent aujourd'hui). Pour le dire clairement, les pratiques des géants de l'industrie actuels sont plutôt aux antipodes de la sobriété. Un chiffre parlant : Zara sort 52 collections par an, soit une collection par semaine... on s'approche d'une forme de course folle.

À l'encontre de cette dynamique, l'objectif du manifeste *Anti_Fashion* était d'appeler à un retour aux fondamentaux, en termes de matières, de style, d'approche dans la conception des collections. Loin de simplifier la tâche aux créateurs, ce retour aux sources est en réalité plus exigeant : comment construire des signatures fortes en conservant cette économie de matières et cette humilité ?

Dans le cadre de l'Anti_Fashion Project, nous œuvrons à faire naître et accompagner ces changements. Né en 2016, Anti_Fashion est une plateforme participative, un laboratoire de recherche, qui permet de mettre en place des collaborations autour de savoir-faire différents, et de créer de nouveaux projets et modèles économiques. L'objectif du mouvement Anti_Fashion Project est en effet de mettre en lumière les dynamiques, initiatives, idées et acteurs participant au renouveau de la mode et à une économie plus responsable. Certains ateliers de confection textile tentent d'incarner cet état d'esprit, en confectionnant des produits d'une façon très réfléchie, avec un minimum de matière : chaque bout de fil est économisé pour minimiser le coût en termes de ressources et d'énergie.

La sobriété va de pair avec un retour à la raison de la mode, en amont et/ou en aval de la production

La sobriété va ainsi de pair avec un « retour à la raison » de la mode, en amont et/ou en aval de la production. Au sein d'Anti_Fashion, nous axons notre travail sur l'économie circulaire, en travaillant pour que les vêtements qui existent déjà soient transformés et revalorisés – plutôt que jetés. Cela s'inscrit dans une forme de sobriété. Mais pour que ces changements s'inscrivent dans le temps, il est essentiel de repenser la façon dont la mode est enseignée, et d'arrêter de dire aux créateurs qu'il importe de créer un nombre délirant de collections dans l'année pour exister.

FOCUS – LE MANIFESTE ANTI_FASHION⁴



Publié en 2015 par l'influenceuse néerlandaise Lidewij Edelkoort, le manifeste *Anti_Fashion* présente dix raisons pour lesquelles « l'industrie de la mode est obsolète ». L'auteure mentionne un certain nombre de dérives, tant dans la formation des écoles de mode que dans les modes de production, de création, de vente, dans les défilés, le marketing, la publicité... Elle dénonce en particulier la tendance à l'uniformisation des créations, la diminution de la créativité et de l'originalité, le culte des « divas » ou encore la délocalisation et la course à la rentabilité. *In fine*, elle invite à repenser l'ensemble du système pour rendre aux métiers de la mode leur sens et leur dignité.

Percevez-vous la mode comme un levier pour contribuer à façonner un rapport plus désirable au monde et donc à encourager des changements de comportement ?

S.C. : Bien-sûr ! La mode a toujours fait figure d'avant-garde, de prescripteur de tendances. Mais ce rôle est moins sensible aujourd'hui. Si la mode s'est longtemps apparentée à un « cheval ailé » annonciateur des évolutions à venir, il me semble que ce n'est plus le cas aujourd'hui, pour différentes raisons.

Le digital et les réseaux sociaux ont bouleversé notre rapport à l'information, et permis à des individus, souvent anonymes, d'obtenir dans des laps de temps éclairés une notoriété et un spectre d'influence parfois très élevés. Ces changements ont cassé les codes de l'influence, y compris au sein du secteur textile où la mode « street » prend le pas sur les tendances dictées par les grandes maisons. Mais si la mode a perdu de son pouvoir d'attraction, c'est avant tout en vertu

² En mai 2023, plusieurs ONG (Sherpa, le collectif Éthique sur l'étiquette, l'Institut ouïgour d'Europe) ont publié une plainte auprès de la justice française contre Uniqlo France, Inditex, SMPC et le chausseur Skechers, qu'elles accusent de commercialiser des produits fabriqués dans des usines chinoises où des Ouïgours sont soumis au travail forcé.

³ Le *kintsugi* (金継ぎ, « jointure en or ») ou *kintsukuroi* (金繕い, « réparation en or ») est une méthode japonaise de réparation des porcelaines ou céramiques brisées au moyen de laque saupoudrée de poudre d'or.

⁴ Accessible au lien suivant : <https://hkzero851997457.wordpress.com/2021/01/15/anti-fashion-a-manifesto-for-the-next-decade/>. Voir également une interview de L. Edelkoort : « La mode n'a plus rien à dire », *Libération*, 8 mai 2015.

du décalage perçu entre l'évolution des modes de vie et l'évolution du secteur : autrefois à l'avant-garde, le secteur de la mode apparaît désormais comme en retard, prisonnier de pratiques obsolètes jugées néfastes pour l'environnement.

L'univers de la mode conserve malgré tout indéniablement sa force d'attraction et sa capacité à (ré)inventer de nouveaux imaginaires fertiles, aspirationnels et donc désirables. Notre pari est que les changements impulsés au sein du secteur textile peuvent avoir une résonance et une influence bien au-delà de celui-ci. Ainsi, de grandes maisons se distinguent depuis toujours par un imaginaire élégant et sobre, une forme de discrétion, à l'opposé du *bling bling*. Hermès en constitue un bon exemple.

En réalité, ce qui domine aujourd'hui c'est la coexistence de tendances contradictoires : affirmation d'une volonté de faire évoluer le secteur dans une logique plus responsable d'une part, succès des pages « *Tendances* » des magazines féminins invitant leurs lectrices à renouveler leur garde-robe en permanence d'autre part. Nous sommes dans une phase de transition, où le « cheval fou » de la mode continue à produire avec frénésie, en dépit des appels de plus en plus pressants à ralentir.

De fait, les contre-modèles que nous tentons de promouvoir via Anti_Fashion, autour du recyclage et de l'économie circulaire, demeurent encore largement minoritaires au sein de l'écosystème. Si des ruptures comme celles de la crise sanitaire ont pu laisser penser qu'une tendance à la « déconsommation » ou du moins à une consommation plus sobre en matière de vêtements allait émerger, on observe en réalité que les pratiques d'achats sont toujours aussi dynamiques. Si arbitrages il y a de la part des consommateurs, ils découlent avant tout de contraintes nées du pouvoir d'achat, plus que d'aspirations *green*, même si ce discours est de plus en plus présent.

En gardant en tête ces tendances, comment interprétez-vous le succès de plateformes comme Vinted ou leboncoin⁵, dont on a souvent dit qu'elles allaient contribuer à encourager des comportements plus raisonnés ? N'assiste-t-on pas à l'émergence de logiques paradoxales, où l'achat-revente de seconde main est avant tout mis au service d'un désir d'achats toujours aussi fort ?

S.C. : Ce qui est très intéressant à remarquer, c'est la multiplicité des usages dont font l'objet ces plateformes, et les différentes typologies d'utilisateurs.

À mon sens, une distinction doit être faite entre leboncoin et Vinted, qui n'ont pas la même ADN en termes de communauté. Dans l'histoire de leboncoin, la dimension de lien social créé grâce à l'échange est très forte ; c'est moins le cas sur Vinted, notamment en vertu des interactions 100% digitalisées. leboncoin de son côté, a su créer une vraie communauté de consommateurs engagés, où l'utilisateur pratique la vente et l'achat d'objets de deuxième

main dans l'esprit de ne pas jeter et de recycler. leboncoin a été précurseur et est devenu il y a plus de 20 ans, une pratique : on consomme leboncoin, c'est la création d'une monnaie parallèle.

Ces plateformes peuvent néanmoins être mises au service de logiques diverses, n'allant pas nécessairement de pair avec la sobriété. Acheter moins cher de la seconde main peut par exemple me permettre d'acheter davantage de pièces en dépensant moins :

ici, la demande et les besoins ne sont pas questionnés, or c'est le premier pas de la sobriété. Il semble que de nombreux utilisateurs de Vinted relèvent de cette catégorie. À l'opposé du spectre, certains utilisateurs valorisent le recyclage permis par la plateforme, et l'inscrivent dans une démarche de diminution de leur consommation.

Au-delà de ces plateformes, il est intéressant – et parfois écœurant – d'observer la façon

dont des acteurs *mainstream* de l'écosystème se sont réappropriés les « codes » de la seconde main. Les portants de seconde main du Bon Marché vendus à des prix élevés sont pourtant loin des fripes au kilo et de l'esprit « système D » ! Finalement, l'achat de seconde main, autrefois stigmatisé, s'est imposé comme une nouvelle norme, une économie quasi-parallèle – c'est aussi le revers de la médaille.

Anti_Fashion Project travaille à repenser notre rapport à la mode, mais comporte également un volet social, via l'insertion de jeunes en difficulté. Selon vous, comment s'articulent ces deux dimensions ? Le positionnement « Anti » peut-il être attractif pour ces jeunes n'ayant jamais eu le « luxe » de renoncer volontairement ?

S.C. : Ces questions sont essentielles. L'articulation entre préoccupations environnementales et sociales, mais aussi entre préoccupations liées au secteur textile et objectifs sociaux plus larges a toujours fait partie de notre ADN. Le volet social de nos activités consiste à travailler avec des jeunes souvent sortis des sentiers battus, et de les accompagner vers la voie d'une insertion socio-économique, notamment grâce à la mode.

La mode devient un moyen pour les capter. Notre travail ensuite et de les éveiller et de les accompagner pour construire un projet professionnel, qui n'est pas nécessairement lié à l'industrie de la mode. L'essentiel est qu'ils puissent s'orienter vers une formation, un emploi qui les intéresse.

En les aidant à trouver leur voie, nous abordons de plein pied des enjeux *in fine* liés à la sobriété : de quelle façon souhaitent-ils donner un sens à leur parcours ? Quels sont leurs objectifs de vie, de réalisation ? La consommation en fait-elle partie et si oui à quel point ? Nous cherchons à les pousser à adopter un esprit critique sur ces questions, à leur démontrer que « tout est politique », et que la consommation est une forme d'engagement. Ce n'est pas simple ! Le terme « anti-fashion » nous a souvent été reproché. De fait, lorsque l'on est issu d'un milieu social marqué par la privation, que j'ai connue, on ne peut manquer de passer par une phase de consommation. Mais il me semble que cette phase

Nous sommes dans une phase de transition, où le « cheval fou » de la mode continue à produire avec frénésie, en dépit des appels de plus en plus pressants à ralentir

⁵ Plateforme d'achat et de vente entre particuliers telles que gumtree au Royaume-Uni, ou Marktplaats aux Pays-Bas.



précède la réalisation selon laquelle, *in fine*, la consommation ne contribue pas ou peu à notre quiétude et à notre bonheur. Mais pour sortir du schéma de la société de consommation, il faut paradoxalement commencer par y entrer.

Le changement d'état d'esprit que nous cherchons à insuffler chez les jeunes prend bien sûr du temps avant d'être perceptible. Notre objectif n'est d'ailleurs pas de les conditionner, ou de les voir passer à l'acte – avant tout, nous semons des graines, et cherchons à leur redonner suffisamment confiance pour se sentir libres de prendre leurs décisions et de faire leurs propres choix, en dépassant la croyance selon laquelle « le système est contre eux ». Nous croyons aussi à la mode comme un vecteur de réinsertion sociale, c'est pourquoi nous avons créé ce programme de mentoring.

En tout état de cause, il nous semble essentiel de ne jamais dissocier les enjeux environnementaux des enjeux sociaux lorsque l'on aborde la sobriété. C'est d'ailleurs toute la difficulté.

Au regard de votre travail, avez-vous identifié des clés de conscientisation des jeunes sur ces sujets ?

S.C. : C'est très variable selon les profils, il n'y a pas de « recette magique » ! Nous sommes une petite équipe, une famille, et misons avant tout sur l'envie des jeunes : ils sont libres d'adhérer aux projets ou non, de participer aux activités ou non. Notre meilleur indicateur de réussite, c'est lorsque personne ne quitte un projet en cours de route.

Ce sont eux qui sont les moteurs et porteurs des projets, idées, événements... Cette forme « d'encapacitation », pour utiliser un terme parfois galvaudé, nous semble cruciale. Ainsi, ils peuvent comprendre comment se servir des outils que nous leur mettons à disposition, faire passer des messages, réfléchir à partir de contenus les ayant interpellés, qu'il s'agisse de films, de musiques, de livres... Comme évoqué, nous cherchons avant tout à les éveiller et à leur faire prendre conscience que leurs actions façonneront le monde de demain, en leur fournissant des informations sur les conséquences de leurs choix, notamment en matière de consommation. Ils se construisent ensuite leurs propres opinions, et peuvent incarner les messages qu'ils souhaitent transmettre.

Personnellement, les rencontres avec les jeunes sont l'une des dimensions du projet Anti_Fashion qui me tiennent le plus à cœur. C'est à travers ces occasions que nous contribuons à donner accès à la culture et à la formation à des communautés qui en sont privées. L'accompagnement au cas par cas, bien que parfois coûteux en énergie, est me semble-t-il un réel levier de changement.

Notre rôle est aussi de les accompagner pour régler des situations de vie parfois compliquées, de répondre à des urgences, alimentaire et de logement. Il est important de les aider à lever la tête pour ensuite regarder au loin et se projeter.

Nous avons aussi une ADN de prise de risque, de constante mutation. Anti_Fashion est né sans réfléchir au lendemain : j'ai contacté spontanément Li Edelkoort suite à la publication de son manifeste, en trouvant son adresse email sur son site. Nous avons organisé des conférences à Marseille en partenariat avec Aix Marseille Université, sans savoir où cela allait nous conduire.

Résultat, quatre conférences ont rassemblé plus de 300 personnes. La première année en 2016, nous n'avions que 3 mois et aucun budget, juste l'envie de faire. Nous avons poursuivi le chemin depuis, en continuant à prendre des risques et en gardant une part de liberté dans nos activités.

Quel effet de levier peuvent jouer les autres parties prenantes – pouvoirs publics, entreprises – pour passer à l'échelle ? Est-ce une cible à mobiliser en priorité à vos yeux ?

S.C. : Je suis une bergère, avec son bâton de pèlerin ! La politique joue un rôle essentiel à mes yeux, on ne peut se passer d'aller convaincre les parties prenantes disposant d'un pouvoir d'agir important et de ressources, en allant taper aux bonnes portes. Cette dimension politique est au cœur de mon engagement, et implique beaucoup de persévérance – c'est une quête, un travail politique, que je prends très au sérieux en parallèle de mon travail artistique et éducatif.

Au-delà de cette dimension plaidoyer, nous développons des partenariats qui nous tiennent à cœur. Veja, leboncoin, LVMH sont nos partenaires les plus importants, ils ont cru en nous depuis le début. leboncoin partage notre engagement en faveur d'une consommation plus propre et plus raisonnée et nous soutient sur

les actions que nous portons auprès des jeunes. La rencontre avec Sébastien Koop, co-fondateur de Veja, a permis la création du programme de mentoring (destiné à des jeunes en situation de décrochage scolaire) et bien d'autres projets que nous réalisons avec Veja. Ce programme de mentoring est également soutenu par leboncoin et LVMH et des collectivités comme la ville de Roubaix. Ce sont également ces rencontres

et ces collaborations avec des partenaires différents qui permettent d'inventer des futurs plus sobres, et de redonner confiance aux jeunes que nous accompagnons pour les éveiller à des métiers plus engagés.

Il nous semble essentiel de ne jamais dissocier les enjeux environnementaux des enjeux sociaux lorsque l'on aborde la sobriété



©Anne Loubet

LA VILLE SOBRE, QUELLE RÉALITÉ ?

Entretien avec Charlotte Halpern

Politiste, chercheuse au Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po Paris



Projet de ville-forêt en Chine, © stefano boeri architetti.

Charlotte Halpern est docteure en science politique, chercheuse au Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po, à Paris. Elle travaille sur les transformations de l'action publique et de la gouvernance urbaine, analysées dans une perspective comparée en Europe, en Amérique du Sud et en Asie du Sud Est. Ses recherches et enseignements portent sur les politiques de l'environnement et de la ville durable, la gouvernance des transitions écologiques dans les secteurs de la mobilité et de l'énergie, et les conflits autour de la gestion des infrastructures. Elle est enseignante à Sciences Po, où elle dirige l'Executive master Gouvernance territoriale et développement urbain, ainsi qu'à AgroParisTech. Elle dirige l'Institut pour les transformations environnementales de Sciences Po. Elle a été l'un des membres fondateurs du Centre des Politiques de la Terre (2019-2023), elle co-dirige le Fonds Bruno Latour pour la recherche environnementale et l'axe Politiques environnementales du LIEPP (Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques). Parmi ses publications : *Grenelle de l'environnement*, avec D. Boy, M. Brugidou, P. Lascoumes, Armand Colin, 2012 ; *L'instrumentation de l'action publique*, avec P. Lascoumes et P. Le Galès, Presses de Sciences Po, 2014 ; *Villes sobres*, avec D. Lorrain et C. Chevauché, Presses de Sciences Po, 2018.

Pensée à l'échelle de la ville, la sobriété propose une troisième voie de développement, entre le développement urbain fortement consommateur en ressources naturelles et les solutions ultra locales. Comme le détaille Charlotte Halpern dans cet entretien, la ville sobre recouvre toutefois des réalités et acceptions multiples. Émancipée d'une approche la réduisant aux seuls gestes individuels, la sobriété en ville se décline notamment via des politiques d'optimisation des ressources (eau, énergie) et de gestion des déchets. La structuration d'un agenda de sobriété décliné en politiques publiques implique une pluralité d'acteurs politiques et économiques, et varie fortement selon les modes de gouvernance propres à chaque contexte géographique. Si la grille de lecture Nord / Sud n'est que partiellement pertinente pour penser la ville sobre, certains éléments spécifiques distinguent la sobriété dans le « Sud global », au premier rang desquels la place des travailleurs informels.

À l'heure du défi climatique, la ville fait l'objet de réflexions toujours plus nombreuses : ville verte, durable, compacte, frugale, résiliente, sobre, ou encore ville low-tech ou ville du quart d'heure... Que reflète selon vous cette inflation d'innovations, concepts et récits autour de la ville ?

Charlotte Halpern : Cette profusion de termes et de concepts est intéressante à analyser. Elle témoigne d'une forte volonté d'intégrer, de différentes manières, les enjeux environnementaux aux politiques urbaines.

Cette question n'est pas nouvelle. Il s'agissait déjà d'un enjeu fondamental dans les années 1970-1980, comme l'illustrait alors la mobilisation d'une partie des classes moyennes sur des enjeux liés à leur environnement immédiat tels que la pollution, la protection des espaces verts, le bruit ou la nature en ville. De nombreux chercheurs ont analysé les ressorts socio-culturels de ces mobilisations restées connues sous l'acronyme *NIMBY* (« Not in my backyard »), en soulignant leur caractère militant et le contexte socio-politique spécifique qui facilitait leur apparition.

Aujourd'hui, ces cadres de réflexion illustrent les multiples façons de penser la relation entre ville et environnement. Certains concepts relèvent d'une démarche avant tout politique, ou marketing, que l'on pourrait qualifier de *greenwashing*. À l'inverse, des villes tentent de repenser concrètement leur rapport à l'environnement et à la nature. Plusieurs municipalités comme Lyon, Vienne, Malmö ou Anvers mettent ainsi l'accent sur le rapport à la nature, à l'eau, aux arbres. D'autres villes misent avant tout sur des approches techno-centrées, afin d'atteindre l'horizon d'une ville bas-carbone. Au-delà de la dimension opérationnelle, ces concepts participent aussi d'une volonté plus diffuse de « réenchanter » la ville, qui peut souffrir d'une image dégradée, en étant étroitement associée aux externalités d'un modèle de développement fortement consommateurs de ressources, au réchauffement climatique et à ses conséquences.



Vous avez co-dirigé en 2018 un ouvrage collectif sur les villes sobres¹. Comment définissez-vous ce terme ?

C.H. : La notion de ville sobre est fédératrice parce qu'ambiguë. Elle s'inscrit au croisement d'un débat sur les modèles de croissance. Elle marque ainsi la volonté d'établir une troisième voie entre l'approche business as usual, celle d'un développement urbain fondé sur une exploitation sans limite des ressources naturelles, via des programmes massifs d'investissements dans des grands systèmes techniques, et les approches décroissantes ou post-croissance, qui remettent en question la notion de développement urbain au profit de solutions décentralisées, miniaturisées voire individualisées à l'échelle des immeubles, îlots et quartiers. Entre ces deux voies, la ville sobre prône un développement urbain faiblement consommateur en ressources naturelles.

En France, la notion de sobriété est surtout associée à la proposition de Pierre Rabhi, pour une agriculture respectueuse de l'environnement et préservant les ressources naturelles². La notion de ville sobre s'inscrit plutôt dans la filiation avec les approches territoriales de la sobriété, fortement inspirée des réflexions en écologie industrielle, menées dans les années 1980 à partir des travaux d'Alfred Chandler aux États-Unis, ou en lien avec des initiatives localisées, par exemple à Kawasaki, au Japon, et ayant fait l'objet d'une large diffusion depuis. Par la suite, des approches plus radicales de la ville sobre se sont développées, ancrées dans une approche holistique du développement urbain, autour, par exemple, de l'imaginaire des biorégions³.

Dans le cadre de mes recherches pour l'ouvrage, et en lien avec mes co-auteurs, je me suis justement intéressée aux motivations et profils des acteurs se saisissant de l'agenda « villes sobres ». Il était frappant de constater qu'il s'agissait principalement d'acteurs économiques ou politiques, œuvrant en faveur d'un développement urbain faiblement consommateur en ressources en eau et énergie, par exemple sous la forme de parcs industriels, ou de villes nouvelles. Les boucles de rétroaction consistant à transformer ou valoriser des déchets pour alimenter des réseaux de chaleurs urbains étaient par exemple mises en avant.

Ainsi, deux éléments déclencheurs sont apparus prédominants dans la construction d'une démarche de sobriété : 1) la volonté de limiter les externalités négatives de la croissance verte et d'en « valoriser » certaines à travers des symbioses déchets/énergie ou eaux usées/énergie ; 2) le souhait de conforter un projet politique d'autonomie au sein du territoire national (comme dans le canton de Genève et la plate-forme aéroportuaire d'Amsterdam-Schiphol), ou d'affirmation de l'indépendance nationale, comme à Singapour. De façon contre-intuitive au premier abord, la dimension environnementale de la ville sobre n'était certes pas absente, mais demeurait relativement marginale et mise au second plan. Le seul cas atypique que l'on avait identifié était Vancouver, où l'écologisme et la mobilisation des acteurs de l'écologie ont joué un rôle clé.

Dans tous les autres cas étudiés, la sobriété se fondait essentiellement sur une recherche d'optimisation de l'efficacité énergétique des bâtiments, de valorisation énergétique des déchets

dans le quartier, d'optimisation dans les manières de préserver la ressource en eau... La recherche de solutions dans la manière d'organiser les quartiers, les systèmes techniques urbains, les bâtiments et leurs interactions, se traduit en effet à l'échelle des villes par une effervescence sans précédent dans les techniques de traitement des eaux usées, de stockage et de récupération d'énergie, de production et analyse de données. À Singapour par exemple, le recyclage de l'eau a été poussé à l'extrême au cours des dernières années ; et à Lima, au Pérou, des investissements pour faire de la maintenance ont été réalisés pour tenter de réduire au maximum les pertes de ressources en eau sur le réseau.

Il y a donc toujours une ambiguïté quand on parle de villes sobres. Pour certains, la notion fait écho à des approches post-croissance et décroissantes du développement urbain, à une consommation raisonnée des ressources. D'autres l'associent au contraire à une recherche d'optimisation, voire d'austérité, et peuvent la dénoncer en l'associant au « tournant néolibéral » post-crise financière de 2008. En vertu de cette ambiguïté, une partie des acteurs de l'écologie ont du mal à s'approprier cette notion de ville sobre, et privilégient des terminologies comme « ville bas-carbone », « ville verte » ou « nature en ville ». Cette ambiguïté est redoublée par le défi sémantique que pose la traduction en anglais du terme de sobriété, où la notion renvoie davantage à l'austérité, à la sobriété au sens de limiter sa consommation d'alcool, plutôt qu'à la frugalité.

La notion de ville sobre est fédératrice parce qu'ambiguë

En France, notamment à partir des travaux de l'association négaWatt, l'accent a longtemps été mis sur la sobriété des usages. La présentation de la sobriété comme l'un des scénarios de réduction des émissions à horizon 2050 de l'ADEME⁴

a ensuite contribué à imposer la sobriété comme un mode de développement territorial moins consommateur en ressources naturelles. De plus en plus, la sobriété est appréhendée à l'échelle collective et opérationnelle, structurelle, organisée par des politiques publiques telles que le plan de Sobriété Eau ou la réglementation Zéro Artificialisation Nette.

Certaines villes commencent à décliner la sobriété territoriale, en s'appuyant sur des consultations publiques pour renforcer l'acceptabilité des projets. Dans le grand Anancy, une réflexion de grande ampleur a été menée autour de scénarios sobriété. Ces derniers concernent le logement, le développement urbain et économique, les usages de la vie quotidienne, la mobilité, ou encore les espaces verts.

À Anvers, en Belgique, la sobriété est devenue un véritable mot d'ordre dans le cadre de la réflexion sur l'adaptation (et non pas l'atténuation) au changement climatique, et des politiques publiques sont développées en conséquence. Les projets de réseaux de chaleur à l'échelle de la ville ainsi que le renouvellement de la voirie avec de nouveaux matériaux pour favoriser l'écoulement des eaux de pluie posent toutefois de multiples questions sur l'organisation et les méthodes à adopter. Selon qu'il s'agisse de voies avec beaucoup ou peu de trafic, renouveler les matériaux s'avère plus ou moins simple. Tout cela nécessite un travail coordonné avec l'ensemble des acteurs qui organisent ce réseau, comme les services de maintenance, et ce dans une perspective multi-échelles. Le déploiement de ces politiques soulève en effet des enjeux ultra-techniques ! Il importe de prototyper, mesurer, comprendre et évaluer ce qui est faisable techniquement, d'estimer le prix, de prévoir les modèles de maintenance et les équipements requis, d'organiser les ressources humaines... Cela ne se fait pas du jour au lendemain !

1 Lorrain, D., Halpern, C. & Chevauché, C. (2018). *Villes sobres: Nouveaux modèles de gestion des ressources*. Presses de Sciences Po.

2 Rabhi, P. (2010). *Vers la sobriété heureuse*.

3 Voir notamment l'ouvrage de Sinai, A. (2023). *Réhabiliter le monde : pour une politique des biorégions*, Seuil Anthropocène.

4 En particulier le scénario « Coopérations territoriales ».



Quelles sont justement pour vous les solutions les plus matures ?

C. H. : Les réseaux de chaleur, de froid et de refroidissement sont particulièrement intéressants. Pour reprendre l'exemple d'Anvers, cas que j'ai particulièrement étudié, la ville s'est appuyée sur l'agence de conseil en développement urbain Arcadis⁵ pour les mettre en œuvre. Plusieurs enjeux coexistaient. Tout d'abord, identifier les sites de production d'énergie industrielle sur lesquels s'appuyer, afin d'opérer un raccordement avec les logements. Ensuite, convaincre les copropriétaires d'opérer ces raccordements, et d'adopter des contrats collectifs, ce qui nécessitait aussi de mobiliser les petits commerçants et d'autres acteurs économiques. Enfin, il était nécessaire que la ville et les acteurs publics se mettent d'accord, ce qui a été grandement facilité par le cadre du Plan Climat de la ville d'Anvers.

Le foncier est également un domaine où l'enjeu écologique est de plus en plus pris en compte, notamment dans le cadre de la politique Zéro Artificialisation Nette. Des établissements publics fonciers se saisissent de ces objectifs et repensent le développement foncier dans une logique sobre. Ceci implique en effet de repenser les modèles économiques des activités de développement urbain, de construction et d'aménagement, dès lors que l'on s'inscrit dans un contexte de rareté foncière et que l'on inclut des objectifs ambitieux en termes de dépollution. Ces questionnements impliquent aussi bien les promoteurs que les aménageurs, qu'ils soient publics ou privés ; ils nécessitent un effort de contextualisation accrue, en fonction des degrés de densité, pour éviter que cela ne devienne un facteur d'accroissement des inégalités socio-spatiales, et dans le contexte de crise que traverse actuellement le secteur de l'immobilier. Ces sujets mobilisent beaucoup les étudiants et alumni de l'École urbaine de Sciences Po, je pense par exemple au riche podcast CityZan Vox⁶ ou encore au travail de benchmark européen réalisé avec la FNAU⁷. Ces travaux montrent que les solutions technocentrées ne suffisent pas, et l'enjeu consiste aujourd'hui à inscrire la réflexion sur la ville sobre dans un projet de territoire.

Les réseaux de chaleur, de froid et de refroidissement sont particulièrement intéressants (...) Le foncier est également un domaine où l'enjeu écologique est de plus en plus pris en compte, notamment dans le cadre de la politique Zéro Artificialisation Nette

À l'échelle globale, une distinction se dessine-t-elle entre les villes du Nord et du Sud dans la manière de s'approprier cette logique de sobriété ?

C.H. : Rappelons tout d'abord qu'en matière de sobriété – comme dans tous les autres sujets ! –, on peut considérer qu'il y a des Nord et des Suds. L'appropriation de la sobriété dépend des contextes singuliers de chaque pays, et en la matière il n'y a pas d'homogénéité dans le « Sud global ».

Prenons par exemple la ville de Singapour, qui est considérée comme un modèle de bonnes pratiques en matière de gestion de la ressource en eau. On ne peut comprendre la trajectoire de la ville sans la lier au système politique de cette ville-État, dans lequel l'articulation entre public et privé, le déploiement des

politiques publiques, les outils d'intervention, se font sur un mode hiérarchique et technocentré. En l'occurrence, le projet de ville sobre fait partie intégrante de la stratégie d'indépendance nationale, et a donné lieu à la structuration de filières industrielles d'excellence et au développement de technologies de pointe. Dans nombre de pays du Sud, en Inde ou en Afrique du Sud par exemple, l'agenda de sobriété est étroitement lié à la réflexion sur les modèles de développement. Dans certains cas, comme le Brésil depuis la réélection de Lula, la réflexion sur le développement urbain sobre inclut les enjeux réduction des inégalités et une attention accrue à l'inclusion des peuples autochtones.

On retrouve aussi des enjeux plus spécifiques qui impactent fortement les politiques de développement urbain au Sud. C'est le cas de la place de l'informalité, et en particulier des travailleurs informels qui jouent un rôle central dans les services essentiels. L'attention portée à ces acteurs joue un rôle important dans les travaux sur l'économie du recyclage – ce que Rémi de Bercégol⁸

appelle le recyclage « d'arrière-cours » dans son travail sur les secteurs des déchets dans les municipalités en Inde – ou les économies du chiffonnage – étudiés par exemple par Côme Salvaire, toujours pour la gestion des déchets à Lagos ou Mexico.

De nombreuses politiques ont ainsi été menées au Chili, au Brésil ou encore au Pérou, pour tenter de régulariser une partie du travail informel. Certaines œuvrent à l'intégration des travailleurs informels, via des formations, une régularisation des revenus en lien avec la formalisation des emplois verts. Ces éléments s'accompagnent d'efforts de structuration et de mise en place des

filières de recyclages portés par les acteurs privés, qui n'intègrent pas toujours une réflexion sur le devenir de ces travailleurs. Dans de nombreux contextes géographiques et culturels – au Brésil, en Inde ou encore dans les pays du Maghreb –, la mise en place de politiques de sobriété dans la filière des déchets est ainsi indissociable d'une réflexion sur le devenir des travailleurs informels, via la structuration des filières de recyclage.

Autre élément de distinction, dans les métropoles des pays émergents (Lima, New Delhi ou Windhoek par exemple), les enquêtes confirment le rôle des organisations internationales et des agences d'aide au développement comme vecteurs d'innovation technologique et institutionnelle.

Plus largement, le degré de maîtrise du développement urbain, et les capacités et ressources de gouvernement mobilisées localement, définissent la façon dont la sobriété prend forme à un niveau très opérationnel. À Singapour, le développement urbain est très maîtrisé et se déploie sous la houlette de l'autorité de la Urban Redevelopment Agency. Des technologies high-techs sont mises au service de l'efficacité énergétique des bâtiments, ou du recyclage des eaux usées, dans une logique d'optimisation. À l'inverse, le développement urbain peut s'effectuer de façon horizontale, informelle, comme à Lima, au Pérou, à Manille, aux Philippines, et dans de nombreux autres pays du Sud. Lima ne croît pas beaucoup sur un plan démographique, la ville ne cesse de croître sur un plan spatial. Les acteurs publics doivent donc penser la sobriété en tenant compte du fait que les réseaux sont inadéquats par rapport à la taille de la ville elle-même, soumis à des pressions accrues par la densification dans certains quartiers.

5 <https://www.arcadis.com/fr-fr>.

6 Fanny Ervera, <https://www.cityzan.fr/podcast-cityzan-vox/>.

7 Projet collectif de l'École urbaine de Sciences Po, <https://www.sciencespo.fr/ecole-urbaine/sites/sciencespo.fr.ecole-urbaine/files/FNAU%202023%20synth%C3%A8se.pdf>.

8 Voir les recherches de Rémi de Bercégol : <https://www.prodig.cnrs.fr/remi-de-bercegol/>.



Laure Criqui⁹ ou encore Jérémy Robert¹⁰ ont ainsi montré qu'il y a des enjeux d'accessibilité à l'eau potable, à des logements décents. La question de la sobriété et de l'exploitation des ressources naturelles se pose donc complètement différemment selon la nature et le rythme du développement urbain, mais aussi et surtout, les capacités politiques à piloter et mettre en œuvre un agenda de sobriété urbaine à un niveau opérationnel également. Ceci constitue, me semble-t-il, un défi majeur pour les Suds.

Quels sont justement les grands défis de la ville sobre pour les années à venir ?

C. H. : J'en citerais trois, parmi d'autres.

Tout d'abord, s'il est possible de « fabriquer » une ville sobre en créant de nouveaux quartiers, il apparaît beaucoup plus complexe de le faire dans l'ancien (qu'il s'agisse des réseaux d'eau, du bâti, du foncier), en France comme ailleurs. Bien que cette perspective soit accessible sur le plan technique, de multiples questions pratiques se posent : comment financer ces travaux ? Les déployer à grande échelle ? Raccorder 50% des bâtiments d'une ville à un réseau de chaleur ? Faire évoluer les contrats, les redéfinir, répartir les coûts ? Mettre en place des mesures incitatives ? etc. En un mot, reconverter l'existant est éminemment plus complexe que bâtir à partir de zéro.

Le deuxième enjeu en matière de sobriété est celui de la gouvernance, indispensable au passage à l'échelle. Pendant trop longtemps, on a insisté sur la responsabilité individuelle, les petits gestes, ou alors exclusivement sur des approches « tech », en pensant par exemple qu'il suffisait d'équiper les logements avec des technologies intelligentes pour garantir la sobriété. La gouvernance est en réalité la clé du passage à l'échelle – ce qui implique que les acteurs publics s'emparent de ces sujets, via la mise en œuvre de politiques publiques dédiées. C'est seulement cette approche qui permettra de penser la répartition des coûts entre différents territoires, et d'impliquer l'ensemble de la population. Il est essentiel que cela devienne une priorité politique à l'échelle du territoire tout entier. C'est ce que des métropoles comme le Grand Anancy ou Grenoble essaient de mettre en avant, ce que Dunkerque fait depuis longtemps, ou encore ce que Lyon commence à faire.

Bien sûr, le financement de ces politiques est un défi majeur. En France, de nombreux financements soutiennent la mise en œuvre de la sobriété dans les nouveaux quartiers et nouveaux marchés à développer. En revanche, les quartiers périphériques, l'ancien très dégradé, ou encore certaines friches industrielles, sont laissés pour compte et nécessiteraient davantage d'investissements publics. De fait, nous n'avons pas encore trouvé de modèle économique permettant de soutenir le passage à l'échelle des politiques de sobriété. Le rôle des investissements publics, de la fiscalité, des incitations, est indispensable : on ne peut compter uniquement sur la responsabilité individuelle et les acteurs de marché, notamment pour impulser un agenda transformateur et l'arrimer à des objectifs ambitieux de justice sociale.

Un troisième défi concerne la question des Suds : l'agenda de justice sociale et de développement urbain respectueux des limites planétaires ne peut se limiter uniquement aux grandes villes du Nord de l'Europe, il doit s'inscrire dans une vision globale, tenir compte des inégalités environnementales et des impacts régionaux de l'action climatique, récemment pointés dans les travaux du GIEC. Pour l'heure, comme nous l'avons



Bosco Verticale, Forêt verticale à Milan dans le quartier de porta nuova.

analysé dans notre ouvrage, les politiques urbaines de sobriété naissent de relations entre les acteurs publics, l'État et ses agences, aux côtés de quelques groupes privés, et parfois de la société civile organisée. Elles se structurent autour de grands projets d'infrastructures et d'aménagements. Mais ces projets n'apportent pas de réponse aux enjeux de lutte contre la pauvreté, de déploiement des objectifs de développement durable... qui nécessitent de dépasser l'échelle de la ville, pour repenser plus largement les politiques de développement, et ce dans une perspective multiscalair incluant nécessairement une réflexion au niveau des États. C'est un défi de taille.

Pour aller plus loin

- Charlotte Halpern, « Villes sobres : une 3^{ème} voie entre « business as usual » et décroissance ? », 25 octobre 2018, article disponible sur le site de Sciences Po : <https://www.sciencespo.fr/research/cogito/home/villes-sobres-une-3eme-voie-entre-business-as-usual-et-decroissance/>.
- Dossier documentaire « Villes sobres », coordonné avec Eva Bossuyt, Bibliothèque de Sciences Po (à paraître fin 2024) : <https://dossiers-bibliotheque.sciencespo.fr/>.
- « Territoires du futur : un nouvel imaginaire pour nos villes de demain », épisode du podcast « De cause à effets, le magazine de l'environnement », diffusé le 28 mai 2024 sur France Culture avec Charlotte Halpern et Agnès Sinaï (<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/de-cause-a-effets-le-magazine-de-l-environnement/territoires-du-futur-un-nouvel-imaginaire-pour-nos-villes-de-demain-9939200>).

9 <https://www.coordinationsud.org/prestataire/laure-criqui/>.

10 <https://cv.hal.science/jeremy-robert>.

QUEL APPORT DES SCIENCES HUMAINES POUR CHANGER LES COMPORTEMENTS ?

Illustration dans l'énergie

Xavier Brisbois
Docteur en psychologie sociale



Xavier Brisbois est docteur en psychologie sociale et chercheur indépendant. À travers son travail, il applique les connaissances scientifiques sur les comportements aux enjeux sociaux actuels (mobilité, recyclage, énergie, eau, etc.). Il est également chercheur associé au Laboratoire Ville Mobilité Transport (Université Gustave Eiffel). Il a participé à plusieurs projets de recherches et d'études avec la RATP, sur les ambiances acoustiques dans les espaces souterrains, la fraude dans les transports collectifs, ou la communication sur les colis abandonnés. Il a aussi mené plusieurs travaux autour du geste de tri pour CITEO (ex Eco-Emballage), notamment sur la formation des ambassadeurs du tri et sur la mise en place du tri sur les plages de Marseille. Il travaille actuellement sur la qualité de l'air dans un projet de la Ville de Paris et d'Airparif et sur les économies d'énergie pour l'ADEME. Il contribue aussi régulièrement à la formation des fonctionnaires territoriaux techniciens de la mobilité dans toute la France avec le CNFPT. Xavier Brisbois a soutenu sa thèse de doctorat en 2010. Réalisée en convention CIFRE au sein de la RATP, elle portait sur le processus de décision dans le choix du mode de transport, et visait à souligner l'importance de dépasser l'approche rationnelle classique, qui néglige de nombreux paramètres des comportements réels.

L'adoption de nouveaux systèmes de chauffage moins consommateurs d'énergie est un levier communément identifié et en apparence simple à mettre en œuvre pour diminuer la consommation d'énergie à l'échelle individuelle et collective, dans une logique d'efficacité voire de sobriété. Pourtant, ce changement de comportement peine à advenir, et contribue à alimenter un écart entre les économies d'énergie potentielles et réelles qui pourraient être réalisées grâce à l'efficacité énergétique (*energy efficiency gap*). Cet article propose, en mettant en lumière une recherche effectuée par deux chercheurs spécialistes de ces questions, d'illustrer le rôle de différentes disciplines des sciences humaines pour analyser ce phénomène et y apporter des solutions, au-delà du paramètre technique. Une attention particulière est portée aux solutions issues de l'approche comportementale, qui prend en compte la réalité des pratiques plutôt que de supposer la rationalité des choix. Appliquées ici aux changements de comportement pour mettre en œuvre une plus grande efficacité énergétique, ces réflexions sont aussi valables pour le défi plus vaste d'accompagnement des individus vers la sobriété.

« L'énergie est notre avenir, économisons-là » dit le slogan, dont la mention constitue d'ailleurs une obligation légale pour les fournisseurs d'électricité. Si ce dernier a le mérite d'explicitier la position des autorités, comment mettre en œuvre un tel projet ? Rappeler cet impératif de sobriété permet de souligner qu'il est utile de s'intéresser aux usages, et nous invite à prendre conscience de nos consommations individuelles. Cet appel à la mobilisation des citoyens, via l'adoption d'écogestes comme le fait de penser à éteindre la lumière dans les pièces inoccupées, est certes important mais néanmoins insuffisant. S'il est essentiel de mobiliser les bonnes volontés et les efforts de tous, en commençant par inciter chacun à prendre conscience des enjeux de transition énergétique, nous ne pouvons pas nous contenter de cibler les individus.

Au demeurant, l'injonction à la sobriété est en réalité relativement exceptionnelle dans nos pays à forte culture d'ingénierie, où les solutions techniques sont considérées en priorité. Au cours des dernières années, de nouveaux systèmes et techniques ont ainsi été largement développés pour réduire la consommation d'énergie en misant d'abord sur une plus grande efficacité (lampes basse consommation, isolants, systèmes de chauffage, etc.). Malgré des progrès certains, ces solutions ne sont pas parvenues à résoudre à elles seules le défi de la transition énergétique et de la réduction des consommations – constat qui nous invite à élargir notre prisme d'analyse au-delà des solutions techniques. C'est à identifier les différentes raisons de cet échec partiel, et à mettre en avant des pistes de solutions prenant également en compte le facteur humain, que cet article est dédié.



COMPRENDRE LE ENERGY EFFICIENCY GAP

En dépit des améliorations techniques, la consommation d'énergie n'a pas baissé significativement au cours des dernières années, laissant le problème irrésolu. Dans ce cadre, plusieurs publications scientifiques ont vu le jour, mettant en lumière un phénomène problématique : l'absence ou la faible adoption des nouveaux outils et solutions. On constate ainsi un net écart (*gap*) entre l'efficacité énergétique potentielle et l'efficacité énergétique réelle¹, qui fait l'objet de nombreuses études visant tant à décrypter le phénomène qu'à tenter de le réduire.

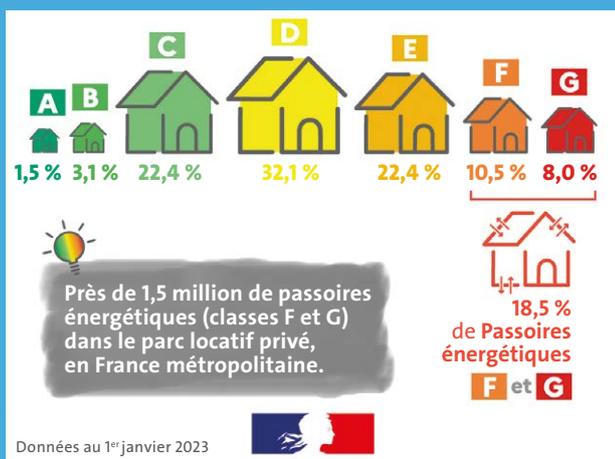
Quoique bien identifié depuis plusieurs années², le problème est encore loin d'être résolu aujourd'hui et constitue un enjeu fondamental à l'heure où la réduction de la consommation d'énergie est toujours plus urgente.

En dépit des améliorations techniques, la consommation d'énergie n'a pas baissé significativement, laissant le problème irrésolu

meilleure exposition de ces bénéfices, permettant une bonne information des acteurs – dont devrait logiquement découler la réalisation du « bon » choix.

Une autre catégorie de publications a plutôt tendance à nier l'existence du *gap* en défendant, pour simplifier, la thèse suivante : si les acteurs n'adoptent pas ces techniques et outils, c'est en raison de leur manque d'attractivité. Les vertus de moindre consommation d'énergie et de rentabilité financière ne sauraient donc suffire à expliquer à elles seules les choix⁴. Ces travaux soulignent ainsi que dans la réalité de l'usage, d'autres paramètres importants entrent en compte, tout particulièrement la confiance dans le bon fonctionnement de l'outil, la capacité à évaluer sa rentabilité réelle, ou encore les ressentis des individus. À titre d'exemple, les consommateurs ont longtemps été réticents à acheter des ampoules fluo-compactes, en raison de leur lumière trop blanche. Ici, le désir de vivre dans un intérieur agréable passait avant le rapport efficacité / prix dans la réalisation du choix.

LES PASSOIRS ÉNERGÉTIQUES DU PARC LOCATIF PRIVÉ



En France, en dépit d'incitations à la rénovation énergétique, on estime à 18,5% le taux de passoires énergétiques dans le parc locatif privé (contre 15,7% dans l'ensemble des résidences principales)³.

D'OÙ VIENT DONC CET ENERGY EFFICIENCY GAP ?

De nombreuses publications analysent cet écart comme constituant avant tout un symptôme d'irrationalité, une aberration illogique de la part des acteurs. Dans la mesure où investir dans ces outils et techniques permet de cumuler vertu écologique et économies financières, leur adoption devrait couler de source. Pour ces travaux, la solution tient donc en une

DE L'IMPORTANCE D'AGIR À LA FOIS SUR LES DIMENSIONS TECHNIQUES, ET SUR LES USAGES ET COMPORTEMENTS

In fine, confrontés à l'analyse des comportements, force est de constater que la technique n'explique pas tout : nous devons prendre en compte l'humain. La meilleure des machines possibles ne rendra tous les services espérés que si les individus en font bon usage. À cet égard, les sociologues, notamment, soulignent à quel point les systèmes sont toujours « sociotechniques » : leur utilité réelle dépend des deux ordres de facteurs, et négliger la dimension sociale au profit des enjeux techniques conduit inévitablement à des apories et déconvenues. Les fameux « effets rebonds » sont un exemple connu des enjeux humains d'adoption d'une technologie. L'adoption généralisée de lampes plus efficaces sur le plan énergétique a ainsi conduit à une explosion du marché des guirlandes, ainsi qu'à une plus grande négligence vis-à-vis de l'extinction des éclairages, ces derniers étant perçus comme « ne coûtant rien ».

Face à cette complexité, comment agir pour comprendre les comportements, mais aussi les changer ? Ni le social ni la technique ne sont évidents à manier, et différentes grilles de lecture et solutions coexistent. Sans chercher à mettre en concurrence les approches, il est éclairant de s'intéresser à la façon dont différentes disciplines des sciences humaines envisagent ces questions – à la suite des réflexions effectuées par les chercheurs canadiens Charlie Wilson⁵ et Hadi Dowlatabadi⁶ sur les modèles de décision⁷, dont les conclusions sont présentées ici. À l'issue de leur revue de littérature pluridisciplinaire, les auteurs réaffirment la singularité des apports de chaque discipline, ainsi que leur commune utilité.

1 Jaffe AB, Stavins RN. (1994). The energy efficiency gap: What does it mean? *Energy Policy* 22:804-10.

2 Hirst, E., et Brown, M.A. (1990). Closing the efficiency gap: barriers to the efficient use of energy. *Resources Conservation and Recycling*, 3, 267-281.

3 <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/node/1243504>.

4 Voir par exemple : Boulanger PM. (2007). *Les barrières à l'efficacité énergétique. Reflets et perspectives de la vie économique* (Tome XLVI), pages 49 à 62. De Boeck Supérieur.

5 Professeur d'énergie et changement climatique à l'Université d'Oxford.

6 Professeur émérite spécialisé sur les enjeux d'énergie et réchauffement climatique à l'Université de British Columbia.

7 Wilson, C. et Dowlatabadi, H. (novembre 2007). Models of Decision Making and Residential Energy Use., *Annual Review of Environment and Resources*, Vol. 32. Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=1076831>.

La première étape de leur travail est de lister l'ensemble des raisons communément identifiées pour rendre compte de l'*energy efficiency gap*, et de la non-adoption de systèmes de chauffage moins consommateurs d'énergie par les consommateurs. Les principaux éléments sont résumés ici :

- Les informations sont difficiles à trouver et leur fiabilité est difficile à évaluer (les sources ne sont pas neutres) ;
- Les individus ont besoin d'acquérir une certaine expertise, ou a minima d'avoir recours à un expert pour évaluer l'efficacité des dispositifs ;
- Des craintes diverses existent, notamment sur la fiabilité technique et la rentabilité économique réelle ;
- Les individus ne disposent pas du capital nécessaire à l'investissement ;
- Des incitations complexes voire contre-productives sont mises en œuvre, notamment lorsque les conditions pour bénéficier des aides financières sont telles qu'elles rendent plus difficiles la prise d'information et l'évaluation ;
- Des effets de marché apparaissent, certains acteurs vendant à perte d'anciennes solutions moins efficaces ;
- Et enfin, un coût du chauffage relativement mineur dans les dépenses, minimisant la gravité du sujet dans les priorités des ménages et autres acteurs concernés.

À la suite de cet état des lieux, les chercheurs s'intéressent à la façon dont différentes disciplines des sciences humaines ont envisagé des solutions, à partir de leur grille d'analyse respective.

Première discipline étudiée, l'économie « classique ». Dans une logique axée sur l'utilité effective des solutions et la rationalité des acteurs, celle-ci préconise d'une part d'augmenter l'utilité et/ou la rentabilité objective pour augmenter l'attractivité des nouveaux produits, et d'autre part d'assurer une information suffisante des acteurs. Les travaux issus de l'économie traditionnelle convoqués par les auteurs démontrent aussi qu'il est plus efficace de prêter de l'argent pour investir que de subventionner l'achat, le problème étant davantage lié au manque de capacité de d'investissement qu'au manque de rentabilité objective.

Deuxième approche, l'économie comportementale. Celle-ci ajoute à la logique de maximisation de l'utilité la prise en compte des biais de décision (souvent nommés biais cognitifs), tels que l'effet de point de référence⁸, ou le cadre d'évaluation⁹.

Dans ce cadre, plusieurs travaux issus de l'économie comportementale identifient des éléments intéressants, et formulent plusieurs recommandations pour réduire le *energy efficiency gap*, intégrant les limites cognitives des décisions des individus :

- Diversifier l'offre, notamment avec une offre de bas de gamme, afin de recentrer le cadre d'évaluation et de montrer la justesse du coût des produits au meilleur rapport qualité/prix ;
- Utiliser le vocable « efficacité énergétique », plus performant que celui d'« économie d'énergie » qui induit une idée de perte ;

Les vertus de moindre consommation d'énergie et de rentabilité financière ne sauraient suffire à expliquer à elles seules les choix des consommateurs

- Promouvoir le confort, la satisfaction des désirs ou la sérénité, plutôt que la technique ou les coûts seuls ;
- Enfin, fournir des repères pour faciliter les évaluations, avec des labels ou des échelles comme l'étiquette énergie.

Troisième perspective, la psychologie sociale et cognitive. Celle-ci part des phénomènes psychiques pour comprendre les décisions, en partant du principe que les contraintes cognitives et sociales déterminent fortement les décisions. Elle formule une longue liste de recommandations et principes, issus de nombreuses recherches :

- Pour être efficaces, les informations doivent comporter les caractéristiques suivantes : être simples, saillantes, pertinentes pour la personne cible, et permettre des comparaisons. Il est également essentiel, via l'information diffusée, de mettre en avant les bénéfices relatifs pour l'individu (en termes de confort, santé, etc.) ;
- À l'inverse, les informations inefficaces sont : techniques, détaillées, factuelles, exhaustives ;
- La fiabilité et la crédibilité des informations et de leurs sources sont essentielles et doivent être mises en avant ;
- Le problème majeur résiderait dans la complexité des solutions et l'incompétence des décisionnaires. Dès lors, il faut faire émerger des tiers de confiance, ou du *feedback* social et des conseils de pairs pour faciliter la prise de décision ;
- L'importance de l'observabilité : il vaut mieux que les bonnes pratiques se voient, comme on voit les panneaux solaires sur les toits ;
- Le changement est progressif : les interventions doivent s'inscrire dans le temps ;
- Les messages doivent être adaptés aux différentes cibles (propriétaires âgés, acheteurs qui rénovent, gestionnaires de parc, etc.) ;
- La communication de masse est utile pour augmenter l'attention, mais n'a pas d'impact mesurable sur l'action effective ;
- Enfin, les messages qui visent à persuader uniquement par l'argument écologique ont peu d'effets, et doivent être associés à un bénéfice plus immédiat pour les individus.

Enfin, quatrième perspective, les travaux de la sociologie. Ces derniers convoquent un autre paradigme d'analyse,

en considérant que les décisions ne sont pas le fait des individus en eux-mêmes, mais sont construites et/ou déterminées par des systèmes sociaux et techniques. La demande d'énergie, par exemple, est indirecte et ne découle pas des choix des individus. Il s'agit d'un problème intégré dans la problématique des modes de vie – on ne « consomme pas de l'énergie » en soi : on fait à manger, on se lave, bref, on utilise des machines.

Il faut aussi prendre en compte les injonctions sociales et publicitaires à acheter de nouveaux produits et à consommer plus (piscines, SUV, renouvellement des téléphones, etc.).

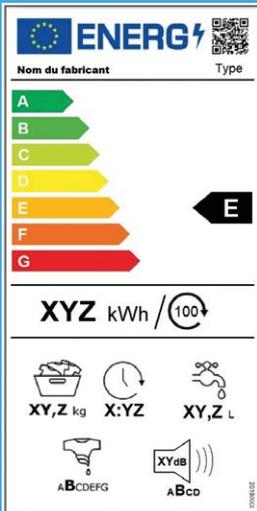
Dans cette logique, les travaux sur le *energy efficiency gap* issus de la sociologie proposent surtout des actions visant à agir sur la chaîne de production, l'offre commerciale et jusqu'à l'organisation urbaine. Ils préconisent de réfléchir en priorité sur les besoins (l'organisation du travail, du déplacement, etc.), les finalités et aspirations individuelles, plutôt que sur l'efficacité énergétique seule.

⁸ Les points de référence désignent l'ensemble des éléments de comparaison à partir desquels nous prenons une décision et qui peuvent biaiser notre jugement. Un exemple de point de référence : le prix d'un produit nous paraît plus ou moins adapté selon qu'on le compare à une autre option similaire ou à une option qui coûte trois fois moins cher.

⁹ Voir ci-après.



GUIDER LES CHOIX DES CONSOMMATEURS : L'ÉTIQUETTE ÉNERGIE



Introduite depuis 1992 pour la plupart des appareils électroménagers, l'étiquette énergie est une fiche destinée au consommateur, qui résume les caractéristiques d'un produit, en particulier ses performances énergétiques, afin de faciliter le choix entre différents modèles.

Au regard des recherches menées, l'étiquette énergie apparaît comme un dispositif utile, quoique insuffisant à lui seul, à condition de la mettre en œuvre correctement.

L'étiquette énergie a en effet le mérite de permettre d'identifier facilement les caractéristiques des produits,

de mettre en avant le sujet de l'efficacité énergétique, mais aussi de fournir un élément de jugement autre que le prix, l'aspect et les allégations marketing. L'étiquette constitue également un « tiers de confiance » facilitant la prise de décision.

Mais plusieurs conditions doivent être remplies pour que l'étiquette énergie puisse réellement jouer son rôle : (1) être associée à un émetteur de confiance (en l'occurrence l'autorité publique) ; (2) être utilisée à bon escient par les industriels ; (3) construire l'échelle de façon pertinente pour permettre de discriminer les niveaux d'efficacité ; (4) enfin les différences de prix entre les niveaux d'efficacité doivent être faibles, au risque d'influencer fortement la décision.

CONCLUSION

Ce bref panorama illustre les apports, l'intérêt et la complémentarité des différentes approches des sciences humaines face au défi que constitue l'efficacité énergétique. Chaque discipline permet d'élaborer des recommandations pratiques, qui sont autant d'occasions de mesurer l'étendue des possibles pour compléter la seule approche technique, qui ne saurait suffire à provoquer un changement de comportement. En prenant de la hauteur, il nous semble qu'un élément déterminant pour accompagner les changements de comportements, quels qu'ils soient – en faveur des économies d'énergie ou de consommation d'eau, des choix de transports ou d'alimentation, bref de l'ensemble des sujets qui traversent nos modes de vie quotidiens les plus triviaux – est bien sûr de proposer des solutions alternatives, mais aussi, paradoxalement, de déconstruire l'idée selon laquelle seules les volontés individuelles sont à l'origine du changement. Nous sommes en réalité face à un enjeu de *capacité à changer*, et c'est à construire cette capacité que nous devons nous atteler.

Ces regards croisés pluridisciplinaires permettent de faire ressortir plusieurs grands principes pouvant guider l'action des chercheurs et des politiques publiques en ce sens. Il est ainsi essentiel de mettre en place non seulement les bonnes conditions d'information et d'aide à la décision, mais aussi de s'intéresser à ce qui relève de la prescription sociale, et plus largement aux représentations des usages et des modes de vie. Au fond, plutôt que d'inventer le radiateur de l'an 3000, notre boussole doit être d'accompagner des personnes qui aimeraient faire mieux, et qui tâtonnent, dans un environnement particulièrement incertain et complexe. Cette ambition, apparemment plus modeste, gagne à être nourrie des perspectives des sciences humaines et sociales, afin de croiser les échelles d'analyse, et de proposer des solutions pertinentes. Appliquées ici aux changements de comportement pour mettre en œuvre une plus grande efficacité énergétique, ces réflexions demeurent largement valables pour le défi, autrement plus complexe, d'accompagnement des individus vers la sobriété.



SOBRIÉTÉ : les enjeux pour Veolia Eau France

Article rédigé d'après un entretien réalisé avec Jean-François Nogrette, par Archipel&Co. Directeur Veolia de la zone France et déchets spéciaux Europe



Diplômé d'AgroParisTech, Jean-François Nogrette débute sa carrière au sein du groupe en 1995 dans les activités de réhabilitation et de dépollution des sols. Entre 1997 et 2002, il part en Israël, puis au Canada pour y développer les activités de déchets dangereux. De retour en France en 2003, il prend successivement la direction Industrielle et Innovation, puis la Direction Régionale Nord de SARP Industries. En 2010, il est nommé Président Directeur Général des groupes SARP & SARP Industries. En mai 2015, il est nommé Directeur Général de Veolia Water Technologies. Il est également membre du Comité Exécutif de Veolia. En 2022, Jean-François Nogrette est nommé Directeur de la zone France et déchets spéciaux Europe.

La sobriété apparaît comme une approche pertinente pour les enjeux liés à l'eau, dans un contexte marqué par différents défis : la forte hausse du stress hydrique, notamment en raison du réchauffement climatique, mais aussi l'insuffisance des investissements dans les infrastructures. Dans ce cadre, la sobriété constitue un levier d'action pertinent pour apporter des solutions à court terme au stress hydrique, mais aussi, de plus en plus, comme une condition nécessaire pour renforcer l'acceptabilité des acteurs industriels. La sobriété peut être mise en œuvre à travers différents leviers, évoqués par Jean-François Nogrette : le découplage de la production et de la distribution dans les modèles économiques de gestion de l'eau, comme Veolia le met d'ores et déjà en œuvre dans certains contrats, mais aussi l'innovation comportementale, via l'accompagnement au changement de comportement des individus. S'ils sont utiles, ces leviers doivent toutefois s'accompagner d'autres approches, et la sobriété ne peut constituer, pour le Groupe, l'unique réponse au défi du stress hydrique. Pour faire advenir la transformation écologique, l'innovation, l'efficacité énergétique, ou encore les solutions de recyclage des ressources et de circularité, sont des leviers indispensables.

Au cours de la période récente, la sobriété s'est imposée comme un rouage des scénarios de réduction des émissions de gaz à effet de serre, aux côtés d'autres leviers tels que la transition énergétique et l'adoption des énergies renouvelables. Des institutions comme le GIEC ou l'Agence internationale de l'énergie incluent dans leurs réflexions et scénarios une dimension « sobriété », autrement dit une réduction de la demande d'énergie. La traduction politique de la sobriété est toutefois variable selon les pays et les contextes.

En France, la sobriété prend une place politique particulière, notamment depuis le plan sobriété lancé par le gouvernement français en 2022. Si l'approche sobre peut s'appliquer à de multiples domaines et industries, la sobriété liée aux usages individuels et collectifs de la ressource en eau fait l'objet d'une attention renforcée – dans un contexte de stress hydrique accru et constaté par toutes les parties prenantes. En 2023, le gouvernement français a ainsi lancé le « Plan Eau », afin d'engager industriels et citoyens dans une démarche de sobriété hydrique, et accélérer la gestion durable de la ressource en eau.

En tant que leader de la transformation écologique, ce concept de sobriété, et en particulier de sobriété hydrique, ne peut manquer de nous interpeller, à la fois dans les marchés municipaux, mais aussi pour garantir l'acceptabilité locale de grands projets industriels. Si la sobriété concerne toutes les activités du Groupe, nous nous concentrons ici sur le cas singulier de la sobriété liée à la gestion de l'eau, activité historique du Groupe.





LA SOBRIÉTÉ EST UN AXE DE SOLUTION NÉCESSAIRE POUR FAIRE FACE AU STRESS HYDRIQUE DANS UN CONTEXTE DE SOUS-INVESTISSEMENT DANS LES INFRASTRUCTURES

Il convient de partir du double constat suivant. Les investissements nécessaires pour faire face à la crise de l'eau et y apporter de véritables réponses industrielles sont considérables, mais encore loin d'être faits. En parallèle, le stress hydrique est encore insuffisamment pris en compte dans les modélisations économiques. Selon le dernier rapport France Stratégie publié sur le sujet, la ressource en eau renouvelable, indispensable aux différents usages anthropiques et au fonctionnement des milieux aquatiques, a diminué de 14% en France au cours de ces quinze dernières années¹. La tendance devrait s'aggraver, notamment en période estivale, avec le changement climatique. Dans un rapport indépendant publié en juin 2023², l'Académie des Technologies rappelle en effet que trois éléments majeurs contribuent à accroître la pression sur les ressources en eau disponibles : le déversement de pollutions chimiques ou biologiques vers les ressources en eau, nécessitant des traitements particuliers avant utilisations ou l'identification de ressources alternatives ; les conséquences du changement climatique sur le cycle de l'eau et les prélèvements dans les ressources en eau ; enfin les conflits d'usages entre les besoins des activités humaines et les besoins en eau pour maintenir les écosystèmes naturels dans un bon état.

Nous sommes entrés dans une course de vitesse pour faire face au stress hydrique, dans un contexte où les investissements risquent de prendre du temps pour se réaliser

Au regard de cette situation, l'investissement dans les infrastructures de l'eau et de l'assainissement apparaît encore trop limité. Les réseaux d'eau – répartis entre 875 000 km de linéaire pour l'eau potable et de 425 000 km pour l'assainissement, dont la moitié en zone rurale – font face à des difficultés. À l'échelle nationale, 20% de l'eau potable mise en distribution n'arrive pas à destination en raison de fuites (des pertes qui représentent près de 1 milliard de m³ par an, l'équivalent de la consommation annuelle d'environ 18,5 millions d'habitants). Les investissements à engager sont donc considérables (pour l'heure, le taux de renouvellement du réseau est de 0,6% par an) : dans un rapport publié en 2022³, l'Union des industries de l'eau (UIE) estime à environ 2,7 milliards d'euros le montant du renouvellement des réseaux d'eau potable, et à 2 milliards pour le réseau d'assainissement. Pour ces deux postes, le déficit d'investissement est respectivement estimé à 1,8 milliard et 1,4 milliard d'euros.

Nous sommes d'une certaine manière entrés dans une course de vitesse pour faire face au stress hydrique, dans un contexte où les investissements risquent de prendre du temps pour se réaliser. C'est dans ce cadre que la sobriété, notamment dans la gestion des comportements, s'impose comme un levier d'action. Encourager la sobriété est en effet un premier axe de réponse et de solution, permettant de pallier l'insuffisante mise en œuvre des solutions d'efficacité et d'amélioration des rendements des réseaux. À l'inverse, l'accompagnement au changement des comportements peut constituer, sous certaines conditions, un levier d'action plus rapide.

Mais la sobriété et la question de la préservation de l'eau s'imposent également comme un levier d'acceptabilité sociale, voire une condition impérative à respecter pour l'obtention du droit d'opérer (le fameux « *license to operate* »). Cette dimension apparaît en effet comme une attente clé de la part des parties prenantes du Groupe, à la fois acteurs industriels, publics et citoyens.

1 https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2024-na_136_enjeux_et_usages_de_leau_avril.pdf.

2 https://www.academie-technologies.fr/wp-content/uploads/2023/07/20230703_Rapport_AT_Apports_technologies_besoins_eau_douce_web.pdf.

3 <https://eau-entreprises.org/actualite/patrimoine-de-leau-2022/>.

LES LEVIERS DE LA SOBRIÉTÉ, DU MODÈLE ÉCONOMIQUE À L'INNOVATION COMPORTEMENTALE

Dans ce cadre, différents leviers coexistent pour faire advenir, concrètement, la sobriété.

Le premier est d'intégrer la sobriété dans les modèles économiques de façon structurante. Veolia travaille d'ores et déjà dans cette voie, comme à Lille où **production et distribution ont été découplées** et permettent de rendre le système plus pérenne.

La situation à Lille est en effet complexe : la recharge des nappes phréatiques a baissé de 20 % depuis 2017 alors que la population doit augmenter de 5 % dans les dix ans avec 6 000 logements supplémentaires. Par rapport à d'autres régions françaises, l'agglomération lilloise a la particularité de n'avoir aucun grand fleuve et d'être très densément peuplée. Quatre millions d'habitants – la métropole de Lille qui concentre en outre une forte activité économique, le bassin minier et la Belgique – se partagent la même nappe phréatique.

Pour la première fois en effet, nous serons récompensés pour les économies d'eau réalisées. Nous nous sommes engagés sur une baisse de nos achats d'eau à la régie Sourceo de 4%, dans le cadre de ce que nous avons appelé « un contrat de sobriété hydrique ». Avec un prix de l'eau restant maîtrisé pour les utilisateurs finaux.

Nous allons également accompagner les consommateurs pour qu'ils réduisent leurs consommations. La télérelève des compteurs sera déployée en quatre ans chez tous les usagers qui recevront une alerte sous 48 heures en cas de fuite. Nous allons aussi encourager les comportements plus durables : il est en effet prévu de distribuer 550 000 kits « hydro-économiques » comprenant un mousseur pour réduire le débit de l'eau au robinet, un sablier pour prendre conscience du temps que dure une douche, un sac plastique à mettre dans la chasse des WC pour réduire le volume d'eau, un régulateur de débit pour la douche avec une notice de sensibilisation. Ces kits seront distribués en main propre. Nous sommes ainsi rémunérés, non pas pour faire plus, mais pour faire moins.

Nous avons également développé cette approche dans le cadre de notre contrat avec la ville de Verdun, en nous engageant à réduire la consommation de 22%, à travers la distribution de 150 000 kits d'économie d'eau (10% chez les habitants, 30% pour la ville).

Un deuxième axe est de **systématiser l'innovation comportementale**. Les recherches s'accordent pour diviser les interventions de changement de comportement en deux grandes phases : la compréhension des comportements existants et la prise en compte des différents biais pouvant altérer notre prise de décision d'une part, et la mise en œuvre de leviers comportementaux d'autre part, pour inciter au changement. Le Groupe Veolia a à cœur d'investir de l'énergie dans la compréhension, l'élaboration et le passage à l'échelle de ce type de dispositifs.

Car la sobriété peut en effet être encouragée à travers des objectifs ambitieux de sensibilisation et de changement de comportement. Ces derniers, loin d'être substituables aux initiatives collectives, permettent au contraire de les accélérer en incitant chacun à agir à son échelle. C'est l'approche que nous avons privilégiée dans le cadre de la démarche Éco d'Eau en France, qui vise à rassembler le plus grand nombre d'acteurs autour d'actions qui transforment durablement notre rapport à l'eau.

En soutien aux ambitions annoncées par le gouvernement dans le cadre du Plan eau, Veolia a déployé Éco d'Eau pour aider les territoires et les industries à faire face à la raréfaction des ressources. Cette démarche collective est reconnue par le gouvernement via le marqueur « Chaque geste compte. Préservons nos ressources. ». Le dispositif Éco d'Eau se traduit par la mise à disposition pour chaque participant : d'outils pédagogiques autour des enjeux de sobriété et les 33 écogestes pouvant être adoptés par chacun, de la charte d'engagements volontaires pour structurer et partager ses engagements avec ses parties prenantes externes et son collectif d'employés et d'un manifeste pour témoigner de sa mobilisation à titre individuel.

Mais les actions environnementales peuvent aussi contribuer à créer une dynamique vertueuse permettant d'aborder des problématiques sociales plus larges. Cette démarche est au cœur des actions de Veolia Eau d'Île-de-France, et en particulier de son programme Eau Solidaire, dont la démarche articule la question de la sobriété écologique à celle de la lutte contre la précarité eau. Nous cherchons ainsi à dupliquer des dispositifs de ce que nous pourrions appeler une transition juste, en travaillant à la fois sur les dimensions sociales et environnementales.

À travers le dispositif Eau Solidaire, créé en 2011⁴ par le Syndicat des Eaux d'Île-de-France et son délégataire Veolia Eau d'Île-de-France, nous avons lancé en partenariat avec différentes organisations (compagnons Bâisseurs, Impact Copro) des programmes spécifiques de réduction des consommations d'eau dans les copropriétés dégradées. Il s'agit à la fois de travailler sur la dimension technique

(avec des réparations de fuite), de comportements (avec des ateliers de sensibilisation et de prévention soulignant les multiples conséquences des fuites (gaspillage de la ressource, dégradation du bâti, charge financière, altération du lien social...)), et de prévention à plus long terme (avec la formation des habitants aux gestes simples de réparation pour leur donner les clés pour enclencher par la suite eux-mêmes des réparations au sein de leur logement).

La sobriété ne constitue pas, à nos yeux, une solution miracle apte à résoudre tous les défis qui s'offrent à nous. Au regard de la complexité des problématiques auxquelles nous sommes confrontés, telles que la sobriété hydrique, aucune solution ne doit cependant être mise de côté. C'est en alliant la sobriété à d'autres leviers d'action, au premier rang desquels l'innovation, et la recherche de solutions d'efficacité énergétique, de recyclage des ressources et de circularité, que nous pourrions tenter d'être à la hauteur des changements à venir.

C'est en alliant la sobriété à d'autres leviers d'action, au premier rang desquels l'innovation, et la recherche de solutions d'efficacité énergétique, de recyclage des ressources et de circularité, que nous pourrions tenter d'être à la hauteur des changements à venir

⁴ Chaque année, 2,5 millions d'euros par an (soit 1% des recettes des ventes d'eau) sont dédiés au programme Eau Solidaire.





POUR UNE SOBRIÉTÉ « SYSTÉMIQUE »

Philippe Bihouix
Directeur général du groupe AREP



Philippe Bihouix est ingénieur et directeur général de l'agence de conception pluridisciplinaire AREP (www.arep.fr). Depuis plus de quinze ans, il travaille sur les questions de transition énergétique, de ressources non renouvelables et les enjeux technologiques et environnementaux associés. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment *L'Âge des low tech. Vers une civilisation techniquement soutenable* (Seuil, 2014), *Le bonheur était pour demain. Les rêveries d'un ingénieur solitaire* (Seuil, 2019), *La ville stationnaire. Comment mettre fin à l'étalement urbain* (Actes Sud, 2022, avec Sophie Jeantet et Clémence de Selva) et la bande-dessinée *Ressources. Un défi pour l'humanité* (Casterman, 2024, avec Vincent Perriot).

Longtemps cantonnée à la sphère des associations écologistes ou de certains acteurs institutionnels, la sobriété commence à être reconnue comme un levier incontournable de la nécessaire transition environnementale. En Europe en particulier, à la suite des récentes inquiétudes sur l'approvisionnement en gaz naturel et de la forte augmentation des prix du gaz et de l'électricité, elle est désormais régulièrement mentionnée dans les politiques publiques, tandis qu'elle a fait son apparition (sous le vocable *sufficiency*) dans le dernier rapport du GIEC.

Cette sobriété, il reste cependant à en définir plus précisément les contours : quand elle n'est pas encore simplement confondue avec l'efficacité, elle prend souvent la forme d'une sobriété « personnelle », d'une démarche (plus ou moins volontaire) proche de l'austérité, où il s'agirait essentiellement de moins chauffer chez soi, de se déplacer avec les transports en commun, en modes « doux » ou en covoiturant, et de consommer avec un peu plus de frugalité (alimentation, numérique, vêtements...). Se pose alors la question de son acceptabilité par les populations engoncées dans des schémas consuméristes.

Pourtant, au lieu de reposer sur les seuls consommateurs ou presque, la sobriété pourrait être plus profonde, plus systémique, plus « organisée » et facilitée par la puissance publique à toutes les échelles, dans tous les domaines, des transports aux télécommunications en passant par la construction et l'aménagement du territoire.

La notion de sobriété est restée longtemps cantonnée à un petit cercle de spécialistes de l'énergie, à la sphère des associations écologistes (comme négaWatt qui a fortement contribué à installer le terme) ou à certains acteurs institutionnels (notamment l'ADEME, l'Agence de la transition écologique, en France), qui prêchaient un peu dans le désert. Depuis quelques années, la donne change et le terme se retrouve dans les bouches de nombreux acteurs publics comme privés.

Parmi les raisons de cette évolution notable, il y a eu bien sûr le déclenchement de la guerre en Ukraine, qui a provoqué de violentes inquiétudes sur l'approvisionnement énergétique et une forte augmentation des prix du gaz et de l'électricité en Europe. Mais au-delà de cet effet conjoncturel, la sobriété a aussi fait son apparition dans le dernier rapport du GIEC. Les politiques de sobriété y sont définies comme « un ensemble de mesures et de pratiques quotidiennes évitant des besoins en énergie, en matériaux, en terres et en eau, tout en assurant le bien-être humain pour tous dans les limites planétaires ».



Cette injonction à la sobriété arrive après une décennie où toutes les grandes agences internationales ont pointé les besoins énormes en matériaux qu'allait nécessiter la transition énergétique à base d'énergies renouvelables et de véhicules électriques¹, s'ajoutant aux tendances déjà bien établies d'urbanisation, d'industrialisation et de numérisation du monde. L'humanité extrait chaque année plus de 100 milliards de tonnes de son environnement, dont les trois quarts sont composés de ressources non renouvelables (énergies fossiles, minéraux et minerais de métaux, sables et granulats...)² ; et la combinaison de l'évolution démographique et de la croissance économique pourrait mener à une augmentation de 70% d'ici 2060³. Devant une telle accélération, on comprend que toute mesure permettant « d'éviter les besoins » – sans remettre en cause les objectifs de bien-être et de « développement » humain, donc – puisse être la bienvenue. Le meilleur kilowattheure, le plus écologique, est sans conteste celui qu'on n'a pas eu besoin de consommer !

La sobriété a donc commencé à être reconnue comme un levier incontournable de la transition environnementale. Surtout, l'adoption de nouvelles pratiques dans la foulée de la crise sanitaire de 2020 (déplacements à vélo, développement du télétravail et des réunions à distance...) et la forte réduction de la consommation d'énergie à l'hiver 2022-2023 par suite de différentes mesures de politique publique (19°C dans les bureaux et les administrations, incitations diverses...) ont surpris par leur ampleur et leur rapidité. La sobriété, de levier incontournable, est devenue activable, sans provoquer de chaos social.

SOBRIÉTÉ OU AUSTÉRITÉ ?

Cependant, de quelle sobriété parle-t-on ? Il resterait à en définir plus précisément les contours, car le mot partage, avec développement durable, résilience et quelques autres, un caractère polysémique :

la sobriété gouvernementale n'est pas celle des partisans de la décroissance, comme la sobriété des grandes entreprises n'est pas celle des associations de défense de l'environnement.

Quand elle n'est pas encore simplement confondue avec l'efficacité, elle prend souvent la forme d'une sobriété « personnelle », d'une démarche (plus ou moins volontaire) proche de l'austérité, où il s'agirait essentiellement de moins chauffer chez soi, de se déplacer avec les transports en commun, en modes « doux » (vélo, trottinette, marche à pied...) ou à la rigueur en covoiturant (quand il n'y a pas d'alternative à la voiture), de consommer avec un peu plus de frugalité (alimentation moins carnée, locale et de saison, numérique responsable, vêtements moins nombreux ou d'occasion...).

Se pose alors la question de son acceptabilité : par les populations d'une part, engoncées dans des schémas consuméristes et manipulées par la publicité (« consomme et sois heureux »), qui pourraient considérer – assez légitimement – qu'on les incite à se serrer la ceinture « pour la planète » pendant que

les classes dominantes, politiques ou économiques, continuent à peu près comme avant ; par les pouvoirs publics eux-mêmes et les acteurs économiques d'autre part, qui pourraient voir dans les politiques de sobriété une menace à la pérennité de modèles économiques ou à l'équilibre des finances de l'État.

À cet égard, la passe d'armes entre deux ministres du gouvernement français, Économie et Finances et Transition écologique, tutelle de l'ADEME, à la suite de la campagne lancée en novembre 2023 pour la « consommation responsable »⁴, était intéressante. Des publicités mettant en scène des « dévendeurs », des conseillers atypiques, certes déroutants mais bien sympathiques, questionnant nos besoins réels plutôt que nous laisser céder « aux sirènes de la surconsommation », ont rapidement provoqué l'ire des fédérations professionnelles de commerçants, obligeant le gouvernement à ménager la chèvre des écolos et le chou du produit intérieur brut.

SOBRIÉTÉ SYSTÉMIQUE

Si le débat sur la consommation personnelle est important et légitime, il masque en réalité deux éléments importants. Le premier élément est que, dans de nombreux cas, les consommateurs n'ont tout simplement pas le choix, et que les culpabiliser outre-mesure n'est pas forcément très productif : si vous cherchez des vêtements pour enfants fabriqués en France, des yaourts au lait bio en emballage consigné ou des pièces détachées pour réparer votre sèche-cheveux, il est probable que vos courses se transforment en « sport de combat ». Contrairement à la doxa des économistes, nous ne vivons pas dans une économie « tirée » par les clients rois, mais dans une économie « poussée » par les entreprises productrices de biens et services⁵.

Le deuxième élément est que l'appel « vertueux » à cette sobriété personnelle masque le fait qu'il existe aussi une autre sobriété, bien différente, qui ne dépend pas de chacun mais de l'action coordonnée, organisée, pilotée, décidée par les pouvoirs publics. Prenons quelques exemples.

Dans les télécommunications d'abord. On y a organisé la concurrence en accordant des licences à différents opérateurs qui installent et gèrent chacun leur propre réseau d'accès radio (antennes et stations de base). On a ainsi, en France, quatre réseaux 2G, 3G, 4G, 5G qui s'empilent pour couvrir les mêmes endroits – si l'on excepte quelques partages à la marge. Dans toutes les autres industries de réseaux (eau, électricité, gaz, routes, rails...) ce serait évidemment impossible : on n'a pas quatre câbles électriques et quatre tuyaux d'eau rentrant dans les immeubles, ni quatre autoroutes parallèles pour choisir son fournisseur. En créant un unique réseau d'accès, optimisé, mutualisé et compatible avec la concurrence (chaque opérateur aurait un accès indifférencié au réseau qui serait, par exemple, concédé par région), on diviserait la facture électrique par deux, soit une économie de l'ordre de 2 TWh par an en France⁶ – sans parler des économies pour les clients.

L'appel « vertueux » à cette sobriété personnelle masque le fait qu'il existe aussi une autre sobriété, bien différente, qui ne dépend pas de chacun mais de l'action coordonnée, organisée, pilotée, décidée par les pouvoirs publics

1 IEA, (2021). *The role of critical minerals in clean energy transitions* [Le rôle des minerais critiques dans la transition énergétique].

2 UNEP, (2024). *Global resources outlook* [Perspectives des ressources mondiales].

3 Voir par exemple OECD, (2018). *Global material resources outlook 2060* [Perspectives des ressources matérielles mondiales à horizon 2060].

4 ADEME, (2023). Campagne « Posons-nous les bonnes questions avant d'acheter ».

5 Galbraith J.K. (1967). *Le nouvel État industriel*.

6 1 TWh = 1 milliard de kWh. La consommation électrique française est d'environ 450 TWh par an.



Sur la question des choix fiscaux ensuite, qu'il faudra faire évoluer profondément si l'on veut généraliser les comportements vertueux et de nouveaux modes de production et consommation, comme le réemploi, la réparation, le recyclage, la rénovation, les circuits courts de distribution, les pratiques agricoles régénératrices des sols et des écosystèmes, ou encore les métiers d'artisanat. Toutes ces activités partagent en effet la caractéristique d'être plus intensives en travail humain. Or le système fiscal actuel considère les ressources naturelles comme « gratuites » et a fait du travail humain le fondement de la protection sociale (systèmes de santé, de retraite et assurance-chômage) : la taxe carbone représente moins de 2 % des cotisations sociales sur les salaires⁷ et la fiscalité sur les ressources, l'artificialisation des sols, la production de déchets, demeure très faible.

La conséquence est que l'incessante recherche de « productivité » – réduire la quantité de travail humain pour produire des biens et des services – est nécessaire et « naturelle » pour tous les acteurs, des administrations (face à leurs contribuables) aux entreprises (face à leurs concurrents). Cette productivité, terriblement coûteuse en ressources et en énergie, nous empêche d'entrer dans un âge de la réutilisation et de la maintenance, où faire durer, réparer et remanufacturer serait la norme et non l'exception.

Sur l'aménagement du territoire, enfin. Depuis quelques décennies s'est installée l'idée que « plus la ville est dense, moins elle pollue » : on y artificialise moins les sols et les transports en commun y sont effectivement plus pertinents économiquement. Les politiques publiques ont ainsi accompagné, amplifié la métropolisation, dans un légitime souci de création d'emplois, avec des actions volontaristes de marketing territorial, d'attractivité économique et touristique, de course aux infrastructures, pour faire de leurs métropoles des locomotives de l'économie mondialisée.

Mais cela a amplifié la vacance dans le bâti existant. En France, pour chaque habitant supplémentaire, nous mettons deux logements en chantier ! De 2016 à 2021, l'augmentation moyenne annuelle de la population a été de 165 000 personnes, celle du parc de logement de 350 000 unités. Évidemment, plusieurs facteurs expliquent ce rapport singulier, au premier rang desquels les recompositions sociales qui réduisent la taille des ménages avec le vieillissement de la population, les séparations, etc. (3,1 personnes par foyer dans les années 1960 contre 2,2 aujourd'hui). Mais le stock de logements vacants a aussi augmenté de 50 000 unités par an. Il y a 3,1 millions de logements vides et 8 millions sous-occupés en France. Le parc de logements n'est pas en adéquation avec les besoins (ou les envies), du fait de leur état, leur taille, leur forme, leur positionnement ou zone géographique. Décohabitation et métropolisation sont devenues les deux mamelles du BTP !

Pour mobiliser pleinement le potentiel existant de logements, commerces, bâtiments industriels, les métropoles ne doivent plus attirer et grandir au détriment des villes de taille inférieure, mais essaimer. La puissance publique à toutes les échelles doit désormais favoriser, par son exemplarité,

son pouvoir d'entraînement et toutes les mesures possibles, une redistribution plus harmonieuse des populations, une revitalisation des sous-préfectures, des bourgs, des villages et des campagnes, la répartition des emplois publics et privés, des services, des commerces, de l'offre médicale, sociale et culturelle, etc. Cette redistribution pourrait se faire au profit de rythmes de vie plus apaisés et s'articuler avec d'autres enjeux de la transition environnementale, comme la réduction des besoins de déplacements du quotidien – souvent contraints par les trajets domicile - travail, qui deviennent toujours plus longs.

CERCLE VERTUEUX

De façon bien organisée, pilotée, anticipée, cette sobriété systémique pourrait enclencher de véritables boucles de « cercles vertueux environnementaux ». Prenons l'exemple de la voiture individuelle, en imaginant que la généralisation du passage à la motorisation électrique se fasse sur des prémices bien différentes d'aujourd'hui. Il s'agirait d'abord de produire des véhicules plus petits. Il y a besoin de quinze fois moins de batteries (et des métaux qui vont avec, lithium, cobalt, nickel ou autres) pour une voiturette de 800 kg avec 200 km d'autonomie que pour un SUV de 2 tonnes avec 1 000 km d'autonomie. Aujourd'hui, les voitures individuelles ont été victimes d'un effet rebond, comme beaucoup d'autres secteurs : les gains d'optimisation de la motorisation ont été perdus dans l'augmentation de la puissance et du poids des modèles mis sur le marché. C'est, d'un point de vue technique, bien malheureux.

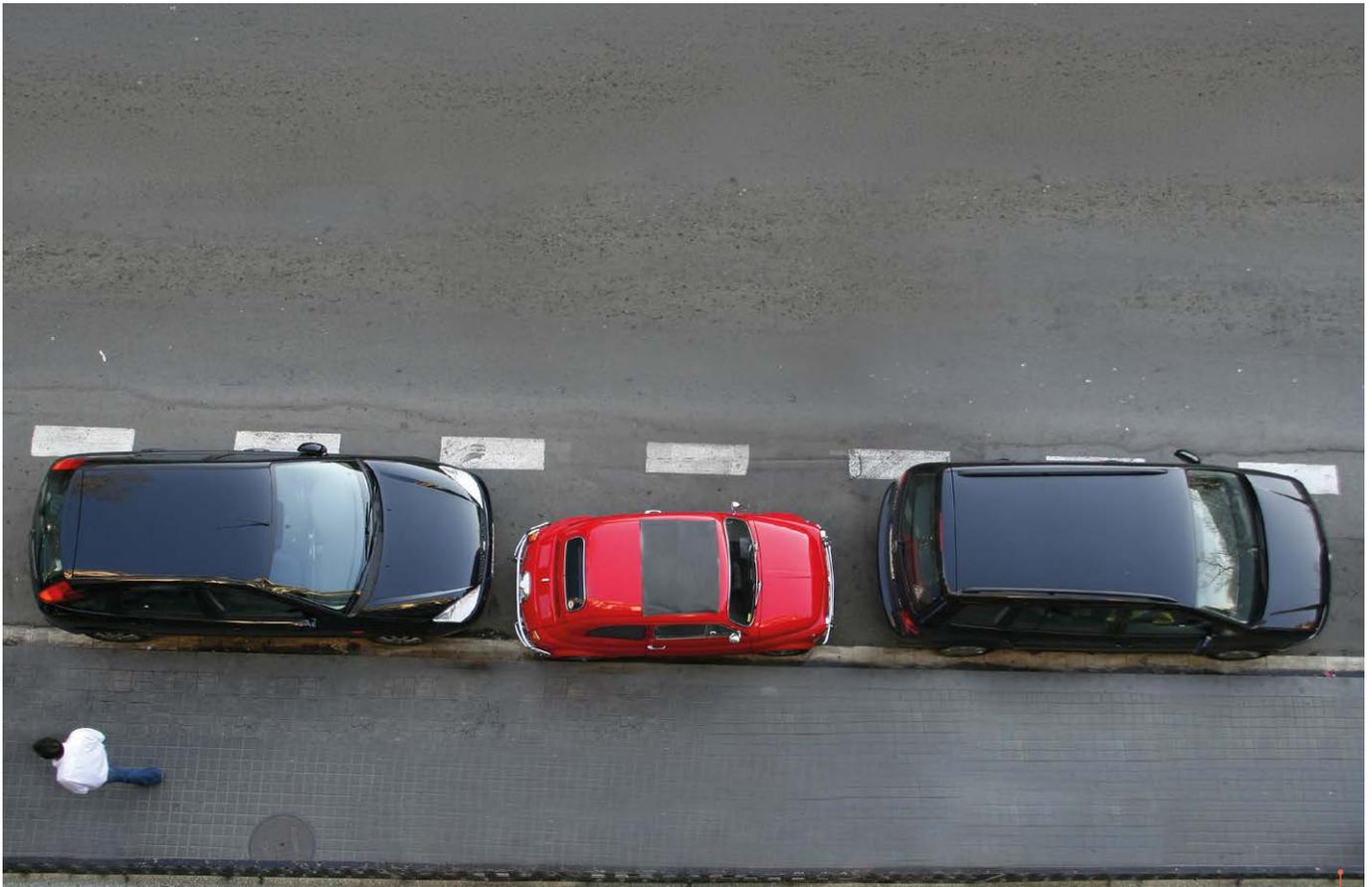
Par ailleurs, faudra-t-il, dans les décennies qui viennent, fabriquer toujours autant de voitures neuves chaque année ?

Deux leviers permettraient d'agir à la baisse sur la quantité nécessaire : en premier lieu le taux d'équipement des ménages et le fait qu'on pourrait, là encore, partager et mutualiser bien plus qu'aujourd'hui. Mais on pourrait aussi jouer sur la durée de vie des automobiles. Les moteurs électriques s'usent bien moins que les moteurs thermiques. Pourquoi les voitures ne dureraient-elles pas autant que les trains, les avions, au moins 30 ou 40 ans, en remplaçant régulièrement certaines pièces d'usure ? C'est à General Motors, inventant dans les années 1930 le concept de modèle annuel pour prendre des parts de marché à Ford et son modèle indémodable, qu'on doit le plaisir de changer régulièrement de voiture. N'est-il pas temps de faire évoluer cela ?

Que se passerait-il d'un point de vue physique, si on orientait donc la production de véhicules individuels vers (beaucoup) moins d'unités, elles-mêmes bien moins lourdes ? Il faudrait moins d'usines, de chaînes de montage, de robots ; moins de matériaux (acier, verre, aluminium, caoutchouc artificiel, peintures...) et moins de matières premières (pétrole, sable, minerai de fer et charbon...), mais, par effet induit, moins aussi d'infrastructures pour extraire ces matières, les transporter et les transformer : engins et routes d'accès pour les mines et les carrières, bateaux minéraliers et infrastructures portuaires, camions, eux-mêmes consommateurs d'acier et de nombreux autres matériaux ! Les véhicules plus petits prendraient moins de place dans l'espace public, les parkings seraient moins grands (consommant à leur tour moins d'acier et de ciment !), etc.

⁷ 450 G€ (milliards d'euros) de cotisations sociales et 50 G€ de taxes environnementales, dont 8 G€ pour la taxe carbone.





Les voitures sont de plus en plus grosses et lourdes...

La mobilité motorisée convoque tout un monde, celui du système routier (routes, autoroutes, stations de péage, ponts, parkings... et derrière, bitume, acier, ciment, granulats, bulldozers, scrapers...), des infrastructures énergétiques (aujourd'hui pétrolières, demain électriques...), des réseaux commerciaux et techniques (concessionnaires, garages, casses, décharges, bassins d'orage, dépollution...), des activités induites (des radars et contrôles routiers aux hôpitaux, en passant par les assurances et leurs immeubles) ; auxquels on pourrait presque ajouter une partie des forces armées qui sécurisent, indirectement, notre approvisionnement en certaines ressources indispensables.

De façon bien organisée, pilotée, anticipée, cette sobriété systémique pourrait enclencher de véritables boucles de « cercles vertueux environnementaux »

SOBRIÉTÉ OU POST-CROISSANCE ?

Ainsi, une sobriété systémique, appliquée au secteur du transport motorisé, pour ne prendre que cet exemple, aurait des conséquences importantes sur le reste de l'activité économique. Remettre la voiture à sa « juste » taille, et surtout à sa juste place, organiser une « sortie » de la civilisation de la voiture (individuelle) en quelques décennies serait extrêmement vertueux d'un point de vue environnemental (transporter 100 kg de charge utile avec un engin d'une

à deux tonnes restera toujours une aberration physique et environnementale) et probablement jouable d'un point de vue culturel. Après tout, l'humanité a su vivre sans voiture pendant longtemps : nul doute qu'elle saurait faire le chemin en sens inverse, à condition de tirer des avantages de cette « contrainte ». On peut les trouver : économie plus territorialisée et vie sociale revigorée, temps retrouvé, pollution et bruits fortement réduits, espaces publics rendus aux enfants, etc.

Mais évidemment, cette liste des activités touchées en cascade est aussi ce qui nous empêche, collectivement, de faire des choix radicaux. Moins de consommation, c'est aussi, potentiellement, moins d'emplois, et des risques de faillites publiques comme privées. On glorifie la destruction créatrice schumpetérienne provoquée par l'innovation technologique, mais imaginer la même chose dans le domaine environnemental nous terrifie : l'argument de la destruction d'emplois est toujours brandi lorsqu'il s'agit de remettre en cause certaines activités (comme les jets privés par exemple !). Il devient donc urgent de théoriser (puis mettre en pratique) un système économique de post-croissance, de plein-emploi, permettant la répartition des richesses et le bien-être humain pour tous – pour reprendre les mots du GIEC – et enfin réconcilié avec les limites planétaires.



**" Gandhi et la sagesse ancestrale africaine
nous enseignent la même chose :
la sobriété est un état d'esprit."**

Mamphela Ramphela

Ancienne Directrice générale de la Banque Mondiale
et membre du Comité de Prospective de l'Institut Veolia

Rédacteur en chef : Nicolas Renard, Directeur Exécutif, Institut Veolia

Directrice de la publication : Dinah Louda, Présidente, Institut Veolia

Organisme émetteur :

Field Actions Science Reports (FACTS) est publié par l'Institut Veolia. EISSN: 1867-8521

Contact :

institut.ve@veolia.com

©AUTEUR(S) :

Les auteurs conservent la titularité des droits d'auteur mais autorisent le public à copier, distribuer, transmettre et adapter leurs travaux à condition que leur nom soit cité comme il se doit.

Conception : Studio graphique Veolia / Increa by Printvallée

Réalisation : Increa by Printvallée

Imprimé en France

avec des encres à base végétale par un prestataire labellisé Imprim'vert sur du papier traité sans chlore, certifié FSC, produit issu de forêts bien gérées et d'autres sources maîtrisées.

Crédits photos :

Photothèque Veolia, Shutterstock, Pixabay, X, différents crédits mentionnés dans les légendes des visuels, DR.

